

---

---

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

---

### COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 2329

[C — 99/21294]

#### Arrêt n° 56/99 du 26 mai 1999

Numéros du rôle : 1343, 1363, 1369 et 1370

*En cause* : les recours en annulation des articles 2, 3 et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et alinéa 2, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, introduits par F. Bailly et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours*

A. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 mai 1998 et parvenue au greffe le 2 juin 1998, un recours en annulation des articles 3 et 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1998) a été introduit par F. Bailly, demeurant à 6900 Marche, Pré du Chanoine 28, J.-L. Binon, demeurant à 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, demeurant à 1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, demeurant à 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue d'Orbaix 16, A. Colmant, demeurant à 7000 Mons, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, demeurant à 1390 Grez-Doiceau, place Hallaux 3, J.-L. Demoisy, demeurant à 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, demeurant à 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, demeurant à 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, demeurant à 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, demeurant à 5000 Namur, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, demeurant à 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, demeurant à 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, demeurant à 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, demeurant à 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, demeurant à 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, demeurant à 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, demeurant à 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, demeurant à 1470 Genappe, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, demeurant à 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, demeurant à 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, demeurant à 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, demeurant à 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, demeurant à 6001 Charleroi, Sixième

Avenue 29, J. Olejnik, demeurant à 4500 Huy, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, demeurant à 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, demeurant à 5000 Namur, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, demeurant à 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, demeurant à 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, demeurant à 7500 Tournai, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, demeurant à 7850 Enghien, chaussée de Bruxelles 94, P. Roche, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, demeurant à 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert 1er 35, P. Valvekens, demeurant à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, boîte 36, C. Van Damme, demeurant à 1970 Wezembeek-Oppem, avenue du Martin-Pêcheur 1, L. Van Malcot, demeurant à 5060 Sambreville, rue Vigneron 19, J. Vandenheuvel, demeurant à 1210 Bruxelles, rue de Rotterdam 44, A. Willame, demeurant à 4500 Huy, rue Armand Foncoux 6, et B. Zimmermann, demeurant à 4830 Limbourg, Halloux 20.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par L. Désir et B. Servais, a été rejetée par l'arrêt n° 90/98 du 15 juillet 1998, publié au *Moniteur belge* du 10 octobre 1998.

B. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 juin 1998 et parvenue au greffe le 29 juin 1998, M. Van Bever, demeurant à 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, a introduit un recours en annulation des articles 2, 3 et 4, b), de la loi précitée du 9 juillet 1997.

C. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 1998, P. Lefranc, demeurant à 9040 Gand, Adolf Bayensstraat 81, et K. Maenhout, demeurant à 2600 Anvers, Justitiestraat 26, ont introduit un recours en annulation de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et dernier alinéa, de la loi précitée du 9 juillet 1997.

D. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 1998, un recours en annulation des articles 3 et 4, b), de la loi précitée du 9 juillet 1997 a été introduit par L. Balcaen, demeurant à 9000 Gand, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeusen, demeurant à 2000 Anvers, Stoopstraat 1, T. Beele, demeurant à 9000 Gand, Leopoldplein 35, boîte 1, P. Berben, demeurant à 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, demeurant à 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, demeurant à 2018 Anvers, Van Eycklei 45, A. Burm, demeurant à 9100 Saint-Nicolas, Truweelstraat 147, H. Buyse, demeurant à 1170 Bruxelles, avenue Van Becelaere 26B, boîte 1, T. Byvoet, demeurant à 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, boîte 1, M. Callant, demeurant à 9000 Gand, Voldersstraat 42, F. Carsau, demeurant à 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, demeurant à 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, demeurant à 9100 Saint-Nicolas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, demeurant à 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, demeurant à 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, demeurant à 9000 Gand, Belfortstraat 43, M. De Cramer, demeurant à 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, demeurant à 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, demeurant à 9000 Gand, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, demeurant à 8000 Bruges, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, demeurant à 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, demeurant à 1620 Drogenbos, rue de l'Eglise 38, H. D'hoë, demeurant à 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, demeurant à 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, demeurant à 2000 Anvers, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, demeurant à 1040 Bruxelles, rue Père de Deken 9, R. Feremans, demeurant à 2800 Malines, Louisastraat 23, E. Flammée, demeurant à 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, demeurant à 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, demeurant à 8630 Furnes, Zuidstraat 39, X. Gielen, demeurant à 3500 Hasselt, Van Dijkklaan 15, C. Goris, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, demeurant à 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, demeurant à 3500 Hasselt, Lombaardstraat 22-24, J. Haentjens, demeurant à 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, demeurant à 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, demeurant à 8630 Furnes, Zuidstraat 39, M. Heymans, demeurant à 9000 Gand, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, demeurant à 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, demeurant à 8500 Courtrai, Roggelaan 15, A. Leleux, demeurant à 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, demeurant à 9300 Alost, Majoer Claserstraat 8, A. Lust, demeurant à 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, demeurant à 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, demeurant à 2018 Anvers, Hemelstraat 36, B. Mailleux, demeurant à 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, demeurant à 9040 Sint-Amandsberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, demeurant à 8000 Bruges, Leopold I-laan 69, D. Matthys, demeurant à 9000 Gand, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, demeurant à 2500 Lierre, Donk 54, V. Merceelis, demeurant à 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, demeurant à 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, demeurant à 3300 Tirlemont, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, demeurant à 9200 Termonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, demeurant à 9000 Gand, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 6, boîte 8, R. Pockelé-Dillens, demeurant à 2018 Anvers, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, demeurant à 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, demeurant à 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, demeurant à 9000 Gand, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, demeurant à 9000 Gand, François Laurentplein 1, P. Smits, demeurant à 2800 Malines, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, demeurant à 9000 Gand, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, demeurant à 9000 Gand, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, demeurant à 8400 Ostende, Prinsenslaan 36, L. Vanderputte, demeurant à 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, demeurant à 9700 Audenarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, demeurant à 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, demeurant à 2018 Anvers, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, demeurant à 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, demeurant à 9000 Gand, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, demeurant à 9000 Gand, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, demeurant à 9000 Gand, F. Rooseveltlaan 222, K. Verstele, demeurant à 8630 Furnes, Noordstraat 28, J. Veys, demeurant à 9000 Gand, Forelstraat 98, et M. Witters, demeurant à 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Ces affaires sont inscrites respectivement sous les numéros 1343, 1363, 1369 et 1370 du rôle de la Cour.

## II. La procédure

### a) Dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle

Par ordonnance du 2 juin 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 18 juin 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 26 juin 1998.

### b) Dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle

Par ordonnances du 29 juin 1998 et du 1<sup>er</sup> juillet 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 26 août 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 2 septembre 1998.

### c) Dans toutes les affaires

Par ordonnance du 8 juillet 1998, la Cour a joint les affaires.

Des mémoires ont été introduits par :

- S. Luyten, demeurant à 2610 Wilrijk, Steytelincstraat 26, par lettre recommandée à la poste le 16 juillet 1998;
- J. Billiet, demeurant à 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, demeurant à 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, demeurant à 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, demeurant à 7500 Tournai, rue Vauban 54, D. Rémy, demeurant à 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, demeurant à 6600 Bastogne, Isle-Le-Pré, et A. Thirifays, demeurant à 4800 Verviers, rue du Palais 30, par lettre recommandée à la poste le 22 juillet 1998;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettres recommandées à la poste le 24 juillet 1998 (dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle) et le 9 octobre 1998 (dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle).

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 22 octobre 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- M. Van Bever, par lettre recommandée à la poste le 19 novembre 1998;
- F. Bailly et autres, par lettre recommandée à la poste le 20 novembre 1998;
- P. Lefranc et K. Maenhout, par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 1998;
- L. Balcaen et autres, par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 1998.

Par ordonnance du 29 octobre 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 29 mai 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 17 mars 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 février 1999.

A l'audience publique du 17 mars 1999 :

— ont comparu :

- . Me P. Gérard, avocat à la Cour de cassation, et Me K. Ronse, avocat au barreau de Bruxelles, pour F. Bailly et autres, J. Billiet et autres et L. Balcaen et autres;
- . Me I. Durnez, avocat au barreau de Bruxelles, pour M. Van Bever;
- . Me X. Troch, avocat au barreau de Gand, pour P. Lefranc et K. Maenhout;
- . Me E. Brewaeys, avocat au barreau de Bruxelles, pour S. Luyten;
- . Me P. Peeters, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *Objet des dispositions attaquées*

Les articles 2, 3 et 4 de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats disposent :

« Art. 2. L'article 259bis du Code judiciaire est complété par un § 6, libellé comme suit :

' § 6. Les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle conservent le bénéfice de leur résultat pendant sept années à compter de la date du procès-verbal de l'examen. '

Art. 3. L'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 est complété comme suit :

' Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. '

Art. 4. ' Mesures transitoires '

Le délai visé à l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

a) pour les candidats qui ont, à cette date, réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code;

b) pour les personnes visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, de la loi du 18 juillet 1991, qui sont, à cette date, réputées avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code.

Pour les candidats visés à l'alinéa premier, a), qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne remplissent pas les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du même Code, ce délai prend cours au moment où ils remplissent ces conditions de nomination. »

### IV. *En droit*

— A —

*Affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle et mémoire en intervention de J. Billiet et autres*

#### *Requête*

A.1.1. Dans son arrêt n° 53/94, la Cour a considéré qu'il était justifié de dispenser de l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis du Code judiciaire les juges suppléants qui étaient en fonction avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, les juges suppléants étant assimilables aux juges effectifs, également réputés avoir réussi cet examen.

A.1.2. La loi du 9 juillet 1997 contient trois mesures qui font grief aux juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 : ils voient la présomption irréfutable de réussite de l'examen être ramenée à une présomption temporaire; en outre, durant la période de validité de cette présomption, ils ne peuvent être nommés juge effectif que moyennant un avis favorable et unanime (exigence d'un avis qualifié) et pour autant qu'il n'y ait pas de candidat lauréat, stagiaire ou magistrat effectif bénéficiant d'un avis favorable émis à l'unanimité (règle de préséance de certains concurrents).

Trois moyens sont avancés à l'appui du recours en annulation, le second et le troisième l'étant à titre subsidiaire.

*Premier moyen*

A.1.3. En limitant à sept ans la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, dont bénéficient les suppléants, l'article 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 supprime sans justification pertinente l'égalité (instaurée par la loi du 6 août 1993 et admise par l'arrêt n° 53/94) entre les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et les magistrats effectifs également nommés avant cette date, le bénéfice de la présomption de réussite étant désormais limité pour les premiers alors qu'il ne l'est pas pour les seconds.

A.1.4. En ce qu'elle est motivée par le souci d'aligner le régime des juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 sur celui des lauréats actuels de l'examen dont le bénéfice de la réussite est désormais limité à sept ans — les juges suppléants nommés après le 1<sup>er</sup> octobre 1993 devant également réussir un examen d'aptitude professionnelle pour pouvoir être nommés juge effectif —, la mesure constitue un pas en arrière qui est en soi inconstitutionnel, les motifs qui avaient justifié l'assimilation consacrée par la Cour dans son arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 n'ayant pas disparu. Les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 devaient satisfaire aux mêmes conditions que les juges effectifs pour pouvoir être nommés, en sorte que la présomption de réussite de l'examen consacrée en 1993 ne peut plus être remise en cause, notamment par une limitation *ratione temporis*.

*Deuxième moyen*

A.1.5. Dans une première branche, l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, seconde phrase (ajoutée par l'article 3 de la loi attaquée), de la loi du 18 juillet 1991 est critiqué en ce qu'il instaure une discrimination entre les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et les autres candidats aux fonctions judiciaires en cause, la nomination des seuls premiers étant désormais soumise à un avis favorable et unanime du comité d'avis.

Certes, la nécessité d'un avis favorable peut, sous réserve du premier moyen, se justifier par la grande hétérogénéité des juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993. Dans la mesure où l'ensemble de ces juges suppléants peut se trouver en concurrence avec la candidature de quelqu'un qui a réussi l'examen ou terminé le stage, il peut sembler raisonnable, pour assurer la qualité des candidatures de juges suppléants, que toute candidature de l'un d'entre eux recueille un avis favorable du comité d'avis.

En revanche, l'exigence de l'unanimité du comité d'avis, par laquelle on assurerait la même objectivation pour les juges suppléants réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, est excessive en ce qu'elle confère un véritable « droit de veto » à chaque membre du comité d'avis appelé à se prononcer sur la candidature du juge suppléant concerné. Il suffirait d'un seul vote négatif, éventuellement suite à un scrutin secret, pour que la candidature d'un juge suppléant ne soit plus retenue, alors que les motifs de ce vote négatif peuvent être totalement étrangers aux qualités professionnelles du candidat concerné. On n'aperçoit pas de motifs objectifs et raisonnables justifiant de ne pas mettre sur un même pied d'égalité les candidatures de juge suppléant et toute autre candidature.

A.1.6. Dans une seconde branche, la même disposition est critiquée à titre subsidiaire car si même l'on admet que l'exigence d'unanimité assure l'égalité entre les juges suppléants et les lauréats de l'examen ou les stagiaires ayant achevé leur stage (*quod non*), cette exigence crée une discrimination entre juges suppléants et magistrats effectifs, alors que, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, les conditions de nomination étaient identiques.

Il convient à cet égard de faire une sous-distinction entre la candidature du magistrat effectif nommé après réussite du concours ou de l'examen, et celle du magistrat effectif nommé sans concours ni examen, c'est-à-dire sur les mêmes bases que celles en vertu desquelles ont été nommés les juges suppléants avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993. Si, s'agissant d'un juge suppléant, l'avis favorable peut être justifié par rapport à la première catégorie de magistrats effectifs, on n'aperçoit en revanche pas de raison de maintenir l'exigence d'unanimité par rapport à la prise en compte de la candidature d'un magistrat effectif, lui aussi nommé sans examen ni concours : s'il existe, à tort ou à raison, un soupçon de politisation, ce soupçon existe pour l'un et pour l'autre.

*Troisième moyen*

A.1.7. Selon une première branche, l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3 de la loi attaquée, méconnaît l'égalité de présomption de réussite de l'examen d'aptitude dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 (et ce en vertu de l'article 3 de la loi du 6 août 1993, qui a complété l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 juillet 1991), par rapport à tous les autres candidats concurrents, qu'ils aient réussi l'examen ou le concours ou qu'ils soient présumés l'avoir réussi, tels les magistrats effectifs au 1<sup>er</sup> octobre 1993 : la disposition critiquée confère en effet à ces candidats une préséance vis-à-vis des juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, même lorsqu'ils disposent d'un avis favorable et unanime du comité d'avis.

A.1.8. La mesure est disproportionnée en ce qu'elle altère la présomption de réussite de l'examen dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993. Dès lors que le législateur assimile les juges suppléants à des lauréats de l'examen ou à des stagiaires ayant réussi leur concours, par la voie d'une présomption, à l'instar des magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, il ne peut créer à l'égard des premiers une cause de défaveur qui a pour effet d'empêcher leur nomination comme juge effectif lorsqu'ils sont en compétition avec les seconds.

A.1.9. Dans une seconde branche, la même discrimination est critiquée en ce qu'elle est particulièrement accentuée à l'égard de la candidature d'un magistrat effectif. S'il n'a réussi ni le concours, ni l'examen, parce que ceux-ci n'étaient pas encore requis, celui-ci ne justifie d'aucune qualité supplémentaire par rapport au juge suppléant, si ce n'est d'être un magistrat qui siège de manière plus permanente. Cette seule circonstance de fait ne garantit ni la qualité du travail fourni, ni la « dépolitisation » du candidat. On n'aperçoit pas de motif d'accorder une préséance au magistrat effectif par rapport au juge suppléant nommé avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 : alors que tous deux sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, cette préséance empêche de tenir compte de la candidature du juge suppléant qui aurait pourtant recueilli un avis unanime et favorable.

Cette règle de préséance se cumule avec l'obligation faite uniquement au juge suppléant de bénéficier d'un avis unanime et favorable du comité d'avis, comme l'a critiqué le moyen précédent.

*Mémoire en intervention de S. Luyten (affaire portant le numéro 1343 du rôle)*

A.1.10. Le recours introduit dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle, portant sur les articles 3 et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi du 9 juillet 1997, doit être rejeté.

A.1.11. Le requérant en intervention, nommé juge de paix suppléant depuis 1990, a réussi l'examen d'aptitude professionnelle en juin 1993, a été nommé juge de paix de complément en 1994; il s'était porté candidat à un emploi de juge de paix et avait obtenu un avis favorable du comité d'avis.

La fonction fut conférée à un candidat qui ne disposait pas du certificat d'aptitude professionnelle mais d'une ancienneté apparemment plus grande comme avocat et comme juge de paix suppléant.

Le requérant en intervention a demandé l'annulation de cette nomination au Conseil d'Etat qui, dans une affaire semblable, a admis sa thèse.

A.1.12. Une différence de traitement est la conséquence inévitable d'une modification d'une procédure de nomination et de la limitation des conditions de nomination. La modification législative vise à l'objectivation des nominations dans la magistrature. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont pas violés par cela seul qu'une loi introduise, par la détermination de la date de son entrée en vigueur, une différence de traitement entre ceux qu'elle régit et ceux qu'elle ne régit pas, ni par cela seul qu'elle déjouerait les calculs de ceux qui se fondaient sur le maintien de la loi ancienne. Enfin, les dispositions nouvelles n'interdisent pas aux juges suppléants d'être nommés à une fonction de juge effectif lorsqu'ils obtiennent l'avis unanime et favorable prévu par la disposition en cause.

*Mémoires du Conseil des ministres (affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle)*

A.1.13. L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi attaquée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution. Les magistrats effectifs et les juges suppléants ne sont pas des catégories comparables. Les juges suppléants sont en effet des avocats et des notaires qui ne siègent comme magistrat que de façon occasionnelle.

A.1.14. Il existe une différence objective entre magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et juges suppléants nommés avant cette date.

La disposition attaquée est une mesure transitoire tempérant un projet initial qui entendait objectiver les nominations dans la magistrature en supprimant la possibilité de nommer un juge suppléant à un emploi du siège. Cette possibilité fut maintenue pour un délai de sept ans analogue à celui prévu pour les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle.

Le législateur a pu raisonnablement estimer qu'un juge suppléant n'est plus intéressé par une fonction de magistrat effectif s'il n'a pas posé sa candidature pendant les sept ans au cours desquels il jouit de la présomption de réussite de l'examen d'aptitude.

Une telle mesure n'est pas disproportionnée puisque les juges suppléants ont, au terme de cette période, la possibilité de participer à cet examen et, eu égard à leur expérience, de le réussir.

La circonstance que la loi nouvelle s'écarte de celle adoptée en 1997 ne suffit pas à établir l'inconstitutionnalité des dispositions attaquées.

A.1.15. L'exigence de l'avis favorable et unanime requis par l'article 3, attaqué, se justifie par la circonstance que les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 (qui, sans la mesure transitoire en cause, auraient perdu la possibilité d'être nommés à un emploi du siège) sont uniquement censés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle avec un résultat favorable, sans avoir effectivement participé à cet examen ou à tout autre examen, contrairement aux autres candidats, alors que, selon certaines déclarations faites lors de l'élaboration de la loi, certains juges suppléants ne sont pas à la hauteur de leur tâche (mémoire introduit dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle); la mesure vise à garantir la dépolitisation et la qualité de la magistrature et elle n'est pas disproportionnée puisque, moyennant l'avis favorable et unanime, elle permet la nomination des intéressés. A supposer qu'il soit décidé que les juges effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et les juges suppléants nommés avant cette date constituent des catégories comparables (*quod non*), il existe, on l'a vu, entre eux une différence objective justifiant la mesure attaquée (mémoire introduit dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle).

A.1.16. La priorité conférée aux autres candidats se justifie de la même manière.

*Mémoires en réponse de F. Bailly et autres (affaire portant le numéro 1343 du rôle) et de L. Balcaen et autres (affaire portant le numéro 1370 du rôle)*

A.1.17. Le Conseil des ministres s'emploie aujourd'hui à souligner tout ce qui sépare les magistrats effectifs des magistrats suppléants, alors que tout était fait pour les rapprocher (ainsi les règles disciplinaires et les incompatibilités sont-elles en principe les mêmes) et que la Cour avait admis une assimilation complète entre juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et juges effectifs. L'égalité consacrée antérieurement est rompue alors que, bien avant 1993, les juges suppléants, qui travaillent le plus souvent bénévolement, ont été amenés à véritablement gérer, soit tout un tribunal, notamment certaines « petites justices de paix », soit une chambre d'un tribunal, et ce afin de pallier les absences, maladies ou autres carences de nomination.

A.1.18. Le souci de mettre fin à la « politisation » des nominations dans la magistrature concernait, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, tant la nomination de magistrats effectifs que celle de juges suppléants. S'il est sans doute constitutionnellement impossible d'imposer aux magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 de présenter un examen d'aptitude, eu égard à l'article 152 de la Constitution, il apparaît que cette disposition est également applicable aux juges suppléants. Il ne se justifierait de rendre temporaire la présomption dont les intéressés bénéficient que si un soupçon de nomination partisane était établi; or, tel n'est pas le cas puisqu'il a été rendu hommage à leur travail et que d'autres garanties du même ordre existaient déjà, et notamment l'appréciation par le comité d'avis de l'expérience et de la compétence qu'a pu acquérir chaque juge suppléant qui postulerait comme juge effectif par rapport à des personnes qui ont réussi l'examen d'aptitude ou accompli le stage.

S'il est acquis que le législateur peut changer de politique, encore un tel changement ne peut-il être justifié que si des motifs nouveaux sont apparus. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Ni la fonction de juge suppléant, ni les qualités de ceux qui avaient été nommés avant 1993 n'ont été modifiées au point que, en 1997-1998, le législateur ait pu, sans méconnaître la Constitution, rompre une égalité qu'il avait choisi d'instaurer en 1991, égalité que la Cour a considérée comme justifiée.

A.1.19. L'exigence de l'avis unanime est injustifiée parce qu'elle vide la présomption de tout son sens. S'il a été décidé que les juges suppléants sont censés avoir réussi l'examen d'aptitude, c'est dans le but de pouvoir les considérer comme des candidats ayant réussi cet examen et non de leur opposer à la première occasion qu'ils sont différents des autres candidats car ils n'ont pas effectivement réussi l'examen. En outre, la circonstance que certains juges suppléants seraient moins efficaces que ce que l'on attend d'eux ne justifie pas de rendre l'accès aux postes de magistrats effectifs plus strict pour l'ensemble de ces juges suppléants que pour tout autre candidat.

L'exigence d'unanimité excède donc la proportionnalité à respecter entre le but poursuivi et les moyens adoptés. S'il s'agit de « faire le tri » entre les candidatures de juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, on ne peut mettre en place un mécanisme qui, par son caractère absolu, porte excessivement atteinte à une présomption de compétence consacrée par le législateur en 1991, même si, en 1997, elle a été réduite dans le temps (cf. premier moyen).

A.1.20. Quant à la règle de préséance instaurée par les dispositions attaquées, il y a lieu de relever, au préalable, que la jurisprudence de la Cour n'exclut nullement qu'un moyen jugé non sérieux soit ultérieurement admis comme fondé, et entraîne l'annulation, en tout ou en partie, de la norme attaquée. L'arrêt n° 90/98 s'est en la matière exprimé avec prudence.

La question de la priorité, certes admise par la Cour dans cet arrêt, mérite sans doute un réexamen, compte tenu de la circonstance particulière, apparue dans les recours en suspension, mais à propos desquels il n'a pas été statué. En effet, le principe de la préséance absolue, consacré à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1997, excède la juste

proportion en ce qu'il permet notamment à un lauréat de l'examen d'aptitude, à un magistrat effectif ou à un stagiaire judiciaire qui ne recueille qu'un avis favorable, de supplanter la candidature d'un juge suppléant qui recueillerait un avis unanime et très favorable. Sous peine de vider la présomption de tout sens, le législateur ne peut créer à l'égard du second une cause de défaveur qui empêcherait sa nomination lorsqu'il est en compétition avec les premiers. Cette discrimination est particulièrement accentuée dans le cas des magistrats effectifs qui n'ont réussi ni le concours ni l'examen et ne justifient donc d'aucune qualité supplémentaire par rapport aux juges suppléants (si ce n'est de siéger de manière permanente, ce qui ne garantit ni la qualité du travail fourni, ni la « dépolitisation » du candidat), en particulier ceux qui ont obtenu un avis très favorable.

*Affaire portant le numéro 1363 du rôle*

*Requête*

A.2.1. En tant que juge de paix suppléant nommé en 1989, le requérant justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions en cause.

A.2.2. Le délai de sept ans prévu aux articles 2 et 4 de la loi attaquée crée une discrimination parmi les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 suivant qu'ils sont magistrats effectifs ou magistrats suppléants (l'argumentation développée est analogue à celle présentée *sub* A.1.4). Le principe de la sécurité juridique et de la fiabilité du droit est atteint d'une manière discriminatoire puisque le requérant a pu se fonder sur le caractère organique et non transitoire de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 et des articles 259*bis* et 259*quater* du Code judiciaire. Un droit définitivement acquis ne peut être retiré. A supposer, comme le font sans fondement les travaux préparatoires de la loi attaquée, que tous les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 ont bénéficié de nominations politiques, une telle supposition devrait également être faite pour les magistrats effectifs nommés avant cette date aux mêmes conditions.

A.2.3. Le même délai crée une discrimination parmi les juges suppléants, au détriment de ceux nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, vis-à-vis de ceux nommés après l'entrée en vigueur de cette loi, alors qu'il s'agit de catégories comparables : la nomination des uns et des autres est subordonnée aux mêmes conditions, avec cette réserve que la seconde catégorie n'est même pas présumée avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

Le Conseil des ministres affirme en effet dans le mémoire qu'il a introduit dans les affaires portant les numéros 1291 et suivants du rôle que ces juges suppléants doivent être considérés comme magistrats. Ces affaires, dans lesquelles le requérant est également demandeur en annulation, portent sur une nouvelle catégorie de juges suppléants, à savoir les conseillers suppléants (loi du 9 juillet 1997); or, ceux-ci, nommés après vingt ans d'activité comme magistrat ou comme professeur, sont réputés magistrats et peuvent ensuite être nommés sans limite de temps (comme les juges suppléants nommés après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991) aux fonctions auxquelles le requérant n'aura accès que pendant sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi attaquée. Ceci n'est absolument pas logique. Eu égard à l'objectif poursuivi par le législateur, ce n'est pas justifié.

Même si la loi était interprétée comme limitant à sept ans le bénéfice de la présomption dont jouissent les magistrats effectifs nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, une discrimination à l'égard du requérant subsisterait vis-à-vis des juges suppléants qui ont été nommés après cette date et auxquels le délai de sept ans n'est pas imposé étant donné qu'ils n'ont pas participé à l'examen d'aptitude, ne sont pas présumés l'avoir réussi et ne peuvent donc perdre le bénéfice de leur résultat.

A.2.4. La règle de priorité et la condition de l'avis unanime et favorable du comité d'avis, prévues à l'article 3 de la loi attaquée, créent également une discrimination entre les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, d'une part, et les juges suppléants nommés après cette date et les juges effectifs nommés avant cette date, d'autre part. Il n'existe ni critère objectif ni justification raisonnable expliquant cette priorité.

*Mémoire du Conseil des ministres*

A.2.5. La première discrimination dénoncée par le requérant appelle la même réponse que celle donnée dans les affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle.

Quant à la seconde, il existe une différence objective, justifiant la mesure attaquée, entre juges suppléants suivant qu'ils ont été nommés avant ou après le 1<sup>er</sup> octobre 1993 : la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, aujourd'hui limitée à une durée de sept ans, a été accordée à ceux qui ont été nommés avant cette date, les autres ne pouvant être nommés que moyennant la réussite de cet examen (arrêt n° 53/94 de la Cour); aucun délai n'est prévu pour eux, étant entendu que leur nomination est subordonnée à l'examen.

A.2.6. Le grief que le requérant tire d'une comparaison entre les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, auxquels s'applique le délai de sept ans critiqué, et les conseillers suppléants, pour lesquels aucun délai n'a été prévu, manque en droit car les conseillers suppléants ne bénéficient pas, contrairement à ce que pense le requérant, de la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle; leur nomination à une fonction de magistrat effectif est dès lors subordonnée à la réussite de celui-ci et le bénéfice de cette réussite est limité à sept ans.

A.2.7. Le grief formulé par le requérant à l'égard de l'article 3 de la loi attaquée appelle la même réponse que celle donnée dans les affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle.

*Mémoire en réponse de M. Van Bever*

A.2.8. Le Conseil des ministres conçoit la notion de « magistrat » de manière différente dans la présente affaire et dans les affaires portant les numéros 1291 à 1293 du rôle; une jonction s'impose par conséquent.

A.2.9. La circonstance, irrelevante, que la plupart des juges suppléants sont des avocats et des notaires qui ne siègent comme magistrat que de manière occasionnelle ne permet pas de nier que les juges effectifs et les juges suppléants, les uns et les autres en fonction lors de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, constituent des catégories comparables.

Si l'on estime qu'un juge suppléant se désintéresse d'une nomination comme juge effectif lorsqu'il ne se porte pas candidat à une telle fonction pendant la durée de sept ans pendant laquelle il bénéficie de la présomption de réussite de l'examen, l'on doit raisonnablement admettre qu'il en va de même pour le juge au tribunal de première instance qui, pendant la même période, ne pose pas sa candidature à la cour d'appel. Le souci de mettre fin aux nominations politiques devrait en outre se manifester dans les deux hypothèses. Enfin, s'il est vrai que l'examen d'aptitude ne constituera pas un obstacle pour le juge suppléant habitué à rendre des jugements, l'on doit admettre qu'il en ira de même pour le juge effectif.

A.2.10. Dans son mémoire, le Conseil des ministres revient sur la position qu'il a défendue dans le mémoire introduit dans les affaires portant les numéros 1291, 1292 et 1293 du rôle et selon laquelle le magistrat suppléant nommé après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 devrait être considéré comme un magistrat au sens de la loi du

9 juillet 1997. La sécurité juridique n'est plus garantie et ces affirmations contradictoires, de même que celles relatives aux conseillers suppléants qui seraient tenus de participer à l'examen d'aptitude professionnelle, rendent nécessaire la jonction de cette affaire aux affaires portant les numéros 1291, 1292 et 1293 du rôle.

A.2.11. L'exigence de l'avis unanime et favorable prévu par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1997 ne se justifie pas parce qu'en étant présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 sont assimilés aux personnes qui ont effectivement réussi cet examen. De plus, une possibilité de nomination pour un juge suppléant est pratiquement inexistante puisqu'un seul avis défavorable suffit pour anéantir ses chances.

*Affaire portant le numéro 1369 du rôle*

*Requête*

A.3.1. Les requérants sont avocats, ont obtenu le 14 juin 1993 et le 17 mars 1995 respectivement le certificat d'aptitude professionnelle requis pour l'exercice de fonctions judiciaires et ont été nommés respectivement le 14 mars 1996 et le 28 mars 1995 juge de paix suppléant et juge suppléant au tribunal de première instance. Ils peuvent — ou pourront à brève échéance — se porter candidats à différentes fonctions de la magistrature assise et du ministère public et justifient donc de l'intérêt requis à demander l'annulation des dispositions attaquées.

A.3.2. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et dernier alinéa, de la loi attaquée limite, pour les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, le bénéfice (jusqu'ici valable sans limitation de temps) de leur réussite à une durée de sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi ou, pour les candidats qui à cette date ne satisfaisaient pas aux conditions de nomination visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, à compter de la date à laquelle ils satisfont à ces conditions. En limitant de manière rétroactive la durée de validité de la réussite de l'examen, la loi attaquée crée une différence de traitement entre ceux qui ont réussi l'examen et ceux qui sont présumés l'avoir réussi, en ce que la situation de ces derniers, visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 5 (jadis alinéas 1<sup>er</sup> et 3), de la loi du 18 juillet 1991, est inchangée puisqu'ils conservent, sans limitation de durée, le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen. La législation antérieure assimilait pourtant les uns aux autres, comme elle assimilait les personnes visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, à celles visées à l'alinéa 2 de cette disposition (c'est donc à bon droit que l'annulation de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi est demandée, sur la base de l'arrêt n° 53/94 de la Cour).

A.3.3. La nouvelle loi traite de manière identique, sans justification, ceux qui ont, à ce jour, réussi l'examen d'aptitude professionnelle et ceux qui le réussiront dans le futur, alors qu'ils se trouvent dans une situation essentiellement différente et qu'il est inhérent à une nouvelle législation qu'une différence de traitement existe entre ceux qui, sous l'empire de la législation ancienne, pouvaient se prévaloir d'une situation acquise (la réussite de l'examen en cause) et ceux auxquels (n'ayant pas encore réussi cet examen) la nouvelle législation s'appliquera (article 259, § 6, du Code judiciaire).

A.3.4. Le moyen par lequel le législateur entend que les lauréats de l'examen occupent rapidement un emploi de magistrat effectif (la limitation soudaine à sept ans de la durée du bénéfice de la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, tant pour ceux qui ont obtenu le certificat que pour ceux qui doivent encore l'obtenir) est un moyen disproportionné dès lors que l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire ne requiert pas de ceux qui participent à l'examen qu'ils satisfassent à la condition légale liée à l'expérience professionnelle, que le certificat ne confère pas le droit d'être nommé à une fonction de magistrat, qu'il est porté atteinte excessive aux droits acquis de ceux qui ont obtenu ce certificat et que le délai de validité du certificat déjà obtenu diffère selon que celui qui en est titulaire satisfait ou non aux conditions de nomination visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire.

*Mémoire du Conseil des ministres*

A.3.5. En traitant de manière identique les actuels lauréats et les futurs lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, la loi attaquée entend éviter que les éventuels candidats prennent une sorte d'assurance sur la vie. Comme pour les juges suppléants, le législateur a estimé que l'expiration d'un délai de sept ans indiquait que le candidat avait perdu son intérêt à une nomination en qualité de magistrat effectif. La durée de sept ans donne à ce délai un caractère raisonnable.

A.3.6. Les requérants affirment à tort que la loi attaquée est une loi rétroactive : elle a un effet immédiat et introduit une nouvelle disposition applicable aux lauréats de l'examen, sans porter atteinte aux situations acquises : les requérants n'ont en effet pas encore été nommés magistrats effectifs et n'avaient acquis aucun droit subjectif à une telle nomination. Ce régime est conforme aux principes généraux relatifs à la limitation dans le temps de rapports juridiques qui, antérieurement, n'étaient pas limités dans le temps et à la réduction des délais de prescription.

*Mémoire en réponse de P. Lefranc et K. Maenhout*

A.3.7. Le Conseil des ministres ne répond pas au grief tiré de ce que la loi attaquée crée une différence de traitement entre ceux qui ont réussi l'examen et ceux qui sont présumés l'avoir réussi et qui conservent, sans limitation de durée, le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen. L'on ne voit pas pourquoi le lauréat serait soudainement privé du bénéfice de sa réussite — en ayant, par hypothèse, exercé pendant des années une fonction de juge suppléant et suivi la formation professionnelle des magistrats — alors que le magistrat effectif nommé avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 — mais n'ayant ni acquis expérience professionnelle ni suivi de formation professionnelle — conserverait sans limite de temps le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen.

A.3.8. La perte d'intérêt pour les fonctions en cause qui, selon le Conseil des ministres, justifierait l'identité de traitement entre lauréats auxquels l'ancien système était applicable (certificat valable sans limitation de durée) et futurs lauréats soumis au nouveau régime (certificat valable pour une période déterminée) n'est pas une justification adéquate car les requérants ont réussi — et ne sont pas présumés avoir réussi — l'examen d'aptitude professionnelle à une époque où cet examen était déjà requis pour mettre fin aux nominations politiques. Le certificat en cause n'est pas une sorte d'assurance sur l'avenir puisque les requérants ont démontré leur intérêt en obtenant une nomination de magistrat suppléant (non rémunéré), en exerçant effectivement cette fonction et en participant à la formation professionnelle des magistrats. La durée de sept ans retenue pour les magistrats suppléants a été arbitrairement retenue pour la catégorie à laquelle appartiennent les requérants.

A.3.9. S'il est vrai que le législateur peut changer de politique, il reste que le choix du législateur de 1997 reste identique à celui fait en 1991 : l'objectivation des nominations dans la magistrature.

A.3.10. Les dispositions attaquées portent atteinte à une situation accomplie sous l'empire de la loi ancienne, à savoir une situation juridique acquise dans laquelle les requérants détenaient un titre, dont la validité n'était pas limitée dans le temps et selon lequel ils satisfaisaient à l'une des conditions de nomination comme magistrat effectif. L'effet rétroactif consiste en ce que ce titre n'a aujourd'hui qu'une durée de validité limitée. Les circonstances exceptionnelles et le caractère indispensable de la mesure requis pour justifier son caractère rétroactif ne sont pas indiqués.

— B —

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1.1. La loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats a subordonné, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993, la nomination des magistrats à un stage judiciaire précédé d'un concours ou à la réussite d'un examen d'aptitude professionnelle, dont, en vertu de l'article 2 attaqué de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de ladite loi du 18 juillet 1991, la validité est désormais limitée à sept ans à compter de la date du procès-verbal de l'examen.

B.1.2. L'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 juillet 1991 précitée, dans la rédaction qui lui a été donnée par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1994 relative à la formation et au recrutement des magistrats, dispose :

« Les magistrats en fonction au jour de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, et les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire défini à l'article 259quater du Code judiciaire, inséré par l'article 20 de la présente loi et sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, prévu par l'article 259bis du même Code.

Les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du même Code. »

B.1.3. L'alinéa 2, dans la version que lui avait donnée la loi du 6 août 1993 « modifiant les articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complétant l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats » et selon laquelle « les juges suppléants et les juges suppléants auxquels démission honorable a été accordée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire », fut annulé par l'arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 en tant qu'il s'appliquait aux juges suppléants nommés après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, à savoir à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1993.

B.1.4. L'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 complète l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, précité et y ajoute un troisième alinéa, afin de subordonner à deux conditions la prise en considération, pour une nomination à certaines fonctions judiciaires, de la candidature des juges suppléants. Les nouvelles dispositions énoncent :

« Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. »

B.1.5. L'article 4, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 dispose :

« Art. 4. ' Mesures transitoires ' »

Le délai visé à l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

a) pour les candidats qui ont, à cette date, réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code;

b) pour les personnes visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, de la loi du 18 juillet 1991, qui sont, à cette date, réputées avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code.

Pour les candidats visés à l'alinéa premier, a), qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne remplissent pas les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du même Code, ce délai prend cours au moment où ils remplissent ces conditions de nomination. »

Par analogie avec la disposition limitant à sept ans le bénéfice de la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle (B.1.1), cette disposition limite ainsi à sept ans :

— à compter du 11 janvier 1998, date d'entrée en vigueur de la loi, la durée pendant laquelle les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 sont réputés avoir réussi cet examen (article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b));

— à compter du 11 janvier 1998 ou de la date à laquelle ils remplissent les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, la durée pendant laquelle les candidats qui avaient réussi, à la date d'entrée en vigueur de la loi, l'examen d'aptitude professionnelle conservent le bénéfice de la réussite de cet examen (article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et alinéa 2).

*Quant à l'étendue des recours*

B.2. Les requérants demandent l'annulation, en tout ou en partie, des articles 3 et 4, ou du seul article 4, de la loi du 9 juillet 1997. Le requérant dans l'affaire portant le numéro 1363 du rôle demande en outre l'annulation de l'article 2 de la même loi. La requête ne contient cependant aucun élément indiquant en quoi cette disposition violerait les normes dont la Cour assure le respect.

La Cour limite donc son examen aux articles 3 et 4 de la loi attaquée.

*Quant aux conditions de nomination des juges suppléants à une fonction de magistrat effectif (articles 3 et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi du 9 juillet 1997)*

B.3.1. Les requérants dans les affaires portant les numéros 1343, 1363 et 1370 du rôle font grief à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), d'établir sans justification une différence de traitement entre les magistrats nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 selon qu'ils sont juges effectifs ou juges suppléants, en limitant à sept ans, à compter du 11 janvier 1998, la durée pendant laquelle les seconds sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle alors qu'aucun délai n'est fixé pour les premiers et que la loi du 6 août 1993 a, entre les uns et les autres, établi à cet égard une assimilation que la Cour, en son arrêt n° 53/94, n'a pas jugée inconstitutionnelle.

B.3.2. Ces requérants font également grief à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991, complété par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997, d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, dont la candidature à une nomination de magistrat effectif ne peut être prise en considération par le ministre de la Justice que si cette candidature a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis institué en vertu de l'article 259ter du Code judiciaire et, d'autre part, les autres candidats, pour lesquels un tel avis n'est pas requis; la différence de traitement leur paraît d'autant plus critiquable que parmi ces candidats figurent des magistrats effectifs dont la nomination, avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1<sup>er</sup> octobre 1993), se faisait aux mêmes conditions que celle des juges suppléants et n'était pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.



Le développement du moyen fait apparaître qu'est seule critiquée l'exigence de l'unanimité du comité d'avis.

B.3.3. Les mêmes requérants font enfin grief à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997, d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et, d'autre part, les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, les candidats qui ont terminé le stage judiciaire et les magistrats effectifs, en ce que, quand la candidature de ces personnes à une fonction de magistrat effectif a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis, cette candidature empêche le ministre de la Justice de prendre en considération la candidature desdits juges suppléants à cette même fonction, alors que ceux-ci bénéficient d'une présomption de réussite de l'examen et qu'avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, les conditions de nomination à une fonction de magistrat effectif étaient identiques pour les magistrats effectifs et pour les juges suppléants nommés sans concours ni examen avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1<sup>er</sup> octobre 1993).

B.4.1. En adoptant la loi du 18 juillet 1991, le législateur entendait organiser un recrutement des magistrats sur des bases objectives et mettre fin à la « grave suspicion » pesant sur une procédure de nomination qui « repose prioritairement sur des considérations politiques » (*Doc. parl.*, Sénat, 1989-1990, n° 974-1, pp. 2 et 3), tout en prévoyant un régime transitoire.

B.4.2. Le nouveau régime transitoire que les requérants critiquent procède de l'idée que, depuis l'adoption de la loi du 18 juillet 1991, les mentalités ont évolué, et de la constatation que de nombreux candidats ont entre-temps réussi l'examen d'aptitude professionnelle, auquel les juges suppléants peuvent aussi se présenter (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, p. 28). L'amendement qui a abouti à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, fut justifié en ces termes :

« — la nomination de juges suppléants constitue en principe une injustice à l'égard de ceux qui se sont soumis à un examen et ont ainsi fait preuve de leur aptitude;

— la nomination de suppléants va à l'encontre de la logique du système pour les premières nominations de magistrats, système qui repose sur deux piliers : d'une part, une certaine expérience professionnelle, soit comme avocat, soit comme titulaire d'une autre fonction juridique, soit comme stagiaire judiciaire, et, d'autre part, une aptitude prouvée par un examen devant le collège de recrutement. En cas de nomination d'un juge suppléant, un de ces piliers disparaît et le système perd dès lors sa cohérence;

— l'examen ne devrait poser aucun problème aux juges suppléants *compétents*; au contraire, ils sont favorisés par rapport aux autres candidats, étant donné qu'ils ont une expérience en matière de rédaction de jugements.

Le seul argument rationnel permettant encore de justifier la nomination de juges suppléants pendant une période transitoire limitée est de nature pratique, à savoir la crainte — pratiquement sans fondement — que, pendant les premières années, aucun lauréat de l'examen ou aucun stagiaire judiciaire ne postule certaines fonctions vacantes » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/5, p. 2).

Par ailleurs, il a été soutenu que le nouveau système « a été mis au point parce que la réserve des juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 est toujours considérée comme une échappatoire pour des nominations politiques » et que la modification introduite « apporte la certitude que l'on n'en abusera pas pendant la période transitoire de 7 ans où la réserve subsistera » (*Doc. parl.*, Sénat, 1996-1997, n° 1-544/3, p. 12).

B.4.3. Il y a lieu d'observer au préalable qu'en ce qu'ils procèdent d'une comparaison des juges suppléants avec les magistrats effectifs, les griefs ne tiennent pas compte de ce que, pour les premiers, ce qui est en jeu est une première nomination au titre de magistrat effectif et, pour les seconds, une nouvelle nomination dans cette même qualité. Par ailleurs, en ce que le requérant dans l'affaire inscrite sous le numéro 1363 du rôle compare les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et les juges suppléants nommés après cette date en affirmant que les seconds « ne sont même pas présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle », ses griefs sont dépourvus de pertinence : la nomination d'un juge suppléant nommé après le 1<sup>er</sup> octobre 1993 à une fonction de magistrat effectif est en effet subordonnée aux conditions générales d'accomplissement d'un stage, après concours d'admission, ou de réussite d'un examen d'aptitude professionnelle. Il en va de même des conseillers suppléants auxquels le requérant fait également référence.

B.5.1. Le législateur a revu le régime transitoire dans un sens restrictif. La présomption de réussite de l'examen accordée pendant sept ans aux juges suppléants nommés avant une certaine date ne leur permet plus d'être nommés lorsqu'ils sont en compétition avec d'autres catégories de candidats, sauf dans le cas où ces juges suppléants sont les seuls candidats sur lesquels un avis favorable unanime a été émis.

B.5.2. Sans aller jusqu'à subordonner, dès à présent, la nomination de tout juge suppléant à une fonction de magistrat effectif à la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, le législateur a pris une mesure qui n'est pas dépourvue de justification au regard de l'objectif qu'il poursuit,

— d'une part, en conférant une priorité, soit à ceux qui ont réussi cet examen, soit à ceux, magistrats effectifs — fussent-ils nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 — et stagiaires judiciaires, dont l'expérience professionnelle est normalement à considérer comme plus grande que celle de magistrats qui, même s'ils obtiennent un avis très favorable, n'exercent qu'à titre supplétif et, en règle générale, occasionnellement, l'activité professionnelle qui en est la source; le législateur a pu avoir égard aussi à la différence des perspectives de carrière dans lesquelles avait été acquise la qualité de magistrat effectif ou celle de juge suppléant;

— d'autre part, en limitant à sept ans la durée pendant laquelle les juges suppléants sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle; l'on met ainsi fin, à terme, à la possibilité de nommer à une fonction de magistrat effectif des juges suppléants qui sont présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

La disposition attaquée permet certes, au-delà de ce délai, de nommer à de telles fonctions des magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et bénéficiant dès lors de la même présomption. Mais, au regard des autres objectifs poursuivis par le législateur, en particulier celui d'éviter que des fonctions vacantes ne restent trop longtemps privées de titulaires (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, pp. 5 et 14), il peut être admis que ces magistrats se trouvent dans une situation toute différente de celle des magistrats suppléants, puisqu'ils occupent déjà une fonction de magistrat effectif. Par ailleurs, le législateur a pu considérer qu'un juge suppléant qui, pendant sept ans, ne pose pas sa candidature à une fonction de magistrat effectif, ou n'y est pas nommé, n'établit ni l'intérêt qu'il porte à une telle fonction ni les qualités requises pour l'obtenir.

B.5.3. Certes, le régime transitoire attaqué est critiqué moins en lui-même qu'en ce qu'il restreint les possibilités de nomination offertes, sans exiger d'examen d'aptitude, aux juges suppléants par le régime transitoire antérieur. Cependant, les dispositions constitutionnelles invoquées ne s'opposent pas à ce qu'un législateur renonce à une option initiale pour en prendre une autre. Les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination ne sont pas violés pour la seule raison qu'une nouvelle disposition déjouerait les projets de ceux qui avaient pu compter sur le maintien d'une réglementation antérieure.

B.5.4. L'exigence de l'unanimité (visée à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991) à laquelle doit être émis l'avis favorable du comité d'avis et qui conditionne la nomination d'un juge suppléant à un emploi de magistrat constitue en revanche une mesure qui n'est ni pertinente, ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

Au contraire de celle d'un avis favorable ou très favorable, l'exigence de l'unanimité ne confère pas en effet, quant aux qualités professionnelles des personnes nommées, une garantie qui justifie le risque créé en conférant à chacun des membres du comité d'avis un pouvoir de veto.

B.5.5. En revanche, ne comporte pas un tel risque, la restriction aux exceptions consenties aux nouvelles règles, que le législateur a introduite en écartant la candidature de juges suppléants ayant eux-mêmes obtenu un avis favorable, lorsque l'avis favorable dont bénéficient les autres candidats visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi est unanime.

*Quant aux conditions de nomination à une fonction de magistrat effectif des candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle (article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1997)*

B.6.1. Les requérants dans l'affaire portant le numéro 1369 du rôle font grief à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et alinéa 2, d'établir sans justification une différence de traitement entre magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle à la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée (11 janvier 1998) en limitant pour ces derniers le bénéfice de la réussite de l'examen à une durée de sept ans prenant cours soit le 11 janvier 1998, soit, si le candidat ne remplit pas à cette date les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, à la date à laquelle il les remplit, alors que le bénéfice de la présomption dont jouissent les magistrats effectifs nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 n'est pas limité dans le temps. De plus, une identité de traitement critiquable serait ainsi créée entre les candidats ayant réussi cet examen avant l'entrée en vigueur de la loi (article 4) et ceux qui le réussiraient après (article 2), privant les premiers, de manière rétroactive et discriminatoire, du bénéfice d'une situation acquise.

B.6.2. Il apparaît de l'économie générale des dispositions relatives à la nomination des magistrats effectifs que le législateur entend réserver une priorité aux lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle et aux stagiaires judiciaires. La limitation dans le temps de la validité du résultat de cet examen — par une mesure qui, contrairement à ce que soutiennent les requérants, n'est pas rétroactive mais d'application immédiate et qui, par ailleurs, est analogue à celle que la loi du 16 juillet 1996 a inscrite dans l'article 259<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du Code judiciaire en prévoyant que les lauréats du concours d'admission au stage judiciaire doivent être nommés dans un délai de trois ans après la clôture de l'examen — répond cependant à deux objectifs particuliers.

Le législateur a considéré qu'une limite dans le temps de la validité du résultat de l'examen permettait d'éviter, d'une part, que soient nommés des lauréats risquant de ne plus répondre aux exigences, lesquelles peuvent évoluer au fil du temps (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/4, p. 2, et n° 730/6, p. 14) et, d'autre part, que des fonctions vacantes, jugées sans attrait par les candidats, restent trop longtemps privées de titulaire (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, pp. 5 et 14).

Le législateur a manifesté ce souci vis-à-vis des futurs lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, à compter de l'entrée en vigueur de la loi (article 2); il peut, de même, le manifester légitimement vis-à-vis de ceux qui le sont déjà (article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et alinéa 2). Au regard des dispositions attaquées, les magistrats effectifs, fussent-ils nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, ne se trouvent pas, en revanche, dans une situation telle qu'un même souci ait à s'exprimer puisqu'ils occupent et exercent effectivement la fonction à laquelle ils ont été nommés.

B.6.3. Les griefs émis par les requérants dans l'affaire portant le numéro 1369 du rôle et relatifs à une différence de traitement, quant à la durée de validité du certificat déjà obtenu, entre lauréats suivant le moment auquel ils satisfont aux conditions visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, ne sont pas fondés. L'article 4, alinéa 2, de la loi attaquée procède en effet du souci d'offrir les mêmes chances à tous les lauréats, quel que soit le moment où ils remplissent toutes les conditions.

Par ces motifs,  
la Cour

— annule, dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, complété par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259<sup>bis</sup> du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991, les mots « et unanime »;

— rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 26 mai 1999.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président,  
M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

N. 99 — 2329

[C — 99/21294]

### Arrest nr. 56/99 van 26 mei 1999

Rolnummers 1343, 1363, 1369 en 1370

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 2, 3 en 4, eerste lid, a), en tweede lid, b), van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259<sup>bis</sup> van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, ingesteld door F. Bailly en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

A. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 mei 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juni 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 4, b), van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259<sup>bis</sup> van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1998), door F. Bailly, wonende te 6900 Marche, Pré du

Chanoine 28, J.-L. Binon, wonende te 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, wonende te 1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, wonende te 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wonende te 1180 Brussel, d'Orbaixlaan 16, A. Colmant, wonende te 7000 Bergen, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, wonende te 1390 Graven, place Hallaux 3, J.-L. Demoisly, wonende te 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, wonende te 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, wonende te 4300 Borgworm, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, wonende te 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, wonende te 5000 Namen, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, wonende te 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, wonende te 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, wonende te 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, wonende te 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, wonende te 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, wonende te 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, wonende te 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, wonende te 1470 Genepiën, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, wonende te 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, wonende te 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, wonende te 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, wonende te 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, wonende te 6001 Charleroi, Sixième Avenue 29, J. Olejnik, wonende te 4500 Hoei, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, wonende te 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, wonende te 5000 Namen, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, wonende te 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, wonende te 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, wonende te 7500 Doornik, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, wonende te 7850 Edingen, Brusselsesteenweg 94, P. Roche, wonende te 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, wonende te 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert Ier 35, P. Valvekens, wonende te 1050 Brussel, Marie-Joséplein 6, bus 36, C. Van Damme, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, L. Van Malcot, wonende te 5060 Sambreville, rue Vignerol 19, J. Vandenheuvel, wonende te 1210 Brussel, Rotterdamstraat 44, A. Willame, wonende te 4500 Hoei, rue Armand Foncoux 6, en B. Zimmermann, wonende te 4830 Limburg, Halloux 20.

De vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen, ingesteld door L. Désir en B. Servais, is verworpen bij het arrest nr. 90/98 van 15 juli 1998, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 oktober 1998.

B. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 juni 1998, heeft M. Van Bever, wonende te 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3 en 4, b), van voormelde wet van 9 juli 1997.

C. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 1998, hebben P. Lefranc, wonende te 9040 Gent, Adolf Bayensstraat 81, en K. Maenhout, wonende te 2600 Antwerpen, Justitiestraat 26, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 4, eerste lid, a), en laatste lid, van voormelde wet van 9 juli 1997.

D. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 4, b), van voormelde wet van 9 juli 1997, door L. Balcaen, wonende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeussen, wonende te 2000 Antwerpen, Stoopstraat 1, T. Beele, wonende te 9000 Gent, Leopoldplein 35, bus 1, P. Berben, wonende te 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, wonende te 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, wonende te 2018 Antwerpen, Van Eycklei 45, A. Burm, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, H. Buyse, wonende te 1170 Brussel, Van Becelaerelaan 26B, bus 1, T. Byvoet, wonende te 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, bus 1, M. Callant, wonende te 9000 Gent, Voldersstraat 42, F. Carsau, wonende te 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, wonende te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, wonende te 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, wonende te 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, wonende te 9000 Gent, Belfortstraat 43, M. De Cramer, wonende te 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, wonende te 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, wonende te 9000 Gent, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, wonende te 8000 Brugge, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, wonende te 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, wonende te 1620 Drogenbos, Kerkstraat 38, H. D'hoë, wonende te 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, wonende te 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, wonende te 2000 Antwerpen, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, wonende te 1040 Brussel, Pater de Dekenstraat 9, R. Feremans, wonende te 2800 Mechelen, Louisastraat 23, E. Flammée, wonende te 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, wonende te 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, wonende te 8630 Veurne, Zuidstraat 39, X. Gielen, wonende te 3500 Hasselt, Van Dijcklaan 15, C. Goris, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, wonende te 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, wonende te 3500 Hasselt, Lombardstraat 22-24, J. Haentjens, wonende te 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, wonende te 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, wonende te 8630 Veurne, Zuidstraat 39, M. Heymans, wonende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, wonende te 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, wonende te 8500 Kortrijk, Roggelaan 15, A. Leleux, wonende te 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, wonende te 9300 Aalst, Majoor Claserstraat 8, A. Lust, wonende te 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, wonende te 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, wonende te 2018 Antwerpen, Hemelstraat 36, B. Mailleux, wonende te 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, wonende te 9040 Sint-Amansberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, wonende te 8000 Brugge, Leopold I-laan 69, D. Matthys, wonende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, wonende te 2500 Lier, Donk 54, V. Mercelis, wonende te 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, wonende te 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, wonende te 3300 Tienen, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, wonende te 9200 Dendermonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, wonende te 9000 Gent, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 6, bus 8, R. Pockelé-Dillens, wonende te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, wonende te 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, wonende te 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, wonende te 9000 Gent, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, wonende te 9000 Gent, François Laurentplein 1, P. Smits, wonende te 2800 Mechelen, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, wonende te 9000 Gent, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, wonende te 9000 Gent, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, wonende te 8400 Oostende, Prinsenaan 36, L. Vanderputte, wonende te 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, wonende te 9700 Oudenaarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, wonende te 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, wonende te 2018 Antwerpen, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, wonende te 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, wonende te 9000 Gent, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, wonende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, wonende te 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222, K. Versteede, wonende te 8630 Veurne, Noordstraat 28, J. Veys, wonende te 9000 Gent, Forelstraat 98, en M. Witters, wonende te 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Die zaken zijn ingeschreven respectievelijk onder de nummers 1343, 1363, 1369 en 1370 van de rol van het Hof.

## II. De rechtspleging

### a) In de zaak met rolnummer 1343

Bij beschikking van 2 juni 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 18 juni 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1998.

b) *In de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370*

Bij beschikkingen van 29 juni 1998 en 1 juli 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 26 augustus 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1998.

c) *In alle zaken*

Bij beschikking van 8 juli 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Memories zijn ingediend door :

— S. Luyten, wonende te 2610 Wilrijk, Steytelinckstraat 26, bij op 16 juli 1998 ter post aangetekende brief;  
— J. Billiet, wonende te 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, wonende te 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, wonende te 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, wonende te 7500 Doornik, rue Vauban 54, D. Rémy, wonende te 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, wonende te 6600 Bastenaken, Isle-Le-Pré, en A. Thirifays, wonende te 4800 Verviers, rue du Palais 30, bij op 22 juli 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 24 juli 1998 ter post aangetekende brief (in de zaak met rolnummer 1343) en bij op 9 oktober 1998 ter post aangetekende brief (in de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370).

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 oktober 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— M. Van Bever, bij op 19 november 1998 ter post aangetekende brief;  
— F. Bailly en anderen, bij op 20 november 1998 ter post aangetekende brief;  
— P. Lefranc en K. Maenhout, bij op 23 november 1998 ter post aangetekende brief;  
— L. Balcaen en anderen, bij op 23 november 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 29 oktober 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 29 mei 1999.

Bij beschikking van 10 februari 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 maart 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 februari 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 maart 1999 :

— zijn verschenen :

. Mr. P. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, en Mr. K. Ronse, advocaat bij de balie te Brussel, voor F. Bailly en anderen, J. Billiet en anderen en L. Balcaen en anderen;

. Mr. I. Durnez, advocaat bij de balie te Brussel, voor M. Van Bever;

. Mr. X. Troch, advocaat bij de balie te Gent, voor P. Lefranc en K. Maenhout;

. Mr. E. Brewaeys, advocaat bij de balie te Brussel, voor S. Luyten;

. Mr. P. Peeters, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de aangevochten bepalingen*

De artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259bis van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten bepalen :

« Art. 2. Artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

' § 6. De geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid behouden het voordeel van hun uitslag gedurende zeven jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het examen. '

Art. 3. Artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 wordt aangevuld als volgt :

' Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. '

Art. 4. ' Overgangsmaatregelen '

De termijn bedoeld in artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek begint te lopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet :

a) voor de kandidaten die op dat ogenblik geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek;

b) voor de personen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 18 juli 1991, die op dat ogenblik geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek.

Voor de kandidaten bedoeld in het eerste lid, a), die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet niet voldoen aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van hetzelfde Wetboek, vangt deze termijn aan op het ogenblik waarop zij aan deze benoemingsvoorwaarden voldoen. »

IV. *In rechte*

— A —

*Zaken met rolnummers 1343 en 1370 en memorie van tussenkomst van J. Billiet en anderen**Verzoekschrift*

A.1.1. In zijn arrest nr. 53/94 heeft het Hof geoordeeld dat het verantwoord was de plaatsvervangende rechters die in dienst waren vóór 1 oktober 1993 vrij te stellen van het in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, aangezien de plaatsvervangende rechters konden worden gelijkgesteld met de werkende rechters, die ook geacht werden voor dat examen te zijn geslaagd.

A.1.2. De wet van 9 juli 1997 bevat drie maatregelen waartegen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, bezwaar hebben : zij zien het onweerlegbare vermoeden geslaagd te zijn voor het examen teruggebracht tot een tijdelijk vermoeden; tijdens de periode gedurende welke dat vermoeden geldt, kunnen zij bovendien slechts tot werkend rechter worden benoemd als zij een unaniem gunstig advies hebben gekregen (vereiste van een gekwalificeerd advies) en voor zover geen geslaagde voor het examen, stagiair of werkend magistraat die een unaniem gunstig advies heeft gekregen, kandidaat is (regel van voorrang van sommige concurrenten).

Drie middelen worden aangevoerd tot staving van het beroep tot vernietiging, waarbij het tweede en het derde middel subsidiair zijn.

*Eerste middel*

A.1.3. Door de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, die voor de plaatsvervangende rechters geldt, te beperken tot zeven jaar, schaft artikel 4, b), van de wet van 9 juli 1997 zonder pertinente verantwoording de gelijkheid af (ingesteld bij de wet van 6 augustus 1993 en toegestaan bij het arrest nr. 53/94) tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de werkende magistraten die ook vóór die datum zijn benoemd, zodat het voordeel van de veronderstelling geslaagd te zijn voortaan beperkt is voor de eerstgenoemden terwijl dat niet het geval is voor de in tweede instantie genoemden.

A.1.4. Doordat de maatregel is ingegeven door de zorg om de regeling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, gelijk te stellen met de regeling die geldt voor de huidige geslaagden voor het examen voor wie het voordeel geslaagd te zijn voortaan beperkt is tot zeven jaar — de plaatsvervangende rechters die na 1 oktober 1993 zijn benoemd dienen ook te slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid om tot werkend rechter te kunnen worden benoemd — betekent hij een stap achteruit die op zich ongrondwettig is, aangezien de motieven die de gelijkschakeling, die door het Hof in zijn arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 werd vastgelegd, hadden verantwoord, niet verdwenen zijn. De plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 dienden aan dezelfde voorwaarden als de werkende rechters te voldoen om te kunnen worden benoemd, zodat de in 1993 vastgelegde veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen niet meer in het geding kan worden gebracht, met name door een beperking *ratione temporis*.

*Tweede middel*

A.1.5. In een eerste onderdeel wordt kritiek geleverd op artikel 21, § 1, tweede lid, tweede zin (toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet), van de wet van 18 juli 1991 doordat het een discriminatie instelt tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de andere kandidaten voor de betrokken gerechtelijke ambten, vermits de benoeming van alleen de eerstgenoemden voortaan onderworpen is aan een unaniem gunstig advies van het adviescomité.

Onder voorbehoud van het eerste middel, kan de noodzaak van een gunstig advies weliswaar worden verantwoord door de grote verscheidenheid onder de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. In zoverre het geheel van die plaatsvervangende rechters in concurrentie kan zijn met de kandidatuur van iemand die voor het examen geslaagd is of de stage beëindigd heeft, kan het, om de kwaliteit van de kandidaturen voor plaatsvervangend rechter te verzekeren, redelijk lijken dat voor elke kandidatuur van een van hen een gunstig advies moet worden verleend door het adviescomité.

De vereiste van unanimiteit in het adviescomité, waarmee men dezelfde objectivering zou verzekeren voor de plaatsvervangende rechters die worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd, is daarentegen overdreven in zoverre een echt « vetorecht » wordt toegekend aan elk lid van het adviescomité dat zich over de kandidatuur van de betrokken plaatsvervangend rechter dient uit te spreken. Een enkele negatieve stem, eventueel als gevolg van een geheime stemming, zou voldoende zijn opdat de kandidatuur van een plaatsvervangend rechter niet meer in aanmerking wordt genomen, terwijl de motieven van die negatieve stem misschien hoegenaamd niets te maken hebben met de beroepsbekwaamheid van de betrokken kandidaat. Men ziet geen objectieve en redelijke motieven die zouden verantwoorden dat de kandidaturen van een plaatsvervangend rechter en van elke andere kandidaat niet op een voet van gelijkheid zouden worden gesteld.

A.1.6. In een tweede onderdeel wordt op dezelfde bepaling subsidiair kritiek geleverd want, zelfs als men ervan uitgaat dat de vereiste van unanimiteit de gelijkheid verzekert tussen de plaatsvervangende rechters en de geslaagden voor het examen of de stagiairs die hun stage hebben beëindigd (*quod non*), dan nog brengt die vereiste een discriminatie teweeg tussen plaatsvervangende rechters en werkende magistraten, terwijl de benoemingsvoorwaarden vóór 1 oktober 1993 identiek waren.

In dat opzicht moet een sub-onderscheid worden gemaakt tussen de kandidatuur van de werkende magistraat die is benoemd na te zijn geslaagd voor het vergelijkend examen of het examen en die van de werkende magistraat die is benoemd zonder vergelijkend examen of examen, dat wil zeggen op dezelfde gronden als die krachtens welke de plaatsvervangende rechters vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Kan het gunstig advies voor een plaatsvervangend rechter weliswaar worden verantwoord ten opzichte van de eerste categorie van werkende magistraten, dan ziet men daarentegen geen reden om de vereiste van unanimiteit te handhaven ten opzichte van het in aanmerking nemen van de kandidatuur van een werkend magistraat die ook zonder examen of vergelijkend examen is benoemd : als er, terecht of ten onrechte, een verdenking van politisering bestaat, dan bestaat die in beide gevallen.

*Derde middel*

A.1.7. Volgens een eerste onderdeel schendt artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet, de gelijkheid inzake verondersteld te worden te zijn geslaagd voor het bekwaamheidsexamen, veronderstelling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd (en zulks krachtens artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993, dat artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 heeft aangevuld), ten opzichte van alle andere concurrerende kandidaten, ongeacht of zij voor het examen of voor het vergelijkend examen zijn geslaagd of geacht worden te zijn geslaagd, zoals de werkende magistraten op 1 oktober 1993 : de betwiste bepaling verleent immers aan die kandidaten een voorrang ten opzichte van de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, zelfs wanneer zij vanwege het adviescomité een unaniem gunstig advies hebben gekregen.

A.1.8. De maatregel is onevenredig in zoverre hij een wijziging inhoudt van de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen, die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Nu de wetgever de plaatsvervangende rechters gelijkstelt met geslaagden voor het examen of stagiairs die voor hun vergelijkend examen geslaagd zijn, bij wege van een veronderstelling, naar het voorbeeld van de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, mag hij ten aanzien van de eerstgenoemden geen ongunstige voorwaarden in het leven roepen die tot gevolg hebben dat hun benoeming tot werkend rechter wordt belet wanneer zij in concurrentie zijn met de in tweede instantie genoemden.

A.1.9. In een tweede onderdeel wordt dezelfde discriminatie aangeklaagd in zoverre zij bijzonder uitgesproken is ten aanzien van de kandidatuur van een werkend magistraat. Indien hij noch voor het vergelijkend examen, noch voor het examen is geslaagd, omdat die nog niet vereist waren, beschikt hij niet over enige bijkomende kwalificatie ten opzichte van de plaatsvervangend rechter, tenzij een magistraat te zijn die meer permanent zitting heeft. Die enkele feitelijke omstandigheid waarborgt noch de kwaliteit van het geleverde werk, noch de « depolitisering » van de kandidaat. Men ziet geen reden om een voorrang te verlenen aan de werkende magistraat ten opzichte van de plaatsvervangend rechter die vóór 1 oktober 1993 is benoemd : terwijl beiden worden geacht voor het bekwaamheids-examen te zijn geslaagd, belet die voorrang rekening te houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter die nochtans een unaniem gunstig advies zou hebben gekregen.

Die voorrangsregel komt bovenop de verplichting, enkel ten aanzien van de plaatsvervangend rechter, om een unaniem gunstig advies vanwege het adviescomité te krijgen, zoals in het vorige middel is aangeklaagd.

*Memorie van tussenkost van S. Luyten (zaak met rolnummer 1343)*

A.1.10. Het beroep ingesteld in de zaak met rolnummer 1343, dat betrekking heeft op de artikelen 3 en 4, eerste lid, b), van de wet van 9 juli 1997 moet worden verworpen.

A.1.11. De verzoeker tot tussenkost, benoemd tot plaatsvervangend vrederechter sedert 1990, is in juni 1993 geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, en is in 1994 benoemd tot toegevoegd vrederechter; hij had zich kandidaat gesteld voor een betrekking van vrederechter en had van het adviescomité een gunstig advies gekregen.

Het ambt werd toegewezen aan een kandidaat die geen getuigschrift van beroepsbekwaamheid bezat maar kennelijk over meer anciënniteit als advocaat en als plaatsvervangend vrederechter beschikte.

De verzoeker tot tussenkost heeft de vernietiging van die benoeming gevorderd voor de Raad van State die, in een soortgelijke zaak, zijn stelling heeft aangenomen.

A.1.12. Een verschil in behandeling is het onvermijdelijke gevolg van een wijziging van een benoemingsprocedure en van de beperking van de benoemingsvoorwaarden. De wetwijziging beoogt een objectivering van de benoemingen in de magistratuur. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden niet geschonden door het enkele feit dat een wet, door het vaststellen van de datum waarop zij in werking treedt, een verschil in behandeling instelt tussen degenen die onder de gelding van de wet vallen en degenen die er niet onder vallen, noch door het enkele feit dat zij de berekeningen in de war zou sturen van degenen die zich baseerden op de handhaving van de vroegere wet. Tot slot verbieden de nieuwe bepalingen niet dat de plaatsvervangende rechters worden benoemd in een ambt van werkend rechter wanneer zij het unaniem gunstig advies krijgen waarin de in het geding zijnde bepaling voorziet.

*Memories van de Ministerraad (zaken met rolnummers 1343 en 1370)*

A.1.13. Artikel 4, eerste lid, b), van de aangevochten wet schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet. De werkende magistraten en de plaatsvervangende rechters zijn geen vergelijkbare categorieën. De plaatsvervangende rechters zijn immers advocaten en notarissen die slechts occasioneel als magistraat zitting nemen.

A.1.14. Er bestaat een objectief onderscheid tussen de vóór 1 oktober 1993 benoemde werkende magistraten en de vóór diezelfde datum benoemde plaatsvervangende rechters.

De aangevochten bepaling is een overgangsmaatregel om een oorspronkelijk ontwerp te milderen dat ertoe strekte de benoemingen in de magistratuur te objectiveren door de mogelijkheid om een plaatsvervangend rechter te benoemen tot rechter van de zetel, af te schaffen. Die mogelijkheid werd gehandhaafd voor een termijn van zeven jaar zoals voor de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid.

De wetgever vermocht redelijkerwijze ervan uit te gaan dat een plaatsvervangend rechter niet meer geïnteresseerd is in een ambt van werkend magistraat indien hij zijn kandidatuur niet heeft ingediend gedurende de zeven jaar tijdens welke hij het vermoeden geniet voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd.

Een dergelijke maatregel is niet onevenredig vermits de plaatsvervangende rechters, na het verstrijken van die periode, de mogelijkheid hebben om aan dat examen deel te nemen en, gelet op hun ervaring, ervoor te slagen.

De omstandigheid dat de nieuwe wet afwijkt van de wet die in 1997 werd aangenomen, is niet voldoende om de ongrondwettigheid van de aangevochten bepalingen aan te tonen.

A.1.15. Het bij het aangevochten artikel 3 vereiste unaniem gunstig advies wordt verantwoord door de omstandigheid dat de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd (die, zonder de in het geding zijnde overgangsmaatregel, de mogelijkheid zouden hebben verloren om tot rechter van de zetel te worden benoemd) enkel worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd met een gunstig resultaat, zonder werkelijk aan dat examen of aan enig ander examen te hebben deelgenomen, in tegenstelling met de andere kandidaten, terwijl, volgens bepaalde verklaringen tijdens de totstandkoming van de wet, sommige plaatsvervangende rechters hun taak niet aankunnen (memorie ingediend in de zaak met rolnummer 1343); de maatregel is bedoeld om de depolitisering en de kwaliteit van de magistratuur te waarborgen en hij is niet onevenredig vermits hij de benoeming van de betrokkenen, op voorwaarde van een unaniem gunstig advies, mogelijk maakt. Gesteld dat zou worden beslist dat de werkende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de plaatsvervangende rechters die vóór die datum zijn benoemd, vergelijkbare categorieën vormen (*quod non*), toch bestaat er tussen hen, zoals eerder is gezegd, een objectief verschil dat de aangevochten maatregel verantwoordt (memorie ingediend in de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370).

A.1.16. De voorrang toegekend aan de andere kandidaten wordt op dezelfde manier verantwoord.

*Memories van antwoord van F. Bailly en anderen (zaak met rolnummer 1343) en van L. Balcaen en anderen (zaak met rolnummer 1370)*

A.1.17. De Ministerraad tracht thans de nadruk te leggen op al wat de werkende magistraten onderscheidt van de plaatsvervangende magistraten, terwijl alles in het werk was gesteld om ze nader tot elkaar te brengen (zo zijn de tuchtmaatregelen en de onverenigbaarheden in beginsel dezelfde) en het Hof een volledige gelijkshakeling had toegestaan tussen de plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 en de werkende rechters. De vroeger vastgelegde gelijkheid is verbroken terwijl, ruim vóór 1993, de plaatsvervangende rechters, die meestal gratis werken, ertoe zijn gebracht werkelijk ofwel een rechtbank, met name sommige « kleine vrederechters », ofwel een kamer van een rechtbank te beheren, en zulks om afwezigheden, ziekten, of andere uitbleven benoemingen op te vangen.

A.1.18. De zorg om een einde te maken aan de « politisering » van de benoemingen in de magistratuur had, vóór 1 oktober 1993, zowel betrekking op de benoeming van werkende magistraten als op die van plaatsvervangende rechters. Is het wellicht grondwettelijk onmogelijk de vóór 1 oktober 1993 benoemde werkende magistraten te verplichten een bekwaamheidsexamen af te leggen, gelet op artikel 152 van de Grondwet, dan blijkt die bepaling eveneens van toepassing te zijn op de plaatsvervangende rechters. Het zou enkel verantwoord zijn het vermoeden dat de betrokkenen genieten tijdelijk te maken indien een vermoeden van partijdige benoeming werd vastgesteld; nu is zulks niet het geval vermits hulde is gebracht aan hun werk en vermits andere waarborgen van dezelfde aard reeds bestonden, met name de appreciatie door het adviescomité van de ondervinding en de bekwaamheid die elke plaatsvervangende rechter die naar een betrekking van werkend rechter zou solliciteren, heeft kunnen verwerven, ten opzichte van personen die voor het bekwaamheidsexamen zijn geslaagd of de stage hebben volbracht.

Is het weliswaar zo dat de wetgever zijn beleid kan veranderen, dan kan een dergelijke verandering slechts worden verantwoord indien nieuwe motieven zijn gebleken. Nu is zulks te dezen niet het geval. Noch het ambt van plaatsvervangend rechter, noch de kwaliteiten van degenen die vóór 1993 zijn benoemd, zijn dermate gewijzigd dat, in 1997-1998, de wetgever, zonder de Grondwet te schenden, een gelijkheid heeft kunnen verbreken die hij in 1991 had ingesteld en die door het Hof verantwoord werd geacht.

A.1.19. De vereiste van een unaniem advies is onverantwoord want zij holt het vermoeden volledig uit. Als er is beslist dat de plaatsvervangende rechters worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd, dan is dat met het doel hen te kunnen beschouwen als kandidaten die voor dat examen zijn geslaagd en niet hen bij de eerste gelegenheid te confronteren met het feit dat zij van de andere kandidaten verschillen omdat zij niet effectief voor het examen zijn geslaagd. De omstandigheid dat sommige plaatsvervangende rechters minder doeltreffend zouden zijn dan wat men van hen verwacht, verantwoordt bovendien niet dat de toegang tot de betrekkingen van werkende magistraten strikter wordt gemaakt voor het geheel van die plaatsvervangende rechters dan voor gelijk welke andere kandidaat.

De vereiste van unanimiteit overschrijdt dus de evenredigheid tussen het nagestreefde doel en de aangewende middelen die in acht moet worden genomen. Als het erom gaat de kandidaturen van de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd « te schiften », dan kan men geen mechanisme invoeren dat, door zijn absoluut karakter, op buitensporige wijze inbreuk maakt op een vermoeden van bekwaamheid dat in 1991 door de wetgever is vastgelegd, zelfs indien, in 1997, dat vermoeden in de tijd is beperkt (cf. eerste middel).

A.1.20. Ten aanzien van de bij de aangevochten bepalingen ingevoerde voorrangsregel dient vooraf te worden opgemerkt dat de rechtspraak van het Hof geenszins uitsluit dat een middel dat niet ernstig werd geacht, later als gegrond wordt aanvaard en tot de gehele of gedeeltelijke vernietiging van de aangevochten norm leidt. In het arrest nr. 90/98 heeft het Hof zich terzake voorzichtig uitgedrukt.

De kwestie van de prioriteit, die door het Hof in dat arrest weliswaar is aanvaard, verdient wellicht opnieuw te worden onderzocht, rekening houdend met de bijzondere omstandigheid, die in de beroepen tot schorsing tot uiting is gekomen, maar waarover geen uitspraak is gedaan. Het beginsel van de absolute voorrang, vastgelegd in artikel 3, tweede lid, van de wet van 9 juli 1997, overschrijdt immers de juiste evenredigheid doordat het onder meer een geslaagde voor het bekwaamheidsexamen, een werkend magistraat of een gerechtelijk stagiair die slechts een gunstig advies krijgt, toestaat de kandidatuur van een plaatsvervangend rechter die een unaniem gunstig advies zou krijgen, te verdringen. Op straffe het vermoeden volledig uit te hollen, kan de wetgever ten aanzien van de in laatste instantie genoemde geen grond van ongenade creëren die zijn benoeming zou beletten wanneer hij met de eerstgenoemden moet wedijveren. Die discriminatie komt inzonderheid tot uiting in het geval van de werkende magistraten die niet geslaagd zijn voor een vergelijkend examen of een examen en dus niet doen blijken van enige bijkomende hoedanigheid ten opzichte van de plaatsvervangende rechters (tenzij het feit dat zij permanent zitting houden, wat noch de kwaliteit van het geleverde werk, noch de « depolitisering » van de kandidaat waarborgt), inzonderheid degenen die een zeer gunstig advies hebben gekregen.

*Zaak met rolnummer 1363*

*Verzoekschrift*

A.2.1. Als plaatsvervangend vrederechter benoemd in 1989, doet de verzoeker blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de in het geding zijnde bepalingen te vorderen.

A.2.2. De termijn van zeven jaar, voorgeschreven bij de artikelen 2 en 4 van de aangevochten wet, brengt een discriminatie teweeg onder de magistraten die benoemd zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 naargelang zij werkende magistraten of plaatsvervangende magistraten zijn (de uiteengezette argumentatie is analoog met die welke sub A.1.4 is weergegeven). Het beginsel van de rechtszekerheid en van de betrouwbaarheid van het recht wordt op een discriminerende manier aangetast vermits de verzoeker zich heeft kunnen gronden op het organieke en niet-transitoire karakter van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 en van de artikelen 259bis en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek. Een definitief verkregen recht kan niet worden ingetrokken. Gesteld, zoals dat zonder grondslag is gebeurd in de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet, dat alle plaatsvervangende rechters die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 een politieke benoeming hebben gekregen, dan zou een dergelijke veronderstelling ook moeten worden gemaakt voor de werkende magistraten die vóór die datum onder dezelfde voorwaarden zijn benoemd.

A.2.3. Dezelfde termijn brengt een discriminatie onder de plaatsvervangende rechters teweeg, ten nadele van degenen die benoemd zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, ten opzichte van degenen die benoemd zijn na de inwerkingtreding van die wet, terwijl het om vergelijkbare categorieën gaat : de benoeming van de enen en de anderen is aan dezelfde voorwaarden onderworpen, met het enige verschil dat de tweede categorie zelfs niet wordt geacht geslaagd te zijn voor het beroepsbekwaamheidsexamen.

De Ministerraad stelt immers in de memorie die hij heeft ingediend in de zaken met rolnummers 1291 en volgende dat die plaatsvervangende rechters inderdaad als magistraten dienen te worden beschouwd. Die zaken, waarin de verzoeker ook de vernietiging vordert, hebben betrekking op een nieuwe categorie van plaatsvervangende rechters, namelijk de plaatsvervangende raadsheren (wet van 9 juli 1997); nu worden die raadsheren, benoemd na twintig jaar activiteit als magistraat of professor, geacht magistraat te zijn en zij kunnen vervolgens worden benoemd zonder beperking in de tijd (zoals de plaatsvervangende rechters benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991) in ambten waartoe de verzoeker slechts toegang zal hebben gedurende zeven jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de aangevochten wet. Dat is absoluut niet logisch. Gelet op het door de wetgever nagestreefde doel is het niet verantwoord.

Zelfs mocht de wet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij het vermoeden dat de werkende magistraten die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 genieten, beperkt tot zeven jaar, dan zou een discriminatie van de verzoeker blijven bestaan ten opzichte van de plaatsvervangende rechters die na die datum zijn benoemd en aan wie de termijn van zeven jaar niet is opgelegd, gegeven het feit dat zij niet aan het bekwaamheidsexamen hebben deelgenomen, niet worden geacht ervoor te zijn geslaagd en dus niet het voordeel van hun resultaat kunnen verliezen.

A.2.4. De voorrangsregel en de voorwaarde van het unaniem gunstig advies door het adviescomité, voorgeschreven bij artikel 3 van de aangevochten wet, brengt ook een discriminatie teweeg tussen de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, enerzijds, en de plaatsvervangende rechters benoemd na die datum en de werkende rechters benoemd vóór die datum, anderzijds. Voor die voorrang bestaat er geen objectief criterium noch een redelijke verantwoording.

*Memorie van de Ministerraad*

A.2.5. Op de eerste door de verzoeker aangeklaagde discriminatie dient hetzelfde antwoord te worden gegeven als in de zaken met rolnummers 1343 en 1370.

Wat de tweede discriminatie betreft, bestaat er een objectief verschil, dat de aangevochten maatregel verantwoordt, tussen de plaatsvervangende rechters naargelang zij vóór of na 1 oktober 1993 zijn benoemd : de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, thans beperkt tot een duur van zeven jaar, is toegekend aan degenen die vóór die datum zijn benoemd; de anderen kunnen slechts worden benoemd mits zij voor dat examen slagen (arrest nr. 53/94 van het Hof); voor hen is in geen enkele termijn voorzien, met dien verstande dat hun benoeming afhankelijk is van het examen.

A.2.6. De grief die door de verzoeker wordt afgeleid uit een vergelijking tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en op wie de betwiste termijn van zeven jaar van toepassing is, en de plaatsvervangende raadsheren, voor wie in geen enkele termijn is voorzien, faalt in rechte want de plaatsvervangende raadsheren genieten niet, in tegenstelling met wat de verzoeker denkt, het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid; hun benoeming in een ambt van werkend magistraat is derhalve afhankelijk van het slagen voor dat examen en het genot van dat geslaagd zijn is beperkt tot zeven jaar.

A.2.7. Op de grief die door de verzoeker wordt geformuleerd ten aanzien van artikel 3 van de aangevochten wet dient hetzelfde antwoord te worden gegeven als in de zaken met rolnummers 1343 en 1370.

*Memorie van antwoord van M. Van Bever*

A.2.8. De Ministerraad vat het begrip « magistraat » in deze zaak anders op dan in de zaken met rolnummers 1291 tot 1293; bijgevolg is een samenvoeging noodzakelijk.

A.2.9. De niet-relevante omstandigheid dat de meeste plaatsvervangende rechters advocaten en notarissen zijn die slechts occasioneel als magistraat zitting nemen, neemt niet weg dat de werkende rechters en de plaatsvervangende rechters, beiden in functie bij de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, vergelijkbare categorieën vormen.

Indien men van oordeel is dat een plaatsvervangend rechter niet meer geïnteresseerd is in een benoeming tot werkend rechter wanneer hij niet naar een dergelijk ambt solliciteert gedurende de periode van zeven jaar tijdens welke hij het vermoeden geniet geslaagd te zijn voor het examen, dient men redelijkerwijze ervan uit te gaan dat hetzelfde geldt voor de rechter in de rechtbank van eerste aanleg die, gedurende dezelfde periode, zich niet kandidaat stelt voor het hof van beroep. De zorg om een einde te maken aan de politieke benoemingen zou bovendien in beide gevallen tot uiting moeten komen. Indien het, tot slot, zo is dat het examen inzake beroepsbekwaamheid geen hinderpaal zal vormen voor de plaatsvervangende rechter die gewoon is vonnissen te vellen, dan dient men ervan uit te gaan dat hetzelfde geldt voor de werkende rechter.

A.2.10. In zijn memorie komt de Ministerraad terug van het standpunt dat hij heeft verdedigd in de memorie die hij heeft ingediend in de zaken met rolnummers 1291, 1292 en 1293 en volgens hetwelk de plaatsvervangende magistraat, benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, zou moeten worden beschouwd als een magistraat in de zin van de wet van 9 juli 1997. De rechtszekerheid is niet meer gewaarborgd en die tegenstrijdige beweringen, alsmede die welke betrekking hebben op de plaatsvervangende raadsheren die zouden moeten deelnemen aan het examen inzake beroepsbekwaamheid, maken de samenvoeging van deze zaak met de zaken met rolnummers 1291, 1292 en 1293 noodzakelijk.

A.2.11. De vereiste van een unaniem gunstig advies, voorgeschreven bij artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, is niet verantwoord omdat, ervan uitgaande dat zij geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, de plaatsvervangende rechters, benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, worden gelijkgesteld met de personen die effectief voor dat examen zijn geslaagd. Bovendien is een mogelijke benoeming voor een plaatsvervangend rechter praktisch onbestaand vermits één enkel ongunstig advies voldoende is om zijn kansen ongedaan te maken.

*Zaak met rolnummer 1369*

*Verzoekschrift*

A.3.1. De verzoekers zijn advocaat, hebben respectievelijk op 14 juni 1993 en 17 maart 1995 het getuigschrift van beroepsbekwaamheid behaald dat vereist is voor de uitoefening van gerechtelijke functies en zijn respectievelijk op 14 maart 1996 en 28 maart 1995 benoemd tot plaatsvervangend vrederechter en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg. Zij kunnen — of zullen op korte termijn — zich kandidaat kunnen stellen voor verschillende ambten in de zittende magistratuur en het openbaar ministerie en doen dus blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de aangevochten bepalingen te vorderen.

A.3.2. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat artikel 4, eerste lid, a), en laatste lid, van de aangevochten wet voor de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid het voordeel (tot hertoe onbeperkt in de tijd geldig) van hun uitslag beperkt tot een duur van zeven jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet of, voor de kandidaten die op die datum niet voldeden aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, te rekenen vanaf de datum waarop zij die voorwaarden vervullen. Door retroactief de geldigheidsduur van het geslaagd zijn voor het examen te beperken, veroorzaakt de bestreden wet een verschil in behandeling tussen degenen die voor het examen zijn geslaagd en degenen die worden geacht te zijn geslaagd, doordat de situatie van de laatstgenoemden, bedoeld in artikel 21, § 1, eerste en vijfde lid (vroeger eerste en derde lid), van de wet van 18 juli 1991 onveranderd is vermits zij, zonder beperking in de tijd, het voordeel van het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen behouden. De vroegere wetgeving stelde nochtans beiden gelijk, zoals zij de personen bedoeld in artikel 21, § 1, eerste lid, van dezelfde wet gelijkstelde met de personen bedoeld in het tweede lid van die bepaling (de vernietiging van artikel 4, eerste lid, b), van de wet wordt dus terecht gevorderd, op grond van het arrest nr. 53/94 van het Hof).



A.3.3. De nieuwe wet behandelt op identieke wijze, zonder verantwoording, degenen die thans geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en degenen die in de toekomst zullen slagen, terwijl zij zich in een fundamenteel verschillende situatie bevinden en het inherent is aan een nieuwe wetgeving dat een verschil in behandeling bestaat tussen degenen die, onder de gelding van de vroegere wetgeving, zich op een verworven situatie konden beroepen (het geslaagd zijn voor het betrokken examen) en degenen (die nog niet voor dat examen geslaagd zijn) op wie de nieuwe wetgeving van toepassing zal zijn (artikel 259, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek).

A.3.4. Het middel waarin de wetgever beweert dat de geslaagden voor het examen snel een ambt van werkend magistraat zullen bekleden (de plotse beperking tot zeven jaar van de duur van het geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, zowel voor degenen die het getuigschrift hebben behaald als voor degenen die het nog moeten behalen) is een onevenredig middel aangezien artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek niet vereist dat degenen die aan het examen deelnemen voldoen aan de wettelijke vereiste van beroepservaring, aangezien het getuigschrift niet het recht geeft om in een ambt van magistraat te worden benoemd, aangezien op buitensporige wijze inbreuk wordt gemaakt op de verworven rechten van degenen die dat getuigschrift hebben behaald en aangezien de geldigheidstermijn van het reeds behaalde getuigschrift verschilt naargelang de houder ervan al dan niet voldoet aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

*Memorie van de Ministerraad*

A.3.5. Door de huidige en de toekomstige geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid op een identieke manier te behandelen, wil de aangevochten wet vermijden dat de eventuele kandidaten een soort levensverzekering zouden opbouwen. Zoals voor de plaatsvervangende rechters heeft de wetgever geoordeeld dat het verstrijken van een termijn van zeven jaar aangaf dat de kandidaat geen interesse meer had voor een benoeming in de hoedanigheid van werkend magistraat. De duur van zeven jaar geeft aan die termijn een redelijk karakter.

A.3.6. De verzoekers beweren ten onrechte dat de aangevochten wet retroactief is : zij heeft een onmiddellijke uitwerking en voert een nieuwe bepaling in die van toepassing is op de geslaagden voor het examen, zonder de verworven situaties aan te tasten : de verzoekers zijn immers nog niet benoemd tot werkend magistraat en hadden geen subjectief recht op een dergelijke benoeming verworven. Die regeling is in overeenstemming met de algemene beginselen betreffende de beperking in de tijd van rechtsverhoudingen die, vroeger, niet in de tijd beperkt waren en betreffende de verkorting van de verjaringstermijnen.

*Memorie van antwoord van P. Lefranc en K. Maenhout*

A.3.7. De Ministerraad antwoordt niet op de grief volgens welke de aangevochten wet een verschil in behandeling teweegbrengt tussen degenen die voor het examen zijn geslaagd en degenen die worden geacht ervoor te zijn geslaagd en die, zonder beperking in de tijd, het genot van het vermoeden voor het examen geslaagd te zijn, behouden. Men ziet niet in waarom de geslaagde plotseling het voordeel van geslaagd te zijn zou verliezen — die, per hypothese, gedurende jaren een ambt van plaatsvervangend rechter heeft uitgeoefend en de beroepsopleiding voor magistraten heeft gevolgd — terwijl de werkende magistraat die benoemd is vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 — maar die geen beroepservaring heeft verworven noch de beroepsopleiding heeft gevolgd — zonder beperking in de tijd het voordeel van het vermoeden voor het examen te zijn geslaagd, zou behouden.

A.3.8. Het verlies van belangstelling voor de betrokken ambten dat, volgens de Ministerraad, de gelijke behandeling zou verantwoorden tussen de geslaagden op wie de vroegere regeling van toepassing was (getuigschrift geldig zonder beperking van duur) en de toekomstige geslaagden onderworpen aan de nieuwe regeling (getuigschrift geldig voor bepaalde duur) is geen adequate verantwoording want de verzoekers zijn geslaagd — en worden niet geacht te zijn geslaagd — voor het examen inzake beroepsbekwaamheid in een periode waarin dat examen reeds was vereist om aan de politieke benoemingen een einde te maken. Het desbetreffende getuigschrift is geen soort verzekering voor de toekomst vermits de verzoekers hun belang hebben aangetoond door een benoeming tot plaatsvervangend magistraat te verkrijgen (onbezoldigd), door werkelijk aan één uit te oefenen en door deel te nemen aan de beroepsopleiding voor magistraten. De duur van zeven jaar die in aanmerking is genomen voor de plaatsvervangende magistraten, is willekeurig in aanmerking genomen voor de categorie waartoe de verzoekers behoren.

A.3.9. De wetgever kan weliswaar van beleid veranderen, doch de keuze van de wetgever van 1997 blijft identiek aan die van 1991 : de objectivering van de benoemingen in de magistratuur.

A.3.10. De aangevochten bepalingen maken inbreuk op een situatie die tot stand is gekomen onder de gelding van de vroegere wet, namelijk een verkregen rechtstoestand waarin de verzoekers een titel hadden waarvan de geldigheid niet in de tijd beperkt was en volgens welke zij voldeden aan één van de voorwaarden om tot werkend magistraat te worden benoemd. Het retroactief effect bestaat erin dat die titel thans nog slechts een beperkte geldigheidsduur heeft. De uitzonderlijke omstandigheden en het onontbeerlijk karakter van de maatregel vereist om zijn retroactiviteit te verantwoorden, zijn niet aangegeven.

— B —

*Ten aanzien van de aangevochten bepalingen*

B.1.1. De wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten heeft, vanaf 1 oktober 1993, de benoeming van de magistraten afhankelijk gesteld van een gerechtelijke stage, voorafgegaan door een vergelijkend examen, of van het slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid, waarvan de geldigheid, krachtens het aangevochten artikel 2 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259bis van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de voormelde wet van 18 juli 1991, voortaan beperkt is tot zeven jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het examen.

B.1.2. Artikel 21, § 1, van de voormelde wet van 18 juli 1991, in de redactie die eraan is gegeven bij de wet van 1 december 1994 betreffende de opleiding en werving van magistraten, bepaalt :

« De magistraten in dienst op de dag van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet en de magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht de gerechtelijke stage bepaald in artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van deze wet, te hebben vervuld en worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek.

De plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet en de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek. »

B.1.3. Het tweede lid, in de versie die eraan werd gegeven bij de wet van 6 augustus 1993 « tot wijziging van de artikelen 259bis en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek en tot aanvulling van artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten »

en volgens welke « de plaatsvervangende rechters en de plaatsvervangende rechters die vóór de inwerkingtreding van deze wet om eervolle redenen ontslag hebben gekregen, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek », werd vernietigd bij het arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 in zoverre het van toepassing was op de plaatsvervangende rechters benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, namelijk vanaf 1 oktober 1993.

B.1.4. Het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 vult het voormelde tweede lid van artikel 21, § 1, aan en voegt er een derde lid aan toe, om het in aanmerking nemen van de kandidatuur van de plaatsvervangende rechters voor een benoeming in bepaalde rechterlijke ambten aan twee voorwaarden te onderwerpen. De nieuwe bepalingen luiden :

« Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. »

B.1.5. Het aangevochten artikel 4 van de wet van 9 juli 1997 bepaalt :

« Art. 4. ' Overgangsmaatregelen ' »

De termijn bedoeld in artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek begint te lopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet :

a) voor de kandidaten die op dat ogenblik geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek;

b) voor de personen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 18 juli 1991, die op dat ogenblik geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek.

Voor de kandidaten bedoeld in het eerste lid, a), die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet niet voldoen aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van hetzelfde Wetboek, vangt deze termijn aan op het ogenblik waarop zij aan deze benoemingsvoorwaarden voldoen. »

Naar analogie met de bepaling die het voordeel geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid beperkt tot zeven jaar (B.1.1), beperkt deze bepaling aldus tot zeven jaar :

— te rekenen vanaf 11 januari 1998, datum van inwerkingtreding van de wet, de duur tijdens welke de vóór 1 oktober 1993 benoemde plaatsvervangende rechters worden geacht voor dat examen te zijn geslaagd (artikel 4, eerste lid, b));

— te rekenen vanaf 11 januari 1998 of de datum waarop zij de in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven benoemingsvoorwaarden vervullen, de duur tijdens welke de kandidaten die, op de datum van inwerkingtreding van de wet, geslaagd waren voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, het voordeel van dat geslaagd-zijn behouden (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid).

*Ten aanzien van de omvang van de beroepen*

B.2. De verzoekers vorderen de vernietiging, geheel of gedeeltelijk, van de artikelen 3 en 4, of enkel van artikel 4, van de wet van 9 juli 1997. De verzoeker in de zaak met rolnummer 1363 vordert bovendien de vernietiging van artikel 2 van dezelfde wet. Het verzoekschrift bevat evenwel geen enkel element waaruit blijkt hoe die bepaling de normen zou schenden ten aanzien waarvan het Hof de inachtneming verzekert.

Het Hof beperkt zijn onderzoek dus tot de artikelen 3 en 4 van de aangevochten wet.

*Ten aanzien van de voorwaarden tot benoeming van de plaatsvervangende rechters in een ambt van werkend magistraat (artikelen 3 en 4, eerste lid, b), van de wet van 9 juli 1997)*

B.3.1. De verzoekers in de zaken met rolnummers 1343, 1363 en 1370 klagen aan dat artikel 4, eerste lid, b), zonder verantwoording een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd naargelang zij werkend rechter of plaatsvervangend rechter zijn, door de duur tijdens welke de plaatsvervangende rechters worden geacht te zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te beperken tot zeven jaar, te rekenen vanaf 11 januari 1998, terwijl voor de werkende rechters geen enkele termijn is vastgesteld en de wet van 6 augustus 1993 in dat verband tussen de enen en de anderen een gelijkschakeling heeft ingesteld die het Hof bij zijn arrest nr. 53/94 niet ongrondwettig heeft bevonden.

B.3.2. Die verzoekers klagen ook aan dat artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991, aangevuld met het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en van wie de kandidatuur voor een benoeming tot werkend magistraat door de Minister van Justitie slechts in aanmerking kan worden genomen indien voor die kandidatuur een unaniem gunstig advies is verleend door het adviescomité dat krachtens artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek is opgericht, en, anderzijds, de andere kandidaten, voor wie geen unaniem gunstig advies is vereist; het verschil in behandeling lijkt hun des te meer voor kritiek vatbaar daar onder die kandidaten zich werkende magistraten bevinden van wie de benoeming, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993), onder dezelfde voorwaarden gebeurde als die van de plaatsvervangende rechters en niet afhankelijk was van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat enkel de vereiste van unanimiteit van het adviescomité wordt aangeklaagd.

B.3.3. Dezelfde verzoekers klagen tot slot aan dat artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd door het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en, anderzijds, de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, de kandidaten die de gerechtelijke stage hebben beëindigd en de werkende magistraten, doordat, wanneer de kandidatuur van die personen voor een ambt van werkend magistraat een unaniem gunstig advies heeft gekregen vanwege het adviescomité, die kandidatuur de Minister van Justitie belet de kandidatuur van die plaatsvervangende rechters voor diezelfde functie in aanmerking te nemen, terwijl zij worden geacht voor het examen te zijn geslaagd, en, vóór de inwerkingtreding van de aangevochten bepaling, de voorwaarden voor de benoeming in een ambt van werkend magistraat identiek waren voor de werkende magistraten en de plaatsvervangende rechters die, zonder vergelijkend examen of examen, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993) werden benoemd.

B.4.1. Door de wet van 18 juli 1991 aan te nemen, wilde de wetgever een aanwerving van magistraten organiseren op grond van objectieve benoemingscriteria en een einde maken aan « het diepe wantrouwen » dat weegt op een benoemingsprocedure waarbij « in de eerste plaats politieke overwegingen gelden » (*Parl. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 974-1, pp. 2 en 3), terwijl hij daarbij in een overgangsregeling voorzag.

B.4.2. De nieuwe overgangsregeling die door de verzoekers wordt betwist, gaat uit van de idee dat sedert de aanneming van de wet van 18 juli 1991 de mentaliteit veranderd is, en van de vaststelling dat tal van kandidaten inmiddels zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, waaraan ook plaatsvervangende rechters kunnen deelnemen (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, p. 28). Het amendement dat geleid heeft tot artikel 21, § 1, derde lid, werd als volgt verantwoord :

« — het benoemen van plaatsvervangers is principieel onrechtvaardig ten aanzien van diegenen die zich onderworpen hebben aan een examen en zo hun bekwaamheid hebben bewezen;

— het benoemen van plaatsvervangers druist in tegen de logica van het systeem voor eerste benoemingen van magistraten dat op twee pijlers berust : enerzijds een zekere beroepservaring, hetzij als advocaat of in een andere juridische functie, hetzij als gerechtelijk stagiair, en anderzijds een bewezen bekwaamheid door een examen voor het Wervingscollege. Bij de benoeming van een plaatsvervangend rechter valt één van deze pijlers weg, waardoor het systeem uiteraard niet meer consistent is.

— Voor *bekwame* plaatsvervangende rechters kan het examen geen enkel probleem vormen; ze zijn integendeel bevoordeligd ten aanzien van de andere kandidaten, gezien hun ervaring met het opstellen van vonnissen.

Het enige rationale argument dat nog een verantwoording kan zijn om tijdens een beperkte overgangsperiode nog plaatsvervangende rechters te kunnen benoemen, is van praktische aard, namelijk de — bijna zeker ongegronde — vrees dat er in de eerste jaren eventueel voor bepaalde vacatures geen geslaagden van het examen of gerechtelijke stagiairs zouden postuleren » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/5, p. 2).

Overigens is beweerd dat het nieuwe systeem « werd uitgebouwd omdat de reserve van plaatsvervangende rechters, benoemd vóór 1 oktober 1993, steeds als een achterpoort voor politieke benoemingen wordt beschouwd. Dit artikel geeft de zekerheid dat hiervan geen misbruik gemaakt zal worden gedurende de overgangstermijn van 7 jaar, tijdens welke de reserve nog zal bestaan » (*Parl. St.*, Senaat, 1996-1997, nr. 1-544/3, p. 12).

B.4.3. Vooraf dient te worden opgemerkt dat de grieven, in zoverre zij de plaatsvervangende rechters vergelijken met de werkende magistraten, eraan voorbijgaan dat voor de eerstgenoemden het gaat om een eerste benoeming tot werkend magistraat en voor de laatstgenoemden om een nieuwe benoeming in diezelfde hoedanigheid. In zoverre de verzoeker in de zaak met rolnummer 1363 de plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 vergelijkt met de plaatsvervangende rechters benoemd na die datum, en beweert dat de laatstgenoemden « zelfs niet worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid », missen zijn grieven overigens pertinentie : de benoeming van een plaatsvervangend rechter benoemd na 1 oktober 1993 in een ambt van werkend magistraat is immers onderworpen aan de algemene voorwaarden inzake het voltooien van een stage, na een toelatingsexamen, of het slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid. Hetzelfde geldt voor de plaatsvervangende raadsheren naar wie de verzoeker ook verwijst.

B.5.1. De wetgever heeft de overgangsregeling in een restrictieve zin herzien. Het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen, dat gedurende zeven jaar geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór een bepaalde datum zijn benoemd, stelt hen niet meer in staat te worden benoemd wanneer zij kandideren samen met andere categorieën van kandidaten, behoudens in het geval waarin die plaatsvervangende rechters de enige kandidaten zijn voor wie een unaniem gunstig advies is verleend.

B.5.2. Zonder zo ver te gaan reeds nu de benoeming van elke plaatsvervangende rechter in een ambt van werkend magistraat afhankelijk te stellen van het slagen voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, heeft de wetgever een maatregel genomen die niet zonder verantwoording is ten aanzien van de doelstelling die hij nastreeft,

— enerzijds, door voorrang te verlenen, hetzij aan degenen die voor dat examen zijn geslaagd, hetzij aan degenen, werkende magistraten — ook al waren zij benoemd vóór 1 oktober 1993 — en gerechtelijke stagiairs, die in de regel moeten worden geacht meer beroepservaring te hebben dan magistraten die, zelfs indien zij een zeer gunstig advies krijgen, slechts als plaatsvervanger en doorgaans occasioneel de beroepsactiviteit uitoefenen die de bron ervan is; de wetgever heeft tevens oog kunnen hebben voor het verschil in de loopbaanperspectieven ten tijde van de benoeming tot werkend magistraat dan wel tot plaatsvervangend rechter;

— anderzijds, door de periode tijdens welke de plaatsvervangende rechters worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te beperken tot zeven jaar; op termijn maakt men aldus een einde aan de mogelijkheid om plaatsvervangende rechters die worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te benoemen in een ambt van werkend magistraat.

De aangevochten bepaling staat weliswaar toe, na die termijn, in dergelijke ambten werkende magistraten te benoemen die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en derhalve hetzelfde vermoeden genieten. Maar, in het licht van de andere door de wetgever nagestreefde doelstellingen, inzonderheid te vermijden dat vacante betrekkingen te lang onbezet blijven (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, pp. 5 en 14), kan ervan worden uitgegaan dat die magistraten zich in een gans andere situatie bevinden dan de plaatsvervangende magistraten, vermits zij reeds een ambt van werkend magistraat hebben. De wetgever vermocht overigens van oordeel te zijn dat een plaatsvervangend rechter die gedurende zeven jaar zich niet kandidaat stelt voor een ambt van werkend magistraat, of daarin niet wordt benoemd, geen belangstelling toont of niet doet blijken van de vereisten om in een dergelijk ambt te worden benoemd.

B.5.3. Weliswaar wordt de aangevochten overgangsregeling bekritiseerd, minder op zich dan in zoverre zij de benoemingsmogelijkheden beperkt die, zonder dat een bekwaamheidsexamen was vereist, door de vroegere overgangsregeling aan de plaatsvervangende rechters werden geboden. Maar de aangevoerde grondwetsbepalingen verzetten zich niet ertegen dat de wetgever terugkomt van een oorspronkelijke optie en een andere neemt. De grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie zijn niet geschonden om de enkele reden dat een nieuwe maatregel de voornemens doorkruist van degenen die op het voortbestaan van de vroegere regeling hadden kunnen rekenen.

B.5.4. De vereiste van unanimiteit (bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991) waaraan het gunstig advies dat door het adviescomité wordt gegeven dient te voldoen en die een voorwaarde vormt voor de benoeming van een plaatsvervangend rechter in een ambt van magistraat, vormt daarentegen een maatregel die noch pertinent, noch evenredig met het nagestreefde doel is.

In tegenstelling met de vereiste van een gunstig of zeer gunstig advies, biedt de vereiste van unanimiteit immers, wat de beroepskwaliteiten van de benoemde personen betreft, geen waarborg die het risico verantwoordt dat wordt gecreëerd door aan ieder van de leden van het adviescomité een vetorecht toe te kennen.

B.5.5. Dat risico is daarentegen niet aanwezig bij de beperking van de op de nieuwe regels toegestane uitzonderingen die de wetgever heeft ingevoerd door het opzijschuiven van de kandidaatstelling van plaatsvervangende rechters met een gunstig advies, wanneer het advies omtrent de andere in artikel 21, § 1, derde lid, van dezelfde wet bedoelde kandidaten unaniem gunstig is.

*Ten aanzien van de voorwaarden tot benoeming van de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid in een ambt van werkend magistraat (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid, van de wet van 9 juli 1997)*

B.6.1. De verzoekers in de zaak met rolnummer 1369 klagen aan dat artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid, zonder verantwoording een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 benoemd zijn en kandidaten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid op de datum van inwerkingtreding van de aangevochten wet (11 januari 1998) door het voordeel voor deze laatsten van het geslaagd zijn voor het examen te beperken tot een duur van zeven jaar, die een aanvang neemt ofwel op 11 januari 1998, ofwel, indien de kandidaat op die datum de bij artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven benoemingsvoorwaarden niet vervult, op de datum waarop hij ze vervult, terwijl het voordeel van het vermoeden dat de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd genieten, niet in de tijd beperkt is. Aldus zou ook een betwistbare gelijkheid van behandeling worden teweeggebracht tussen de kandidaten die voor dat examen zijn geslaagd vóór de inwerkingtreding van de wet (artikel 4) en degenen die erna zijn geslaagd (artikel 2), zodat de eerstgenoemden op een retroactieve en discriminerende wijze het voordeel van een verkregen situatie wordt ontnomen.

B.6.2. Uit de algemene opzet van de bepalingen betreffende de benoeming van werkende magistraten blijkt dat de wetgever voorrang wil verlenen aan de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en aan de gerechtelijke stagiairs. De beperking in de tijd van de geldigheid van het resultaat van dat examen — door een maatregel die, in tegenstelling tot wat de verzoekers beweren, niet retroactief maar van onmiddellijke toepassing is en die overigens analoog is met die welke bij de wet van 16 juli 1996 is ingeschreven in artikel 259<sup>quater</sup>, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek door te bepalen dat de geslaagden voor het toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage moeten worden benoemd binnen een termijn van drie jaar na de afsluiting van het examen —, beantwoordt nochtans aan twee bijzondere doelstellingen.

De wetgever heeft geoordeeld dat een beperking in de tijd van de geldigheid van het resultaat van het examen het mogelijk maakte te vermijden, enerzijds, dat geslaagden worden benoemd die misschien niet meer beantwoorden aan de vereisten, die in de loop der tijden kunnen evolueren (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/4, p. 2, en nr. 730/6, p. 14) en, anderzijds, dat vacante ambten die door de kandidaten niet aantrekkelijk worden bevonden, te lang onbezet blijven (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, pp. 5 en 14).

De wetgever heeft die bezorgdheid geuit ten aanzien van de toekomstige geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet (artikel 2); hij kan terecht die bezorgdheid ook uiten ten aanzien van degenen die reeds geslaagd zijn (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid). In het licht van de aangevochten bepalingen bevinden de werkende magistraten, ook al waren ze benoemd vóór 1 oktober 1993, zich daarentegen niet in een zulkdanige situatie dat eenzelfde bezorgdheid moet worden geuit vermits zij het ambt waarin ze zijn benoemd werkelijk bekleeden en uitoefenen.

B.6.3. De grieven van de verzoekers in de zaak met rolnummer 1369 die betrekking hebben op een verschil in behandeling, wat de geldigheidsduur van het reeds behaalde getuigschrift betreft, tussen de geslaagden naar gelang van het ogenblik waarop zij voldoen aan de in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde voorwaarden, zijn niet gegrond. Artikel 4, tweede lid, van de aangevochten wet gaat immers uit van de bezorgdheid om aan alle geslaagden dezelfde kansen te bieden, op welk ogenblik ook zij aan alle voorwaarden voldoen.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt, in artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, aangevuld door artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259<sup>bis</sup> van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991, het woord « unaniem »;

— verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 26 mei 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 99 — 2329

[C — 99/21294]

### Urteil Nr. 56/99 vom 26. Mai 1999

Geschäftsverzeichnisnummern 1343, 1363, 1369 und 1370

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3 und 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259<sup>bis</sup> des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, erhoben von F. Bailly und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen

A. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259<sup>bis</sup> des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Januar 1998) erhoben von F. Bailly, wohnhaft in 6900 Marche, Pré du Chanoine 28, J.-L. Binon, wohnhaft in 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, wohnhaft in

1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, wohnhaft in 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue d'Orbaix 16, A. Colmant, wohnhaft in 7000 Mons, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, place Hallaux 3, J.-L. Demoisy, wohnhaft in 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, wohnhaft in 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, wohnhaft in 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, wohnhaft in 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, wohnhaft in 5000 Namur, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, wohnhaft in 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, wohnhaft in 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, wohnhaft in 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, wohnhaft in 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, wohnhaft in 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, wohnhaft in 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, wohnhaft in 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, wohnhaft in 1470 Genappe, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, wohnhaft in 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, wohnhaft in 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, wohnhaft in 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, wohnhaft in 6001 Charleroi, Sixième Avenue 29, J. Olejnik, wohnhaft in 4500 Huy, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, wohnhaft in 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, wohnhaft in 5000 Namur, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, wohnhaft in 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, wohnhaft in 7500 Tournai, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, wohnhaft in 7850 Enghien, chaussée de Bruxelles 94, P. Roche, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, wohnhaft in 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert Ier 35, P. Valvekens, wohnhaft in 1050 Brüssel, place Marie-José 6, Bk. 36, C. Van Damme, wohnhaft in 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, L. Van Malcot, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue Vigneron 19, J. Vandenheuvel, wohnhaft in 1210 Brüssel, rue de Rotterdam 44, A. Willame, wohnhaft in 4500 Huy, rue Armand Foncoux 6, und B. Zimmermann, wohnhaft in 4830 Limbourg, Halloux 20.

Die Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen, erhoben von L. Désir und B. Servais, wurde mit Urteil Nr. 90/98 vom 15. Juli 1998, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Oktober 1998, zurückgewiesen.

B. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 26. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob M. Van Bever, wohnhaft in 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3 und 4 b) des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997.

C. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben P. Lefranc, wohnhaft in 9040 Gent, Adolf Bayensstraat 81, und K. Maenhout, wohnhaft in 2600 Antwerpen, Justitiestraat 26, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 4 Absatz 1 a) und letzter Absatz des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997.

D. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 b) des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997 erhoben von L. Balcaen, wohnhaft in 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeusens, wohnhaft in 2000 Antwerpen, Stoopstraat 1, T. Beele, wohnhaft in 9000 Gent Leopoldplein 35, Bk. 1, P. Berben, wohnhaft in 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, wohnhaft in 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Van Eycklei 45, A. Burm, wohnhaft in 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, H. Buyse, wohnhaft in 1170 Brüssel, avenue Van Becelaere 26B, Bk. 1, T. Byvoet, wohnhaft in 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, Bk. 1, M. Callant, wohnhaft in 9000 Gent, Voldersstraat 42, F. Carsau, wohnhaft in 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, wohnhaft in 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, wohnhaft in 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, wohnhaft in 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, wohnhaft in 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, wohnhaft in 9000 Gent, Belfortstraat 43, M. De Cramer, wohnhaft in 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, wohnhaft in 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, wohnhaft in 9000 Gent, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, wohnhaft in 8000 Brügge, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, wohnhaft in 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, wohnhaft in 1620 Drogenbos, Kerkstraat 38, H. D'hoë, wohnhaft in 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, wohnhaft in 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, wohnhaft in 2000 Antwerpen, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, wohnhaft in 1040 Brüssel, rue Père de Deken 9, R. Feremans, wohnhaft in 2800 Mecheln, Louisastraat 23, E. Flammée, wohnhaft in 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, wohnhaft in 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, wohnhaft in 8630 Veurne, Zuidstraat 39, X. Gielen, wohnhaft in 3500 Hasselt, Van Dijkklaan 15, C. Goris, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, wohnhaft in 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, wohnhaft in 3500 Hasselt, Lombaardstraat 22-24, J. Haentjens, wohnhaft in 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, wohnhaft in 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, wohnhaft in 8630 Veurne, Zuidstraat 39, M. Heymans, wohnhaft in 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, wohnhaft in 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, wohnhaft in 8500 Kortrijk, Roggelaan 15, A. Leleux, wohnhaft in 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, wohnhaft in 9300 Aalst, Majoor Claserstraat 8, A. Lust, wohnhaft in 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, wohnhaft in 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Hemelstraat 36, B. Mailleux, wohnhaft in 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, wohnhaft in 9040 Sint-Amandsberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, wohnhaft in 8000 Brügge, Leopold I-laan 69, D. Matthys, wohnhaft in 9000 Gent, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, wohnhaft in 2500 Lier, Donk 54, V. Mercelis, wohnhaft in 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, wohnhaft in 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, wohnhaft in 3300 Tienen, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, wohnhaft in 9000 Gent, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 6, Bk. 8, R. Pockelé-Dillens, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, wohnhaft in 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, wohnhaft in 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, wohnhaft in 9000 Gent, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, wohnhaft in 9000 Gent, François Laurentplein 1, P. Smits, wohnhaft in 2800 Mecheln, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, wohnhaft in 9000 Gent, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, wohnhaft in 9000 Gent, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, wohnhaft in 8400 Ostende, Prinsenlaan 36, L. Vanderputte, wohnhaft in 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, wohnhaft in 9700 Oudenaarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, wohnhaft in 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, wohnhaft in 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, wohnhaft in 9000 Gent, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, wohnhaft in 9000 Gent, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, wohnhaft in 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222, K. Verstele, wohnhaft in 8630 Veurne, Noordstraat 28, J. Veys, wohnhaft in 9000 Gent, Forelstraat 98, und M. Witters, wohnhaft in 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1343, 1363, 1369 und 1370 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

## II. Verfahren

### a) In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343

Durch Anordnung vom 2. Juni 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 18. Juni 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Juni 1998.

b) *In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370*

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1998 und 1. Juli 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 26. August 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. September 1998.

c) *In allen Rechtssachen*

Durch Anordnung vom 8. Juli 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— S. Luyten, wohnhaft in 2610 Wilrijk, Steytelinckstraat 26, mit am 16. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— J. Billiet, wohnhaft in 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, wohnhaft in 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, wohnhaft in 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, wohnhaft in 7500 Tournai, rue Vauban 54, D. Rémy, wohnhaft in 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, wohnhaft in 6600 Bastogne, Isle-Le-Pré, und A. Thirifays, wohnhaft in 4800 Verviers, rue du Palais 30, mit am 22. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 24. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief (in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343) und mit am 9. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief (in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370).

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— M. Van Bever, mit am 19. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— F. Bailly und anderen, mit am 20. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— P. Lefranc und K. Maenhout, mit am 23. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— L. Balcaen und anderen, mit am 23. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 29. Oktober 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. Mai 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. Februar 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. März 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. März 1999

— erschienen

. RA P. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, und RÄin K. Ronse, in Brüssel zugelassen, für F. Bailly und andere, J. Billiet und andere und L. Balcaen und andere,

. RÄin I. Durnez, in Brüssel zugelassen, für M. Van Bever,

. RA X. Troch, in Gent zugelassen, für P. Lefranc und K. Maenhout,

. RA E. Brewaeys, in Brüssel zugelassen, für S. Luyten,

. RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen*

Die Artikel 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten bestimmen:

«Art. 2. Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches wird um einen § 6 ergänzt, der folgendermaßen lautet:

’ § 6. Die Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung behalten den Vorteil ihres Prüfungsergebnisses während sieben Jahren ab dem Datum des Prüfungsprotokolls bei.’

Art. 3. Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wird wie folgt ergänzt:

’ Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist.’

Art. 4. ’ Übergangsmaßnahmen ’

Die in Artikel 259bis § 6 des Gerichtsgesetzbuches genannte Frist beginnt mit dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes:

a) für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt die Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne von Artikel 259bis § 4 desselben Gesetzbuches bestanden haben;

b) für die in Artikel 21 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 genannten Personen, die zu diesem Zeitpunkt als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne des Artikels 259bis § 4 desselben Gesetzbuches gelten.

Für die in Absatz 1 a) genannten Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes nicht die in Artikel 191 § 2 desselben Gesetzbuches genannten Ernennungsbedingungen erfüllen, fängt diese Frist zu dem Zeitpunkt an, an dem sie diese Ernennungsbedingungen erfüllen.»

#### IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

##### *Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370 und Interventionsschriftsatz von J. Billiet und anderen Klageschrift*

A.1.1. In seinem Urteil Nr. 53/94 habe der Hof geurteilt, daß es gerechtfertigt gewesen sei, die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 im Dienst gewesen seien, von der in Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches genannten Prüfung der beruflichen Eignung freizustellen, da die stellvertretenden Richter mit den aktiven Richtern, die ebenfalls als Absolventen dieser Prüfung gegolten hätten, hätten gleichgesetzt werden können.

A.1.2. Das Gesetz vom 9. Juli 1997 enthalte drei Maßnahmen, gegen die die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter Einwände erhoben. Sie sähen die unwiderlegbare Vermutung, die Prüfung bestanden zu haben, auf eine zeitweilige Vermutung reduziert; während des Zeitraums, innerhalb dessen diese Vermutung gelte, könnten sie überdies nur zu aktiven Richtern ernannt werden, wenn sie eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten (Erfordernis einer qualifizierten Bewertung) und insofern kein Prüfungsabsolvent, Anwärter oder aktiver Magistrat mit einer einstimmig günstigen Bewertung kandidiere (Regel der Priorität bestimmter Mitbewerber).

Zur Untermauerung der Nichtigkeitsklage würden drei Klagegründe angeführt, von denen der zweite und der dritte hilfsweise vorgebracht würden.

##### *Erster Klagegrund*

A.1.3. Indem Artikel 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 die Annahme, die für die stellvertretenden Richter geltende Prüfung der beruflichen Eignung bestanden zu haben, auf sieben Jahre begrenze, schaffe er ohne eindeutige Rechtfertigung die Gleichheit (eingeführt durch das Gesetz vom 6. August 1993 und zuerkannt durch das Urteil Nr. 53/94) zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 in ihr Amt eingesetzt worden seien, und den ebenfalls vor diesem Datum ernannten Magistraten ab, so daß der Vorteil der Annahme, bestanden zu haben, künftig nur für die Erstgenannten begrenzt sei, während dies für die Letztgenannten nicht zutreffe.

A.1.4. Indem die Maßnahme inspiriert worden sei durch die Sorge, die für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltende Regelung gleichzustellen mit der für die heutigen Prüfungsabsolventen geltenden Regelung, für die der Vorteil, bestanden zu haben, künftig auf sieben Jahre begrenzt sei — die nach dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten auch eine Prüfung der beruflichen Eignung absolvieren, um zu aktiven Richtern ernannt werden zu können —, komme sie einem Rückschritt gleich, der an sich verfassungswidrig sei, da die Gründe, die die durch den Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 festgelegte Gleichstellung gerechtfertigt hätten, nicht verschwunden seien. Die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten den gleichen Bedingungen gerecht werden wie die aktiven Richter, um ernannt zu werden, so daß die 1993 festgelegte Annahme, die Prüfung absolviert zu haben, nicht mehr angefochten werden könne, besonders durch eine Begrenzung *ratione temporis*.

##### *Zweiter Klagegrund*

A.1.5. In einem ersten Teil werde Kritik geäußert an Artikel 21 § 1 Absatz 2 Satz 2 (hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes) des Gesetzes vom 18. Juli 1991, da er eine Diskriminierung zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und den anderen Bewerbern für die betreffenden gerichtlichen Ämter einführe, weil nur die Ernennung der Erstgenannten künftig von einer einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängen.

Unter Vorbehalt des ersten Klagegrunds könne die Notwendigkeit einer günstigen Bewertung zwar gerechtfertigt werden aufgrund der großen Heterogenität unter den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern. Insofern die Gesamtheit dieser stellvertretenden Richter konkurrieren könne mit der Bewerbung eines Kandidaten, der die Prüfung absolviert oder die Probezeit beendet habe, könne es sich, um die Qualität der Bewerbungen für stellvertretende Richter zu gewährleisten, als vernünftig erweisen, jede Bewerbung eines dieser Kandidaten von einer günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängig zu machen.

Das Erfordernis der Einstimmigkeit im Beratungsausschuß, mit dem man für die stellvertretenden Richter, von denen angenommen werde, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert hätten, dieselbe Objektivierung gewährleisten würde, sei hingegen übertrieben, insofern jedem Mitglied des Beratungsausschusses, der sich über die Bewerbung des betreffenden stellvertretenden Richters aussprechen müsse, ein echtes «Vetorecht» eingeräumt werde. Eine einzige negative Stimme, eventuell als Folge einer geheimen Abstimmung, wäre ausreichend, die Bewerbung eines stellvertretenden Richters nicht mehr zu berücksichtigen, während die Gründe für diese negative Stimmabgabe sich vielleicht überhaupt nicht auf die berufliche Eignung des betreffenden Kandidaten bezögen. Man sehe keinen objektiven und vernünftigen Grund dafür, weshalb die Bewerbung eines stellvertretenden Richters und eines jeden anderen Kandidaten nicht gleichgesetzt werden sollte.

A.1.6. In einem zweiten Teil werde an derselben Bestimmung hilfsweise Kritik geäußert, denn selbst wenn man davon ausgehe, daß das Erfordernis der Einstimmigkeit die Gleichheit zwischen den stellvertretenden Richtern und den Absolventen der Prüfung oder den Anwärtern, die ihre Probezeit beendet hätten (*quod non*), gewährleiste, führe dieses Erfordernis doch noch zu einer Diskriminierung zwischen den stellvertretenden Richtern und den aktiven Magistraten, obgleich die Ernennungsbedingungen vor dem 1. Oktober 1993 identisch gewesen seien.

In dieser Hinsicht müsse eine weitere Unterscheidung gemacht werden zwischen der Bewerbung des aktiven Magistrats, der nach der Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannt worden sei, und der des aktiven, ohne Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannten Magistrats, d.h. auf der gleichen Grundlage wie jener, die vor dem 1. Oktober 1993 zur Ernennung der stellvertretenden Richter geführt habe. Wenn die günstige Bewertung für einen stellvertretenden Richter hinsichtlich der ersten Kategorie aktiver Magistrate gerechtfertigt werden könne, dann sehe man hingegen keinen Grund, das Erfordernis der Einstimmigkeit hinsichtlich der Berücksichtigung der Bewerbung eines aktiven, auch ohne Absolvierung einer Prüfung oder eines Auswahlverfahrens ernannten Magistrats aufrechtzuerhalten; wenn es, zu Recht oder zu Unrecht, einen Verdacht der Politisierung gebe, dann bestehe dieser in beiden Fällen.

*Dritter Klagegrund*

A.1.7. Einem ersten Teil zufolge verletze Artikel 21 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes, die Gleichheit bezüglich der Vermutung, die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert zu haben, einer Vermutung, die für alle stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, hinsichtlich aller anderen Mitbewerber gelte (und dies kraft Artikel 3 des Gesetzes vom 6. August 1993, der Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ergänzt habe), ungeachtet dessen, ob sie die Prüfung oder das Auswahlverfahren absolviert hätten oder man sie als Absolventen betrachte, so wie die aktiven Magistrate am 1. Oktober 1993. Die angefochtene Bestimmung verleihe nämlich diesen Mitbewerbern den Vorrang hinsichtlich der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter, selbst wenn diese vom Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten.

A.1.8. Die Maßnahme sei unverhältnismäßig, insofern sie eine Abänderung der für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltenden Vermutung, die Prüfung absolviert zu haben, beinhalte. Nun, da der Gesetzgeber die stellvertretenden Richter mit Absolventen der Prüfung oder mit Anwärtern, die ihr Auswahlverfahren absolviert hätten, mittels einer Vermutung — nach dem Vorbild der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistrate — gleichstelle, dürfe er hinsichtlich Erstgenannter keine ungünstigen Voraussetzungen schaffen, die zur Folge hätten, daß ihre Ernennung zu aktiven Richtern behindert werde, wenn sie mit den Zweitgenannten konkurrieren würden.

A.1.9. In einem zweiten Teil werde dieselbe Diskriminierung angeklagt, insofern sie besonders betont sei hinsichtlich der Bewerbung eines aktiven Magistrats. Wenn er weder das Auswahlverfahren noch die Prüfung absolviert habe, weil diese noch nicht vorausgesetzt worden seien, verfüge er über keine andere zusätzliche Qualifikation hinsichtlich des stellvertretenden Richters als die, ein Magistrat zu sein, der regelmäßige Sitzungen abhalte. Dieser einzige tatsächliche Umstand garantiere weder die Qualität der erbrachten Arbeit, noch die «Entpolitisierung» des Kandidaten. Man sehe keinen Grund dafür, dem aktiven Magistrat hinsichtlich des vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richters den Vorrang einzuräumen. Während beide als Absolventen der Eignungsprüfung angesehen würden, verhindere dieser Vorrang die Berücksichtigung der Bewerbung des stellvertretenden Richters, der doch eine einstimmig günstige Bewertung erhalten habe.

Diese Vorrangsregel komme zusätzlich zu der nur dem stellvertretenden Richter auferlegten Verpflichtung hinzu, eine einstimmig günstige Bewertung durch den Beratungsausschuß zu erhalten, so wie im vorhergehenden Klagegrund kritisiert worden sei.

*Interventionsschriftsatz von S. Luyten (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343)*

A.1.10. Die in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343 erhobene Klage, die sich auf die Artikel 3 und 4 Absatz 1 *b*) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 beziehe, sei zurückzuweisen.

A.1.11. Der Interventionskläger, der seit 1990 stellvertretender Friedensrichter sei, habe im Juni 1993 die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden und sei 1994 zum ergänzenden Friedensrichter ernannt worden; er habe sich um eine Stelle als Friedensrichter beworben und habe vom Beratungsausschuß eine günstige Bewertung erhalten.

Das Amt sei einem Kandidaten zugewiesen worden, der kein Zeugnis über die berufliche Eignung innegehabt habe, jedoch lediglich über mehr Anciennität als Rechtsanwalt und als stellvertretender Friedensrichter verfügt habe.

Der Interventionskläger habe die Nichtigerklärung dieser Ernennung vor dem Staatsrat beantragt, der in einer ähnlichen Rechtssache seiner These beigepflichtet habe.

A.1.12. Ein Behandlungsunterschied sei die unausweichliche Folge einer Änderung des Ernennungsverfahrens sowie der Beschränkung der Ernennungsbedingungen. Diese Gesetzesänderung bezwecke eine Objektivierung der Ernennungen in der Magistratur. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung würden nicht durch die bloße Tatsache verletzt, daß ein Gesetz durch die Festlegung des Tages, an dem es in Kraft trete, einen Behandlungsunterschied einführe zwischen denjenigen, die unter die Geltung des Gesetzes fallen würden, und denjenigen, die nicht darunter fallen würden, und genauso wenig durch die bloße Tatsache, daß es die Pläne derjenigen durchkreuzen würde, die von der Aufrechterhaltung des früheren Gesetzes ausgegangen wären. Schließlich verböten die neuen Bestimmungen nicht die Ernennung stellvertretender Richter in ein Amt als aktiver Richter, wenn sie die einstimmig günstige Bewertung, die in der fraglichen Bestimmung vorgesehen sei, erhielten.

*Schriftsätze des Ministerrats (Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370)*

A.1.13. Artikel 4 Absatz 1 *b*) des angefochtenen Gesetzes verstoße nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die aktiven Magistrate und die stellvertretenden Richter seien keine vergleichbaren Kategorien. Die stellvertretenden Richter seien nämlich Rechtsanwälte und Notare, die nur gelegentlich Sitzungen abhalten würden.

A.1.14. Es gebe einen objektiven Unterschied zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistraten und den vor demselben Datum ernannten stellvertretenden Richtern.

Die angefochtene Bestimmung sei eine Übergangsmaßnahme zur Milderung eines ursprünglichen Entwurfs, der darauf abgezielt habe, die Ernennungen in der Magistratur zu objektivieren, indem die Möglichkeit, einen stellvertretenden Richter zum amtierenden Richter zu ernennen, abgeschafft werde. Diese Möglichkeit sei für einen Zeitraum von sieben Jahren aufrechterhalten worden, genauso wie bei den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung.

Der Gesetzgeber habe in angemessener Weise davon ausgehen können, daß ein stellvertretender Richter kein Interesse an einem Amt als aktiver Magistrat mehr habe, wenn er seine Bewerbung nicht im Laufe der sieben Jahre eingereicht habe, während deren er die Vermutung genieße, die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden zu haben.

Eine solche Maßnahme sei nicht unverhältnismäßig, da die stellvertretenden Richter nach Ablauf dieser Zeitspanne die Möglichkeit hätten, an dieser Prüfung teilzunehmen und sie in Anbetracht ihrer Erfahrung zu bestehen.

Der Umstand, daß das neue Gesetz von dem 1997 verabschiedeten Gesetz abweiche, stelle keinen ausreichenden Nachweis für die Verfassungswidrigkeit der angefochtenen Bestimmungen dar.

A.1.15. Die durch den angefochtenen Artikel 3 vorgeschriebene einstimmig günstige Bewertung werde durch die Tatsache gerechtfertigt, daß die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien (die ohne die fragliche Übergangsmaßnahme die Möglichkeit verloren hätten, zum amtierenden Richter ernannt zu werden), nur Gegenstand der Vermutung seien, die Prüfung der beruflichen Eignung erfolgreich absolviert zu haben, ohne tatsächlich an dieser oder an jeder anderen Prüfung teilgenommen zu haben, im Gegensatz zu den anderen Kandidaten, während laut bestimmten Erklärungen, die bei der Entstehung des Gesetzes abgegeben worden seien, gewisse stellvertretende Richter ihrer Aufgabe nicht gewachsen seien (Schriftsatz eingereicht in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnis 1343); die Maßnahme bezwecke die Gewährleistung der Entpolitisierung sowie der Qualität der Magistratur und sei nicht unverhältnismäßig, da sie die Ernennung der Betroffenen unter der Voraussetzung einer einstimmig günstigen Bewertung ermögliche. Auch in der Annahme, daß geurteilt werden sollte, daß die vor dem



1. Oktober 1993 ernannten aktiven Richter und die vor diesem Datum ernannten stellvertretenden Richter vergleichbare Kategorien darstellen würden (quod non), so gebe es immerhin zwischen ihnen — wie bereits dargelegt worden sei — einen objektiven Unterschied, der die angefochtene Maßnahme rechtfertige (Schriftsatz eingereicht in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370).

A.1.16. Der Vorrang zugunsten der anderen Kandidaten sei sinngemäß zu rechtfertigen.

*Erwiderungsschriftsätze von F. Bailly und anderen (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343) und von L. Balcaen und anderen (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1370)*

A.1.17. Der Ministerrat versuche nunmehr dasjenige zu betonen, was die aktiven Magistrate von den stellvertretenden Magistraten unterscheide, während alles Mögliche aufgeboden worden sei, eine Annäherung zwischen beiden herbeizuführen — so seien etwa die Disziplinarmaßnahmen und Unvereinbarkeiten grundsätzlich gleich —, und der Hof eine völlige Gleichstellung zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und den aktiven Richtern erlaubt habe. Die früher festgelegte Gleichheit sei aufgehoben worden, während vor 1993 die stellvertretenden Richter, die meistens unentgeltlich tätig seien, dazu veranlaßt worden seien, tatsächlich entweder ein Gericht — insbesondere gewisse «kleinere Friedensgerichte» — oder eine Gerichtskammer zu verwalten, und zwar um Abwesenheiten, Krankheitsfälle oder nichtvorhandene Ernennungen auszugleichen.

A.1.18. Das Bemühen, der «Politisierung» der Ernennungen in der Magistratur ein Ende zu bereiten, habe sich vor dem 1. Oktober 1993 sowohl auf die Ernennung aktiver Magistrate als auch auf die Ernennung stellvertretender Richter bezogen. Auch wenn es verfassungsmäßig unmöglich sei, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistrate dazu zu verpflichten, eine Prüfung der beruflichen Eignung abzulegen, und zwar in Anbetracht von Artikel 152 der Verfassung, so scheine diese Bestimmung ebenfalls für die stellvertretenden Richter zu gelten. Es wäre lediglich gerechtfertigt, der Vermutung, die die Betroffenen genießen würden, eine zeitweilige Beschaffenheit zu vermitteln, wenn die Vermutung einer parteiischen Ernennung festgestellt worden wäre. Dies sei jetzt aber nicht der Fall, da ihre Arbeit gelobt worden sei und andere, ähnliche Garantien bereits bestünden, und zwar die Bewertung — durch den Beratungsausschuß — der Erfahrung und Fähigkeit, die jeder stellvertretende Richter, der sich um eine Stelle als aktiver Richter bewerben würde, habe erwerben können, im Vergleich zu Personen, die die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden oder die Probezeit beendet hätten.

Der Gesetzgeber könne seine Politik zwar ändern, aber eine solche Änderung könne nur dann gerechtfertigt werden, wenn neue Beweggründe zutage getreten seien. Dies sei hier jedoch nicht der Fall. Weder das Amt eines stellvertretenden Richters, noch die Eigenschaften derjenigen, die vor 1993 ernannt worden seien, hätten sich derart geändert, daß der Gesetzgeber 1997-1998 ohne Verfassungsverletzung eine Gleichheit hätte aufheben können, die er 1991 eingeführt habe und die der Hof für gerechtfertigt gehalten habe.

A.1.19. Das Erfordernis einer einstimmig günstigen Bewertung sei ungerechtfertigt, denn es höhle die Vermutung völlig aus. Wenn beschlossen worden sei, daß die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten würden, so bestehe das Ziel darin, daß sie als Kandidaten betrachtet werden würden, die diese Prüfung bestanden hätten, nicht aber, sie bei der erstbesten Gelegenheit damit zu konfrontieren, daß sie sich von den anderen Kandidaten unterscheiden würden, weil sie nicht tatsächlich diese Prüfung bestanden hätten. Daß gewisse stellvertretende Richter nicht so effizient wären, wie man es von ihnen erwarten würde, rechtfertige überdies nicht, daß der Zugang zu den Stellen als aktiver Magistrat strenger gemacht werde für die Gesamtheit dieser stellvertretenden Richter als für jeden anderen Kandidaten.

Das Erfordernis der Einstimmigkeit übersteige somit die zu beachtende Verhältnismäßigkeit zwischen der verfolgten Zielsetzung und den eingesetzten Mitteln. Wenn es darum gehe, die Bewerbungen der stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, «zu selektieren», so könne man keinen Mechanismus einführen, der wegen seiner absoluten Beschaffenheit auf übermäßige Weise einer Vermutung der Fähigkeit, die 1991 durch den Gesetzgeber festgelegt worden sei, Abbruch tue, auch wenn 1997 diese Vermutung zeitlich begrenzt worden sei (siehe den ersten Klagegrund).

A.1.20. Hinsichtlich der durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführten Vorrangsregel sei an erster Stelle darauf hinzuweisen, daß die Rechtsprechung des Hofes keineswegs ausschließe, daß ein nicht für ernsthaft gehaltener Klagegrund nachträglich als begründet angenommen werde und zur völligen oder teilweisen Nichtigerklärung der angefochtenen Rechtsnorm führe. Im Urteil Nr. 90/98 habe sich der Hof diesbezüglich vorsichtig ausgedrückt.

Die Frage der Priorität, die vom Hof in diesem Urteil zwar anerkannt worden sei, sei vielleicht erneut zu prüfen, unter Beachtung des besonderen Umstands, der in den Klagen auf einstweilige Aufhebung zum Ausdruck gekommen sei, über den allerdings nicht befunden worden sei. Das Prinzip des absoluten Vorrangs nach Artikel 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 übersteige nämlich die richtige Verhältnismäßigkeit, indem es unter anderem einem Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, einem aktiven Magistrat oder einem Gerichtsanwalt, der nur eine günstige Bewertung erhalte, ermögliche, die Bewerbung eines stellvertretenden Richters, der eine einstimmig günstige Bewertung erhalten würde, zu verdrängen. Bei sonstiger völliger Aushöhlung der Vermutung könne der Gesetzgeber hinsichtlich des letzteren keinen Grund der Ungnade schaffen, der seine Ernennung verhindern würde, wenn er mit den ersteren in Konkurrenz treten müsse. Diese Diskriminierung trete insbesondere im Falle aktiver Magistrate zutage, die nicht ein Auswahlverfahren oder eine Prüfung absolviert hätten und somit keinerlei zusätzliche Eigenschaft im Vergleich zu den stellvertretenden Richtern nachweisen würden (abgesehen von der Tatsache, daß sie ständig Sitzungen abhalten würden, was weder die Qualität der geleisteten Arbeit noch die «Entpolitisierung» des Kandidaten gewährleiste), insbesondere im Falle derjenigen, die eine sehr günstige Bewertung erhalten hätten.

*Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1363*

*Klageschrift*

A.2.1. Der Kläger, der 1989 zum stellvertretenden Friedensrichter ernannt worden sei, weise das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der fraglichen Bestimmungen auf.

A.2.2. Die in den Artikeln 2 und 4 des angefochtenen Gesetzes vorgeschriebene siebenjährige Frist schaffe eine Diskriminierung unter den Magistraten, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, je nachdem, ob sie aktive Magistrate oder stellvertretende Magistrate seien (die vorgebrachte Argumentierung entspricht derjenigen, die in A.1.4 wiedergegeben wurde). Der Grundsatz der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit des Rechts werde auf diskriminierende Weise beeinträchtigt, da sich der Kläger von der organisierenden und nichttransitorischen Beschaffenheit des Artikels 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 und der Artikel 259bis und 259quater des Gerichtsgesetzbuches habe ausgehen können. Ein endgültig erworbenes Recht könne nicht widerrufen werden. In der Annahme — so wie es ohne jegliche Begründung in den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geschehen sei —, daß alle stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, eine politische Ernennung erhalten hätten, so müßte die gleiche Annahme auch für die aktiven Magistrate, die vor diesem Datum unter den gleichen Bedingungen ernannt worden seien, gelten.

A.2.3. Die gleiche Frist führe eine Diskriminierung unter den stellvertretenden Richtern herbei, und zwar zugunsten derjenigen, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, gegenüber denjenigen, die nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden seien, wohingegen es sich dabei um vergleichbare Kategorien handle, denn die Ernennung unterliege bei den beiden Kategorien den gleichen Bedingungen, wobei der einzige Unterschied darin bestehe, daß bei den Angehörigen der zweiten Kategorie nicht einmal die Vermutung gelte, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten.

Der Ministerrat behaupte nämlich in dem Schriftsatz, den er in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291 ff. eingereicht habe, daß diese stellvertretenden Richter tatsächlich als Magistrate zu betrachten seien. Diese Rechtssachen, in denen der Kläger auch die Nichtigerklärung beantrage, bezögen sich auf eine neue Kategorie von stellvertretenden Richtern, und zwar auf die stellvertretenden Gerichtsräte (Gesetz vom 9. Juli 1997); diese Gerichtsräte, die nach einer zwanzigjährigen Tätigkeit als Magistrat oder Professor ernannt worden seien, würden als Magistrat gelten und könnten somit ohne zeitliche Begrenzung ernannt werden (genauso wie die stellvertretenden Richter, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien), und zwar für Ämter, zu denen der Kläger erst sieben Jahre nach dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes Zugang haben werde. Dies sei überhaupt nicht logisch. In Anbetracht der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung sei es nicht gerechtfertigt.

Auch in der Annahme, daß das Gesetz dahingehend ausgelegt werden sollte, daß es die Vermutung, die die aktiven Magistrate, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, genießen würden, auf sieben Jahre begrenze, so würde der Kläger weiterhin diskriminiert werden angesichts der stellvertretenden Richter, die nach diesem Datum ernannt worden seien und denen die siebenjährige Frist nicht auferlegt werde, in Anbetracht der Tatsache, daß sie nicht an der Eignungsprüfung teilgenommen hätten, nicht als Absolventen dieser Prüfung gelten würden und somit nicht den Vorteil ihres Prüfungsergebnisses verlieren könnten.

A.2.4. Die Vorrangsregel und die Voraussetzung der einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß im Sinne von Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes führe auch eine Diskriminierung herbei zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, einerseits und den stellvertretenden Richtern, die nach diesem Datum ernannt worden seien, sowie den aktiven Richtern, die vor diesem Datum ernannt worden seien, andererseits. Für diesen Vorrang gebe es weder ein objektives Kriterium noch eine angemessene Rechtfertigung.

#### *Schriftsatz des Ministerrats*

A.2.5. Die erste vom Kläger angeprangerte Diskriminierung bedürfe der gleichen Antwort wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370.

Hinsichtlich der zweiten Diskriminierung gebe es einen objektiven Unterschied, der die angefochtene Maßnahme rechtfertige, zwischen den stellvertretenden Richtern, je nachdem, ob sie vor oder nach dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, denn die Annahme des Bestehens der Prüfung der beruflichen Eignung, die nunmehr auf sieben Jahre begrenzt sei, gelte für diejenigen, die vor diesem Datum ernannt worden seien, wobei die anderen erst dann ernannt werden könnten, wenn sie diese Prüfung bestanden hätten (Urteil Nr. 53/94 des Hofes); für sie sei keinerlei Frist vorgesehen, wobei hervorzuheben sei, daß ihre Ernennung von der Prüfung abhängig sei.

A.2.6. Der Beschwerdegrund, den der Kläger aus einem Vergleich zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien und auf die die fragliche siebenjährige Frist anwendbar sei, und den stellvertretenden Gerichtsräten, für die keinerlei Frist vorgesehen sei, ableite, entbehre der rechtlichen Grundlage, denn die stellvertretenden Gerichtsräte genossen — im Gegensatz zu dem, was der Kläger behaupte — nicht die Vermutung des Bestehens der Prüfung der beruflichen Eignung; ihre Ernennung in ein Amt als aktiver Magistrat sei also vom Bestehen dieser Prüfung abhängig, und der Genuß des Absolvierens dieser Prüfung sei auf sieben Jahre begrenzt.

A.2.7. Der vom Kläger angesichts des Artikels 3 des angefochtenen Gesetzes vorgebrachte Beschwerdegrund bedürfe der gleichen Antwort wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370.

#### *Erwiderungsschriftsatz von M. Van Bever*

A.2.8. Der Ministerrat fasse den Begriff «Magistrat» in dieser Rechtssache anders auf als in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291 bis 1293; demzufolge sei eine Verbindung notwendig.

A.2.9. Der unerhebliche Umstand, daß die meisten stellvertretenden Richter Rechtsanwälte und Notare seien, die nur gelegentlich als Magistrat Sitzungen abhalten würden, verhindere nicht, daß die aktiven Richter und die stellvertretenden Richter, die beide beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 im Amt seien, vergleichbare Kategorien darstellen würden.

Wenn man davon ausgehen würde, daß ein stellvertretender Richter nicht mehr an einer Ernennung zum aktiven Richter interessiert wäre, wenn er sich während der Zeit von sieben Jahren, in der er die Vermutung genieße, die Prüfung bestanden zu haben, nicht um ein solches Amt bewerbe, müsse man vernünftigerweise davon ausgehen, daß das gleiche gelte für den Richter am Gericht erster Instanz, der sich während derselben Zeitspanne nicht beim Appellationshof bewerbe. Das Bemühen, politischen Ernennungen ein Ende zu setzen, müßte außerdem in den beiden Fällen zum Ausdruck kommen. Wenn es schließlich stimme, daß die Prüfung der beruflichen Eignung kein Hindernis für den stellvertretenden Richter darstellen würde, der es gewohnt sei, Urteile zu fällen, so müßte man davon ausgehen, daß das gleiche für den aktiven Richter gelte.

A.2.10. In seinem Schriftsatz widerrufe der Ministerrat den Standpunkt, den er in jenem Schriftsatz vertreten habe, welchen er in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291, 1292 und 1293 eingereicht habe und dem zufolge der stellvertretende Magistrat, der nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden sei, als Magistrat im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zu betrachten sei. Die Rechtssicherheit sei nicht mehr gewährleistet und diese gegensätzlichen Behauptungen sowie diejenigen, welche sich auf die stellvertretenden Gerichtsräte bezögen, die an der Prüfung der beruflichen Eignung teilnehmen müßten, mache die Verbindung der vorliegenden Rechtssache mit den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291, 1292 und 1293 erforderlich.

A.2.11. Das Erfordernis einer einstimmig günstigen Bewertung im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 sei nicht gerechtfertigt, weil, ausgehend von der Annahme, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten, die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, jenen Personen gleichgestellt würden, die diese Prüfung tatsächlich bestanden hätten. Außerdem sei eine eventuelle Ernennung für einen stellvertretenden Richter praktisch inexistent, da eine einzige ungünstige Bewertung ausreiche, um seine Chancen zunichte zu machen.

*Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369**Klageschrift*

A.3.1. Die Kläger seien Rechtsanwälte, hätten am 14. Juni 1993 bzw. am 17. März 1995 das Zeugnis über die berufliche Eignung erworben, welches für die Ausübung gerichtlicher Funktionen erforderlich sei, und seien am 14. März 1996 bzw. am 28. März 1995 zum stellvertretenden Friedensrichter und zum stellvertretenden Richter am Gericht erster Instanz ernannt worden. Sie könnten sich bewerben — bzw. würden sich kurzfristig bewerben können — um verschiedene Ämter als Richter oder Staatsanwalt und würden somit das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen nachweisen.

A.3.2. Der Klagegrund beruhe auf der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem Artikel 4 Absatz 1 a) und letzter Absatz des angefochtenen Gesetzes für die Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung den Vorteil (bisher zeitlich unbegrenzt gültig) ihres Prüfungsergebnisses auf sieben Jahre begrenze, und zwar ab dem Inkrafttreten des Gesetzes, bzw. für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt nicht die Ernennungsbedingungen im Sinne von Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches erfüllt hätten, ab dem Datum, an dem sie diese Bedingungen erfüllen würden. Indem das angefochtene Gesetz rückwirkend die Gültigkeitsdauer des Prüfungsergebnisses begrenze, verursache es einen Behandlungsunterschied zwischen denjenigen, die die Prüfung bestanden hätten, und denjenigen, bei denen davon ausgegangen werde, daß sie die Prüfung bestanden hätten, indem die Situation der Letztgenannten im Sinne von Artikel 21 § 1 Absätze 1 und 5 (frühere Absätze 1 und 3) des Gesetzes vom 18. Juli 1991 unverändert bleibe, da sie ohne jegliche zeitliche Begrenzung den Vorteil der Vermutung des Bestehens der Prüfung beibehalten würden. Die frühere Gesetzgebung habe beide jedoch gleichgestellt, genauso wie sie die Personen im Sinne von Artikel 21 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzes mit jenen Personen gleichgestellt habe, auf die sich der zweite Absatz dieser Bestimmung beziehe (die Nichtigerklärung von Artikel 4 Absatz 1 b) des Gesetzes werde also berechtigterweise beantragt, aufgrund des Urteils Nr. 53/94 des Hofes).

A.3.3. Das neue Gesetz behandle gleichermaßen, ohne jede Rechtfertigung, diejenigen, die jetzt die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten, und diejenigen, die sie in Zukunft bestehen würden, während sie sich in einer grundverschiedenen Lage befänden und es einer neuen Gesetzgebung inhärent sei, daß es einen Behandlungsunterschied gibt zwischen denjenigen, die sich unter der Geltung der früheren Gesetzgebung auf eine erworbene Situation hätten berufen können (die die betreffende Prüfung bestanden hätten), und denjenigen (die diese Prüfung noch nicht bestanden hätten), auf die die neue Gesetzgebung anwendbar sein werde (Artikel 259 § 6 des Gerichtsgesetzbuches).

A.3.4. Der Klagegrund, dem zufolge der Gesetzgeber behaupte, daß die Absolventen der Prüfung bald ein Amt als aktiver Magistrat innehaben würden — die plötzlich eintretende Begrenzung der Dauer des Absolvierens der Prüfung der beruflichen Eignung auf sieben Jahre sowohl für diejenigen, die das Zeugnis erhalten hätten, als auch für diejenigen, die es noch erhalten sollten — sei unverhältnismäßig, da Artikel 259bis § 6 des Gerichtsgesetzbuches nicht erfordere, daß diejenigen, die an der Prüfung teilnehmen würden, das gesetzliche Erfordernis der beruflichen Erfahrung erfüllen würden, da das Zeugnis nicht zur Ernennung in ein Amt als Magistrat berechtige, da auf übermäßige Art und Weise die wohl erworbenen Rechte derjenigen beeinträchtigt würden, die dieses Zeugnis erhalten hätten, und da die Gültigkeitsfrist des bereits erworbenen Zeugnisses je nachdem unterschiedlich sei, ob der Inhaber die Ernennungsbedingungen im Sinne von Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches erfülle oder nicht.

*Schriftsatz des Ministerrats*

A.3.5. Indem die heutigen und zukünftigen Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung identisch behandelt würden, wolle das angefochtene Gesetz verhindern, daß die eventuellen Kandidaten eine Art Lebensversicherung aufbauen würden. Genauso wie bei den stellvertretenden Richtern habe der Gesetzgeber geurteilt, daß der Ablauf der siebenjährigen Frist darauf schließen lasse, daß der Kandidat nicht mehr an einer Ernennung zum aktiven Magistrat interessiert sei. Die siebenjährige Dauer vermittele dieser Frist eine angemessene Beschaffenheit.

A.3.6. Die Kläger würden zu Unrecht behaupten, daß das angefochtene Gesetz rückwirkend sei. Es habe sofortige Wirkung und führe eine neue Bestimmung ein, die auf die Absolventen der Prüfung anwendbar sei, ohne die wohl erworbenen Situationen anzutasten; die Kläger seien nämlich noch nicht zum aktiven Magistrat ernannt worden und hätten kein subjektives Recht an einer solchen Ernennung erworben. Diese Regelung entspreche den allgemeinen Grundsätzen bezüglich der zeitlichen Begrenzung von Rechtsverhältnissen, die früher nicht zeitlich begrenzt gewesen seien, sowie bezüglich der Verkürzung der Verjährungsfristen.

*Erwiderungsschriftsatz von P. Lefranc und K. Maenhout*

A.3.7. Der Ministerrat antworte nicht auf den Beschwerdegrund, dem zufolge das angefochtene Gesetz einen Behandlungsunterschied herbeiführe zwischen denjenigen, die die Prüfung bestanden hätten, und denjenigen, bei denen davon ausgegangen werde, daß sie die Prüfung bestanden hätten, und die ohne zeitliche Begrenzung den Genuß der Vermutung, die Prüfung bestanden zu haben, beibehalten würden. Es sei nicht einzusehen, weshalb der Absolvent plötzlich den Vorteil des Absolvierens der Prüfung verlieren würde — wobei er *per definitionem* mehrere Jahre lang ein Amt als stellvertretender Richter ausgeübt habe und die Berufsausbildung für Magistrate belegt habe —, während der aktive Magistrat, der vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden sei — aber keine berufliche Erfahrung erworben habe und nicht die Berufsausbildung belegt habe — ohne zeitliche Beschränkung den Vorteil der Vermutung des Absolvierens der Prüfung beibehalten würde.

A.3.8. Der Verlust des Interesses an den betreffenden Ämtern, der — so der Ministerrat — die Gleichbehandlung zwischen den Absolventen rechtfertigen würde, auf die die frühere Regelung anwendbar gewesen sei (zeitlich unbegrenzt geltendes Zeugnis), und den zukünftigen Absolventen, die der neuen Regelung unterworfen seien (zeitlich begrenzt geltendes Zeugnis), sei keine adäquate Rechtfertigung, denn die Kläger hätten die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden — es werde nicht bloß davon ausgegangen, daß sie diese Prüfung bestanden hätten — in einer Zeitspanne, wo diese Prüfung bereits erforderlich gewesen sei, um den politischen Ernennungen ein Ende zu bereiten. Das betreffende Zeugnis sei keine Art von Versicherung für die Zukunft, da die Kläger ihr Interesse nachgewiesen hätten, indem sie zum stellvertretenden Magistrat (unentgeltlich) ernannt worden seien, indem sie tatsächlich dieses Amt ausüben würden und indem sie an der Berufsausbildung für Magistrate teilnehmen würden. Die Dauer von sieben Jahren, die für die stellvertretenden Magistrate berücksichtigt werde, sei für die Kategorie, zu der die Kläger gehören würden, auf willkürliche Art und Weise zugrunde gelegt worden.

A.3.9. Der Gesetzgeber könne zwar seine Politik ändern, aber die Wahl des Gesetzgebers des Jahres 1997 sei mit derjenigen des Gesetzgebers des Jahres 1991 identisch — Objektivierung der Ernennungen in der Magistratur.

A.3.10. Die angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigten eine Situation, die unter der Geltung des früheren Gesetzes zustande gekommen sei, wobei es sich nämlich um wohl erworbene Rechtsverhältnisse handle, bei denen die Kläger über einen Titel verfügt hätten, dessen Gültigkeitsdauer nicht zeitlich beschränkt gewesen sei und dem zufolge

sie eine der Bedingungen für die Ernennung zum aktiven Magistrat erfüllt hätten. Die Rückwirkung bestehe darin, daß dieser Titel nunmehr nur noch eine begrenzte Gültigkeitsdauer habe. Die außergewöhnlichen Umstände und die unentbehrliche Beschaffenheit der Maßnahme als Rechtfertigung dieser Rückwirkung seien nicht unter Beweis gestellt worden.

— B —

#### *Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen*

B.1.1. Das Gesetz vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten hat vom 1. Oktober 1993 an die Ernennung der Magistrate abhängig gemacht von einer gerichtlichen Probezeit, der eine vergleichende Prüfung vorangeht, oder vom Absolvieren einer Prüfung der beruflichen Eignung, deren Gültigkeit künftig kraft des angefochtenen Artikels 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches und 21 des vorgenannten Gesetzes vom 18. Juli 1991 auf sieben Jahre vom Datum des Prüfungsprotokolls an begrenzt ist.

B.1.2. Artikel 21 § 1 des o.a. Gesetzes vom 18. Juli 1991, in der durch das Gesetz vom 1. Dezember 1994 bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten abgefaßten Form bestimmt:

«Die Magistrate, die am Tage des Inkrafttretens der Bestimmungen dieses Gesetzes im Dienst sind, und die Magistrate, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt wurden, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 20 dieses Gesetzes, vorgesehenen gerichtlichen Probezeit und als Absolventen der in Artikel 259*bis* desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.

Die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259*bis* desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.»

B.1.3. Der zweite Absatz in der Form, wie er durch das Gesetz vom 6. August 1993 «zur Abänderung der Artikel 259*bis* und 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches und zur Ergänzung von Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten» abgefaßt wurde, und dem zufolge «die stellvertretenden Richter und die stellvertretenden Richter, deren ehrenvoller Rücktritt vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes bewilligt worden ist, [...] als Absolventen der in Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung [gelten]» wurde durch das Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 für nichtig erklärt, insofern er anwendbar war auf die stellvertretenden Richter, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991, nämlich ab dem 1. Oktober 1993, ernannt worden sind.

B.1.4. Der angefochtene Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 ergänzt den o.a. Absatz 2 von Artikel 21 § 1 und fügt einen dritten Absatz hinzu, um die Berücksichtigung der Bewerbung der stellvertretenden Richter für eine Ernennung in bestimmte gerichtliche Ämter von zwei Bedingungen abhängig zu machen. Die neuen Bestimmungen lauten:

«Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist.»

B.1.5. Der angefochtene Artikel 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 bestimmt:

«Art. 4. ' Übergangsmaßnahmen '

Die in Artikel 259*bis* § 6 des Gerichtsgesetzbuches genannte Frist beginnt mit dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes:

a) für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt die Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne von Artikel 259*bis* § 4 desselben Gesetzbuches bestanden haben;

b) für die in Artikel 21 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 genannten Personen, die zu diesem Zeitpunkt als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne des Artikels 259*bis* § 4 desselben Gesetzbuches gelten.

Für die in Absatz 1 a) genannten Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes nicht die in Artikel 191 § 2 desselben Gesetzbuches genannten Ernennungsbedingungen erfüllen, fängt diese Frist zu dem Zeitpunkt an, an dem sie diese Ernennungsbedingungen erfüllen.»

Analog zu der Bestimmung, die den Vorteil des Absolvierens der Prüfung der beruflichen Eignung auf sieben Jahre begrenzt (B.1.1), begrenzt diese Bestimmung auf sieben Jahre:

— ab dem 11. Januar 1998, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes, die Dauer, während welcher die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter als Absolventen dieser Prüfung gelten (Artikel 4 Absatz 1 b));

— ab dem 11. Januar 1998 bzw. dem Datum, an dem sie die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebenen Ernennungsbedingungen erfüllen, die Dauer, während welcher die Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens des Gesetzes die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben, den Vorteil dieses Absolvierens beibehalten (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2).

#### *Hinsichtlich des Umfangs der Klagen*

B.2. Die Kläger beantragen die völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 bzw. nur Artikel 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997. Der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1363 beantragt außerdem die Nichtigerklärung von Artikel 2 desselben Gesetzes. Die Klageschrift enthält nämlich kein einziges Element, aus dem hervorgehen würde, wie diese Bestimmung die Normen verletzen würde, deren Beachtung der Hof gewährleistet.

Der Hof beschränkt seine Prüfung also auf die Artikel 3 und 4 des angefochtenen Gesetzes.

*Hinsichtlich der Bedingungen für die Ernennung der stellvertretenden Richter in ein Amt als aktiver Magistrat (Artikel 3 und 4 Absatz 1 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997)*

B.3.1. Die Kläger in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnungsnummern 1343, 1363 und 1370 klagen an, daß Artikel 4 Absatz 1 b) ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied schaffen würde zwischen den Magistraten, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, je nach dem, ob sie aktive oder stellvertretende Richter seien, indem der Zeitraum, während dessen die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung

gälten, auf sieben Jahre begrenzt werde, und dies ab dem 11. Januar 1998, während für die aktiven Richter keine einzige Frist festgelegt worden sei und das Gesetz vom 6. August 1993 diesbezüglich eine Gleichstellung zwischen beiden eingeführt habe, die der Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 nicht für verfassungswidrig befunden habe.

B.3.2. Die Kläger klagen auch an, daß Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, ergänzt um den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997, ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied einführe zwischen einerseits den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien und deren Bewerbung um eine Ernennung zum aktiven Magistrat vom Justizminister nur dann berücksichtigt werden könne, wenn für diese Bewerbung eine einstimmig günstige Bewertung durch den kraft Artikel 259ter des Gerichtsgesetzbuches eingesetzten Beratungsausschuß erteilt worden sei, und andererseits den anderen Kandidaten, für die keine einstimmig günstige Bewertung erforderlich sei; der Behandlungsunterschied schein ihnen um so tadelnswerter zu sein, da unter diesen Kandidaten sich aktive Magistrate befänden, deren Ernennung vor dem Inkrafttreten des vorgenannten Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) unter den gleichen Voraussetzungen erfolgt sei wie die der stellvertretenden Richter und nicht vom Absolvieren eines Auswahlverfahrens oder einer Prüfung abhängig gewesen sei.

Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, daß nur das Erfordernis der Einstimmigkeit des Beratungsausschusses beanstandet wird.

B.3.3. Dieselben Kläger klagen schließlich an, daß Artikel 21 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997, ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied einführe zwischen einerseits den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, und andererseits den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, den Kandidaten, die die gerichtliche Probezeit beendet hätten und den aktiven Magistraten, indem die durch den Beratungsausschuß einstimmig günstig beurteilte Bewerbung dieser Personen um das Amt eines aktiven Magistrats den Justizminister daran hindere, die Bewerbung dieser stellvertretenden Richter für dieselbe Funktion zu berücksichtigen, obgleich sie als Absolventen der Prüfung gälten und vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung die Voraussetzungen für die Ernennung in das Amt eines aktiven Magistrats identisch gewesen sei für die aktiven Magistrate und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des oben angeführten Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) ohne Auswahlverfahren oder Prüfung ernannt worden seien.

B.4.1. Mit der Verabschiedung des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wollte der Gesetzgeber die Anwerbung von Magistraten aufgrund objektiver Ernennungskriterien organisieren und dem «tiefen Mißtrauen» angesichts eines Ernennungsverfahrens, bei dem «an erster Stelle politische Erwägungen gelten», ein Ende bereiten (*Parl. Dok.*, Senat, 1989-1990, Nr. 974-1, SS. 2 und 3), während er dabei eine Übergangsregelung vorgesehen hat.

B.4.2. Die von den Klägern beanstandete neue Übergangsregelung geht von der Idee aus, daß sich seit der Annahme des Gesetzes vom 18. Juli 1991 die Mentalität verändert hat, und von der Feststellung, daß viele Kandidaten inzwischen die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert haben, an der auch stellvertretende Richter teilnehmen können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, S. 28). Der Änderungsantrag, der zu Artikel 21 § 1 Absatz 3 geführt hat, wird wie folgt gerechtfertigt:

«— die Ernennung von Stellvertretern ist grundsätzlich ungerecht hinsichtlich derjenigen, die an einer Prüfung teilgenommen haben und so ihre Eignung bewiesen haben;

— die Ernennung von Stellvertretern steht im Widerspruch zur Logik des Systems für Ersternennungen von Magistraten — eines Systems, das von zwei Stützen getragen wird: einerseits eine bestimmte Berufserfahrung sei es als Anwalt oder in einer anderen juristischen Funktion, sei es im gerichtlichen Anwärterdienst, andererseits eine durch eine vor dem Einstellungsgremium abgelegte Prüfung nachgewiesene Eignung. Bei der Ernennung eines stellvertretenden Richters entfällt eine dieser Stützen, was natürlich das System unterminiert;

— für kompetente Richter kann die Prüfung kein Problem darstellen; im Gegenteil, ihre Erfahrung im Abfassen von Urteilen bevorteilt sie hinsichtlich der anderen Kandidaten.

Das einzige rationale Argument, das noch als Rechtfertigung dafür gelten kann, während einer befristeten Übergangsperiode noch stellvertretende Richter ernennen zu können, ist praktischer Art, nämlich die — beinahe sicher unbegründete — Angst, daß sich in den ersten Jahren möglicherweise für bestimmte freie Stellen keine Absolventen der Prüfung oder Gerichtsanwälte bewerben würden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/5, S. 2).

Außerdem ist behauptet worden, daß das neue System «ausgebaut wurde, weil die Reserve der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter stets als eine Hintertür für politische Ernennungen angesehen wird. Dieser Artikel stellt sicher, daß damit während der Übergangszeit von sieben Jahren, während deren die Reserve noch bestehen wird, kein Mißbrauch getrieben wird» (*Parl. Dok.*, Senat, 1996-1997, Nr. 1-544/3, S. 12).

B.4.3. Vorab muß erwähnt werden, daß die Beschwerdegründe, insofern sie die stellvertretenden Richter mit den aktiven Magistraten vergleichen, an der Tatsache vorbeigehen, daß es für die Erstgenannten um eine erste Ernennung zum aktiven Magistrat geht und für die Letztgenannten um eine neue Ernennung in derselben Eigenschaft. Soweit der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1363 die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter mit den stellvertretenden Richtern vergleicht, die nach diesem Datum ernannt worden sind, und behauptet, daß bei den Letztgenannten «nicht einmal die Vermutung gilt, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben», entbehren seine Beschwerdegründe übrigens jeglicher Relevanz, denn die Ernennung eines stellvertretenden Richters, der nach dem 1. Oktober 1993 in ein Amt als aktiver Magistrat ernannt worden ist, unterliegt nämlich den allgemeinen Bedingungen bezüglich des Absolvierens einer Probezeit nach einer Zulassungsprüfung oder des Bestehens einer Prüfung der beruflichen Eignung. Das gleiche gilt für die stellvertretenden Gerichtsräte, auf die der Kläger auch Bezug nimmt.

B.5.1. Der Gesetzgeber hat die Übergangsregelung in einschränkendem Sinne revidiert. Die Vermutung des Bestehens der Prüfung, die während sieben Jahren gilt für die stellvertretenden Richter, die vor einem bestimmten Datum ernannt worden sind, versetzt sie nicht mehr in die Lage, ernannt zu werden, wenn sie sich zusammen mit anderen Kategorien von Kandidaten bewerben, außer in dem Fall, wo die stellvertretenden Richter die einzigen Kandidaten sind, denen eine einstimmig günstige Bewertung erteilt wurde.

B.5.2. Ohne so weit zu gehen, schon jetzt die Ernennung eines jeden stellvertretenden Richters in das Amt eines aktiven Magistrats von der Absolvierung der Prüfung der beruflichen Eignung abhängig zu machen, hat der Gesetzgeber eine Maßnahme ergriffen, die nicht ohne Rechtfertigung ist hinsichtlich des Ziels, das er anstrebt,

— einerseits indem er entweder denjenigen, die diese Prüfung bestanden haben, oder denjenigen, aktiven Magistraten — auch wenn sie vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind — und den Gerichtsanwältern, bei denen in der Regel davon auszugehen ist, daß sie über mehr berufliche Erfahrung verfügen als Magistrate, die, auch wenn sie eine sehr günstige Bewertung erhalten, nur als Stellvertreter und in der Regel nur gelegentlich die berufliche Tätigkeit ausüben, die dieser Erfahrung zugrunde liegt, den Vorrang gewährt; der Gesetzgeber hat auch die unterschiedlichen Karriereaussichten zum Zeitpunkt der Ernennung zum aktiven Magistrat bzw. zum stellvertretenden Richter berücksichtigen können;

— andererseits indem die Zeitspanne, in der die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten, auf sieben Jahre beschränkt wird; längerfristig wird somit der Möglichkeit ein Ende bereitet, stellvertretende Richter, die als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten, in ein Amt als aktiver Magistrat zu ernennen.

Die angefochtene Bestimmung ermöglicht es zwar, nach Ablauf dieser Frist aktive Magistrate in solche Ämter zu ernennen, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt wurden und deshalb die gleiche Vermutung genießen. Unter Berücksichtigung der anderen vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen, insbesondere der Vermeidung, daß offene Stellen allzu lange Zeit unbesetzt bleiben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, SS. 5 und 14), ist davon auszugehen, daß diese Magistrate sich in einer ganz anderen Situation befinden als die stellvertretenden Magistrate, da sie bereits ein Amt als aktiver Magistrat innehaben. Der Gesetzgeber hat übrigens berechtigterweise davon ausgehen können, daß der stellvertretende Richter, der sich sieben Jahre lang nicht um ein Amt als aktiver Magistrat bewirbt oder nicht in dieses Amt ernannt wird, kein Interesse zeigt oder nicht die Erfüllung der Voraussetzungen nachweist, um in ein solches Amt ernannt zu werden.

B.5.3. Zwar wird die angefochtene Übergangsregelung kritisiert — weniger an sich, sondern eher insofern, als sie die Ernennungsmöglichkeiten begrenzt, die die frühere Übergangsregelung den stellvertretenden Richtern bot, ohne sie einer Prüfung der beruflichen Eignung zu unterwerfen. Aber die angeführten Verfassungsbestimmungen stehen dem nicht entgegen, daß der Gesetzgeber einen ursprünglichen Standpunkt aufgibt und einen anderen einnimmt. Die verfassungsmäßigen Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsätze werden nicht bloß deshalb verletzt, weil eine neue Maßnahme die Pläne jener durchkreuzt, die mit der Aufrechterhaltung der früheren Regelung hatten rechnen können.

B.5.4. Das Erfordernis der Einstimmigkeit (im Sinne von Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991), welches die günstige Bewertung des Beratungsausschusses zu erfüllen hat und welches eine Voraussetzung für die Ernennung eines stellvertretenden Richters in ein Amt als Magistrat darstellt, ist jedoch eine Maßnahme, die weder relevant noch verhältnismäßig im Hinblick auf die verfolgte Zielsetzung ist.

Im Gegensatz zu dem Erfordernis einer günstigen oder sehr günstigen Bewertung bietet das Erfordernis der Einstimmigkeit nämlich, was die beruflichen Qualitäten der ernannten Personen betrifft, keine Garantie, die das Risiko rechtfertigt, welches hervorgerufen wird, indem jedem Mitglied des Beratungsausschusses ein Vetorecht eingeräumt wird.

B.5.5. Dieses Risiko liegt jedoch nicht vor bei der Begrenzung der erlaubten Ausnahmen von den neuen Regeln, die der Gesetzgeber eingeführt hat, indem er die Bewerbung stellvertretender Richter mit einer günstigen Bewertung ausgeklammert hat, wenn die Bewertung bezüglich der anderen in Artikel 21 § 1 Absatz 3 desselben Gesetzes genannten Kandidaten einstimmig günstig ist.

*Hinsichtlich der Bedingungen für die Ernennung der Kandidaten, die die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben, in ein Amt als aktiver Magistrat (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997)*

B.6.1. Die Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369 klagen an, daß Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied hervorrufe zwischen den aktiven Magistraten, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, und den Kandidaten, die die Prüfung der beruflichen Eignung zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes bestanden hätten (11. Januar 1998), indem er für die Letztgenannten den Vorteil des Absolvierens der Prüfung auf eine Dauer von sieben Jahren begrenze, die entweder am 11. Januar 1998 oder, wenn der Kandidat zu diesem Zeitpunkt die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Bedingungsernennungen nicht erfülle, an dem Tag, an dem er sie erfülle, anfangs, während der Vorteil der Vermutung, den die aktiven Magistrate, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, genießen würden, nicht zeitlich begrenzt sei. Somit werde auch eine kritisierbare Behandlungsgleichheit hervorgerufen zwischen den Kandidaten, die diese Prüfung bestanden hätten vor dem Inkrafttreten des Gesetzes (Artikel 4), und denjenigen, die die Prüfung nachher bestanden hätten (Artikel 2), so daß ersteren rückwirkend und diskriminierend der Vorteil einer wohlverworbenen Situation versagt werde.

B.6.2. Aus dem allgemeinen Aufbau der Bestimmungen bezüglich der Ernennung aktiver Magistrate geht hervor, daß der Gesetzgeber den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung und den Absolventen der gerichtlichen Probezeit den Vorrang hat gewähren wollen. Die zeitliche Begrenzung der Wirksamkeit des Ergebnisses dieser Prüfung — durch eine Maßnahme, die im Gegensatz zu dem, was die Kläger behaupten, nicht rückwirkend ist, sondern unmittelbar anwendbar, und die übrigens analog zu derjenigen zu verstehen ist, die durch das Gesetz vom 16. Juli 1996 in Artikel 259<sup>quater</sup> § 1 Absatz 4 des Gerichtsgesetzbuches eingeführt worden ist, indem bestimmt wird, daß die Absolventen der Zulassungsprüfung zur gerichtlichen Probezeit innerhalb einer Frist von drei Jahren nach Abschluß der Prüfung ernannt werden müssen — entspricht jedoch zwei besonderen Zielsetzungen.

Der Gesetzgeber hat geurteilt, daß eine zeitliche Begrenzung der Gültigkeitsdauer des Ergebnisses der Prüfung es ermöglicht hat zu vermeiden, daß einerseits Absolventen ernannt werden, die vielleicht nicht mehr den Erfordernissen genügen würden, welche sich im Laufe der Zeit ändern können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/4, S. 2, und Nr. 730/6, S. 14) und daß andererseits offene Stellen, die die Kandidaten offensichtlich nicht für attraktiv halten, allzu lange unbesetzt bleiben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, SS. 5 und 14).

Der Gesetzgeber hat diese Sorge zum Ausdruck gebracht angesichts der zukünftigen Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, ab dem Inkrafttreten des Gesetzes (Artikel 2); er kann diese Sorge berechtigterweise auch zum Ausdruck bringen angesichts derjenigen, die die Prüfung bereits bestanden haben (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2). Angesichts der angefochtenen Bestimmungen befinden sich die aktiven Magistrate, auch wenn sie vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind, hingegen nicht in einer derartigen Lage, daß die gleiche Sorge zum Ausdruck gebracht werden sollte, da sie das Amt, in welches sie ernannt worden sind, tatsächlich innehaben und ausüben.

B.6.3. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369, die sich auf einen Behandlungsunterschied hinsichtlich der Gültigkeitsdauer des bereits erworbenen Zeugnisses beziehen, zwischen den Absolventen, je nach dem Zeitpunkt, an dem sie die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches genannten Bedingungen erfüllen, sind unbegründet. Artikel 4 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes geht nämlich von der Sorge aus, allen Absolventen die gleichen Chancen zu bieten, ungeachtet des Zeitpunkts, wo sie die Bedingungen erfüllen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt in Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, ergänzt um Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, das Wort «einstimmig» für nichtig;

— weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 26. Mai 1999.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

F. 99 — 2330

[99/15166]

**5 JUILLET 1999. — Arrêté royal fixant le cadre organique  
de la carrière des Attachés de la Coopération internationale**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, notamment son article 35 A;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 25 janvier 1999;

Vu l'avis motivé du 18 février 1999 émis par le Comité supérieur de concertation;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mai 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mai 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le cadre organique de la carrière des Attachés de la Coopération internationale est fixé comme suit :

— 1re classe administrative	8
— 2e classe administrative	36
— 3e classe administrative	38

Total 82

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING**

N. 99 — 2330

[99/15166]

**5 JULI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière van de Attachés voor Internationale Samenwerking**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 35 A;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 18 februari 1999 van het Hoog Overlegcomité;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 mei 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De personeelsformatie van de carrière van de Attachés voor Internationale Samenwerking wordt vastgesteld als volgt :

— 1e administratieve klasse	8
— 2e administratieve klasse	36
— 3e administratieve klasse	38

Totaal 82

**Art. 2.** Les emplois mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être pourvus que moyennant une diminution équivalente du nombre des agents de la coopération au développement.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Coopération au Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
E. DERYCKE

Le Ministre de la Coopération au Développement,  
R. MOREELS

**Art. 2.** In de in artikel 1 vernoemde betrekkingen kan slechts worden voorzien mits een gelijkwaardige vermindering van het aantal leden van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
E. DERYCKE

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
R. MOREELS

F. 99 — 2331

[99/15167]

**7 JUILLET 1999. — Arrêté royal relatif aux modalités de transfert de membres du personnel de l'Administration générale de la Coopération au Développement auprès de la Société anonyme de droit public « Coopération technique belge »**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge », notamment ses articles 2, 4°, 24, 33, 34, et 35;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> juin 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 1<sup>er</sup> juin 1999;

Vu le protocole n° 90/7 du 11 juin 1999 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur I;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que, d'une part la loi portant création de la CTB donne à celle-ci l'exclusivité de certaines tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe, et d'autre part, les Conventions générales de coopération et les Arrangements particuliers entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe statuaient que l'exécution de ces tâches est confiée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, et qu'il convient dès lors de fournir dans les meilleurs délais à ces pays partenaires, les assurances sur les modalités permettant de garantir la continuité dans la réalisation des prestations de coopération, de même que la circonstance que chaque délai en ce qui concerne la mise en œuvre des lois et des arrêtés portant réforme de la Coopération internationale belge risque de provoquer une confusion chez les partenaires de la Coopération internationale belge;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

N. 99 — 2331

[99/15167]

**7 JULI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de overheveling van leden van het personeel van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking naar de naamloze vennootschap van publiek recht « Belgische Technische Coöperatie »**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet,

Gelet op de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie », inzonderheid op de artikelen 2, 4°, 24, 33, 34, en 35;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 juli 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 31 mei 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, van 1 juni 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, van 1 juni 1999;

Gelet op het protocol nr. 90/7 van 11 juni 1999 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het Sectorcomité I worden vermeld;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, enerzijds, de wet tot oprichting van de BTC aan deze exclusief de uitvoering van bepaalde taken van openbare dienst op het vlak van de directe bilaterale samenwerking toekent en, anderzijds, de Algemene Samenwerkingsakkoorden en de Bijzondere Vergelijken tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van de Belgische Directe Bilaterale Samenwerking, bepalen dat de uitvoering van deze taken wordt toevertrouwd aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, en dat het dus past dat deze partnerlanden binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte kunnen worden gebracht van de modaliteiten dewelke de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake ontwikkelingsamenwerking dienen te garanderen, alsmede de omstandigheid dat elk verder uitstel met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de wetten en besluiten tot herinrichting van de Belgische Internationale Samenwerking, aanleiding kan geven tot verwarring bij de partners van de Belgische Internationale Samenwerking;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;



Sur la proportion de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Pensions, et de Notre Ministre de la Coopération au Développement, et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui, à la date du 1<sup>er</sup> mars 1999 font partie du personnel nommé à titre définitif à l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Ils sont appelés ci-après « les agents concernés ».

**Art. 2.** Le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions, après consultation du délégué à la gestion journalière de la « Coopération technique belge » ci-après appelée « CTB », informe, régulièrement et au moins une fois par an, les agents concernés des emplois vacants à la CTB pour lesquels ils peuvent postuler, selon les modalités définies par la CTB, et demander leur transfert.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** L'agent concerné qui a reçu de la CTB l'engagement de le recruter, en informe le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions et lui soumet une demande de transfert à la CTB mentionnant la date de l'entrée en vigueur du transfert sollicité.

Sur proposition dudit Ministre, le Roi transfère l'agent concerné à la CTB et fixe la date du transfert.

§ 2. L'agent ainsi transféré peut faire usage du droit à la réintégration prévu à l'article 33 de la loi du 21 décembre 1998 dans un délai de deux ans, soit à dater de son transfert effectif, soit à dater de la publication du statut du personnel de la CTB, selon le choix de l'agent.

Pendant cette période, l'emploi dont il est titulaire n'est pas attribué.

§ 3. L'agent transféré qui décide de réintégrer l'administration chargée de la coopération internationale doit en informer par écrit le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions, un mois avant la date à laquelle il souhaite être réintégré.

Sur proposition dudit Ministre, le Roi met fin au transfert de cet agent au plus tard le dernier jour du délai de deux ans prévu au § 2.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'agent transféré sera affecté à la CTB dans une fonction au moins équivalente à celle de l'emploi dont il est titulaire dans l'Administration du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale.

§ 2. Dès que l'agent est transféré à la CTB, il n'est plus rémunéré par le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale.

§ 3. L'agent transféré est rémunéré par la CTB. Il est assujéti au statut du personnel de la CTB, ainsi qu'au régime de sécurité sociale en vigueur à la CTB.

§ 4. La CTB prend les mesures garantissant à l'agent des avantages en matière de pension qui ne pourront être inférieurs à ceux qu'il aurait obtenus, en application des dispositions légales et réglementaires qui étaient applicables au personnel de l'administration chargée de la coopération internationale à la date du transfert, en tenant compte des modifications que ces dispositions auraient subies ultérieurement en vertu de mesures générales applicables à l'administration chargée de la coopération internationale, s'il avait continué à occuper l'emploi dont il était titulaire.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Pensioenen en van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de Rijksambtenaren onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, die op datum van 1 maart 1999 deel uitmaken van het definitief benoemde personeel van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

Zij worden hieronder « de betrokken ambtenaren » genoemd.

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort, na advies van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer van de « Belgische Technische Coöperatie », hierna « BTC » genoemd, licht de betrokken ambtenaren regelmatig en minstens eenmaal per jaar in over de vacatures bij de BTC waarvoor zij kunnen solliciteren, volgens de door de BTC bepaalde regels, en hun overheveling vragen.

**Art. 3. § 1.** De betrokken ambtenaar die vanwege de BTC de verbintenis ontvangen heeft om hem in dienst te nemen, deelt dit mee aan de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort en legt hem een verzoek tot overheveling naar de BTC voor met vermelding van de begindatum van de gevraagde overheveling.

Op voordracht van genoemde Minister, hevelt de Koning de betrokken ambtenaar over naar de BTC en legt de datum vast van de overheveling.

§ 2. De zo overgehevelde ambtenaar kan gebruik maken van het recht op reïntegratie bepaald in artikel 33 van de wet van 21 december 1998 binnen een termijn van twee jaar, hetzij vanaf de datum van zijn effectieve overheveling, hetzij vanaf de datum van de bekendmaking van het personeelsstatuut van de BTC, volgens de keuze van de ambtenaar.

Tijdens deze periode wordt de betrekking waarvan hij titularis is niet toegewezen.

§ 3. De overgehevelde ambtenaar die beslist te reïntegreren in de administratie belast met de internationale samenwerking, moet dit de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort schriftelijk ter kennis brengen, één maand voorafgaand aan de datum waarop hij wenst te reïntegreren.

Op voordracht van genoemde Minister, maakt de Koning een einde aan de overheveling van die ambtenaar uiterlijk op de laatste dag van de periode van twee jaar zoals bepaald in § 2.

**Art. 4. § 1.** De overgehevelde ambtenaar wordt bij de BTC ingezet op een ambt dat tenminste evenwaardig is aan de betrekking waarvan hij titularis is bij het Bestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking.

§ 2. Zodra de ambtenaar overgeheveld is naar de BTC wordt hij niet meer bezoldigd door het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking

§ 3. De overgehevelde ambtenaar wordt bezoldigd door de BTC. Hij is onderworpen aan het personeelsstatuut van de BTC en aan het regime van sociale zekerheid dat bij de BTC van kracht is.

§ 4. De BTC neemt maatregelen teneinde aan de ambtenaar voordelen inzake pensioen te garanderen die niet minder zijn dan die welke hij zou bekomen hebben ingevolge de wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing op het personeel van de administratie belast met de internationale samenwerking op het ogenblik van de overheveling, evenwel rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen nadien, ingevolge de algemene maatregelen van toepassing op de administratie belast met de internationale samenwerking, zouden hebben ondergaan, indien hij de betrekking waarvan hij titularis was verder zou hebben bekleed.

Les modalités de prise en charge des dépenses complémentaires résultant de la garantie prévue à l'alinéa précédent sont fixées par le Roi sur proposition du Ministre qui a les pensions dans ses attributions.

**Art. 5.** § 1er. Pour les agents transférés qui font usage du droit à la réintégration prévu à l'article 33, alinéa 2 de la loi du 21 décembre 1998 précitée, la période visée à l'article 3, § 2 est réputée, en ce qui concerne le calcul des anciennetés administratives et pécuniaire, avoir été prestée à l'administration chargée de la coopération internationale sans bénéfice d'avantages particuliers.

La période visée à l'article 3, § 2 est assimilée à une période de non activité.

§ 2. Les agents qui restent à la CTB sans faire usage, dans le délai prévu à l'article 3, § 2, du droit à la réintégration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réputés avoir cessé leurs fonctions à l'administration chargée de la coopération internationale à la date de leur transfert à la CTB.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre la Coopération au Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
E. DERYCKE

Le Ministre des Pensions,  
J. PEETERS

Le Ministre de la Coopération au Développement,  
R. MOREELS

De nadere regelen voor het ten laste nemen van de bijkomende uitgaven die het gevolg zijn van de in het voorafgaande lid gestelde waarborg, worden door de Koning vastgesteld op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor pensioenen.

**Art. 5.** § 1. Voor de overgehevelde ambtenaren die gebruik maken van het recht op reïntegratie bepaald in artikel 33, alinea 2 van voornoemde wet van 21 december 1998, wordt de periode bedoeld in artikel 3, § 2, voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit, geacht te zijn gepresteerd bij de administratie belast met de internationale samenwerking zonder genot van specifieke voordelen.

De in artikel 3, § 2 bepaalde periode wordt gelijkgesteld met een periode van non-activiteit.

§ 2. De ambtenaren die bij de BTC blijven zonder binnen de in artikel 3, § 2 bepaalde termijn gebruik te maken van het recht op reïntegratie zoals bedoeld in alinea 1, worden geacht hun functies bij de administratie belast met de internationale samenwerking te hebben stopgezet op de datum van hun overheveling naar de BTC.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 7.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
E. DERYCKE

De Minister van Pensioenen,  
J. PEETERS

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
R. MOREELS

F. 99 — 2332

[99/15169]

**Convention relative à la suppression de la législation d'actes dans les Etats membres des Communautés européennes, signée à Bruxelles le 25 mai 1987. — Ratification par l'Irlande (1)**

Le 8 décembre 1998 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument de ratification de l'Irlande concernant la Convention précitée.

Cet instrument de ratification est assorti des déclarations suivantes :

« Conformément à l'article 5 de la Convention, le Gouvernement d'Irlande a désigné le Ministère des Affaires étrangères (Department of Foreign Affairs) à Dublin comme autorité centrale responsable pour la réception et l'envoi des demandes d'information mentionnées à l'article 4 de ladite Convention. Les demandes d'information formulées en anglais ou en français seront recevables.

Conformément à l'article 6, paragraphe 3 de la Convention relative à la suppression de la législation d'actes dans les Etats membres des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987, l'Irlande déclare que ladite Convention sera applicable à son égard dans ses rapports avec les autres Etats qui auront fait la même déclaration, 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification ».

—  
Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 18 avril 1997.

N. 99 — 2332

[99/15169]

**Verdrag betreffende de afschaffing van de legislatie van akten in de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, ondertekend te Brussel op 25 mei 1987. — Bekrachtiging door Ierland (1)**

Op 8 december 1998 is bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de akte van bekrachtiging door Ierland van bovengenoemd Verdrag nedergelegd.

Deze akte van bekrachtiging gaat vergezeld van de volgende verklaringen :

« In uitvoering van artikel 5 van het Verdrag heeft de Ierse Regering het Ministerie van Buitenlandse Zaken (Department of Foreign Affairs) in Dublin aangewezen als de centrale autoriteit die belast is met het ontvangen en doorzenden van de in artikel 4 van het Verdrag bedoelde verzoeken om inlichtingen. Zijn ontvankelijk de in het Engels of het Frans gestelde verzoeken.

Overeenkomstig artikel 6, lid 3, van het Verdrag betreffende de afschaffing van de legislatie van akten in de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, ondertekend te Brussel op 25 mei 1987, verklaard Ierland dat dit Verdrag te zijnen aanzien van toepassing is in zijn betrekkingen met de Staten die dezelfde verklaring hebben afgelegd, 90 dagen na de datum van de nederlegging van de akte van bekrachtiging.

—  
Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 18 april 1997.

## MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 2333

[99/02070]

**26 AVRIL 1999. — Arrêté royal réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 16, § 4, y inséré par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 114, modifié par les arrêtés royaux du 21 novembre 1991 et du 26 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 16 novembre 1979, 26 janvier 1984, 13 juillet 1987 et 25 novembre 1993 et l'article 31;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat, notamment l'article 33;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 19 mars 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> juillet 1997;

Vu le protocole n° 317 du 7 avril 1999 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 16 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées, le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la première période d'évaluation des agents des niveaux 1 et 2+ était du 15 septembre 1998 au 15 décembre 1998;

Considérant qu'en cas de mention « insuffisant » attribuée à un agent au terme de cette première période, une nouvelle évaluation lui sera notifiée un an après, soit entre le 15 septembre et le 15 décembre 1999;

Qu'un agent peut donc être revêtu de deux mentions « insuffisant » consécutives dès le 15 septembre 1999;

Qu'il est en conséquence urgent de mettre en œuvre l'article 114 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 en organisant la procédure de déclaration d'inaptitude professionnelle, la mise en œuvre de cette procédure nécessitant au surplus un délai d'installation pour l'organe de recours qu'elle crée;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exception des agents qui sont désignés par mandat à un emploi du rang 17 ou 16.

**Art. 2.** L'agent de l'Etat qui s'est vu infliger consécutivement deux fois la mention « insuffisant » peut être licencié pour inaptitude professionnelle.

**Art. 3.** La proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle est notifiée par le ministre à l'agent du niveau 1 et par le ministre ou le chef d'administration à qui a été délégué le pouvoir de nomination, à l'agent du niveau 2+, 2, 3 ou 4.

## MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 2333

[99/02070]

**26 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 16, § 4, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 114, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1991 en 26 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 16 november 1979, 26 januari 1984, 13 juli 1987 en 25 november 1993 en op artikel 31;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 19 maart 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 1997;

Gelet op het protocol nr. 317 van 7 april 1999 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 16 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de eerste evaluatieperiode van de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+ van 15 september 1998 tot 15 december 1998 ging;

Overwegende dat in geval van vermelding « onvoldoende » die aan een ambtenaar op het einde van deze eerste periode wordt toegekend, hem een nieuwe evaluatie een jaar later zal betekend worden, dus tussen 15 september en 15 december 1999;

Dat een ambtenaar dus van 15 september 1999 af twee vermeldingen « onvoldoende » kan krijgen;

Dat het bijgevolg dringend is artikel 114 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 in toepassing te brengen door de procedure van het beroepsongeschikt verklaren te organiseren, dat het in toepassing brengen van deze procedure overigens een installatietermijn noodzakelijk maakt voor het beroepsorgaan dat erdoor opgericht wordt;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is toepasselijk op het rijkspersoneel dat onder de toepassing valt van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, met uitzondering van de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn in een betrekking van rang 17 of 16.

**Art. 2.** De rijksambtenaar die tweemaal na elkaar de vermelding « onvoldoende » heeft gekregen kan worden afgedankt wegens beroepsongeschiktheid.

**Art. 3.** Van het voorstel tot afdanking wegens beroepsongeschiktheid wordt kennis gegeven door de minister aan de ambtenaar van niveau 1 en door de minister of het hoofd van bestuur aan wie de benoemingsbevoegdheid gedelegeerd is, aan de ambtenaar van niveau 2+, 2, 3 of 4.

**Art. 4.** L'agent peut introduire un recours contre la proposition de licenciement qui lui a été notifiée auprès de la commission de recours en matière d'inaptitude professionnelle créée auprès du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, dénommée ci-après la commission.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La commission se compose d'une section d'expression française et d'une section d'expression néerlandaise présidée par le secrétaire permanent au recrutement ou le secrétaire permanent au recrutement adjoint de l'autre rôle linguistique.

Le rôle linguistique de l'agent détermine la section devant laquelle il comparaît.

§ 2. Les sections comprennent six assesseurs :

1° le secrétaire général du Ministère de la Fonction publique ou un agent occupant un emploi du rang 16 du même ministère, de l'autre rôle linguistique, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

2° de deux autres secrétaires généraux, par rôle linguistique, désignés par les secrétaires généraux réunis en collège;

3° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ce, à raison d'un membre par organisation dans la section d'expression française et d'expression néerlandaise.

§ 3. Les secrétaires généraux réunis en collège désignent en outre deux secrétaires généraux par rôle linguistique en qualité de membres suppléants.

Les organisations syndicales désignent trois assesseurs par rôle linguistique en qualité de membres suppléants.

§ 4. Les membres désignés par les organisations syndicales représentatives sont choisis parmi les agents de l'Etat qui appartiennent au niveau 1 et doivent être agréés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Le refus d'agrément est soumis à l'avis du comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux.

§ 5. Par section, un greffier et un greffier suppléant sont désignés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 6. La commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

**Art. 6.** Dans le cas où l'agent qui comparaît devant la commission est du régime linguistique allemand, deux membres au moins présents à la séance doivent justifier de la connaissance de l'allemand dont un désigné par une organisation syndicale représentative.

**Art. 7.** L'agent dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours ouvrables prenant cours à la date à laquelle la proposition de licenciement lui a été notifiée par pli recommandé à la poste.

La commission est saisie de l'affaire par les soins du ministre dont relève l'appelant ou son délégué. Celui-ci transmet le dossier complet de l'affaire.

L'agent et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au greffe de la commission, du dossier complet de l'affaire.

**Art. 8.** La commission délibère valablement au sujet d'un agent lorsque quatre assesseurs au moins sont présents. En outre, lors du vote, les assesseurs qui représentent l'autorité et les assesseurs qui représentent les organisations syndicales doivent être en nombre égal.

Lorsqu'après une première convocation des assesseurs, la commission n'est pas en nombre utile, elle délibère valablement au sujet de l'agent lors de la réunion suivante, quelque soit le nombre de membres présents et sans qu'il puisse être exigé que les assesseurs désignés par les organisations syndicales et ceux désignés par l'autorité soient en nombre égal.

**Art. 4.** De ambtenaar kan tegen het voorstel van afdanking waarvan hem kennis is gegeven een beroep indienen bij de beroepscommissie inzake beroepsongeschiktheid, hieronder de commissie genoemd, die is opgericht bij de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

**Art. 5.** § 1. De commissie bestaat uit een Nederlandstalige en een Franstalige afdeling, die voorgezeten worden door de Vaste Wervingssecretaris of door de adjunct-Vaste wervingssecretaris van de andere taalrol.

De taalrol van de ambtenaar bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt.

§ 2. De afdelingen bestaan uit zes assessoren :

1° de secretaris-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken of een ambtenaar die een betrekking van rang 16 bezet van hetzelfde ministerie, van de andere taalrol, aangewezen door de minister wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

2° twee andere secretarissen-generaal per taalrol, aangewezen door de in college vergaderde secretarissen-generaal;

3° drie leden die zijn aangewezen door representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en dit in een verhouding van één lid per organisatie in de Nederlandstalige en in de Franstalige afdeling.

§ 3. De in college vergaderde secretarissen-generaal wijzen bovendien twee secretarissen-generaal per taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden

De vakorganisaties wijze drie assessoren per taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden.

§ 4. De door de representatieve vakorganisaties aangewezen leden worden gekozen onder de rijksambtenaren die tot niveau 1 behoren en moeten erkend worden door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. De weigering tot erkenning wordt voorgelegd aan het advies van het comité voor de federale, de gemeenschappen en de gewestelijke overheidsdiensten.

§ 5. Per afdeling worden door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren een griffier en een plaatsvervangende griffier aangewezen.

§ 6. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

**Art. 6.** Wanneer de ambtenaar die voor de commissie verschijnt tot de Duitse taalregeling behoort moeten tenminste twee leden die op de zitting aanwezig hun kennis van het Duits moeten bewijzen waarvan één aangewezen door een representatieve vakorganisatie.

**Art. 7.** De ambtenaar beschikt, om zijn beroep in te dienen, over een termijn van tien werkdagen ingaande op de datum waarop het voorstel van afdanking hem per bij de post aangetekende zending werd bekendgemaakt.

De zaak wordt bij de commissie aanhangig gemaakt door toedoen van de minister onder wie de appellant ressorteert of zijn afgevaardigde. Die stuurt het volledige dossier van de zaak door.

De ambtenaar en zijn verdediger kunnen ter griffie van de commissie kennis nemen van het volledige dossier van de zaak.

**Art. 8.** De commissie beraadslaagt geldig over een ambtenaar wanneer ten minste vier assessoren aanwezig zijn. Bovendien moeten de assessoren die respectievelijk de overheid en de vakorganisaties vertegenwoordigen bij de stemming gelijk in aantal zijn.

Wanneer na een eerste oproeping van de assessoren het vereiste aantal commissieleden niet aanwezig is, beraadslaagt de commissie in een volgende vergadering geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden en zonder dat er kan geëist worden dat de assessoren die respectievelijk door de overheid en door de vakorganisaties aangewezen zijn gelijk in aantal zijn.

**Art. 9.** L'agent comparait en personne devant la commission; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, de la commission.

L'agent communique au greffe de la commission le nom de son défenseur dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de la convocation à l'audience.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le recours est introduit par un agent du niveau 1, le chef de l'administration à laquelle l'agent appartient ou, le cas échéant, l'adjoint bilingue ainsi que le supérieur hiérarchique immédiat de l'agent visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat sont entendus d'office.

§ 2. Lorsque le recours est introduit par un agent du niveau 2+, 2, 3 ou 4, les deux supérieurs hiérarchiques qui ont attribué l'évaluation sont entendus d'office.

**Art. 11.** Si bien que régulièrement convoqué, l'agent ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, le président considère la commission comme dessaisie et transmet le dossier au ministre.

La commission rend un avis sur base des pièces du dossier, même si l'agent ou son défenseur peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience.

**Art. 12.** Si les membres de la commission ont une cause légitime d'empêchement, ils sont tenus d'aviser, par écrit, le président des motifs de leur absence dans les trois jours ouvrables qui suivent la date de la convocation.

**Art. 13.** Après examen, la commission envoie le dossier au ministre et lui fait connaître, ainsi qu'à l'agent, son avis motivé au plus tard dans le mois qui suit la date de l'audience. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis. En cas de non-respect du délai fixé par le présent alinéa, le président avise le ministre des motifs qui ont entraîné ce retard.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

**Art. 14.** La décision est toujours prise ou proposée définitivement par le ministre.

La décision motivée du ministre est communiquée à l'agent et à la commission dans les quinze jours ouvrables à dater de la notification au ministre de l'avis émis par cette dernière. Passé ce délai, l'avis de la commission vaut décision.

**Art. 15.** Le licenciement pour inaptitude professionnelle est prononcé :

- a) pour les agents de l'Etat du niveau 1, par Nous, sur la proposition du ministre compétent;
- b) pour les agents de l'Etat des niveaux 2+, 2, 3 et 4 par le ministre.

**Art. 16.** Une indemnité de départ est accordée à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle.

Cette indemnité est égale à douze fois la dernière rémunération mensuelle de l'agent si celui-ci compte au moins vingt années de service, à huit fois ou à six fois cette rémunération selon que l'agent compte dix ans de service ou moins de dix ans de service.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par « rémunération », tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La rémunération à prendre en considération est celle qui est due pour des prestations complètes, en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

**Art. 17.** Par dérogation au présent arrêté, l'agent qui est nommé à un grade d'un niveau supérieur ou d'un rang supérieur au sien ou à qui a été attribuée une promotion par avancement barémique liée à la vacance d'un emploi et qui s'est vu infliger consécutivement deux fois la mention « insuffisant » peut être affecté, par décision du ministre, sur proposition du chef de l'administration à laquelle l'agent appartient, à un emploi correspondant à son ancien grade dans son niveau antérieur ou correspondant à son rang antérieur ou être reclassé dans son échelle de traitement antérieure.

**Art. 9.** De ambtenaar verschijnt persoonlijk voor de commissie; hij mag worden bijgestaan door een persoon naar zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de commissie.

De ambtenaar deelt aan de griffie van de commissie de naam van zijn verdediger mede binnen de tien werkdagen volgend op de datum van de oproeping.

**Art. 10.** § 1. Wanneer het beroep wordt ingediend door een ambtenaar van niveau 1 wordt het hoofd van het bestuur waartoe de ambtenaar behoort of, in voorkomend geval, de tweetalige adjunct, alsmede de onmiddellijke hiërarchische meerdere van de ambtenaar, die bedoeld zijn in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, ambtshalve gehoord.

§ 2. Wanneer het beroep wordt ingediend door een ambtenaar van niveau 2+, 2, 3 of 4, worden de twee hiërarchische meerderen die de evaluatie hebben toegekend ambtshalve gehoord.

**Art. 11.** Indien de ambtenaar of zijn verdediger, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de voorzitter de zaak als niet meer bij de commissie aanhangig en doet hij het dossier toekomen aan de minister.

De commissie geeft een advies op grond van de stukken van het dossier, zelfs indien de ambtenaar of zijn verdediger een geldige reden kan inroepen, van zodra de zaak voor de tweede maal ter zitting komt.

**Art. 12.** Indien de leden van de commissie een wettige reden van verhindering hebben, moeten zij de voorzitter schriftelijk de reden van hun afwezigheid mededelen binnen de drie dagen volgend op de datum van de oproeping.

**Art. 13.** Na onderzoek stuurt de commissie het dossier aan de betrokken minister en geeft hij hem, alsook de ambtenaar, kennis van zijn gemotiveerd advies ten laatste één maand na datum van de zitting. Hij vermeldt met hoeveel stemmen, voor of tegen, de stemming werd bereikt. In het geval dat de in dit lid bepaalde termijn niet wordt geëerbiedigd, deelt de voorzitter aan de minister de reden van de vertraging mede.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

**Art. 14.** De beslissing wordt steeds genomen of definitief voorgesteld door de minister.

De gemotiveerde beslissing van de minister moet aan de ambtenaar en aan de commissie worden medegedeeld binnen de vijftien werkdagen vanaf de betekening van het advies van deze laatste aan de minister. Na deze termijn geldt het advies van de commissie als beslissing.

**Art. 15.** De afdanking wegens beroepsongeschiktheid wordt uitgesproken :

- a) voor het rijkspersoneel van niveau 1, door Ons, op de voordracht van de bevoegde minister;
- b) voor het rijkspersoneel van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 door de minister.

**Art. 16.** Aan de wegens beroepsongeschiktheid afgedankte ambtenaar wordt een vergoeding wegens ontslag toegekend.

Deze vergoeding is gelijk aan twaalf maal de laatste maandbezoldiging van de ambtenaar indien hij ten minste twintig jaar dienst heeft, aan acht maal of zes maal deze bezoldiging naargelang de ambtenaar tien jaar dienst of minder dan tien jaar dienst heeft.

Voor de toepassing van dit artikel moet onder « bezoldiging » worden verstaan elke wedde, elk loon of elke vergoeding in de plaats van wedde of loon, rekening houdend met de verhogingen of verminderingen die te wijten zijn aan de schommelingen of verminderingen die te wijten zijn aan de schommelingen van de index der kleinhandelsprijzen. De in aanmerking te nemen bezoldiging is die welke verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de hard- of standplaatstoelage, rekening houdend met de verhogingen of verminderingen die te wijten zijn aan de schommelingen van de index der kleinhandelsprijzen.

**Art. 17.** In afwijking van dit besluit kan de ambtenaar die tot een graad van een hoger niveau of een hogere rang dan de zijne is benoemd of aan wie een bevordering door verhoging in weddeschaal is toegekend die verbonden is aan het vacant zijn van een betrekking en die tweemaal de vermelding « onvoldoende » heeft verkregen, bij beslissing van de minister en op voorstel van het hoofd van het bestuur waartoe de ambtenaar behoort worden aangewezen voor een betrekking die overeenkomt met zijn gewezen graad in zijn vroeger niveau of met zijn vroegere rang of kan hij worden herplaatst in zijn vroegere weddeschaal.

**Art. 18.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est remplacé par le texte suivant :

« 3° Arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat; ».

**Art. 19.** L'intitulé du Chapitre VI du Titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE VI. — Modalités d'application de l'arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat. »

**Art. 20.** L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. L'article 3 doit se lire comme suit :

» Art. 3. La proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle est notifiée aux agents par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination ». »

**Art. 21.** Un article 31*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 31*bis*. L'article 15 doit se lire comme suit :

» Art. 15. Le licenciement pour inaptitude professionnelle est prononcé par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination ». »

**Art. 22.** L'arrêté royal du 18 mars 1940 réglant le licenciement des agents de l'Etat pour inaptitude professionnelle, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1964 et par l'arrêté ministériel du 11 décembre 1970, est abrogé.

**Art. 23.** L'article 25 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat est mis en vigueur.

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 1997 pour les agents des niveaux 1 et 2+ et le 15 septembre 1998 pour les agents des niveaux 2, 3 et 4, à l'exception de l'article 22 qui entre en vigueur le 15 décembre 1998 pour les agents des niveaux 1 et 2+ et le 15 décembre 1999 pour les agents des niveaux 2, 3 et 4.

Les procédures de licenciement pour inaptitude professionnelle en cours à la date du 15 décembre 1998 ou du 15 décembre 1999 selon le cas restent régies par les dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 25.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

**Art. 18.** Artikel 3, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3° Koninklijk besluit van 26 april 1999 tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel; ».

**Art. 19.** Het opschrift van Hoofdstuk VI van Titel III van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK VI. — Nadere regelen voor toepassing van het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel. »

**Art. 20.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 31. Artikel 3 moet als volgt worden gelezen :

» Art. 3. Van het voorstel tot afdanking wegens beroepsongeschiktheid wordt aan de ambtenaren kennis gegeven door de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent ». »

**Art. 21.** Een artikel 31*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Art. 31*bis*. Artikel 15 moet als volgt worden gelezen :

» Art. 15. De afdanking wegens beroepsongeschiktheid wordt uitgesproken door de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent ». »

**Art. 22.** Het koninklijk besluit van 18 maart 1940 tot regeling van de afdanking van het Rijkspersoneel wegens beroepsongeschiktheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1964 en bij het ministerieel besluit van 11 december 1970, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Artikel 25 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel treedt in werking.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 1997 voor de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+ en op 15 september 1998 voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4, met uitzondering van artikel 22, dat op 15 december 1998 van kracht wordt voor de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+ en op 15 december 1999 voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4.

De procedures inzake afdanking wegens beroepsongeschiktheid die, naargelang van het geval, op 15 december 1998 of 15 december 1999 aan de gang zijn worden verder geregeld door de bepalingen welke voor die datum van kracht waren.

**Art. 25.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 99 — 2334

[S - C - 99/02109]

**13 MAI 1999. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939  
organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 23, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 10 avril 1995, l'article 26, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 13 novembre 1990, 27 octobre 1992, 14 septembre 1994 et 2 juin 1998, l'article 27*bis*, inséré par l'arrêté royal du 27 octobre 1992 et modifié par les arrêtés royaux du 10 avril 1995 et 2 juin 1998, l'article 33, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 15 mars 1993, 14 septembre 1994, 10 avril 1995 et 6 février 1997, l'article 61, modifié par les arrêtés royaux des

N. 99 — 2334

[S - C - 99/02109]

**13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk  
besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de  
loopbaan van het rijkspersoneel**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 10 april 1995, op artikel 26, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 13 november 1990, 27 oktober 1992, 14 september 1994 en 2 juni 1998, op artikel 27*bis*, ingevoegd door het koninklijk besluit van 27 oktober 1992 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1995 en 2 juni 1998, op artikel 33, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 15 maart 1993, 14 september 1994, 10 april 1995 en

17 septembre 1969, 14 septembre 1994 et 10 avril 1995, l'article 67, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 27 octobre 1992, 15 mars 1993 et 14 septembre 1994 et l'article 80, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 février 1998;

Vu le protocole n° 311 du 1<sup>er</sup> décembre 1998 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Considérant qu'il y a lieu de réserver dans le niveau 1, les promotions dans les rangs 10 et 13 qui sont subordonnées à la vacance d'un emploi à l'agent qui a la meilleure évaluation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement a la volonté d'assurer sans délai la transparence des procédures de promotion et de mettre, dans un souci de sécurité juridique, celles-ci en concordance avec la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et notamment l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et le chapitre III;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 10 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« La promotion par avancement de grade aux grades du rang 13, ainsi que les promotions par avancement barémique dans le rang 13 qui sont subordonnées à la vacance d'un emploi, sont attribuées après avis motivé du conseil de direction. »

**Art. 2.** L'article 25 du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 10 avril 1995 et modifié par les arrêtés royaux des 3 juin 1996 et 6 février 1997, est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 26 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 13 novembre 1990, 27 octobre 1992, 14 septembre 1994 et 2 juin 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1°) dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Avant toute nomination par changement de grade ainsi que pour toute promotion par avancement de grade ou par avancement barémique qui est subordonnée à la vacance d'un emploi, il est établi une proposition. »

2°) les §§ 2 et 3 sont supprimés;

3°) le § 4 devient le § 2.

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 26bis, rédigé comme suit :

« Art. 26bis. § 1<sup>er</sup>. Dans le niveau 1 pour tous les emplois où les agents doivent faire acte de candidature, la proposition de classement établi pour chaque emploi vacant de promotion, est notifiée par écrit à tous les candidats qui ont valablement introduit leur candidature.

Cette notification comporte au moins les éléments suivants :

1°) le classement des candidats;

2°) l'indication pour l'agent qui s'estime lésé de la possibilité d'introduire, dans les dix jours ouvrables de la notification, une réclamation à l'autorité chargée des propositions.

L'agent peut demander à être entendu par cette autorité;

3°) l'indication pour l'agent qui a reçu la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de la possibilité de consulter le procès-verbal de la réunion de l'autorité chargée de faire les propositions.

Cette demande est adressée par écrit au secrétaire général ou, à son défaut, à l'agent désigné à cet effet par le ministre.

La consultation se fait dans le respect de la confidentialité de faits qui concerneraient d'autres agents.

§ 2. L'agent introduit sa réclamation par lettre recommandée à la poste. S'il demande à être entendu, il comparait en personne, il ne peut ni se faire assister, ni se faire représenter.

6 februari 1997, op artikel 61, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 14 september 1994 en 10 april 1995, op artikel 67, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 27 oktober 1992, 15 maart 1993 en 14 september 1994 en op artikel 80, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 februari 1998;

Gelet op het protocol nr. 311 van 1 december 1998 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Overwegende dat in niveau 1 de bevorderingen in de rangen 10 en 13 die afhankelijk zijn van de vacature van een betrekking dienen toegewezen te worden aan de ambtenaar met de gunstigste evaluatie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Regering zonder uitstel wil zorgen voor de doorzichtigheid van de bevorderingsprocedures en dat ze, met het oog op de rechtszekerheid, die procedures in overeenstemming wil brengen met de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, en met name met het artikel 1, 3<sup>o</sup> en hoofdstuk III;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 23, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 10 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bevordering door verhoging in graad tot de graden in rang 13, alsook bevorderingen door verhoging in weddeschaal in rang 13 die afhankelijk gesteld zijn van de vacature van een betrekking, worden verleend na met redenen omkleed advies van de directieraad. »

**Art. 2.** Artikel 25 van hetzelfde besluit, opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit van 10 april 1995 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1996 en 6 februari 1997, wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 13 november 1990, 27 oktober 1992, 14 september 1994 en 2 juni 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor iedere benoeming door verandering van graad en alsook voor iedere bevordering door verhoging in graad of door verhoging in weddeschaal die afhankelijk gesteld is van de vacature van een betrekking wordt een voorstel gedaan. »

2°) de §§ 2 en 3 worden geschrapt;

3°) § 4 wordt § 2.

**Art. 4.** In hetzelfde besluit, wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26bis. § 1. In niveau 1 wordt voor alle betrekkingen waar de ambtenaren zich kandidaat moeten stellen het voorstel van rangschikking dat is opgemaakt voor elke vacante bevorderingsbetrekking, schriftelijk betekend aan alle kandidaten die hun kandidatuur geldig hebben ingediend.

Deze betekening behelst tenminste de volgende elementen :

1°) de rangschikking van de kandidaten;

2°) het aangeven aan de ambtenaar die zich benadeeld acht van de mogelijkheid binnen de tien werkdagen na de betekening een klacht bij de met de voorstellen belaste overheid in te dienen.

De ambtenaar mag vragen door deze overheid gehoord te worden;

3°) het aangeven voor de ambtenaar die de betekening ontvangen heeft, van de in het eerste lid vermelde mogelijkheid om de notulen van de vergadering van de met de voorstellen belaste overheid - te raadplegen.

Deze aanvraag wordt schriftelijk gericht aan de secretaris-generaal of, bij gebrek daaraan, de terzake door de minister aangewezen ambtenaar.

De raadpleging gebeurt met naleving van het vertrouwelijk karakter van de feiten die op andere ambtenaren zouden betrekking hebben.

§ 2. De ambtenaar dient zijn klacht in bij een ter post aangetekend schrijven. Indien hij vraagt gehoord te worden, verschijnt hij persoonlijk, hij mag zich noch laten bijstaan, noch doen vertegenwoordigen.

Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent s'abstient sans excuse valable, de se présenter, la procédure est dans son chef, considérée comme close.

L'autorité chargée des propositions se prononce sur base de la réclamation écrite, même si l'agent peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que la réclamation fait l'objet d'une seconde séance.

§ 3. Si à la suite de l'examen de la réclamation, l'autorité chargée de faire les propositions ne modifie pas le classement initial, notification est faite de cette décision au seul candidat qui a introduit la réclamation.

Si par contre, elle établit un nouveau classement, celui-ci est notifié selon la procédure prévue au § 1<sup>er</sup>, à tous les candidats qui avaient valablement introduit leur candidature.

Si à nouveau, un agent s'estime lésé, il peut introduire une réclamation écrite selon la procédure prévue au § 2. Il ne peut demander à être entendu.

A l'issue d'une nouvelle délibération, l'autorité chargée de faire les propositions notifie le classement définitif à tous les candidats qui ont valablement introduit leur candidature et le transmet au ministre.

§ 4. Le présent article n'est pas applicable à la promotion à un grade du rang 17. »

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 26ter, rédigé comme suit :

« Art. 26ter. § 1<sup>er</sup>. Dans les niveaux 2+, 2, 3 et 4, la proposition de classement établi pour tous les emplois vacants à pourvoir par promotion est communiquée, par écrit, à tous les candidats qui remplissent les conditions pour occuper l'emploi à conférer.

Cette notification comporte au moins les éléments suivants :

1°) le classement des candidats;

2°) l'indication pour l'agent qui souhaite être retiré du classement ou qui s'estime lésé, de la possibilité d'introduire, dans les dix jours ouvrables de la notification, une réclamation écrite auprès de l'autorité chargée des propositions. Cette demande est faite par lettre recommandée à la poste;

3°) l'indication pour l'agent qui a reçu la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de demander à l'autorité chargée des propositions à pouvoir consulter le procès-verbal. Cette demande est faite par écrit.

La consultation se fait dans le respect de la confidentialité de faits qui concerneraient d'autres agents.

§ 2. L'agent est informé du résultat de l'examen de sa réclamation par une notification de l'autorité chargée de faire les propositions qui transmet simultanément le classement à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

§ 3. Le présent article est applicable à la promotion par avancement barémique dans le rang 10 qui est subordonnée à la vacance d'un emploi. »

**Art. 6.** Dans l'article 27bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 27 octobre 1992 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, les mots « dans le rang 13 » sont remplacés par les mots « dans le rang 13 qui est subordonnée à la vacance d'un emploi ».

**Art. 7.** Dans l'article 33 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1995, 10 avril 1995 et 6 février 1997, sont apportées les modifications suivantes:

1°) le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Dans le niveau 1, à l'exception des grades de fonctionnaires généraux, la promotion par avancement de grade et la promotion par avancement barémique qui est subordonnée à la vacance d'un emploi mais qui n'est pas subordonnée à la réussite d'un examen est accordée par priorité au candidat qui a l'évaluation la meilleure. »;

2°) le § 2, dont le texte actuel formera un § 4, est remplacé par les paragraphes suivants :

« § 2. Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, les promotions par avancement barémique dans le rang 10 qui sont subordonnées à la vacance d'un emploi sont accordées dans l'ordre de préférence suivant :

a) à l'agent qui a la meilleure évaluation;

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de ambtenaar zonder geldige verontschuldiging niet verschijnt, wordt de procedure uit zijn hoofde als afgesloten beschouwd.

De met de voorstellen belaste overheid spreekt zich uit op grond van de schriftelijke klacht zelfs indien de ambtenaar zich op een geldige verontschuldiging kan beroepen, zodra de klacht een tweede maal op de agenda van een zitting is geplaatst.

§ 3. Indien, ingevolge het onderzoek van de klacht, de met de voorstellen belaste overheid de oorspronkelijke rangschikking niet verandert, wordt deze beslissing enkel aan de kandidaat die de klacht heeft ingediend, bekendgemaakt.

Indien ze integendeel een nieuwe rangschikking opmaakt, wordt deze volgens de in § 1 bedoelde procedure, betekend aan alle kandidaten die geldig hun kandidatuur hadden ingediend.

Indien een ambtenaar zich opnieuw benadeeld acht, kan hij een schriftelijke klacht volgens de in § 2 bedoelde procedure indienen. Hij mag niet vragen gehoord te worden.

Aan het einde van een nieuwe beraadslaging maakt de overheid dat met het opmaken van de voorstellen belast is, de definitieve rangschikking bekend aan alle kandidaten die hun kandidatuur geldig ingediend hebben en geeft het die door aan de minister.

§ 4. Dit artikel is niet toepasselijk op de bevordering tot een graad van rang 17. »

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 26ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26ter. § 1. In de niveaus 2+, 2, 3 en 4, wordt het voorstel van rangschikking dat is opgemaakt voor alle vacante betrekkingen waarin zowel door bevordering als door verandering van graad wordt voorzien, schriftelijk medegedeeld aan alle kandidaten die de voorwaarden om de te begeven betrekking te bekleden, vervullen.

Deze betekening behelst tenminste de volgende elementen :

1°) de rangschikking van de kandidaten;

2°) het aangeven voor de ambtenaar die uit de rangschikking wenst weggehaald te worden of die zich benadeeld acht van de mogelijkheid om binnen de tien werkdagen na de bekendmaking, een schriftelijke klacht bij de met de voorstellen belaste overheid in te dienen. Deze aanvraag dient te gebeuren bij een ter post aangetekend schrijven;

3°) het aangeven voor elke ambtenaar die de in het eerste lid vermelde betekening gekregen heeft om aan de met de voorstellen belaste overheid te vragen de notulen te mogen raadplegen. Deze aanvraag wordt schriftelijk gedaan.

De raadpleging gebeurt met naleving van het vertrouwelijk karakter van de feiten die op andere ambtenaren betrekking zouden hebben.

§ 2. De ambtenaar wordt over het resultaat van het onderzoek van zijn klacht ingelicht door een betekening van de overheid die ermee belast is de voorstellen te doen, en die tegelijk de rangschikking doorstuurt naar de tot benoemen bevoegde overheid.

§ 3. Dit artikel is toepasselijk op de bevordering door verhoging in weddeschaal in rang 10 die afhankelijk gesteld is van de vacature van een betrekking. »

**Art. 6.** In artikel 27bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 27 oktober 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de woorden « in rang 13 » vervangen door de woorden « in rang 13 die afhankelijk gesteld is van de vacature van een betrekking ».

**Art. 7.** In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1995, 10 april 1995 en 6 februari 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In niveau 1 wordt, met uitzondering van de graden van ambtenaren-generaal, de bevordering door verhoging in graad en de bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk gesteld is van de vacature van een betrekking maar waarvoor geen examen is voorgeschreven, bij voorrang verleend aan de kandidaat met de gunstigste evaluatie. » ;

2°) § 2, waarvan de huidige tekst een § 4 zal worden, wordt vervangen door de volgende paragrafen :

« § 2. Onverminderd § 1 worden de bevorderingen door verhoging in weddeschaal in rang 10 die afhankelijk gesteld zijn van de vacature van een betrekking, verleend in deze volgorde :

a) aan de ambtenaar met de gunstigste evaluatie;



b) entre agents qui ont la même évaluation, à l'agent le mieux classé selon les dispositions qui gouvernent le classement des agents de l'Etat.

§ 3. Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, pour toute promotion par avancement de grade à un grade du rang 13 ou pour les promotions par avancement barémique dans le même rang qui sont subordonnées à la vacance d'un emploi, la nature des fonctions de l'emploi à conférer doit être précisée dans l'avis de vacance. »

**Art. 8.** L'article 61, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Une communication identique est faite dans le niveau 1 pour les promotions par avancement barémique qui sont subordonnées à la vacance d'un emploi. »

**Art. 9.** L'article 67 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 27 octobre 1992, 15 mars 1993 et 14 septembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 67. § 1<sup>er</sup>. La nomination par changement de grade à un grade du niveau 1 est faite par Nous, après avis motivé du conseil de direction. La priorité est donnée à celui des candidats visés à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui a été proposé à l'unanimité par le conseil de direction. Si le ministre estime ne pas pouvoir se rallier à la proposition unanime du conseil de direction et s'il propose un autre des cinq candidats, sa proposition est spécialement motivée. L'article 26bis est applicable à cette procédure de nomination.

§ 2. La nomination par changement de grade à un grade des niveaux 2+, 2, 3 et 4 s'accorde dans l'ordre de préférence fixé par l'article 33, § 4. L'article 26ter est applicable à cette procédure de nomination. »

**Art. 10.** L'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 80. Chaque ministère ou service de ministère publie annuellement une liste nominative de ses agents définitifs spécifiant leur grade, leur âge ainsi que l'échelle de traitement dont ils sont dotés. Dans chaque échelle de traitement, les agents sont classés selon les dispositions qui gouvernent le classement des agents de l'Etat. Pour les agents de niveau 1, la liste reprend également l'indication des titres scientifiques. »

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 11.** Les procédures de promotion ou de changement de grade entamées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, restent régies par les dispositions applicables avant cette date.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
FLAHAUT

b) onder ambtenaren die dezelfde evaluatie hebben gekregen, aan de ambtenaar die het best gerangschikt is volgens de bepalingen die gelden inzake de rangschikking.

§ 3. Onverminderd § 1 moet voor elke bevordering door verhoging in graad tot een graad van rang 13 of voor de bevorderingen door verhoging in weddeschaal in dezelfde rang die afhankelijk gesteld zijn van de vacature van een betrekking, de aard van de functies van de te begeven betrekking in het vacaturebericht omschreven worden. »

**Art. 8.** Artikel 61, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Eenzelfde mededeling zal moeten gedaan worden in niveau 1 voor de bevorderingen door verhoging in weddeschaal die afhankelijk gesteld zijn van de vacature van een betrekking. »

**Art. 9.** Artikel 67 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 27 oktober 1992, 15 maart 1993 en 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 67. § 1. Benoeming bij verandering van graad tot een graad van niveau 1 wordt door Ons gedaan na een met redenen omkleed advies van de directieraad. Voorrang wordt gegeven aan degene van de gegadigden bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, die eenparig door de directieraad is voorgedragen. Indien de minister meent niet te kunnen instemmen met het eenparige voorstel van de directieraad en indien hij een andere van de vijf kandidaten voordraagt, wordt zijn voorstel speciaal met redenen omkleed. Artikel 26bis is op deze benoemingsprocedure van toepassing.

§ 2. De benoeming bij verandering van graad tot een graad van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 geschiedt bij de in artikel 33, § 4, vastgestelde volgorde. Artikel 26ter is op deze benoemingsprocedure toepasselijk. »

**Art. 10.** Artikel 80 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 80. Elk ministerie of dienst van een ministerie maakt jaarlijks een nominatieve lijst bekend van zijn vastbenoemde ambtenaren met vermelding van hun graad, hun leeftijd evenals de weddeschaal die zij hebben. In elke weddeschaal worden de ambtenaren gerangschikt volgens de bepalingen die de rangschikking van de rijksambtenaren beheren. Voor de ambtenaren van niveau 1 bevat de lijst eveneens de vermelding van de wetenschappelijke titels. »

#### HOOFDSTUK II. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 11.** De procedures inzake bevordering of verandering van graad die zijn ingezet op de datum waarop dit besluit van kracht wordt, verlopen verder volgens de bepalingen welke vóór die datum toepasselijk zijn.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

**Art. 13.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 99 — 2335

[S - C - 99/02111]

**13 MAI 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 16, § 4, y inséré par la loi du 22 juillet 1993;

N. 99 — 2335

[S - C - 99/02111]

**13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 16, § 4, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6bis, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'article 10, remplacé par l'arrêté royal du 26 septembre 1964, l'article 12, § 3, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995, l'article 16, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 13 septembre 1972, 1<sup>er</sup> août 1975, 12 août 1981, 26 septembre 1994 et 31 mars 1995, l'article 17, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1975, l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1981, l'article 28quinquies, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'article 30, § 3, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 22 février 1985, l'article 32, modifié par les arrêtés royaux des 18 novembre 1982, 22 février 1985, 21 novembre 1991 et 6 février 1997, l'article 33, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 22 février 1985, l'article 33bis, § 2, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, l'article 34, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983, 22 février 1985 et 15 mars 1993, l'article 36, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 22 février 1985, l'article 37, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 22 février 1985, l'article 42, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 1<sup>er</sup> août 1975, l'article 48quinquies, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995 et 10 avril 1995, l'article 55, modifié par les arrêtés royaux des 17 mars 1995 et 6 février 1997, l'article 65, § 3, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 66, § 2, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 72, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 10 mars 1989, 14 et 26 septembre 1994 et 10 avril 1995, l'article 77, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1985 et modifié par l'arrêté royal du 6 février 1997, l'article 80, § 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1985 et 31 mars 1995, l'article 81, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 82, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 1987, 12 novembre 1990, 21 novembre 1991 et 4 mars 1993, l'article 84, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 90, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, les articles 92 et 93 remplacés par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 106, l'article 107, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, l'article 112, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 1991 et 26 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 26 janvier 1984, 12 juillet 1987, 25 novembre 1993, 17 et 31 mars 1995, 10 avril 1995, 6 février 1997 et 15 septembre 1997, l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, l'article 15bis, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, 15ter, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993 et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 15sexies, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993 et remplacé par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995, 6 février 1997 et 15 septembre 1997 et l'article 17bis, inséré par l'arrêté royal du 31 mars 1995;

Considérant que, dans le choix des candidats à un emploi à pourvoir par mutation, il y a lieu de donner la priorité à l'agent qui a le profil qui correspond le mieux à la fonction à pourvoir;

Considérant que, dans le cadre du nouveau régime d'évaluation, il importe de préciser la nature des relations qui doivent prévaloir entre les agents;

Considérant que le législateur a décidé de supprimer toute limitation d'âge au recrutement ou à l'engagement et que cette suppression doit être concrétisée dans le statut des agents de l'Etat;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la périodicité des rapports de stage à la spécificité de chacun des niveaux de la hiérarchie;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les pouvoirs de la commission interdépartementale des stages à l'égard du stagiaire de niveau I dont les rapports ne sont pas favorables;

Considérant qu'il est opportun que le stagiaire appelé à comparaître devant la commission des stages ou la commission interdépartementale des stages puisse se faire assister de la personne de son choix;

Considérant qu'il convient d'éviter que des retards dans le traitement des dossiers soumis à la commission des stages ou à la commission interdépartementale des stages ne résultent d'absences de l'appelant;

Considérant qu'il y a lieu de garantir l'avancement dans l'échelle de traitement pour les stagiaires qui sont nommés à titre définitif à la date à laquelle a débuté leur stage;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, op artikel 10, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 september 1964, op artikel 12, § 3, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, op artikel 16, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 13 september 1972, 1<sup>er</sup> augustus 1975, 12 augustus 1981, 26 september 1994 en 31 maart 1995, op artikel 17, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, op artikel 17bis, § 1, ingevoegd door het koninklijk besluit van 12 augustus 1981, op artikel 28quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, op artikel 30, § 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 22 februari 1985, op artikel 32, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 november 1982, 22 februari 1985, 21 november 1991 en 6 februari 1997, op artikel 33, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 22 februari 1985, op artikel 33bis, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994, op artikel 34, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983, 22 februari 1985 en 15 maart 1993, op artikel 36, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 22 februari 1985, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 22 februari 1985, op artikel 42, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 1 augustus 1975, op artikel 48quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995 en 10 april 1995, op artikel 55, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 maart 1995 en 6 februari 1997, op artikel 65, § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 66, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 72, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 10 maart 1989, 14 en 26 september 1994 en 10 april 1995, op artikel 77, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, op artikel 80, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1985 en 31 maart 1995, op artikel 81, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 82, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1987, 12 november 1990, 21 november 1991 en 4 maart 1993, op artikel 84, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 90, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikelen 92 en 93, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 106, op artikel 107, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994, op artikel 112, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1991 en 26 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 26 januari 1984, 22 juli 1987, 25 november 1993, 17 en 31 maart 1995, 10 april 1995, 6 februari 1997 en 15 september 1997, op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, op artikel 15bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, op artikel 15ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 15sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993 en vervangen bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995, 6 februari 1997 en 15 september 1997 en op artikel 17bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995;

Overwegende dat, bij de keuze van de kandidaten voor een bij mutatie te begeven betrekking, de voorrang dient te worden gegeven aan de ambtenaar met het profiel dat het best aan de te begeven functie beantwoordt;

Overwegende dat, in het raam van de nieuwe evaluatieregeling, de aard van de betrekkingen dient te worden gepreciseerd welke onder de ambtenaren moeten gelden;

Overwegende dat de wetgever beslist heeft elke leeftijdsbeperking bij de werving of indienstneming af te schaffen en dat dit concrete vorm moet krijgen in het statuut van het rijkspersoneel;

Overwegende dat de periodiciteit van de stageverslagen dient te worden aangepast aan het specifieke karakter van elk niveau van de hiërarchie;

Overwegende dat de bevoegdheden van de interdepartementale stagecommissie dienen te worden bepaald tegenover de stagiair van niveau 1 van wie de verslagen niet gunstig zijn;

Overwegende dat het opportuun is dat de stagiair die voor de stagecommissie of de interdepartementale stagecommissie moet verschijnen door de persoon van zijn keuze zou kunnen worden bijgestaan;

Overwegende dat vermeden moet worden dat vertragingen in de behandeling van de dossiers onderworpen aan de stagecommissie of aan de interdepartementale stagecommissie uit afwezigheden van de appellant zouden voortvloeien;

Overwegende dat het aangewezen is de bevordering in de weddeschaal te waarborgen voor de stagiairs die op de datum waarop hun stage is begonnen, in vast verband worden benoemd;

Considérant qu'il apparaît de bonne administration que la désignation des directeurs de la formation puisse être prolongée plusieurs fois;

Considérant qu'il importe que le directeur général de la formation ne puisse pas être considéré comme juge et partie dans la procédure du choix des candidats au brevet du directeur de la formation;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir que c'est la commission interdépartementale des stages qui octroie les brevets de directeur de la formation;

Considérant qu'il y a lieu de préciser sans ambiguïté la manière dont un agent peut valoriser son ancienneté de service lorsqu'il change de ministère;

Considérant que le mode de calcul des jours ouvrables pour présenter sa candidature doit être précisé;

Considérant que lorsqu'un agent se choisit un défenseur dans la procédure disciplinaire, il importe que ce dernier soit convoqué en même temps que l'agent devant la chambre de recours;

Considérant qu'il est nécessaire de déterminer la manière dont se perd la qualité d'agent de l'Etat pour les ressortissants de l'Union européenne qui ont accès à certains emplois;

Considérant qu'il y a lieu de mieux garantir les conditions dans lesquelles un agent de l'Etat peut être démis d'office pour abandon de poste;

Considérant qu'il convient d'adapter des dispositions à des modifications apportées antérieurement au statut des agents de l'Etat;

Considérant qu'il convient d'assurer la concordance du texte français et du texte néerlandais de plusieurs dispositions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 août 1998;

Vu le protocole n° 330 du 27 avril 1999 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 30 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la première évaluation sera clôturée pour tous les agents au 15 décembre 1999, qu'il importe dans ce cadre que la nature des relations qui doivent prévaloir entre les agents soient précisées sans tarder;

Considérant qu'une nouvelle sélection de directeurs de formation vient d'être entamée, qu'il importe de préciser dès lors sans tarder les modalités d'octroi des brevets qui leur seront décernés ainsi que les prérogatives dont ils seront revêtus;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Modification de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la version néerlandaise de l'article 6bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, les mots « de bestuurschef » sont remplacés par les mots « het hoofd van bestuur ».

**Art. 2.** Dans l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, le § 2, dont le texte actuel formera un nouveau § 3, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les agents de l'Etat ont le droit d'être traités avec dignité et courtoisie tant par leurs supérieurs hiérarchiques, leurs collègues que leurs subordonnés. Ils veilleront à s'abstenir de tout comportement verbal ou non-verbal qui pourrait compromettre cette dignité. »

**Art. 3.** Dans l'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le § 1<sup>er</sup> est complété par les dispositions suivantes :

« Il est accusé réception de sa demande.

La demande de mutation est valable trois ans. Passé ce délai et à défaut de renouvellement de la demande, à l'initiative de l'agent, par lettre recommandée à la poste, elle perd tout effet.

Overwegende dat het een kwestie van goed bestuur lijkt dat de aanwijzing van de opleidingsdirecteurs verscheidene keren kan verlengd worden;

Overwegende dat het belangrijk is dat de directeur-generaal van de opleiding niet als rechter en partij kan worden beschouwd in de procedure van het kiezen van de kandidaten voor het brevet van opleidingsdirecteur;

Overwegende dat het noodzakelijk is te bepalen dat het de interdepartementale stagecommissie is die de brevetten van opleidingsdirecteur toekent;

Overwegende dat ondubbelzinnig de manier dient te worden bepaald waarop een ambtenaar zijn dienstancienniteit kan valoriseren als hij van ministerie verandert;

Overwegende dat de berekeningswijze van de werkdagen om zijn kandidatuur in te dienen moet worden vastgesteld;

Overwegende dat wanneer een ambtenaar zich een verdediger in de tuchtprocedure kiest, deze samen met de ambtenaar voor de raad van beroep dient opgeroepen te worden;

Overwegende dat de wijze dient te worden bepaald waarop de hoedanigheid van rijksambtenaar verloren gaat voor de onderdanen van de Europese Unie die toegang hebben tot bepaalde betrekkingen;

Overwegende dat de voorwaarden waaronder een rijksambtenaar ambtshalve kan worden ontslagen wegens het verlaten van zijn post beter gewaarborgd dienen te worden;

Overwegende dat bepalingen moeten aangepast worden aan eerder aan het statuut van de rijksambtenaren aangebrachte wijzigingen;

Overwegende dat de Nederlandse tekst en de Franse tekst van enkele bepalingen overeen moeten komen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 augustus 1998;

Gelet op het protocol nr. 330 van 27 april 1999 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de eerste evaluatie voor alle ambtenaren zal afgesloten worden op 15 december 1999, dat de aard van de betrekkingen die er tussen de ambtenaren moeten zijn in dat kader zonder dralen moeten vastgesteld worden;

Overwegende dat er met een nieuwe selectie van opleidingsdirecteurs is begonnen, dat bijgevolg zonder dralen de nadere toekenningsvoorwaarden moeten bepaald worden van de brevetten die hun zullen worden toegekend, alsook de prerogatieven die zij zullen hebben;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijks personeel*

**Artikel 1.** In de Nederlandse versie van artikel 6bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijks personeel, ingevoegd door het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de woorden « de bestuurschef » vervangen door de woorden « het hoofd van bestuur »

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 26 september 1994, wordt § 2, waarvan de huidige tekst een nieuwe § 3 zal uitmaken, vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De rijksambtenaren hebben er recht op met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld, zowel door hun hiërarchische meerderen en hun collega's als door hun ondergeschikten. Ze dienen elk verbaal of niet-verbaal gedrag te vermijden dat deze waardigheid zou kunnen in het gedrang brengen. »

**Art. 3.** In artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 1 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« Er wordt ontvangstmelding van zijn aanvraag gedaan.

De mutatieaanvraag is drie jaar geldig. Wanneer die termijn voorbij is en de aanvraag niet, op initiatief van de ambtenaar, hernieuwd wordt per bij de post aangetekende zending, verliest ze elke uitwerking.

Le renouvellement de la demande prolonge le délai de validité de la demande pour un nouveau délai de trois ans. » ;

2°) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Lorsqu'un emploi est déclaré vacant et à pourvoir par mutation dans un service qui dispose de l'instrument des descriptions de fonction, il est pourvu parmi les agents qui ont introduit une demande valable de mutation et dont le profil correspond le mieux à la description de fonction de l'emploi à pourvoir. Si les profils de plusieurs candidats correspondent de manière égale à la description de fonction, ces candidats sont classés dans l'ordre suivant :

1° le candidat qui a obtenu la mention « très bon » ;

2° si plusieurs de ces candidats ont obtenu la mention « très bon » ou s'ils ont tous obtenu la même mention :

- a) le candidat le plus ancien en grade;
- b) à égalité d'ancienneté de grade, le candidat dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- c) à égalité d'ancienneté de service, le candidat le plus âgé.

Néanmoins, on peut déroger à la priorité accordée à un candidat en vertu de sa mention « très bon » par une motivation spéciale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les services qui ne disposent pas de l'instrument des descriptions de fonction, les candidats sont classés dans l'ordre suivant :

1° le candidat qui a obtenu la mention « très bon » ;

2° si plusieurs de ces candidats ont obtenu la mention « très bon » ou s'ils ont tous obtenu la même mention :

- a) le candidat le plus ancien en grade;
- b) à égalité d'ancienneté de grade, le candidat dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- c) à égalité d'ancienneté de service, le candidat le plus âgé.

Néanmoins, on peut déroger à la priorité accordée à un candidat en vertu de sa mention « très bon » par une motivation spéciale.

Pour les emplois de niveau 1, le ministre doit recueillir au préalable l'avis motivé du conseil de direction ou du collage des chefs de service si la compétence d'avis lui a été déléguée. »

**Art. 4.** L'article 16, 5°, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 13 septembre 1969, 13 septembre 1972 et 1<sup>er</sup> août 1975, est abrogé.

**Art. 5.** L'article 16bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 septembre 1972, est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1°) Dans le A, le 1° est supprimé.

2°) Dans le C, les mots « acquises au sein d'un Etat membre de l'Union européenne » sont insérés entre les mots « professionnelles » et « consistant ».

**Art. 7.** L'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1975 et modifié par l'arrêté royal du 12 août 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Lors de l'organisation d'un concours de recrutement, le Secrétaire permanent au recrutement fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives aux diplômes ou certificats d'études et le cas échéant à la condition d'un âge minimum ou à des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles. »

**Art. 8.** L'article 28quinquies, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, est remplacé par les alinéas suivants :

« Le directeur de la formation établit des rapports de stage conformément aux modèles arrêtés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Pour les stagiaires de niveau 1, un rapport est établi tous les trois mois et à la fin du stage.

Pour les stagiaires des niveaux 2+ et 2, un rapport est établi tous les deux mois et à la fin du stage.

Het hernieuwen van de aanvraag verlengt de geldigheidstermijn van de aanvraag voor een nieuwe termijn van drie jaar »;

2°) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Wanneer een betrekking vacant wordt verklaard en bij mutatie te begeven in een dienst die over het instrument van de functieomschrijvingen beschikt, wordt ze begeven onder de ambtenaren die een geldige mutatieaanvraag hebben ingediend en wier profiel het best beantwoordt aan de functieomschrijving van de te begeven betrekking. Als de profielen van verschillende kandidaten evenzeer aan de functieomschrijving beantwoorden worden deze kandidaten in deze volgorde gerangschikt :

1° de kandidaat die de vermelding « zeer goed » heeft verkregen;

2° indien verschillende van deze kandidaten de vermelding « zeer goed » hebben verkregen of indien ze allen dezelfde vermelding hebben verkregen :

- a) de kandidaat die het oudst in graad is;
- b) bij gelijke graadanciënniteit, de kandidaat met de grootste dienstanciënniteit;
- c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste kandidaat.

Er mag niettemin worden afgeweken van de aan een kandidaat toegekende voorrang krachtens zijn vermelding « zeer goed » mits een speciale motivatie.

In afwijking van het vorige lid worden in diensten die nog niet over het instrument van functieomschrijvingen beschikken, de kandidaten in deze volgorde gerangschikt :

1° de kandidaat die de vermelding « zeer goed » heeft verkregen;

2° indien verschillende van deze kandidaten de vermelding « zeer goed » hebben verkregen of indien ze allen dezelfde vermelding hebben verkregen :

- a) de kandidaat die het oudst in graad is;
- b) bij gelijke graadanciënniteit, de kandidaat met de grootste dienstanciënniteit;
- c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste kandidaat.

Er mag niettemin worden afgeweken van de aan een kandidaat toegekende voorrang krachtens zijn vermelding « zeer goed » mits een speciale motivatie.

Voor de betrekkingen van niveau 1 moet de minister vooraf het met redenen omkleed advies inwinnen van de directieraad of van het college van diensthoofden indien de adviesbevoegdheid aan dat laatste is toegewezen »

**Art. 4.** Artikel 16, 5°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 13 september 1969, 13 september 1972 en 1 augustus 1975, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 16bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 september 1972, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) In A wordt 1° geschrapt.

2°) In C worden de woorden « verworven in een lidstaat van de Europese Unie » ingevoegd tussen de woorden « beroepsbekwaamheid » en « namelijk ».

**Art. 7.** Artikel 17bis, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Bij het organiseren van een vergelijkend wervingsexamen stelt de Vaste Wervingssecretaris de datum vast waarop de gegadigden moeten voldoen aan de vereisten inzake diploma's of studiegetuigschriften en, in voorkomend geval, aan de vereiste inzake minimumleeftijd of aan de bijzondere vereisten inzake beroepsbekwaamheid. »

**Art. 8.** Artikel 28quinquies, alinea 1 van hetzelfde besluit, gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, wordt vervangen door de volgende alinea's :

« De opleidingsdirecteur maakt stageverslagen op overeenkomstig de modellen die zijn vastgelegd door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Voor de stagiairs van niveau 1 wordt een verslag opgemaakt om de drie maanden en op het einde van de stage.

Voor de stagiairs van de niveaus 2+ en 2 wordt een verslag opgemaakt om de twee maanden en op het einde van de stage.

Pour les stagiaires des niveaux 3 et 4, un rapport est établi chaque mois et à la fin du stage. »

**Art. 9.** Dans l'article 30, § 3, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 22 février 1985, les mots « article 32 » sont remplacés par les mots « article 32, § 2, 1°. »

**Art. 10.** Dans l'article 32 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1985, 21 novembre 1991 et 6 février 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° décide si le stage peut être poursuivi, s'il doit être prolongé ou si le stagiaire doit faire l'objet d'un changement d'affectation provisoire. Si la décision porte sur une prolongation du stage, le délai visé à l'article 30, § 3, ne court qu'à partir de cette date; »

2° dans le § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le stagiaire comparait en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut faire partie à aucun titre, de la commission.

Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la commission formule une proposition de décision au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

La commission se prononce sur base du rapport du directeur général de la formation, même si le stagiaire peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience. »

**Art. 11.** L'article 33, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour le calcul de son ancienneté dans son échelle de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Si l'admission au stage a été retardée parce qu'une enquête s'imposait pour apprécier si la conduite du stagiaire est bien en rapport avec la fonction à exercer, et si le stagiaire a été dépassé dans son ministère par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage. »

**Art. 12.** Dans l'article 33bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, le mot « nationaux » est remplacé par le mot « fédéraux ».

**Art. 13.** Dans l'article 34, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983, 22 février 1985 et 15 mars 1993, les mots « article 36 » sont remplacés par les mots « article 36, § 2, 1° ».

**Art. 14.** Dans l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° décide si le stage peut être poursuivi ou s'il doit être prolongé. Si la décision porte sur une prolongation du stage, le délai visé à l'article 34, § 2, alinéa 2, ne court qu'à partir de cette date; »

2° dans le § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le stagiaire comparait en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix.

Le défenseur ne peut faire partie à aucun titre de la commission.

Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la commission formule une proposition de décision à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

La commission se prononce sur base du rapport du directeur de la formation, même si le stagiaire peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience. »

**Art. 15.** L'article 37, § 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour le calcul de son ancienneté dans son échelle de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Voor de stagiairs van de niveaus 3 en 4 wordt een verslag opgemaakt om de maand en op het einde van de stage. »

**Art. 9.** In artikel 30, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 22 februari 1985, worden de woorden « artikel 32 » vervangen door de woorden « artikel 32, § 2, 1° ».

**Art. 10.** In artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1985, 21 november 1991 en 6 februari 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, wordt het 1° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° beslist zij of de stage kan worden voortgezet, moet worden verlengd of het voorwerp moet uitmaken van een verandering van voorlopige aanwijzing. Als de beslissing op een verlenging van de stage slaat, vangt de in artikel 30, § 3, bedoelde termijn slechts op die datum aan; »

2° in § 3, wordt het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« De stagiair verschijnt in eigen persoon; hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de commissie.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, formuleert de commissie een voorstel van beslissing aan de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

De commissie spreekt zich uit op grond van het verslag van de directeur-generaal van de opleiding, zelfs indien de stagiair een geldig excuus kan inroepen, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt »

**Art. 11.** Artikel 33, § 2, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Voor de berekening van zijn anciënniteit in de weddeschaal en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Indien de toelating tot de stage werd vertraagd omdat een onderzoek geboden was om uit te maken of het gedrag van de stagiair wel in overeenstemming is met het uit te oefenen ambt, en indien de stagiair in zijn ministerie door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

**Art. 12.** In artikel 33bis, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994, wordt het woord « nationale » vervangen door « federale ».

**Art. 13.** In artikel 34, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983, 22 februari 1985 en 15 maart 1993, worden de woorden « artikel 36 » vervangen door de woorden « artikel 36, § 2, 1° ».

**Art. 14.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt 1° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° beslist of de stage mag worden verdergezet of moet verlengd worden. Als de beslissing op een verlenging van de stage slaat, vangt de in artikel 34, § 2, tweede lid, bedoelde termijn slechts op die datum aan; »

2° in § 3 wordt het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« De stagiair verschijnt in eigen persoon; hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de commissie.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, formuleert de commissie een voorstel van beslissing aan de tot benoemen bevoegde overheid;

De commissie spreekt zich uit op grond van het verslag van de opleidingsdirecteur, zelfs indien de stagiair een geldig excuus kan inroepen, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt ».

**Art. 15.** Artikel 37, § 2, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Voor de berekening van zijn anciënniteit in de weddeschaal en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Si l'admission au stage a été retardée parce qu'une enquête s'imposait pour apprécier si la conduite du stagiaire est bien en rapport avec la fonction à exercer, et si le stagiaire a été dépassé dans son ministère par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage. »

**Art. 16.** Dans la version française de l'article 42, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 1 et août 1975, le mot « fonctionnaire » est remplacé par le mot « agent ».

**Art. 17.** Dans l'article 48quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995 et 15 septembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Le directeur de la formation est désigné pour une période de cinq ans. Cette désignation peut être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans selon la même procédure. » ;

2°) le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par les alinéas suivants :

« Pour pouvoir être désigné, le directeur de la formation doit obtenir un brevet d'aptitude qui lui est octroyé par la commission interdépartementale des stages.

Ce brevet est délivré à l'issue d'une période de formation d'au moins dix jours dont les modalités sont fixées par le directeur général de la formation. » ;

3°) le § 2, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« La décision de la commission est motivée. » ;

4°) dans le § 3, dernier phrase, les mots « et de gestion » sont supprimés ;

5°) dans le § 4, les mots « Pendant la durée de sa fonction » sont remplacés par les mots « Dans l'exercice de ses fonctions ».

**Art. 18.** Dans l'article 48sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, les mots « à l'exception de la règle prévue à l'article 48quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 » sont supprimés.

**Art. 19.** Dans la version néerlandaise de l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1995, le mot « dienstchefs » est remplacé par le mot « diensthoofden ».

**Art. 20.** L'article 65, § 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent a prestés en faisant partie, à quelque titre que ce soit, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes d'un ministère ou d'une institution publique de sécurité sociale ou d'un organisme d'intérêt public en application de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public ou d'un établissement scientifique en application de l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'Etat. »

**Art. 21.** L'article 66, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'interruption est volontaire lorsqu'elle est due à la faute de l'agent. ».

**Art. 22.** Dans l'article 72 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 10 mars 1989, 14 et 26 septembre 1994 et 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi permanent du cadre à conférer. »

Indien de toelating tot de stage werd vertraagd omdat een onderzoek geboden was om uit te maken of het gedrag van de stagiair wel in overeenstemming is met het uit te oefenen ambt, en indien de stagiair in zijn ministerie door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

**Art. 16.** In de Franse versie van artikel 42, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 1 augustus 1975, wordt het woord « fonctionnaire » vervangen door het woord « agent ».

**Art. 17.** In artikel 48quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995 en 15 september 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De opleidingsdirecteur wordt aangewezen voor een periode van vijf jaar. Deze aanwijzing kan voor opeenvolgende periodes van vijf jaar verlengd worden volgens dezelfde procedure. » ;

2°) § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende leden :

« Om te kunnen aangewezen worden moet de opleidingsdirecteur een geschiktheidsbrevet verkregen hebben dat hem wordt toegekend door de interdepartementale stagecommissie.

Dit brevet wordt afgeleverd bij het verstrijken van een opleidingsperiode van ten minste tien dagen waarvan de modaliteiten worden vastgelegd door de directeur-generaal van de opleiding. » ;

3°) § 2, vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De beslissing van de commissie is met redenen omkleed. » ;

4°) in § 3, laatste zin, worden de woorden « en beheer » geschrapt ;

5°) in § 4 worden de woorden « Tijdens de duur van zijn opdracht » vervangen door de woorden « Voor de uitoefening van zijn functie ».

**Art. 18.** In artikel 48sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, worden de woorden « behalve wat artikel 48quinquies, § 1, tweede lid, betreft » geschrapt.

**Art. 19.** In de Nederlandse versie van artikel 55, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1995, wordt het woord « dienstchefs » vervangen door het woord « diensthoofden ».

**Art. 20.** Artikel 65, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten welke de ambtenaar heeft verricht in enigerlei hoedanigheid, zonder vrijwillige onderbreking en als titularis van een ambt met volledige prestaties van een ministerie of van een openbare instelling van sociale zekerheid of van een instelling van openbaar nut met toepassing van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, of van een wetenschappelijke inrichting met toepassing van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het toegevoegd vorsingspersoneel en van het beheerspersoneel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat. »

**Art. 21.** Artikel 66, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De onderbreking is vrijwillig als ze te wijten is aan een fout van de ambtenaar. »

**Art. 22.** In artikel 72 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 10 maart 1989, 14 en 26 september 1994 en 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Bevordering en verandering van graad zijn alleen mogelijk wanneer een toe te kennen vaste betrekking in de personeelsformatie vacant is. »

2°) le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par les alinéas suivantes :

« En cas de promotion ou de changement de grade sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature par lettre recommandée dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste de l'avis de vacance d'emploi. Lorsque le premier ou le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable. »

3°) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3, les agents qui remplissent les conditions réglementaires sont d'office candidats :

— aux emplois vacants à conférer par avancement de grade ou par avancement barémique dans les niveaux 2+, 2, 3 et 4;

— aux emplois vacants à conférer dans le rang 10 par avancement barémique.

Dans ces cas, les propositions de nomination ou de promotion leur sont notifiées.

Les agents peuvent refuser la nomination ou la promotion par lettre recommandée dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la notification des propositions. Lorsque le premier ou le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable. »

**Art. 23.** Dans l'article 77, § 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1985, les mots « la radiation » sont remplacés par les mots « l'effacement ».

**Art. 24.** Dans l'article 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995 et 6 février 1997, le mot « radiée » est remplacé par le mot « effacée ».

**Art. 25.** Dans l'article 81 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1°) Dans le § 3, la version néerlandaise de l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par la disposition suivante :

« Strafvordering schorst de tuchtprocedure en -uitspraak. »;

2°) le § 4 est complété par les mots « sur le plan disciplinaire ».

**Art. 26.** Dans l'article 84 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1°) dans le § 3, alinéa 5, le mot « nationaux » est remplacé par le mot « fédéraux »;

2°) dans le § 7, le mot « fonctionnaire » est remplacé par les mots « agent de niveau 1 ».

**Art. 27.** Dans le texte néerlandais de l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, les mots « of beslissen » sont supprimés.

**Art. 28.** L'article 92 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans ce dernier cas, le défenseur est également convoqué à l'audience.

**Art. 29.** L'article 106 du même arrêté est complété comme suit :

« 6° lorsqu'une période de son congé pour interruption de la carrière professionnelle est convertie en non-activité. »

**Art. 30.** Dans l'article 112 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 1991 et 26 septembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° l'agent qui ne satisfait plus à la condition de nationalité belge et dont les fonctions comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique ou ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État »;

2°) § 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende leden :

« Bij bevordering of verandering van graad wordt alleen rekening gehouden met de titels van de ambtenaren die per aangetekende brief gesolliciteerd hebben binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die waarop de bekendmaking van de vacante betrekking aan de betrokkene werd overhandigd of door de post is aangeboden. Wanneer de eerste of de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de volgende werkdag. »

3°) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. In afwijking van de §§ 2 en 3 zijn de ambtenaren die de reglementaire voorwaarden vervullen ambtshalve kandidaat :

— voor de vacante betrekkingen die door verhoging in graad of door verhoging in weddeschaal in de niveaus 2+, 2, 3 en 4 te verlenen zijn;

— voor de vacante betrekkingen die in rang 10 door verhoging in weddeschaal te verlenen zijn.

In deze gevallen worden hen de voorstellen tot benoeming of bevordering medegedeeld.

De ambtenaren kunnen de benoeming of de bevordering weigeren per aangetekende brief binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die van de berekening der voorstellen. Wanneer de eerste of de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de volgende werkdag. »

**Art. 23.** In artikel 77, § 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985, de woorden « de doorhaling » vervangen door de woorden « de uitwissing ».

**Art. 24.** In artikel 80, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995 en 6 februari 1997, wordt het woord « doorgehaald » vervangen door het woord « uitgewist ».

**Art. 25.** In artikel 81 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) In § 3 wordt de Nederlandse versie van het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Strafvordering schorst de tuchtprocedure en -uitspraak. »;

2°) in § 4 worden tussen de woorden « voor reeds » en de woorden « bestrafte feiten » de woorden « op tuchtrechtelijk gebied » ingevoegd.

**Art. 26.** In artikel 84, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 3, vijfde lid, wordt het woord « nationale » vervangen door het woord « federale »;

2°) in § 7 worden tussen de woorden « een ambtenaar » en de woorden « en een vervanger », de woorden « van niveau 1 » ingevoegd.

**Art. 27.** In de Nederlandse tekst van artikel 90, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de woorden « of beslissen » geschrapt.

**Art. 28.** Artikel 92 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« In dit laatste geval wordt de verdediger eveneens ter zitting opgeroepen. »

**Art. 29.** Artikel 106 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 6° wanneer een periode van zijn verlof voor loopbaanonderbreking wordt omgezet in nonactiviteit. »

**Art. 30.** In artikel 112 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1991 en 26 september 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de ambtenaar die niet meer voldoet aan de voorwaarde inzake de Belgische nationaliteit en van wie de functies een rechtstreekse of onrechtstreekse deelname aan de uitoefening van de openbare macht of het veiligstellen van de algemene staatsbelangen met zich brengen »;

2°) il est inséré un 2°bis, rédigé comme suit :

« 2°bis. L'agent belge qui exerce d'autres fonctions que celles visées au 2° et qui ne satisfait plus à la condition de nationalité belge sans en acquérir une autre d'un Etat de l'Union européenne »;

3°) il est inséré un 2°ter, rédigé comme suit :

« 2°ter. L'agent belge qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques, qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou dont l'incapacité physique a été dûment constatée »;

4°) le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° L'agent qui, sans motif valable, abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours ouvrables et qui a été dûment et préalablement averti et interpellé.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à l'agent qui participe à une action de cessation concertée du travail ».

**Art. 31.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 112bis, rédigé comme suit :

« Art. 112bis. Perd d'office et sans préavis la qualité d'agent de l'Etat, le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne :

1°) s'il ne satisfait plus à sa condition de nationalité sans en acquérir une autre d'un Etat de l'Union européenne;

2°) s'il ne jouit plus de ses droits civils et politiques ou s'il ne se trouve plus dans une position régulière au regard des obligations de service national dans l'Etat dont il est ressortissant;

3°) s'il ne satisfait plus aux conditions d'aptitude physique pour l'exercice des fonctions;

4°) si, sans motif valable, il abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours ouvrables après avoir été dûment et préalablement averti et interpellé. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public*

**Art. 32.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 26 janvier 1984, 12 juillet 1987, 25 novembre 1993, 17 et 31 mars 1995, 10 avril 1995, 6 février 1997 et 15 septembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 23° est remplacé par le texte suivant :

« 23° Arrêté du Secrétaire permanent au recrutement du 3 novembre 1994 fixant le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation des concours de recrutement, des examens de carrière et des examens linguistiques. » ;

2° le 30° est remplacé par le texte suivant :

« 30° Arrêté royal du 12 août 1993 relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi ou des Princes et des Princesses de Belgique. » .

**Art. 33.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Les articles 30 à 33 ne sont pas applicables aux agents des organismes. »

**Art. 34.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 13bis, rédigé comme suit :

« Art. 13bis. L'article 33bis doit se lire comme suit :

« Article 33bis. § 1<sup>er</sup>. Pour l'ensemble des organismes, à l'exception de ceux de la catégorie D tels que définis par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il y a une commission interparastatale des stages qui est compétente :

1) pour attribuer à un stagiaire de niveau 1, une autre affectation provisoire en cours de stage, soit à la demande du stagiaire, soit à la demande de l'autorité investie du pouvoir de nomination;

2) pour examiner les recours des candidats qui se seraient vus refuser le droit de participer au brevet d'aptitude pour obtenir le titre de directeur de la formation;

3) pour octroyer les brevets d'aptitude de directeur de la formation.

§ 2. La commission se compose paritairement :

1° du Secrétaire permanent au recrutement, président;

2°) er wordt een 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis. de Belgische ambtenaar die andere functies dan de in 2° vermelde uitoefent en die niet meer aan de voorwaarde inzake de Belgische nationaliteit voldoet zonder er een andere van een Staat van de Europese Unie te verwerven »;

3°) er wordt een 2°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°ter. de Belgische ambtenaar die niet meer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet, die niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten of wiens lichamelijke ongeschiktheid behoorlijk werd vastgesteld »;

4°) 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de ambtenaar die zonder geldige reden zijn post verlaat en meer dan tien werkdagen afwezig blijft en die behoorlijk en vooraf verwittigd en om opheldering verzocht is.

Het eerste lid is niet toepasselijk op de ambtenaar die aan een georganiseerde werkonderbreking deelneemt ».

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 112bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 112bis. De onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie verliest ambtshalve en zonder opzegging de hoedanigheid van rijksambtenaar :

1°) als hij niet meer voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde, zonder er een andere in een Staat van de Europese Unie te verwerven;

2°) als hij niet meer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet of zich niet langer in een regelmatige toestand bevindt in verband met de verplichtingen inzake nationale dienst in de Staat waarvan hij onderdaan is;

3°) als hij niet meer voldoet aan de voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid voor de uitoefening van zijn functies;

4°) als hij, zonder geldige reden zijn post verlaat en meer dan tien werkdagen afwezig blijft en die behoorlijk en vooraf verwittigd en om opheldering verzocht is. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut*

**Art. 32.** In artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 26 januari 1984, 12 juli 1987, 25 november 1993, 17 en 31 maart 1995, 10 april 1995, 6 februari 1997 en 15 september 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 23° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 23° Besluit van de Vaste Wervingssecretaris van 3 november 1994 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de wervings-, loopbaan- en taalexamens. » ;

2° punt 30° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 30° Koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde ter beschikking van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België gestelde personeelsleden van de Rijksdiensten. » .

**Art. 33.** Artikel 13 van hetzelfde koninklijk wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De artikelen 30 en 33 zijn niet van toepassing op de ambtenaren van de instellingen. »

**Art. 34.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13bis. Artikel 33bis moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 33bis. § 1. Voor alle instellingen samen, met uitzondering van die van categorie D zoals omschreven bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, is er een interparastatale stagecommissie die bevoegd is :

1) om aan een stagiair van niveau 1 tijdens de stage een andere voorlopige aanwijzing toe te kennen, hetzij op verzoek van de stagiair, hetzij op verzoek van de benoemende overheid;

2) om de beroepen te onderzoeken van de kandidaten aan wie het recht zou zijn geweigerd om deel te nemen aan het geschiktheidsbrevet om de titel van opleidingsdirecteur te verkrijgen;

3) om de geschiktheidsbrevetten van opleidingsdirecteur toe te kennen.

§ 2. De commissie bestaat uit :

1° de Vaste Wervingssecretaris, voorzitter;



2° d'un Secrétaire permanent adjoint de l'autre rôle linguistique, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

3° de deux fonctionnaires dirigeants par rôle linguistique désignés par les fonctionnaires dirigeants des organismes réunis en Collège;

4° du directeur général de la formation;

5° du directeur de la formation qui a le stagiaire sous sa surveillance;

6° de six membres désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ce, à raison de deux membres par organisation.

Les fonctionnaires dirigeants réunis en collage désignent deux fonctionnaires dirigeants par rôle linguistique en qualité de membre suppléant.

§ 3. Les membres de la commission désignés par les organisations syndicales représentatives sont choisis parmi les agents des organismes qui appartiennent au niveau 1 et doivent être agréés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Le refus d'agrément est soumis au comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux.

Les organisations syndicales désignent les membres suppléants selon la procédure dont il est fait usage pour la désignation des membres effectifs.

§ 4. La commission délibère valablement au sujet d'un stagiaire lorsque six membres au moins sont présents dont trois appartiennent au même rôle linguistique que le stagiaire ou ont fourni la preuve qu'ils connaissent suffisamment la seconde langue conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. En outre, lors du vote, les membres qui représentent l'autorité et les membres qui représentent les organisations syndicales doivent être en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres, après tirage au sort.

Lorsqu'après une première convocation des membres, la commission n'est pas en nombre utile, elle siège et délibère valablement au sujet du même stagiaire lors de la réunion suivante, quel que soit le nombre de membres présents.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 5. Le chef de service du stagiaire auprès duquel le stagiaire est provisoirement affecté et appartenant au même rôle linguistique que celui-ci ainsi que le stagiaire lui-même sont entendus d'office.

Le stagiaire comparait en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut faire partie à aucun titre de la commission.

Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la commission formule une proposition de décision à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

La commission se prononce sur base du rapport du directeur de la formation, même si le stagiaire peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience. »

**Art. 35.** L'article 15bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15bis. A l'article 36, le § 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le directeur de la formation est compétent pour juger de l'aptitude du stagiaire des niveaux 2+, 2, 3 et 4. Si les rapports visés à l'article 28quinquies ne sont pas, dans l'ensemble, favorables au stagiaire, le directeur de la formation saisit la commission des stages. A cet effet, il établit un rapport qu'il communique au stagiaire.

La commission des stages est compétente pour juger de l'aptitude du stagiaire du niveau 1. Si les rapports visés à l'article 28quinquies ne sont pas, dans l'ensemble, favorables ou si le mémoire ne satisfait pas ou s'il fait défaut, le directeur de la formation saisit la commission des stages. A cet effet, il établit un rapport qu'il communique au stagiaire. »

2° een adjunct-vaste wervingssecretaris van de andere taalrol, aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

3° twee leidende ambtenaren per taalrol, aangewezen door de in college vergaderde leidende ambtenaren van de instellingen;

4° de directeur-generaal van de opleiding;

5° de opleidingsdirecteur onder wiens toezicht de stagiair staat;

6° zes leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en dit, naar rato van twee leden per organisatie.

De in college vergaderde leidende ambtenaren wijzen bovendien twee secretarissen-generaal per taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid.

§ 3. De door de representatieve vakorganisaties aangewezen leden worden gekozen onder de ambtenaren van de instellingen die tot niveau 1 behoren en moeten erkend worden door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. De weigering tot erkenning wordt voorgelegd aan het comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten.

De vakorganisaties wijzen de plaatsvervangende leden aan volgens de procedure die wordt gebruikt voor het aanwijzen van de gewone leden.

§ 4. De commissie beraadslaagt geldig over een stagiair wanneer ten minste zes leden aanwezig zijn van wie drie behoren tot dezelfde taalrol als de stagiair of het bewijs geleverd hebben de tweede taal voldoende te kennen overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. Bovendien moeten bij de stemming de leden die de overheid vertegenwoordigen en de leden die de vakorganisaties vertegenwoordigen even talrijk zijn. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door het uitschakelen van een of meer leden na loting.

Wanneer de commissie na een eerste oproeping van de leden in onvoldoende aantal is, houdt zij zitting en beraadslaagt zij geldig over dezelfde stagiair bij de volgende vergadering, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 5. Het hoofd van de dienst waarvoor de stagiair tijdelijk is aangewezen en dat tot dezelfde taalrol als deze behoort, evenals de stagiair zelf, worden ambtshalve gehoord.

De stagiair verschijnt in eigen persoon; hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de commissie.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair, zonder geldig excuus, niet verschijnt, formuleert de commissie een voorstel van beslissing aan de tot benoemen bevoegde overheid.

De commissie spreekt zich uit op grond van het verslag van de vormingsdirecteur, zelfs indien de stagiair een geldig excuus kan inroepen, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt. »

**Art. 35.** Artikel 15bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15bis. In artikel 36, moet § 1 als volgt gelezen worden :

« § 1. De opleidingsdirecteur is bevoegd om te oordelen over de geschiktheid van de stagiair van de niveaus 2+, 2, 3 en 4. Indien de bij artikel 28quinquies bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, legt de opleidingsdirecteur het geval aan de stagecommissie voor. Te dien einde maakt hij een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt.

De stagecommissie is bevoegd om te oordelen over de geschiktheid van de stagiair van niveau 1. Indien de bij artikel 28quinquies bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn of indien de eindverhandeling niet voldoet of niet afgeleverd werd, legt de opleidingsdirecteur het geval aan de stagecommissie voor. Hij maakt daartoe een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt.

**Art. 36.** L'article 15ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993 et remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15ter. L'article 38 doit se lire comme suit :

« Art. 15ter. § 1<sup>er</sup>. La commission ou la section se compose :

1°) du fonctionnaire dirigeant ou du fonctionnaire dirigeant adjoint, président;

et paritairement :

2°) d'un agent au moins du rang 13 au moins, désigné par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination;

3°) du directeur de la formation;

4°) de membres désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 ou de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ce, à raison d'un membre par organisation.

Les membres de la commission désignés par les organisations syndicales sont choisis parmi les agents de l'organisme et doivent être agréés par l'autorité investie du pouvoir de sa nomination. Le refus d'agrément est soumis à l'avis du comité de secteur compétent.

Les organisations syndicales désignent les membres suppléants selon la procédure dont il est fait usage pour la désignation des membres effectifs.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut désigner un autre agent du rang 13 au moins en qualité de membre suppléant. Cet agent siège comme membre effectif si nécessaire pour réaliser la parité visée ci-dessus.

§ 2. La commission délibère valablement au sujet d'un stagiaire lorsque quatre membres au moins sont présents dont deux membres désignés par les organisations syndicales.

Lorsqu'après une première convocation des membres, la commission n'est pas en nombre utile, elle siège et vote valablement au sujet du même stagiaire lors de la réunion suivante quel que soit le nombre de membres présents.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le chef de service qui a le stagiaire sous ses ordres est entendu d'office.

§ 4. S'il s'avère impossible de désigner un agent du rang 13 au moins conformément au § 1<sup>er</sup>, les attributions confiées à la commission sont exercées par le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint, le directeur de la formation et les membres désignés par les organisations syndicales conformément au § 1<sup>er</sup>, 4°. »

**Art. 37.** L'article 15sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1993 et remplacé par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995 et 15 septembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15sexies. L'article 48quinquies doit se lire comme suit :

« Article 48quinquies. § 1<sup>er</sup>. Dans les organismes qui n'ont pas organisé de service central de formation, le fonctionnaire dirigeant désigne, par rôle linguistique, un directeur de la formation parmi les agents du rang 10 comptant une ancienneté de grade de cinq ans au moins. Le directeur de la formation est désigné pour une période de cinq ans. Cette désignation peut être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans selon la même procédure.

Il ne peut être chargé d'aucune autre tâche.

Si les effectifs de l'organisme comportent moins de 150 unités, le directeur de la formation est désigné à mi-temps. Il est tenu de consacrer à sa tâche de directeur de la formation la moitié de la durée des prestations qu'il doit normalement accomplir. Il peut alors être chargé d'autres tâches en rapport avec la gestion des ressources humaines.

Dans les organismes qui se trouvent sous le contrôle d'un même ministre, les fonctionnaires dirigeants peuvent convenir de désigner un directeur de la formation commun. Si les effectifs communs comportent au moins 150 unités, le directeur de la formation commun est désigné à plein temps.

§ 2. Pour pouvoir être désigné, le directeur de la formation doit obtenir un brevet d'aptitude qui lui est octroyé par la commission interparastatale des stages. Ce brevet est délivré à l'issue d'une période de formation d'au moins dix jours dont les modalités sont fixées par le directeur général de la formation.

**Art. 36.** Artikel 15ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993 en vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15ter. Artikel 38 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 15ter. § 1. De commissie of de sectie bestaat uit :

1°) de leidende ambtenaar of de adjunct-leidende ambtenaar, voorzitter;

en paritair :

2°) ten minste één door de benoemende overheid aangewezen ambtenaar van ten minste rang 13;

3°) de opleidingsdirecteur;

4°) leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 of van artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel naar rato van ten hoogste een lid per organisatie.

De door de vakorganisaties aangewezen leden van de commissie worden gekozen uit de ambtenaren van de instelling en moeten door de tot benoemen bevoegde overheid erkend worden. Over de weigering tot erkenning wordt het advies van het bevoegde sectorcomité gevraagd.

De vakorganisaties wijzen de plaatsvervangende leden aan volgens de procedure die gebruikt wordt voor het aanwijzen van de gewone leden.

De benoemende overheid kan een andere ambtenaar van ten minste rang 13 aanwijzen in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid. Deze ambtenaar zetelt als gewoon lid indien nodig om de hierboven bedoelde pariteit te verzekeren.

§ 2. De commissie beraadslaagt geldig over een stagiair wanneer ten minste vier leden aanwezig zijn, onder wie ten minste twee leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties.

Wanneer de commissie na een eerste oproeping van de leden in onvoldoende aantal is, beraadslaagt en stemt zij geldig over dezelfde stagiair bij de volgende vergadering, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De dienstchef die de stagiair onder zijn gezag heeft, wordt ambtshalve gehoord.

§ 4. Indien het onmogelijk is een ambtenaar van tenminste rang 13 aan te wijzen overeenkomstig § 1, worden de aan de commissie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar, de opleidingsdirecteur en de leden aangewezen door de vakorganisaties overeenkomstig § 1, 4°. »

**Art. 37.** Artikel 15sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993 en vervangen bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995 en 15 september 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15sexies. Artikel 48quinquies moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 48quinquies. § 1. In de instellingen die geen centrale opleidingsdienst hebben georganiseerd, wijst de leidend ambtenaar, per taalrol, een opleidingsdirecteur aan onder de ambtenaren van rang 10 die ten minste vijf jaar graadanciënniteit hebben. De opleidingsdirecteur wordt voor een periode van vijf jaar aangewezen. Deze aanwijzing kan voor opeenvolgende periodes van vijf jaar verlengd worden volgens dezelfde procedure.

Hij mag met geen enkele andere opdracht worden belast.

Wanneer de personeelssterkte van de instelling minder dan 150 bedraagt, wordt de opleidingsdirecteur halftijds aangewezen. Hij is verplicht de helft van de duur der prestaties die hem normaal worden opgelegd aan de taak van opleidingsdirecteur te besteden. Hij kan dan met andere taken in verband met het beheer van het menselijk potentieel worden belast.

In de instellingen die onder het toezicht van dezelfde minister vallen, kunnen de leidend ambtenaren overeenkomen een gemeenschappelijke opleidingsdirecteur aan te wijzen. Wanneer de gezamenlijke personeelssterkte minimum 150 bedraagt, wordt de gemeenschappelijke opleidingsdirecteur voltijds aangewezen.

§ 2. Om te kunnen aangewezen worden, moet de opleidingsdirecteur een geschiktheidsbrevet verkregen hebben dat hem door de interparastatale stagecommissie wordt toegekend. Dit brevet wordt afgeleverd bij het verstrijken van een opleidingsperiode van ten minste tien dagen waarvan de modaliteiten worden vastgesteld door de directeur-generaal van de opleiding.

Dans chaque organisme, cinq candidats au plus, par rôle linguistique, suivent la période de formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Ils sont désignés par le conseil de direction parmi les agents qui ont obtenu la mention « très bon » dans leur dernier bulletin d'évaluation.

Ne peuvent participer à la période de formation que les agents dont la candidature a été retenue par le directeur général de la formation. Ce dernier détermine les modalités de présentation du dossier de candidature.

Les candidats dont la participation à la période de formation a été refusée peuvent introduire, dans les huit jours de la notification de la décision, un recours devant la commission interparastatale des stages. Celle-ci statue dans les quinze jours.

La commission agréée les candidats notamment sur base de l'appréciation donnée sur les candidats par le directeur général de la formation. Sa décision est motivée.

§ 3. Outre les attributions qui lui sont expressément reconnues par le présent statut, le directeur de la formation a pour mission :

- 1° de mettre en oeuvre les programmes d'accueil et de formation;
- 2° de guider et de contrôler les stagiaires.

§ 4. Dans l'exercice de ses fonctions, le directeur de la formation a le rang de conseiller. Il en obtient le traitement sauf s'il bénéficie d'un traitement au moins égal.

Le directeur de la formation à mi-temps qui n'a pas encore le traitement de conseiller, a droit à son traitement majoré de la moitié de la différence entre son traitement et le traitement de conseiller.

§ 5. A la demande du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et en accord avec le fonctionnaire dirigeant, les directeurs de la formation peuvent être mis temporairement à la disposition du directeur général de la formation pour participer à des activités de perfectionnement complémentaires. »

#### CHAPITRE III. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

**Art. 38.** L'article 16 de l'arrêté royal du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, est remplacé par la disposition suivante :

« Art 16. En attendant la désignation des directeurs de la formation ou en l'absence de ces derniers, leurs fonctions sont exercées par le chef de service qui a le stagiaire sous ses ordres sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant ou du fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. 39.** L'article 10 de l'arrêté royal du 6 février 1997 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« Art 10. A l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur à la date fixée par Nous, le présent arrêté entre en vigueur :

- 1) le 15 septembre 1997 pour les agents des niveaux 1 et 2+;
- 2) le 15 septembre 1998 pour les agents des niveaux 2,3 et 4. »

**Art. 40.** Sont abrogés :

1) l'arrêté royal du 8 janvier 1973 rendant applicables à certains organismes d'intérêt public les dispositions de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics, des personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de certains charbonnages;

2) l'arrêté royal du 5 août 1974 déterminant les organismes d'intérêt public dont les agents sont dispensés de la condition relative à la limite d'âge pour être nommés agents de l'Etat.

**Art. 41.** Les procédures de recrutement, de mutation ou de promotion entamées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent régies par les dispositions applicables avant cette date.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception :

- de l'article 3, 2°), qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002;
- des articles 20 et 21 qui produisent leurs effets le 31 mars 1995;
- de l'article 39 qui produit ses effets le 6 février 1997.

§ 2. L'article 15 ter de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public tel qu'il est

In elke instelling volgen ten hoogste vijf kandidaten per taalrol de in het eerste lid bedoelde opleidingsperiode. Zij worden aangewezen door de directieraad onder de ambtenaren die op hun laatste beoordelingsstaat de evaluatie « zeer goed » hebben bekomen.

Aleen de ambtenaren wier kandidatuur door de directeur-generaal van de opleiding in aanmerking werd genomen, kunnen aan de opleidingsperiode deelnemen. Deze laatste bepaalt de nadere regels voor de kandidaatstelling.

De kandidaten wier deelneming aan de opleidingsperiode werd geweigerd, kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing een beroep instellen bij de interparastatale stagecommissie. Deze doet uitspraak binnen vijftien dagen.

De commissie aanvaardt de kandidaten inzonderheid op grond van de beoordeling die door de directeur-generaal van de opleiding over de kandidaten wordt verstrekt. Haar beslissing is met redenen omkleed.

§ 3. Benevens de bevoegdheden die hem door dit statuut uitdrukkelijk worden toegekend, heeft de opleidingsdirecteur tot taak :

- 1° de opvang- en opleidingsprogramma's uit te voeren;
- 2° de stagiairs te begeleiden en op hen toezicht te houden.

§ 4. De opleidingsdirecteur heeft in de uitoefening van zijn functie de rang van adviseur. Hij verkrijgt de wedde ervan, behalve indien hij reeds een tenminste gelijke wedde geniet.

De half-time opleidingsdirecteur die nog niet de wedde van adviseur geniet, heeft recht op zijn wedde vermeerderd met de helft van het verschil tussen zijn wedde en de wedde van adviseur.

§ 5. Op verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren en met het goedvinden van de leidend ambtenaar, kunnen de opleidingsdirecteurs tijdelijk ter beschikking van de directeur-generaal van de opleiding worden gesteld om deel te nemen aan aanvullende activiteiten van voortgezette opleiding. »

#### HOOFDSTUK III. — Wijzigende, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 38.** Artikel 16 van het koninklijk besluit van 25 november 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. In afwachting van de aanwijzing van de opleidingsdirecteurs of bij ontstentenis van laatstgenoemden worden hun functies uitgeoefend door het diensthoofd dat de stagiair onder zijn bevel heeft, onder toezicht van de leidende ambtenaar of de adjunct-leidende ambtenaar. »

**Art. 39.** Artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Met uitzondering van artikel 5, dat op de door Ons vastgestelde datum in werking treedt, treedt dit besluit in werking op :

- 1) 15 september 1997 voor de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+;
- 2) 15 september 1998 voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4. »

**Art. 40.** Worden opgeheven :

1) het koninklijk besluit van 8 januari 1973 waarbij de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967, ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen, van toepassing worden verklaard op sommige instellingen van openbaar nut;

2) het koninklijk besluit van 5 augustus 1974 tot vaststelling van de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel vrijgesteld is van de leeftijdseis om tot rijksambtenaar te worden benoemd.

**Art. 41.** De wervings-, mutatie- en bevorderingsprocedures die aangevat zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden verder geregeld door de bepalingen welke vóór deze datum van toepassing waren.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- artikel 3, 2°), die in werking treedt op 1 januari 2002;
- artikelen 20 en 21, die uitwerking hebben met ingang van 31 maart 1995;
- artikel 39, dat uitwerking heeft met ingang van 6 februari 1997.

§ 2. Artikel 15ter van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, zoals dit van toepassing is voor de inwerkingtreding

d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté reste applicable aux organismes d'intérêt public de la catégorie D tels que définis par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 43.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

van dit besluit, blijft van toepassing op de instellingen van openbaar nut van categorie D zoals omschreven bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 43.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 99 — 2336

[C — 99/02117]

**26 MAI 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 juin 1996 dispensant certaines administrations de l'obligation d'engager des stagiaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, modifié par les lois des 22 janvier 1985, 1<sup>er</sup> août 1985, 30 décembre 1988, 22 décembre 1989, 16 juillet 1990, 20 juillet 1991, 22 juillet 1993, 21 décembre 1994, 22 décembre 1995, 20 mai 1997, 13 février 1998 et 26 mars 1999 et les arrêtés royaux des 24 décembre 1993, 27 janvier 1997 et 3 avril 1997, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 30 juin 1996 dispensant certaines administrations de l'obligation d'engager des stagiaires, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 26 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'obligation d'engager des stagiaires dans les liens d'un contrat de première expérience professionnelle dans certains services publics fédéraux doit être supprimée sans délai suite à l'abrogation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, de cette modalité de stage par le plan d'action belge pour l'emploi 1998;

Considérant que le Fonds national de Retraite des Ouvriers mineurs est dissous depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et que la liquidation de la Régie des Transports maritimes a été clôturée le 28 février 1999 et que, par conséquent, ils doivent être supprimés à partir de ces dates dans la liste des services publics qui sont dispensés de l'obligation d'engager des stagiaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1996 dispensant certaines administrations de l'obligation d'engager des stagiaires est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Par dérogation à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, les administrations et organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne sont tenus d'occuper qu'un nombre total de stagiaires correspondant à un engagement à temps plein de 1,5 % de l'effectif de leur personnel calculés en équivalents temps plein, à l'exception du Ministère de la Justice qui, en ce qui concerne le personnel de surveillance des services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires, est dispensé de l'obligation d'engager des stagiaires. »

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1997, est abrogé.

**Art. 3.** L'article 7 du même arrêté est abrogé.

N. 99 — 2336

[C — 99/0211700]

**26 MEI 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juni 1996 waarbij sommige administraties vrijgesteld worden van de verplichting stagiairs in dienst te nemen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 1 augustus 1985, 30 december 1988, 22 december 1989, 16 juli 1990, 20 juli 1991, 22 juli 1993, 21 december 1994, 22 december 1995, 20 mei 1997, 13 februari 1998 en 26 maart 1999 en de koninklijke besluiten van 24 december 1993, 27 januari 1997 en 3 april 1997, inzonderheid op artikel 4, § 1, 4<sup>e</sup> lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juni 1996 waarbij sommige administraties vrijgesteld worden van de verplichting stagiairs in dienst te nemen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 26 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verplichting tot indienstneming van stagiairs met een eerste werkervaringscontract in sommige federale overheidsdiensten onverwijld dient geschrapt ingevolge de opheffing, met ingang van 1 januari 1999, van deze stagemogelijkheid door het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998;

Overwegende dat het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers sedert 1 januari 1999 ontbonden is en de vereffening van de Regie voor Maritiem Transport op 28 februari 1999 werd afgesloten en dat zij bijgevolg met ingang van deze data dienen geschrapt van de lijst van de overheidsdiensten die vrijgesteld worden van de verplichting stagiairs in dienst te nemen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 juni 1996 waarbij sommige administraties vrijgesteld worden van de verplichting stagiairs in dienst te nemen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. In afwijking van artikel 4, § 1, 1<sup>e</sup> lid, van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces zijn de besturen en instellingen bedoeld in artikel 1 van dit besluit er slechts toe gehouden een totaal aantal stagiairs in dienst te hebben dat overeenstemt met een voltijdse indienstneming van 1,5 % van hun personeelsbestand uitgedrukt in voltijdse equivalenten, met uitzondering van het Ministerie van Justitie dat, voor wat betreft het bewakingspersoneel van de buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen, vrijgesteld is van de verplichting stagiairs in dienst te nemen. »

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Les contrats de première expérience professionnelle en cours au 1<sup>er</sup> janvier 1999 restent soumis jusqu'à leur échéance aux dispositions telles qu'elles étaient en vigueur avant cette date.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1999 en ce qui concerne la Régie des Transports maritimes.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

**Art. 4.** De eerste werkervaringscontracten die lopen op 1 januari 1999 blijven tot hun beëindiging onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren vóór deze datum.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1999 voor wat betreft de Regie voor Maritiem Transport.

**Art. 6.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 99 — 2337

[C — 99/02054]

**13 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 1994, 10 février 1995, 10 avril 1995, 5 juillet 1996, 27 juillet 1997 et 9 décembre 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 9 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 15 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mars 1999;

Vu le protocole n° 322 du 7 avril 1999 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser le texte de la rubrique 13° suite à l'entrée en vigueur du nouveau règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale qui a été fixé suite à la fusion avec l'Administration générale de la Coopération au Développement;

Considérant que, pour garantir les droits du personnel en fonction et pour la continuité dans la réalisation des prestations de la coopération au développement, il s'indique que l'adaptation prendra effet à la date d'entrée en vigueur du nouveau règlement organique;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La rubrique 13° de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, est remplacée par la disposition suivante :

« 13° aux membres du personnel visés à l'article 35, G et H, de l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale. »

N. 99 — 2337

[C — 99/02054]

**13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1994, 10 februari 1995, 10 april 1995, 5 juli 1996, 27 juli 1997 en 9 december 1998;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 9 maart 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 maart 1999;

Gelet op het protocol nr. 322 van 7 april 1999 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de tekst van rubriek 13° te actualiseren ingevolge de inwerkingtreding van het nieuw organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking dat werd vastgesteld naar aanleiding van de fusie met het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat het, voor het waarborgen van de rechten van het in functie zijnde personeel en voor de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake ontwikkelingssamenwerking, aangewezen is de aanpassing te laten ingaan op de datum van de inwerkingtreding van het nieuw organiek reglement;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Rubriek 13° van artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 13° aan de personeelsleden bedoeld in artikel 35, G en H, van het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale.

**Art. 3.** Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking.

**Art. 3.** Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 99 — 2338

[C — 99/02128]

**16 JUIN 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 2;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, inséré par l'arrêté royal du 19 juin 1998, et l'article 10, modifié par les arrêtés royaux des 30 octobre 1996, 18 février 1997, 24 juin 1997 et 19 janvier 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 6 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs a été dissous le 1<sup>er</sup> janvier 1999;

Considérant que l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires a été intégré à l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire le 1<sup>er</sup> janvier 1999;

Considérant que dans le cadre de l'opération de restructuration de l'O.R.A.F./O.C.A.S.C., un nouveau cadre organique a été fixé pour l'O.C.A.S.C. avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1999 et qu'il devient dès lors urgent de lever à la même date le blocage des recrutements pour ce parastatal afin de lui permettre de fonctionner de manière optimale;

Considérant que la date de clôture de la liquidation de la Régie des Transports maritimes a été fixée au 28 février 1999;

Considérant que suite à la fusion de l'Administration générale de la Coopération au Développement avec le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, la disposition sur le recrutement à l'A.G.C.D. est devenue sans objet et doit dès lors être supprimée;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics, inséré par l'arrêté royal du 19 juin 1998, est supprimé.

**Art. 2.** A l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 octobre 1996, 18 février 1997, 24 juin 1997 et 19 janvier 1998, les mentions suivantes sont supprimées :

1° « c) Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires; »

« d) Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire; »

« f) Fonds national de retraite des ouvriers mineurs; »

2° « h) la Régie des Transports maritimes; ».

N. 99 — 2338

[C — 99/02128]

**16 JUNI 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenaren zaken, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juni 1998, en artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 oktober 1996, 18 februari 1997, 24 juni 1997 en 19 januari 1998;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 april 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers op 1 januari 1999 werd ontbonden;

Overwegende dat het Hulp- en Informatiebureau voor Gezinnen van Militairen op 1 januari 1999 geïntegreerd werd in de Centrale Dienst voor sociale en culturele Actie ten behoeve van de Leden van de militaire Gemeenschap;

Overwegende dat in het kader van de herstructureringsoperatie HIB/CDSCA, voor de CDSCA een nieuwe personeelsformatie werd vastgesteld met ingang van 1 januari 1999 en dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is op dezelfde datum de wervingsstop voor deze parastatale op te heffen om haar toe te laten optimaal te functioneren;

Overwegende dat de vereffening van de Regie voor Maritiem Transport op 28 februari 1999 werd afgesloten;

Overwegende dat ingevolge de fusie van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking met het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de bepaling inzake werving bij het ABOS zonder voorwerp is geworden en derhalve dient geschrapt;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juni 1998, wordt geschrapt.

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 oktober 1996, 18 februari 1997, 24 juni 1997 en 19 januari 1998, worden de volgende bepalingen geschrapt :

1° « c) Hulp- en Informatiebureau voor Gezinnen van Militairen; »

« d) Centrale Dienst voor sociale en culturele Actie ten behoeve van de Leden van de militaire Gemeenschap; »

« f) Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers; »

2° « h) de Regie voor Maritiem Transport; ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de l'abrogation du cadre organique de l'Administration générale de la Coopération au Développement à l'exception de l'article 2, 1°, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et l'article 2, 2°, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1999.

**Art. 4.** Nos Ministres de la Défense nationale, des Affaires étrangères, des Affaires sociales, des Transports et Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de opheffing van de personeelsformatie van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking met uitzondering van artikel 2, 1°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1999 en artikel 2, 2°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1999.

**Art. 4.** Onze Ministers van Landsverdediging, van Buitenlandse Zaken, van Sociale Zaken, van Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 99 — 2339

[S - C - 99/02110]

**13 MAI 1999. — Arrêté royal  
organisant le contrôle médical des agents  
de certains services publics**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, notamment l'article 3, alinéa 9;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions, notamment les articles 1 à 5 et 8;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et les Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 5°;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 27, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1985 et 6 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 26 janvier 1984, 12 juillet 1987, 25 novembre 1993, 31 mars 1995, 10 avril 1995, 6 février 1997 et 15 septembre 1997 et l'article 40, modifié par l'arrêté royal du 26 janvier 1984;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, notamment les articles 49 et 53, § 2;

Vu le protocole n° 94/4 du 19 juin 1997 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 février 1999;

Vu le protocole n° 109/2 du 7 mai 1999 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

**MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 99 — 2339

[S - C - 99/02110]

**13 MEI 1999. — Koninklijk besluit  
tot regeling van het medisch toezicht op het personeel  
van sommige overheidsdiensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 17 februari 1849 die de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt, inzonderheid op artikel 3, negende lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de administratieve gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies, inzonderheid op de artikelen 1 tot 5 en 8;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 1, § 3, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 27, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1985 en 6 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 26 januari 1984, 12 juli 1987, 25 november 1993, 31 maart 1995, 10 april 1995, 6 februari 1997 en 15 september 1997 en op artikel 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 januari 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de rijksambtenaren, inzonderheid op de artikelen 49 en 53, § 2;

Gelet op het protocol nr. 94/4 van 19 juni 1997 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 1999;

Gelet op het protocol nr. 109/2 van 7 mei 1999 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de simplifier sans retard les procédures relatives au contrôle médical des agents, préalable à leur entrée en service et celles relatives aux recours que les agents peuvent introduire en la matière, de manière à accélérer les procédures de recrutement d'agents statutaires et de garantir les droits de la défense des agents;

Considérant que ces nouvelles procédures requièrent l'installation de nouveaux organes pour le 31 décembre 1999 au plus tard et qu'il convient dès lors de promulguer sans délai les dispositions organiques de ceux-ci;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique :

1°) aux agents de l'Etat des administrations et autres services des ministères fédéraux;

2°) aux agents définitifs et stagiaires des administrations et services des Gouvernements des Communautés et des Régions ainsi que des Collèges de la Commission communautaire commune ou de la Commission communautaire française;

3°) aux agents soumis à un statut appartenant à un organisme ou à un établissement soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région ou du Collège de la Commission communautaire française qui en fait la demande au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions;

4°) aux agents des autorités qui ont recours au Service de santé administratif.

Sauf disposition formelle expresse, le présent arrêté n'est pas applicable au personnel engagé par contrat de travail, conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2. Le chapitre III du présent arrêté est applicable aux membres du personnel de l'enseignement et aux membres du personnel y assimilés dans le respect de l'article 127 de la Constitution pour les décisions prises par le Service de santé administratif de l'Etat à l'égard des membres du personnel précités.

Le respect de l'article 127 de la Constitution implique, notamment, que la compétence de la Commission créée à l'article 20 du présent arrêté doit strictement se limiter pour les membres du personnel de l'Enseignement et les membres du personnel y assimilés à l'examen des motifs de forme et de procédure à l'exclusion de tout examen, appréciation ou interprétation portant sur les statuts administratifs et/ou pécuniaires de ces membres du personnel.

#### CHAPITRE II. — Examen d'aptitude médical

**Art. 2.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

— « stagiaire », le membre du personnel qui est admis au stage en vue de sa nomination à titre définitif;

— « agent », l'agent définitif qui s'est porté candidat à un emploi de promotion.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la nature de la fonction l'exige, chaque autorité fixe, par ministère, des conditions d'aptitudes médicales pour des grades déterminés. Ces arrêtés doivent prescrire que, dans ce cas, l'examen d'aptitude médical doit précéder :

— l'entrée en fonction ou la date de prise en fonction en cas de nomination;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is onverwijld de procedures betreffende het medisch toezicht op de ambtenaren dat aan hun indiensttreding voorafgaat en die betreffende de beroepen die de ambtenaren terzake kunnen indienen te vereenvoudigen, ten einde de wervingsprocedures van statutaire ambtenaren te versnellen en de rechten op verdediging van de ambtenaren te waarborgen;

Overwegende dat deze nieuwe procedures de installatie van nieuwe organen vergen tegen uiterlijk 31 december 1999 en dat de bepalingen ter organisatie ervan dus zonder uitstel dienen te worden uitgevaardigd;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit is van toepassing :

1°) op de rijksambtenaren van de besturen en van de andere diensten van de federale ministeries;

2°) op de ambtenaren van de besturen en diensten van de Regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten alsook van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Franse Gemeenschapscommissie;

3°) op de ambtenaren die aan een statuut onderworpen zijn dat behoort tot een instelling of een inrichting die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest valt of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die een aanvraag daartoe heeft ingediend bij de federale Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort;

4°) op de ambtenaren van de overheden die een beroep doen op de Administratieve Gezondheidsdienst.

Behoudens uitdrukkelijke formele bepaling is dit besluit niet van toepassing op het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel, overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. Hoofdstuk III van dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van het onderwijs en op de ermee gelijkgestelde personeelsleden, met naleving van artikel 127 van de Grondwet voor de beslissingen die door de Administratieve Gezondheidsdienst worden genomen tegenover de voormelde personeelsleden.

De naleving van artikel 127 van de Grondwet impliceert, met name dat de bevoegdheid van de in artikel 20 van dit besluit opgerichte Commissie ten opzichte van de personeelsleden van het onderwijs en van de ermee gelijkgestelde personeelsleden strikt beperkt moet zijn tot het onderzoek van de motieven inzake vorm en procedure, met uitsluiting van elk onderzoek, elke beoordeling of interpretatie welke slaat op de administratieve en/of geldelijke statuten van deze personeelsleden.

#### HOOFDSTUK II. — Onderzoek naar de medische geschiktheid

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder :

— « stagiair », het personeelslid dat toegelaten is tot de proeftijd met het oog op de vaste benoeming;

— « ambtenaar », de vaste ambtenaar die zijn kandidatuur heeft ingediend voor een bevorderingsbetrekking.

**Art. 3.** § 1. Wanneer de aard van het ambt het nodig maakt bepaalt elke overheid, per ministerie, medische geschiktheidsvoorwaarden voor bepaalde graden vast. Deze besluiten moeten voorschrijven dat het medisch geschiktheidsonderzoek voorafgaat aan :

— de indiensttreding of de datum van ambtsopneming in geval van benoeming;



— la date de prise en fonction en cas de promotion.

Ces arrêtés sont pris après avis du Service de santé administratif.

§ 2. La durée de validité des arrêtés est limitée à cinq ans. Ils peuvent être renouvelés.

**Art. 4.** Les examens d'aptitude médicaux ont pour objet de déterminer si l'intéressé est à même d'assumer la fonction pour laquelle il s'est porté candidat.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions d'aptitude médicales imposées pour l'accès aux grades à conférer par recrutement, sont mentionnées dans les appels aux stagiaires.

Elles sont également communiquées au Service de santé administratif.

§ 2. Les conditions d'aptitude médicales imposées pour l'accès aux grades à conférer par promotion, sont mentionnées dans les appels aux agents.

Elles sont également communiquées au Service de santé administratif.

**Art. 6.** L'examen peut aboutir aux trois décisions suivantes :

- 1°) aptitude à la fonction;
- 2°) aptitude sous réserve;
- 3°) inaptitude à la fonction.

**Art. 7.** Le médecin déclare aptes à la fonction les stagiaires ou les agents qu'il estime médicalement aptes et qui répondent aux conditions d'aptitude médicales exigées pour la fonction.

**Art. 8.** S'il n'a pas été possible de juger avec certitude de l'aptitude médicale de l'intéressé, celui-ci est déclaré apte sous réserve. Il est, dès lors, admis à la nomination, au stage ou à la promotion.

**Art. 9.** A la demande de l'administration compétente, le stagiaire et l'agent aptes sous réserve sont soumis à un nouvel examen au moins tous les six mois. Le Service de santé administratif peut les convoquer à plus brève échéance pour les réexaminer.

**Art. 10.** L'aptitude sous réserve ne peut dépasser une période de deux ans à dater du premier examen d'aptitude.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Si, à l'expiration d'une période de deux ans, le Service de santé administratif n'a pu se prononcer définitivement, ou s'il a déclaré le stagiaire ou l'agent inapte, celui-ci perd d'office sa qualité de stagiaire ou d'agent. Cette perte est constatée par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination.

S'il s'agit d'un stagiaire de niveau 1, la perte de qualité de stagiaire est constatée par le Ministre qui a dans ses attributions le ministère auquel le stagiaire a été affecté.

§ 2. A l'expiration de la même période, l'agent promu sous réserve est remplacé dans un emploi du grade dont il était titulaire avant sa promotion sous réserve.

§ 3. Pour l'application des paragraphes qui précèdent, à défaut de convocation aux examens visés à l'article 9, l'agent est réputé apte, malgré l'expiration du délai.

**Art. 12.** Les examens d'aptitude ont lieu dans les centres médicaux du Service de santé administratif.

Pour éviter des substitutions de personnes, les médecins examinateurs exigent la production de la carte d'identité. Le protocole d'examen mentionne le numéro de cette carte et la commune qui l'a délivrée.

— de datum van de ambtsopneming in geval van bevordering.

Deze besluiten worden uitgevaardigd na advies van de Administratieve Gezondheidsdienst.

§ 2. De geldigheidsduur van de besluiten is tot vijf jaar beperkt. Ze kunnen hernieuwd worden.

**Art. 4.** De medische geschiktheidsonderzoeken hebben tot doel te bepalen of de betrokkene het ambt waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, kan opnemen.

**Art. 5.** § 1. De medische geschiktheidsvoorwaarden die opgelegd worden voor de toegang tot de bij werving te begeven graden, worden in de oproepen tot de stagiairs vermeld.

Ze worden eveneens medegedeeld aan de Administratieve Gezondheidsdienst.

§ 2. De medische geschiktheidsvoorwaarden die zijn opgelegd voor de toegang tot bevorderingsgraden, worden in de oproepen tot de ambtenaren vermeld.

Ze worden eveneens medegedeeld aan de Administratieve Gezondheidsdienst.

**Art. 6.** Het onderzoek kan tot de drie volgende beslissingen leiden :

- 1°) geschiktheid voor de functie;
- 2°) geschiktheid onder voorbehoud;
- 3°) niet-geschiktheid voor de functie.

**Art. 7.** De geneesheer verklaart de stagiairs of de ambtenaren geschikt voor de functie die hij medisch geschikt acht en die voldoen aan de medische geschiktheidsvoorwaarden die vereist zijn voor de functie.

**Art. 8.** Indien het niet mogelijk was de medische geschiktheid van de betrokkene met zekerheid te beoordelen, wordt deze onder voorbehoud geschikt verklaard. Hij wordt bijgevolg toegelaten tot de benoeming, de stage of de bevordering.

**Art. 9.** Op aanvraag van het bevoegd bestuur wordt de onder voorbehoud geschikte stagiair en ambtenaar tenminste om de zes maanden aan een nieuw onderzoek onderworpen. De Administratieve Gezondheidsdienst kan hen eerder oproepen om opnieuw onderzocht te worden.

**Art. 10.** De geschiktheid onder voorbehoud mag niet meer bedragen dan een periode van twee jaar vanaf het eerste onderzoek naar de geschiktheid.

**Art. 11.** § 1. Indien bij het verstrijken van een periode van twee jaar, de Administratieve Gezondheidsdienst zich niet definitief heeft kunnen uitspreken of indien hij de stagiair of ambtenaar ongeschikt heeft verklaard, verliest deze ambtshalve zijn hoedanigheid van stagiair of van ambtenaar. Dit verlies wordt vastgesteld door de tot benoemen bevoegde overheid.

Indien het om een stagiair van niveau 1 gaat, wordt het verlies van hoedanigheid van stagiair uitgesproken door de Minister tot wiens bevoegdheid het ministerie behoort waarvoor de stagiair aangewezen is geweest.

§ 2. Bij het verstrijken van dezelfde periode wordt de onder voorbehoud bevorderde ambtenaar terug in een betrekking geplaatst van de graad waarvan hij voor zijn bevordering onder voorbehoud titularis was.

§ 3. Voor de toepassing van de voorafgaande paragrafen wordt, bij gebrek aan oproeping voor de in artikel 9 vermelde onderzoeken, de ambtenaar geacht geschikt te zijn, ondanks het verstrijken van de termijn.

**Art. 12.** De onderzoeken naar de geschiktheid hebben plaats in de medische centra van de Administratieve Gezondheidsdienst.

Om verwisselingen van personen te vermijden, eisen de onderzoekende geneesheren het voorleggen van de identiteitskaart. Het onderzoeksprotocol vermeldt het nummer van deze kaart en de gemeente waar ze uitgereikt werd.

**Art. 13.** Les stagiaires ou les agents sont convoqués par les soins du Service de santé administratif. Si, sans motif valable, le stagiaire ou l'agent a négligé de donner suite à une convocation, la seconde est faite sous pli recommandé à la poste. Le Service de santé administratif en informe l'administration.

Le Service de santé administratif apprécie la pertinence des motifs de la non-comparution de l'agent ou du stagiaire pour autant qu'il en donne une justification écrite.

**Art. 14.** Le stagiaire ou l'agent remplit et signe une déclaration d'identité suivie d'un questionnaire établi par le service de santé administratif concernant son état de santé passé et actuel.

Sur le même document, le médecin consigne les résultats de l'examen médical et conclut à l'aptitude à la fonction, l'aptitude sous réserve ou à l'inaptitude à la fonction.

**Art. 15.** Dans les 30 jours calendrier, le Service de santé administratif notifie à l'intéressé la conclusion de l'examen médical. Le protocole de cet examen reste dans les dossiers dudit service.

Lorsque la conclusion est, sans réserve aucune, favorable à l'intéressé, l'autorité à la demande duquel l'examen a eu lieu, en est avisée immédiatement.

**Art. 16.** Lorsque le médecin conclut à l'inaptitude, à l'aptitude sous réserve du stagiaire ou de l'agent, les motifs ayant servi de base à cette décision lui sont communiqués.

Dans les 30 jours calendrier qui suivront la communication de ces motifs soit :

— le médecin choisi par le stagiaire ou l'agent, peut réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision;

— le médecin peut également adresser au médecin qui a pris la décision un rapport réfutant les motifs invoqués.

**Art. 17.** Si aucune des procédures visées à l'article 16 n'a été entamée ou si elle a été entamée avec retard, la décision prise par le médecin examinateur est transmise à l'autorité à la demande de laquelle l'examen a eu lieu.

**Art. 18.** Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le stagiaire ou l'agent sont d'accord, la conclusion de l'examen d'aptitude est soit maintenue, soit modifiée en conséquence.

En cas de désaccord entre ces médecins concernant l'examen en consultation ou le contenu du rapport visés à l'article 16, le dossier qui contient la position de chaque partie est transmis d'office, dans les trente jours calendrier, par l'intermédiaire du Service de santé administratif au Collège de médecins, qui prend la décision.

### CHAPITRE III. — Voies de recours

**Art. 19.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par « Arrêté royal du 18 août 1939 » l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions.

**Art. 20.** Il est créé auprès du Service de santé administratif, une Commission de recours et un Collège de médecins.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. La Commission est accessible aux stagiaires et aux agents pour des motifs de forme ou de procédure relatifs aux cas suivants :

- 1°) décision d'inaptitude;
- 2°) décision d'aptitude sous réserve;
- 3°) décision relative aux incapacités visées à l'article 5 de l'arrêté royal du 18 août 1939;
- 4°) décision concernant l'aptitude, l'inaptitude temporaire ou définitive, l'inaptitude à la fonction mais l'aptitude à une autre fonction, décision résultant de la comparution de l'intéressé devant le Service de santé administratif en application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 août 1939;
- 5°) refus de la reconnaissance d'une maladie grave et de longue durée.

**Art. 13.** De stagiairs of de ambtenaren worden door de Administratieve Gezondheidsdienst opgeroepen. Indien de stagiair of de ambtenaar zonder geldige reden geen gevolg aan de oproep heeft gegeven, wordt de tweede oproep verstuurd per bij de post aangetekende brief. De Administratieve Gezondheidsdienst brengt het bestuur ervan op de hoogte.

De Administratieve Gezondheidsdienst beoordeelt de gegrondheid van de motieven voor het niet-verschijnen van de ambtenaar of de stagiair voor zover hij er een geschreven rechtvaardiging van geeft.

**Art. 14.** De stagiair of de ambtenaar vult een identiteitsverklaring in, gevolgd door een door de Administratieve Gezondheidsdienst opgestelde vragenlijst betreffende zijn vroegere en huidige gezondheids-toestand en ondertekent ze.

Op hetzelfde document noteert de geneesheer de uitslag van het geneeskundig onderzoek en besluit tot de geschiktheid, de geschiktheid onder voorbehoud of de niet-geschiktheid voor de functie.

**Art. 15.** Binnen de 30 kalenderdagen betekent de Administratieve Gezondheidsdienst aan de betrokkene het besluit van het medisch onderzoek. Het protocol van dit onderzoek blijft in de dossiers van de genoemde dienst.

Wanneer het besluit, zonder enig voorbehoud, gunstig is voor de betrokkene, wordt de overheid op wiens aanvraag het onderzoek plaatsvond er onmiddellijk van op de hoogte gebracht.

**Art. 16.** Wanneer de geneesheer besluit tot de niet-geschiktheid of tot de geschiktheid onder voorbehoud van de stagiair of de ambtenaar, worden de redenen die aan deze beslissing ten grondslag liggen hem medegedeeld.

Binnen 30 kalenderdagen volgend op het mededelen van deze redenen kan :

— ofwel de door de stagiair of de ambtenaar gekozen geneesheer een onderzoek eisen in consult met de geneesheer die de beslissing genomen heeft;

— ofwel de geneesheer eveneens aan de geneesheer die de beslissing genomen heeft een verslag richten dat de aangevoerde redenen weerlegt.

**Art. 17.** Indien met geen van de in artikel 16 vermelde procedures is begonnen, of ermee begonnen is met vertraging, wordt de door de onderzoekende geneesheer genomen beslissing medegedeeld aan de overheid op wier aanvraag het onderzoek plaatsvond.

**Art. 18.** Indien de onderzoekende geneesheer en de door de stagiair of de ambtenaar gekozen geneesheer het eens zijn, wordt het besluit van het geneeskundig onderzoek hetzij behouden, hetzij in overeenkomstige zin gewijzigd.

In geval van niet-akkoord tussen deze geneesheren op het vlak van het onderzoek in consult of van de inhoud van het verslag, welke vermeld zijn in artikel 16, wordt het dossier dat het standpunt van elke partij bevat ambtshalve, binnen dertig kalenderdagen, via de Administratieve Gezondheidsdienst doorgestuurd aan het College van geneesheren, dat de beslissing neemt.

### HOOFDSTUK III. — Beroepsmogelijkheden

**Art. 19.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder « koninklijk besluit van 18 augustus 1939 » te worden verstaan het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de Administratieve Gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies.

**Art. 20.** Bij de Administratieve Gezondheidsdienst wordt een Beroepscommissie ingesteld en een College van geneesheren.

**Art. 21.** § 1. De Commissie is toegankelijk voor de stagiairs en ambtenaren voor vorm- of procedureredenen die betrekking hebben op de volgende gevallen :

- 1°) beslissing van niet-geschiktheid;
- 2°) beslissing van geschiktheid onder voorbehoud;
- 3°) beslissing betreffende de onbekwaamheden die vermeld zijn in artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939;
- 4°) beslissing betreffende de geschiktheid, de tijdelijke of definitieve ongeschiktheid, de ongeschiktheid voor het ambt maar de geschiktheid voor een ander ambt, beslissing volgend op de verschijning van de betrokkene voor de Administratieve Gezondheidsdienst met toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939;
- 5°) weigering van erkenning van een ernstige en langdurige ziekte.

§ 2. Le Collège est compétent quant à l'aspect médical des décisions visées au § 1<sup>er</sup>.

Il a également pour mission :

1°) de prendre la décision finale concernant la reconnaissance d'une maladie grave et de longue durée;

2°) de prendre la décision finale concernant les incapacités visées à l'article 5 de l'arrêté royal du 18 août 1939;

3°) de prendre la décision finale concernant l'aptitude, l'inaptitude temporaire ou définitive, l'inaptitude à la fonction mais l'aptitude à une autre fonction, la décision finale suite à la comparution de l'intéressé devant le Service de santé administratif en application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 août 1939.

§ 3. La Commission est également compétente pour les motifs de forme ou de procédure relatifs à la décision concernant la reprise du travail à mi-temps prise après avis du Service de santé administratif. Les aspects médicaux de cette décision sont traités selon la procédure relative au contrôle médical des congés de maladie.

**Art. 22.** La commission et le Collège comprennent chacun une chambre d'expression française et une chambre d'expression néerlandaise.

**Art. 23.** Chaque chambre de la Commission est composée :

1° de deux présidents, magistrats, désignés sur proposition conjointe des Ministres qui ont la Santé publique et la Fonction publique dans leurs attributions; ils assument la présidence des deux chambres et doivent justifier de la connaissance du français et du néerlandais. Le président francophone préside en priorité la chambre d'expression française, le président néerlandophone préside en priorité la chambre d'expression néerlandaise. En cas d'empêchement de l'un d'eux, ils se suppléent mutuellement. Ils ont voix délibérative;

2° de deux agents, licenciés ou docteurs en droit en activité de service dans le niveau 1 depuis six ans au moins ou à défaut ayant six ans d'expérience en matière de gestion de personnel dans le niveau 1. Ils sont désignés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Ceux-ci sont du même rôle linguistique que le requérant et siègent en qualité d'assesseur;

3° chacun des deux agents a comme suppléant un agent désigné conformément aux dispositions du 2°;

4° d'un greffier-rapporteur, désigné par le Ministre qui a dans ses attributions la Fonction publique. Il n'a pas voix délibérative.

Le cas échéant la Commission peut se réunir avec le Collège.

**Art. 24.** Chaque chambre du Collège est composée :

1° d'un président, médecin, fonctionnaire, sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions; il assume la présidence des deux chambres et doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais. Il a voix délibérative;

2° d'un président, suppléant, médecin, fonctionnaire désigné de la même façon que le président; il assume la présidence des deux chambres et doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais. Un second suppléant peut, le cas échéant, être désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Ils ont voix délibérative;

Le deuxième président suppléant doit justifier de la connaissance de l'allemand ainsi que du français ou du néerlandais. Il assume notamment la présidence de la chambre chargée d'émettre un avis sur les recours introduits par les agents du régime linguistique allemand;

3° de trois médecins, n'appartenant à aucune des administrations visées à l'article 1<sup>er</sup>, désignés sur des listes présentées respectivement par l'Académie royale de Médecine de Belgique et par la « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België », selon qu'il s'agit des présentations pour la chambre d'expression française ou pour la chambre d'expression néerlandaise;

Ils sont nommés pour une durée de quatre ans par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions; leur mandat est renouvelable;

4° chacun des trois médecins a comme suppléant un médecin désigné conformément aux dispositions du 3°. Le mandat de ces membres suppléants est de même durée que le mandat des membres effectifs dont ils assument la suppléance.

§ 2. Het College is bevoegd wat het medisch aspect betreft van de in de § 1 bedoelde beslissingen.

Het heeft eveneens als opdracht :

1° de eindbeslissing te nemen betreffende de erkenning van een ernstige en langdurige ziekte;

2° de eindbeslissing te nemen inzake de onbekwaamheden die vermeld zijn in artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939;

3° de eindbeslissing te nemen betreffende de geschiktheid, de tijdelijke of definitieve ongeschiktheid, de ongeschiktheid voor het ambt maar de geschiktheid voor een ander ambt, de eindbeslissing volgend op de verschijning van de betrokkene voor de Administratieve Gezondheidsdienst met toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939.

§ 3. De Commissie is eveneens bevoegd voor de motieven inzake vorm of procedure aangaande de beslissing tot halftijds hernemen van het werk die genomen is na advies van de Administratieve Gezondheidsdienst. De medische aspecten van deze beslissing worden behandeld volgens de procedure betreffende de medische controle op het ziekteverlof.

**Art. 22.** De Commissie en het College omvatten elk twee kamers, een Nederlandstalige en een Franstalige.

**Art. 23.** Elke kamer van de Commissie is samengesteld uit :

1° twee voorzitters, magistraat, op gezamenlijk voorstel van de Ministers tot wier bevoegdheid de volksgezondheid en de ambtenarenzaken behoren; ze nemen het voorzitterschap waar van de twee kamers en moeten de kennis van het Nederlands en het Frans bewijzen. De Nederlandssprekende voorzitter zit bij voorrang de Nederlandstalige kamer voor, de Franssprekende voorzitter zit bij voorrang de Franstalige kamer voor. Wanneer een van beide verhinderd is vervangen zij elkaar wederzijds. Ze zijn stemgerechtigd;

2° twee ambtenaren, licentiaat of doctor in de rechten, in dienstactiviteit in niveau 1 sinds tenminste zes jaar of bij gebrek daaraan met zes jaar ervaring inzake personeelsbeheer in niveau 1. Ze worden aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. Die zijn van dezelfde taalrol als de verzoeker en zetelen als assessor;

3° elk van de twee ambtenaren heeft als vervanger een ambtenaar die overeenkomstig de bepalingen van 2° is aangewezen;

4° een griffier-rapporteur, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren. Hij is niet stemgerechtigd.

Desgevallend kan de Commissie samen met het College vergaderen.

**Art. 24.** Elke kamer van het College is samengesteld uit :

1° een voorzitter, geneesheer, ambtenaar, op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort; hij neemt het voorzitterschap waarvan de twee kamers en moet de kennis van het Nederlands en het Frans bewijzen. Hij is stemgerechtigd;

2° een voorzitter, plaatsvervanger, geneesheer, ambtenaar, op dezelfde manier aangewezen als de voorzitter; hij neemt het voorzitterschap waar van de twee kamers en moet de kennis van het Nederlands en het Frans bewijzen. Een tweede plaatsvervanger kan, in voorkomend geval, door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort aangewezen worden. Zij zijn stemgerechtigd;

De tweede plaatsvervangende voorzitter moet de kennis van het Duits evenals van het Nederlands of van het Frans bewijzen. Hij neemt inzonderheid het voorzitterschap waar van de kamer die belast is met het uitbrengen van een advies over de beroepen ingediend door de ambtenaren van de Duitse taalregime;

3° drie geneesheren, die tot geen der in artikel 1 bedoelde besturen behoren, aangewezen uit de lijsten respectievelijk voorgedragen door de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België en door de « Académie royale de Médecine de Belgique », naargelang het gaat om voordrachten voor de kamer met het Nederlands of voor de kamer met het Frans als voertaal;

Zij worden voor een termijn van vier jaar benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort; hun mandaat is hernieuwbaar;

4° elk van de drie geneesheren heeft als plaatsvervanger een geneesheer, aangewezen overeenkomstig de beschikkingen van 3°. Het mandaat van deze plaatsvervangers heeft dezelfde duur als dat van de effectieve leden die zij vervangen.

**Art. 25.** Pour siéger valablement, chaque chambre de la Commission doit comprendre l'ensemble de ses membres, effectifs ou suppléants. Pour siéger valablement, chaque chambre du Collège doit comprendre l'ensemble de ses membres, effectifs ou suppléants. Les délibérations au sein de la Commission et du Collège se prennent à la majorité simple. En cas de parité de voix au sein du Collège, la voix du président est prépondérante. Si les membres de la Commission ou du Collège ont une cause légitime d'empêchement, ils sont tenus d'aviser, par écrit, le président des motifs de leur absence. Ils sont remplacés par leurs suppléants respectifs.

**Art. 26.** Sauf s'il est fait application de l'article 18, la Commission ou le Collège sont saisis d'une affaire visée au chapitre II par les soins du stagiaire ou de l'agent qui a été examiné et qui conteste la décision du Service de santé administratif ou la décision de l'administration qui a soumis son cas au Service de santé administratif.

L'introduction du recours se fait selon des formulaires dont la forme est arrêtée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition du Service de santé administratif.

Celui-ci transmet le dossier complet de l'affaire à la Commission ou au Collège.

Si la Commission et le Collège sont saisis simultanément de la même affaire, la procédure est suspendue devant le Collège en attendant la décision de la Commission.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne examinée selon les règles énoncées aux articles 1 à 5 de l'arrêté royal du 18 août 1939 et qui se croit lésée par la décision prise à son égard peut demander à un médecin qu'il choisit de réclamer dans les trente jours calendrier qui suivront la communication de cette décision, un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision. Le médecin peut également adresser au médecin qui a pris la décision un rapport réfutant les motifs invoqués.

Si aucune des procédures visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a été entamée ou si elle a été entamée avec retard, la décision prise par le médecin examinateur est transmise à l'autorité à la demande de laquelle l'examen a eu lieu.

Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le stagiaire ou l'agent sont d'accord, la conclusion de l'examen d'aptitude est soit maintenue, soit modifiée en conséquence.

En cas de désaccord entre ces médecins concernant l'examen en consultation ou le contenu du rapport visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le dossier qui contient la position de chaque partie est transmis d'office, dans les trente jours calendrier, par l'intermédiaire du Service de santé administratif au Collège de médecins, qui prend la décision.

§ 2. Si l'agent ne fait pas usage des possibilités prévues au paragraphe précédent, il peut saisir directement la Commission ou le Collège, dans un délai de trente jours calendrier, qui suit la décision prise à son égard par le Service de santé administratif.

L'introduction du recours se fait selon des formulaires dont la forme est arrêtée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sur proposition du Service de santé administratif.

Lorsque le Collège est saisi d'un recours, le Service de santé administratif transmet le dossier complet de l'intéressé.

Si la Commission et le Collège sont saisis simultanément de la même affaire, la procédure est suspendue devant le Collège dans l'attente de la décision de la Commission.

**Art. 28.** Le stagiaire ou l'agent est convoqué par lettre recommandée à la poste à se présenter devant la Commission ou le Collège. L'audition du candidat doit avoir lieu entre le vingtième et le trentième jour qui suivent la saisine de la Commission ou du Collège.

La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de la délibération ainsi que le lieu et le délai dans lequel le dossier peut être consulté.

**Art. 29.** Aucune demande ne peut faire l'objet de délibération par une chambre, si le stagiaire ou l'agent n'a pas été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient pas tous les éléments susceptibles de permettre à cette chambre d'émettre sa décision en toute connaissance de cause.

**Art. 25.** Om geldig te zetelen moet elke kamer van de Commissie al haar gewone of plaatsvervangende leden behelzen. Om geldig te zetelen moet elke kamer van het College al haar gewone of plaatsvervangende leden behelzen. De beslissingen binnen de Commissie en het College worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van de stemmen binnen het College is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Indien de leden van de Commissie of het College een gegronde reden van verhindering hebben, dienen zij aan de voorzitter schriftelijk de redenen van hun afwezigheid mede te delen. Ze worden vervangen door hun respectievelijke plaatsvervangers.

**Art. 26.** Behoudens wanneer artikel 18 wordt toegepast, wordt een in hoofdstuk II vermelde zaak bij de Commissie of het College aanhangig gemaakt door de stagiair of de ambtenaar die onderzocht werd en die de beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst of de beslissing van het bestuur dat zijn zaak aan de Administratieve Gezondheidsdienst heeft voorgelegd betwist.

Het indienen van het beroep gebeurt met formulieren waarvan de vorm wordt vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op voorstel van de Administratieve Gezondheidsdienst.

Deze overhandigt het volledige dossier van de zaak aan de Commissie of het College.

Indien dezelfde zaak tegelijkertijd aanhangig wordt gemaakt bij de Commissie en het College, wordt de procedure voor het College opgeschort in afwachting van de beslissing van de Commissie.

**Art. 27.** § 1. Iedereen die onderzocht is volgens de regels die vermeld zijn in de artikelen 1 tot 5 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 en zich benadeeld acht door de te zijnen opzichte genomen beslissing mag aan een door hem gekozen geneesheer vragen binnen dertig kalenderdagen volgend op de mededeling van deze beslissing een onderzoek te eisen in consult met de geneesheer die de beslissing genomen heeft. De geneesheer kan eveneens aan de geneesheer die de beslissing genomen heeft een verslag richten dat de aangevoerde redenen weerlegt.

Indien met geen van de in het eerste lid vermelde procedures is begonnen, of ermee begonnen is met vertraging, wordt de door de onderzoekende geneesheer genomen beslissing medegedeeld aan de overheid op wier verzoek het onderzoek plaatsvond.

Indien de onderzoekende geneesheer en de door de stagiair of de ambtenaar gekozen geneesheer het eens zijn, wordt het besluit van het geneeskundig onderzoek hetzij behouden, hetzij in overeenkomstige zin gewijzigd.

In geval van niet-akkoord tussen deze geneesheren op het vlak van het onderzoek in consult of van de inhoud van het verslag, welke vermeld zijn in het eerste lid, wordt het dossier dat het standpunt van elke partij bevat ambtshalve, binnen dertig kalenderdagen, via de Administratieve Gezondheidsdienst doorgestuurd aan het College van geneesheren, dat de beslissing neemt.

§ 2. Als de ambtenaar geen gebruik maakt van de in de vorige paragraaf vermelde mogelijkheden kan hij de zaak rechtstreeks bij de Commissie of het College aanhangig maken binnen een termijn van dertig kalenderdagen volgend op de beslissing die tegenover hem door de Administratieve Gezondheidsdienst genomen is.

Het beroep wordt ingediend met formulieren waarvan de vorm wordt vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, op voorstel van de Administratieve Gezondheidsdienst.

Wanneer een beroep bij het College wordt ingediend stuurt de Administratieve Gezondheidsdienst het volledige dossier van de betrokkene door.

Als dezelfde zaak tegelijk bij de Commissie en het College wordt ingediend wordt de procedure voor het College opgeschort in afwachting van de beslissing van de Commissie.

**Art. 28.** De stagiair of de ambtenaar wordt bij een ter post aangetekende brief opgeroepen om zich voor de Commissie of het College aan te melden. Het horen van de kandidaat moet plaatsvinden tussen de twintigste en de dertigste dag die volgen op het aanhangig maken bij de Commissie of het College.

De oproeping vermeldt de plaats, de dag en het uur van de beraadslaging evenals de plaats waar en de termijn waarin het dossier geraadpleegd kan worden.

**Art. 29.** Er mag over geen enkele aanvraag door een kamer beraadslaagd worden indien de stagiair of de ambtenaar niet in staat werd gesteld zijn verdedigingsmiddelen te laten gelden en indien het dossier niet alle elementen bevat die deze kamer kunnen in staat stellen haar beslissing te nemen met kennis van zaken.

**Art. 30.** Le stagiaire ou l'agent comparaît en personne et peut faire valoir ses observations devant la chambre; il peut, pour sa défense devant la Commission, se faire assister par la personne de son choix. Toutefois, devant le Collège il ne peut être assisté que par un médecin.

Le défenseur et le médecin du Service de santé administratif qui instruit le dossier ne peuvent faire partie, à aucun titre, de la Commission ou du Collège.

Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire, l'agent ou leur défenseur néglige de comparaître, sans excuse valable, la décision du Service de santé administratif devient définitive.

La Commission et le Collège se prononcent sur base des pièces du dossier, même si le stagiaire, l'agent ou leur défenseur peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience.

**Art. 31.** Sans préjudice de l'application de l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, le recours est suspensif.

Après délibération, le président de chaque chambre déclare irrecevable le recours téméraire et vexatoire.

**Art. 32.** La décision de la Commission ou du Collège est formulée, dans les deux mois prenant cours le jour de la saisine. La décision est notifiée au stagiaire ou à l'agent ainsi qu'à l'autorité qui a fait procéder à l'examen, dans les trente jours calendrier.

**Art. 33.** Les indemnités pour frais de séjour et de parcours ainsi que les jetons de présence, calculés suivant les dispositions réglementaires, sont accordés au Président, aux médecins et à leurs suppléants.

**Art. 34.** Les honoraires du médecin choisi par le stagiaire ou l'agent sont, dans les limites fixées par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la charge du Service de santé administratif si la décision finale est une décision d'aptitude au sens de l'article 6 du présent arrêté.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives

##### Section 1re. — Modification de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

**Art. 35.** L'article 27, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1985 et 6 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans les cas où il est prévu un examen d'aptitudes physiques, le lauréat n'est admissible à la nomination que s'il s'est présenté à l'examen: ce dernier a pour objet de déterminer si l'intéressé est apte à exercer la fonction pour laquelle il s'est porté candidat. S'il ne satisfait pas aux conditions d'aptitudes, il est démis d'office. Au plus tard à la date de cette démission d'office il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail à durée déterminée, celle-ci étant égale à la durée minimale exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage. Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités. »

##### Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public

**Art. 36.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 26 janvier 1984, 12 juillet 1987, 25 novembre 1993, 17 et 31 mars 1995, 10 avril 1995, 6 janvier 1997 et 15 septembre 1997, le point 14° est remplacé par la disposition suivante :

« 14° Arrêté royal du 13 mai 1999 relatif au contrôle médical des agents de certains services publics. »

**Art. 30.** De stagiair of de ambtenaar verschijnt in persoon en kan zijn opmerkingen voor de kamer laten gelden; voor zijn verdediging voor de Commissie kan hij zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. Voor het College kan hij evenwel slechts door een geneesheer worden bijgestaan.

De verdediger en de geneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst die het dossier behandelt, mogen, hoe dan ook, geen deel uitmaken van de Commissie of het College.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair, de ambtenaar of hun verdediger zonder geldige reden niet verschijnt, geldt de beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst als definitief voorstel.

De Commissie of het College spreken zich uit op grond van de stukken van het dossier, zelfs indien de stagiair, de ambtenaar of hun verdediger een geldige reden kan laten gelden, zodra de zaak het voorwerp uitmaakt van de tweede zitting.

**Art. 31.** Onverminderd de toepassing van artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, is het beroep opschortend.

Na beraadslaging verklaart de voorzitter van elke kamer het roekeloos en teregend beroep onontvankelijk.

**Art. 32.** De beslissing van de Commissie of het College wordt geformuleerd binnen de twee maanden vanaf de dag van het aanhangig maken. De beslissing wordt binnen dertig kalenderdagen betekend aan de stagiair of aan de ambtenaar evenals aan de overheid die het onderzoek gevraagd heeft.

**Art. 33.** De vergoedingen voor verblijf- en reiskosten evenals de presentiegelden, berekend volgens de reglementaire bepalingen, worden toegekend aan de voorzitter, de geneesheren en hun plaatsvervangers.

**Art. 34.** De honoraria van de door de stagiair of de ambtenaar gekozen geneesheer zijn, binnen de perken die worden vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, ten laste van de Administratieve Gezondheidsdienst indien de eindbeslissing een beslissing tot geschiktheid is in de zin van artikel 6 van dit besluit.

#### HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen

##### Afdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

**Art. 35.** Artikel 27, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1985 en 6 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. In de gevallen waarin een onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid is voorgeschreven, kan de geslaagde slechts tot benoeming worden toegelaten wanneer hij zich voor het onderzoek heeft aangemeld: de bedoeling daarvan is te bepalen of de betrokkene geschikt is om het ambt uit te oefenen waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft. Indien hij niet aan de geschiktheidsvoorwaarden voldoet, wordt hij ambtshalve ontslagen. Ten laatste op de datum van dit ontslag van ambtswege wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur afgesloten. Deze duur is gelijk aan de minimumduur die in zijn geval wordt opgelegd om het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten. Wanneer hij op de datum waarop deze overeenkomst begint te lopen arbeidsongeschikt is of wanneer hij dat wordt tijdens de uitvoering ervan, wordt hem in het eerste geval een wedde uitbetaald gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de wachttijd te dekken voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen. »

##### Afdeling 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van sommige instellingen van openbaar nut

**Art. 36.** In artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 26 januari 1984, 12 juli 1987, 25 november 1993, 17 en 31 maart 1995, 10 april 1995, 6 januari 1997 en 15 september 1997, wordt punt 14° vervangen door de volgende bepaling :

« 14° Koninklijk besluit van 13 mei 1999 betreffende het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten. »

**Art. 37.** A l'article 9, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1993 et par l'arrêté royal du 15 janvier 1994, la phrase préliminaire de l'article 27, § 2, alinéa 2 est remplacée par la disposition suivante : « Dans les cas où est prévu un examen d'aptitudes physiques, le lauréat n'est admissible à la nomination que s'il s'est présenté à l'examen : ce dernier a pour objet de déterminer si l'intéressé est apte à exercer la fonction pour laquelle il s'est porté candidat. »

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 38.** Sont abrogés :

1° l'article 8 de l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions;

2° l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics, modifié par l'arrêté royal du 11 août 1972, l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1975 et la loi du 22 juillet 1993;

3° l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1964 portant création et organisation d'un Collège de médecins intervenant dans les vérifications des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;

4° l'article 40 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal du 26 janvier 1984 et le chapitre XII - Modalités d'application de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics.

**Art. 39.** Tous les arrêtés ministériels qui fixent des exigences d'aptitudes particulières sont abrogés dans le délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 40.** Les procédures en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent régies par les arrêtés royaux visés à l'article 38.

Les procédures en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté concernant les membres du personnel de l'enseignement et les membres du personnel y assimilés restent régies par l'arrêté royal visé à l'article 38, 2° et par l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif en lieu et place des Commissions provinciales des pensions.

Les procédures de recours prévues par le présent arrêté ne seront appliquées que lorsque la Commission et le Collège auront été installés; cette installation aura lieu au plus tard le 31 décembre 1999.

**Art. 41.** A dater de son installation, le Collège visé à l'article 21, § 2, du présent arrêté reprend les attributions conférés par l'article 2 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1964 portant création et organisation d'un Collège de médecins intervenant dans les vérifications des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics.

**Art. 42.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 43.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre de la Fonction publique,  
FLAHAUT

**Art. 37.** In artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993 en bij het koninklijk besluit van 15 januari 1994 wordt de inleidende zin van artikel 27, § 2, tweede lid, vervangen door de volgende bepaling : « In de gevallen waarin een onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid is voorgeschreven kan de geslaagde slechts tot de benoeming toegelaten worden indien hij zich voor het onderzoek heeft aangemeld : dit onderzoek wil nagaan of de betrokkene geschikt is om het ambt uit te oefenen waarvoor hij zijn kandidatuur heeft ingediend. »

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 38.** Worden opgeheven :

1° artikel 8 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de Administratieve Gezondheidsdienst in plaats van door de provinciale pensioencommissies;

2° het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van kandidaten voor bepaalde overheidsbetrekkingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1972, het koninklijk besluit van 1 augustus 1975 en de wet van 22 juli 1993;

3° het koninklijk besluit van 1 december 1964 tot instelling en inrichting van een College van geneesheren dat optreedt bij de controle van de lichamelijke geschiktheid vereist van kandidaten voor bepaalde overheidsbetrekkingen;

4° artikel 40 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd door het koninklijk besluit van 26 januari 1984 en het hoofdstuk XII - Nadere regelen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist voor de gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen.

**Art. 39.** Alle ministeriële besluiten die bijzondere eisen inzake geschiktheid vaststellen worden opgeheven binnen de termijn van een jaar vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 40.** De procedures die op de datum waarop dit besluit van kracht wordt aan de gang zijn worden verder afgehandeld volgens de in artikel 38 vermelde koninklijke besluiten.

De procedures die op de datum waarop dit besluit van kracht wordt aan de gang zijn betreffende de personeelsleden van het onderwys en de ermee gelijkgestelde personeelsleden, worden verder geregeld door het in artikel 38, 2° vermelde koninklijk besluit en door het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de Administratieve Gezondheidsdienst in plaats van door de provinciale pensioencommissies.

De beroepsprocedures die in dit besluit zijn opgenomen zullen slechts toegepast worden wanneer de Commissie en het College zullen geïnstalleerd zijn; deze installatie zal uiterlijk op 31 december 1999 plaatshebben.

**Art. 41.** Vanaf de installatie ervan neemt het in artikel 21, § 2, van dit besluit vermelde College de bevoegdheden over die zijn toegekend door artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 tot instelling en inrichting van een College van geneesheren dat optreedt bij de controle van de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen.

**Art. 42.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 43.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 99 — 2340

[C — 99/35800]

**18 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 14 mei 1996  
tot vaststelling van de regelen inzake de werking en de verdeling van het Sociaal Impulsfonds (1)**

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

**Art. 2.** In artikel 3 van het decreet van 14 mei 1996 tot vaststelling van de regelen inzake de werking en de verdeling van het Sociaal Impulsfonds, wordt § 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. In afwijking van § 2 bedraagt het vastleggingskrediet, zonder de verhogingen bedoeld in de §§ 3 en de artikelen 4, § 3 en 7 in het jaar :

1997 : 5.388,8 miljoen frank;

1998 : 6.388,8 miljoen frank;

1999 : 7.388,8 miljoen frank;

2000 : 7.466,8 miljoen frank;

2001 : 7.518,8 miljoen frank;

vanaf 2002 : 7.623,8 miljoen frank.

Vanaf het jaar 2000 wordt dit vastleggingskrediet verhoogd overeenkomstig § 2. »

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt § 1, gewijzigd bij decreet van 19 december 1998, vervangen door wat volgt :

« § 1. Van het vastleggingskrediet wordt jaarlijks een bedrag voorafgenomen als trekkingsrecht voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Dit trekkingsrecht bestaat uit een percentage van het bedrag gevormd door het vastleggingskrediet verminderd met 2.145.000.000 frank.

Dit percentage bedraagt 3 % voor het jaar 2000, 4 % voor het jaar 2001 en 6 % vanaf het jaar 2002. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,  
L. PEETERS

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,  
L. MARTENS

De Vlaamse minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid,  
Mevr. B. GROUWELS

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken. — Voorstel van decreet : 1350 - Nr. 1. — Amendement : 1350 - Nr. 2. — Verslag : 1350 - Nr. 3.  
*Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 mei 1999.

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 2340

[C — 99/35800]

**18 MAI 1999. — Décret modifiant le décret du 14 mai 1996  
réglementant le fonctionnement et la répartition du Fonds d'Impulsion sociale (1)**

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière communautaire.**Art. 2.** Dans l'article 3 du décret du 14 mai 1996 réglementant le fonctionnement et la répartition du Fonds d'Impulsion sociale, le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Par dérogation au § 2, le crédit d'engagement, à l'exclusion des majorations visées aux §§ 3 et 4 et aux articles 4, § 3 et 7, s'élève pour l'année :

1997 : à 5.388,8 millions de francs;

1998 : à 6.338,8 millions de francs;

1999 : à 7.388,8 millions de francs;

2000 : à 7.466,8 millions de francs;

2001 : à 7.518,8 millions de francs.

A partir de l'an 2000, ce crédit d'engagement est majoré conformément au § 2. »

**Art. 3.** Dans l'article 4 du même décret, le §1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 19 décembre 1998, est remplacé par ce qui suit :« § 1<sup>er</sup>. Il est prélevé chaque année sur le montant du crédit d'engagement un montant à titre de droit de tirage destiné à la Commission communautaire flamande.

Ce droit de tirage consiste en un pourcentage du montant du crédit d'engagement moins 2.145.000.000 francs.

Ce pourcentage est de 3 % pour l'an 2000, de 4 % pour l'an 2001, et de 6 % à partir de l'an 2002. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,

Mme B. GROUWELS

## Note

(1) *Session 1998-1999.**Documents.* — Projet de décret : 1350 - N° 1. — Amendement : 1350 - N° 2. — Rapport : 1350 - N° 3.*Annales.* — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 mai 1999.

N. 99 — 2341

[C — 99/35888]

**4 MEI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende adviesverlening inzake ergonomie  
en aanpassing van arbeidsposten voor personen met een handicap**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, gegeven op 23 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 4 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld regels moeten vastgesteld worden inzake erkenning en subsidiëring van een instantie die adviezen kan verlenen inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten voor personen met een handicap die tewerkgesteld worden in het gewone of beschutte arbeidscircuit, en dat deze erkenning zo spoedig mogelijk moet toegewezen worden;



Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de kredieten die hiervoor op zijn begroting zijn voorzien, kan het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, hierna "het Fonds" genoemd, een instantie erkennen en subsidiëren met het oog op de adviesverlening inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten voor personen met een handicap die in het gewone of in het beschutte arbeidscircuit tewerkgesteld zijn.

**Art. 2.** Om erkend te worden, moet de instantie die wordt bedoeld in artikel 1, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° bereid zijn een samenwerkingsverband met rechtspersoonlijkheid te vormen tussen de v.z.w. VLAMAB, VLICHT en de door het Fonds erkende diensten voor arbeidstrajectbegeleiding inzake de adviesverlening die wordt bedoeld in artikel 1, en de wijze waarop deze verleend wordt;

2° in het samenwerkingsverband dat wordt bedoeld in 1°, nauwkeurig de rechten en plichten van elke partner omschrijven;

3° in zijn statuten adviesverlening inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten voor personen met een handicap ingeschreven hebben;

4° de adviesverlening verzekeren aan alle werkgevers die personen met een handicap tewerkstellen die zijn ingeschreven in het Fonds;

5° beschikken over de nodige personeelsbezetting met minimum het equivalent van één voltijds adviseur inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten voor personen met een handicap per provincie, waarbij deze adviseurs minstens een diploma van niet-universitair hoger onderwijs moeten hebben;

6° zich ertoe verbinden :

a) aan derden advies te verlenen inzake ergonomie en aanpassing van een arbeidspost voor personen met een handicap, zonder hiervoor aan deze derden kosten aan te rekenen;

b) een individueel dossier betreffende elke adviesverlening bij te houden;

c) een jaarverslag over haar werking in het raam van dit besluit voor te leggen, en dit ieder jaar uiterlijk op 21 januari;

7° zich onderwerpen aan de bepalingen van hoofdstuk X van het decreet van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

**Art. 3.** § 1. Teneinde de in artikel 1 bedoelde instantie die voor erkenning door het Fonds in aanmerking komt te selecteren, wordt binnen de raad van bestuur van het Fonds een selectiecommissie aangesteld.

§ 2. Op basis van een schriftelijke oproep tot kandidatuurstelling gericht aan de potentiële initiatiefnemers met ervaring op het vlak van de adviesverlening inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten, worden de tijdig ingediende projecten gerangschikt, rekening houdend met de volgende selectiecriteria :

1° de geboden garanties dat er effectief een samenwerkingsverband tot stand gebracht wordt, overeenkomstig de bepalingen in artikel 2, 1°;

2° de ervaring en deskundigheid van het beschikbare personeel inzake ergonomie en aanpassing van arbeidsposten;

3° de bereidheid en de capaciteit om de adviesverlening over alle Vlaamse provincies en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest te ontplooiën en daarbij zowel de vragen vanuit de sector van de beschutte werkplaatsen als vanuit het reguliere arbeidscircuit te beantwoorden.

§ 3. De selectiecommissie brengt aan de raad van bestuur van het Fonds een gemotiveerd advies uit waarin de instantie wordt voorgesteld die zij het best geschikt acht om door het Fonds erkend te worden.

**Art. 4.** § 1. De aanvraag tot erkenning wordt bij aangetekend schrijven bij het Fonds ingediend, vergezeld van alle documenten waaruit blijkt dat aan de voorwaarden, bepaald in artikel 2, voldaan is.

Het Fonds bepaalt de uiterste datum van indiening van de aanvraag.

§ 2. Het Fonds beslist gelijktijdig over de vergunning en over de erkenning van de in artikel 1 bedoelde instantie, en stelt de duurtijd van de erkenning vast, rekening houdend met de bepalingen in artikel 5.

De bepalingen van het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 tot vaststelling van algemene regels inzake het verlenen van vergunningen en erkenningen door het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap zijn op deze erkenning van toepassing.

§ 3. De erkende instantie mag aan derden, aan wie overeenkomstig artikel 2, 6°, a) advies verleend wordt, geen bijkomende kosten aanrekenen.

**Art. 5.** De toepassing van dit besluit wordt door het Fonds geëvalueerd ten laatste in maart 2001. De resultaten van deze evaluatie worden aan de minister ter goedkeuring overgelegd.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 4 mei 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

L. MARTENS

## TRADUCTION

F. 99 — 2341

[C — 99/35888]

**4 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux services de conseil en matière d'ergonomie et d'adaptation des postes de travail pour personnes handicapées**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 27 juin 1990 portant création d'un "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap" (Fonds flamand pour l'intégration sociale des Personnes handicapées), notamment l'article 53;

Vu l'avis du conseil d'administration du "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap", donné le 23 février 1999;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 04 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'établir sans tarder des règles en matière d'agrément et de subventionnement d'une instance pouvant donner des avis en matière d'ergonomie et d'adaptation des postes de travail pour personnes handicapées employées dans le circuit de travail normal ou protégé, et que cet agrément doit être accordé dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget, le "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap", nommé ci-après "le Fonds", est habilité à agréer et à subventionner une instance dans le but de formuler des avis en matière d'ergonomie et d'adaptation des postes de travail pour personnes handicapées employées dans le circuit de travail normal ou protégé.

**Art. 2.** Pour être agréée, l'instance visée à l'article 1<sup>er</sup> doit répondre aux conditions suivantes :

1° être prête à constituer un partenariat doté de la personnalité civile entre l'a.s.b.l. VLAMAB, VLICHT et les services agréés par le Fonds pour l'encadrement du parcours d'insertion, en matière de services de conseil, tels que visés à l'article 1<sup>er</sup>, et la manière dont celui-ci est donné;

2° dans le partenariat visé au 1°, scrupuleusement définir les droits et les obligations de chaque partenaire;

3° avoir inscrit dans ses statuts les services de conseil en matière d'ergonomie et d'adaptation des postes de travail pour personnes handicapées;

4° assurer des services de conseil à tous les patrons employant des personnes handicapées inscrits dans le Fonds;

5° disposer des effectifs nécessaires en personnel, le minimum étant un équivalent à temps plein de conseiller en matière d'ergonomie et d'adaptation des postes de travail pour personnes handicapées par province, ces conseillers devant avoir au moins un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire;

6° s'engager à :

a) donner des avis à des tiers en matière d'ergonomie et d'adaptation de postes de travail pour personnes handicapées, sans pour autant imputer des frais à ces tiers;

b) tenir un dossier individuel pour chaque avis donné;

c) soumettre un rapport annuel sur son fonctionnement dans le cadre du présent décret, et ce au plus tard le 21 janvier de chaque année;

7° se conformer aux dispositions du chapitre X du décret du 27 juin 1990 portant création d'un "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap".

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Afin de sélectionner l'instance visée à l'article 1<sup>er</sup> et qui entre en ligne de compte pour agrément par le Fonds, une commission de sélection est constituée au sein du conseil d'administration du Fonds.

§ 2. Sur la base d'un appel écrit aux candidats, adressé aux initiateurs potentiels ayant de l'expérience dans le domaine des services de conseil en matière d'ergonomie et d'adaptation de postes de travail, les projets introduits dans les délais prescrits sont classés en fonction des critères de sélection suivants :

1° les garanties offertes quant à la constitution effective d'un partenariat conformément aux dispositions de l'article 2, 1°;

2° l'expérience et l'expertise du personnel disponible en matière d'ergonomie et d'adaptation de postes de travail;

3° la volonté et la capacité de développer des services de conseil dans toutes les provinces et en Région de Bruxelles-Capitale, et de répondre aux questions posées aussi bien par le secteur des ateliers protégés que par le circuit de travail normal.

§ 3. La commission de sélection soumet au conseil d'administration du Fonds un avis motivé proposant l'instance qu'elle estime la plus appropriée pour être agréée par le Fonds.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément doit être envoyée au Fonds par lettre recommandée, à laquelle il convient de joindre tous les documents dont il apparaît que les conditions énoncées à l'article 2 ont été remplies.

Le Fonds détermine la date limite pour l'introduction de la demande.

§ 2. Le Fonds décide simultanément sur l'autorisation et sur l'agrément de l'instance visée à l'article 1<sup>er</sup>, et détermine la durée de l'agrément, compte tenu des dispositions de l'article 5.

Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agréments par le "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap", s'appliquent à cet agrément.

§ 3. L'instance agréée ne peut imputer des frais supplémentaires à des tiers auxquels un avis est donné conformément à l'article 2, 6°, a).

**Art. 5.** L'application du présent arrêté est évalué par le Fonds au plus tard au mois de mars 2001. Les résultats de cette évaluation sont soumis au ministre pour approbation.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2342

[C — 99/27549]

#### 27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'établissement et au financement des plans communaux d'environnement et de développement de la nature

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, notamment l'article 18*bis*, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu le Plan d'environnement pour le développement durable en Région wallonne, adopté par le Gouvernement wallon du 9 mars 1995, notamment les actions n° 40, 168, 242 et 243;

Vu le Plan wallon des déchets Horizon 2010, adopté par le Gouvernement wallon le 15 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 7 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de définir la procédure d'adoption du plan communal d'environnement et de développement de la nature assurant une large participation des citoyens ainsi que les conditions d'octroi de subsides aux communes pour l'élaboration et l'exécution d'un plan communal d'environnement et de développement de la nature et ce, dans les meilleurs délais à l'effet de se conformer aux échéances des actions et mesures spécifiques retenues par le Plan d'environnement pour le développement durable et le Plan wallon des déchets « Horizon 2010 »;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir le rôle des communes en tant que relais privilégiés de la politique régionale de protection de l'environnement vis-à-vis des citoyens par la mise à disposition des communes de moyens incitatifs à la mise en uvre d'une stratégie globale intégrant les divers secteurs de l'environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

2° DGRNE : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

3° PCEDN : le plan communal d'environnement et de développement de la nature;

4° commission communale : la commission consultative communale visée à l'article 2 du présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — De la commission communale

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal peut décider soit de créer une commission communale de l'environnement et du développement de la nature, soit d'élargir au domaine de l'environnement et du développement de la nature, le champ des compétences de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, instituée sur la base du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

§ 2. Au cas où la commune décide d'élargir aux domaines de l'environnement et du développement de la nature le champ des compétences de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, le conseil communal procède conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et aux dispositions réglementaires adoptées en vertu de ce texte.

§ 3. Au cas où la commune décide de créer une commission communale de l'environnement et du développement de la nature, le conseil communal décide des règles de composition et de fonctionnement.

Il procède à un appel public aux candidats par voie d'affiches et par un avis inséré dans un journal local. Il choisit les membres en respectant les principes suivants :

1° une répartition géographique équilibrée;

2° une représentation apte à examiner les thèmes du PCEDN prévus à l'article 4, § 2, du présent arrêté et, d'une manière générale, à prendre en considération les intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la commune;

3° une représentation du conseil communal ne dépassant pas un quart des membres et respectant proportionnellement l'importance de chaque groupe siégeant au conseil communal;

4° la participation d'un des conseillers en environnement.

Le conseil communal choisit le président et les membres de la commission communale ainsi que le membre suppléant de chacun des membres.

La commission communale se réunit chaque fois que de besoin et au minimum 3 fois par an et sur convocation du président. En outre, à la demande du collège des bourgmestre et échevins, le président convoque la commission communale.

L'administration communale assure le secrétariat de la commission communale.

### CHAPITRE III. — *Du contenu et de la procédure d'adoption du plan*

**Art. 3.** Le conseil communal peut établir un PCEDN qui définit les éléments de la politique de développement durable à mettre en œuvre à l'échelle de la commune. Le PCEDN exécute et complète au niveau communal les plans, programmes, règlements et lignes directrices en matière d'environnement et de développement de la nature pour un développement durable arrêtés au niveau régional.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le PCEDN est établi selon un plan type mis à la disposition des communes par le Ministre.

§ 2. Il aborde les thèmes suivants du Plan d'environnement pour le développement durable en Région wallonne :

1° la prévention et la gestion des déchets;

2° la qualité des eaux de surface;

3° la préservation des sols et des eaux souterraines;

4° le développement de la nature et de la biodiversité;

5° la réduction du bruit;

6° la qualité de l'air;

7° la prise en compte de la protection de l'environnement dans :

- les activités industrielles et agricoles,

- les activités de tourisme et de loisirs,

- les transports et les infrastructures;

- la politique énergétique;

- l'aménagement du territoire;

8° la sensibilisation, l'information, la participation, l'éducation et la formation des citoyens sur les thèmes susmentionnés et les effets des politiques sur l'environnement et le cadre de vie.

§ 3. Il comporte au minimum, pour chacun des thèmes abordés, dans le cadre des compétences communales et sans préjudice des compétences fédérales, régionales et provinciales :

1° un état des lieux et une description des enjeux et des besoins;

2° les objectifs qualitatifs et quantitatifs que la commune souhaite atteindre à court et moyen termes;

3° une programmation des actions à développer et un inventaire des moyens à mettre en œuvre, accompagnés d'une analyse des impacts sur l'organisation des services communaux, des conséquences financières et économiques et d'une évaluation des incidences sur l'environnement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le projet de PCEDN est établi à l'initiative du conseil communal. Il en désigne l'auteur. Il assure la mise en place d'un processus de conception participative des citoyens.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins soumet le projet de PCEDN pour avis à la DGRNE qui consulte les Directions générales du Ministère de la Région wallonne ou du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, pour les matières relevant de leur compétence. Celles-ci remettent leurs avis endéans les 45 jours suivant la réception de la demande d'avis. La DGRNE envoie un avis de synthèse au collège des bourgmestre et échevins dans les 90 jours suivant la réception de la demande d'avis.

A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa précédent, les avis sont réputés favorables.

A l'expiration du délai de 90 jours, le collège des bourgmestre et échevins consulte la commission communale.

§ 3. Le projet de PCEDN est soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique locale pendant une période de 45 jours. Le délai prescrit pour l'enquête publique locale est suspendu du 16 juillet au 15 août.

§ 4. Le projet de PCEDN et toutes autres pièces que le collège des bourgmestre et échevins juge utiles sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et, dans la mesure du possible, un jour par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

§ 5. Dans le cadre de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins organise une ou plusieurs séances d'information.

§ 6. L'information publique est annoncée par voie d'affiches pendant la durée de l'enquête publique dans la commune et par un avis inséré dans un journal local ou une publication toute-boîte.

§ 7. A la clôture de l'enquête publique, l'auteur établit un rapport comprenant une synthèse des avis et des propositions d'amendements.

§ 8. Au cas où le collège des bourgmestre et échevins décide de solliciter l'avis de la DGRNE sur le projet de PCEDN tel qu'amendé à la suite de l'enquête publique, la procédure prévue au § 2 est d'application.

§ 9. Le conseil communal adopte le PCEDN.

§ 10. Le collège des bourgmestre et échevins communique le PCEDN au Ministre et informe également la population locale de son contenu.

§ 11. Le collège des bourgmestre et échevins désigne un coordonnateur chargé de la mise en uvre du PCEDN. Le coordonnateur peut être le conseiller en environnement visé à l'article 14.

**Art. 6.** Le PCEDN est établi pour une durée de 5 ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé ou actualisé.

Les objectifs et les moyens d'action peuvent faire l'objet d'une réévaluation annuelle. Les §§ 2, 8 et 9 de l'article 5 s'appliquent aux révisions et adaptations. La DGRNE et la commission communale de l'environnement peuvent demander l'application de la procédure définie aux §§ 3 à 7 de l'article 5.

**Art. 7.** Le collège des bourgmestre et échevins et le conseil communal s'assurent que tout projet communal ou toute décision communale est en adéquation avec le PCEDN.

Si elles s'écartent du PCEDN, les autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> motivent leur décision.

**Art. 8.** Le collège des bourgmestre et échevins informe au moins une fois par an le conseil communal et la commission communale de l'état d'avancement des actions prévues par le PCEDN. Il en établit un rapport qu'il communique au Ministre.

L'information et le rapport portent notamment sur :

1° l'état d'avancement du PCEDN établi sous forme d'un tableau de bord reprenant les objectifs fixés, les moyens mis en œuvre et l'évaluation des résultats;

2° l'exécution des plans, règlements et lignes directrices en matière d'environnement et de développement de la nature arrêtés au niveau régional.

#### CHAPITRE IV. — *Des subventions*

##### *Section 1re. — De l'objet et du montant des subventions*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre octroie aux communes:

1° une subvention de 500 000 francs pour l'établissement d'un PCEDN augmentée de 20 % des coûts au-delà du montant de 500 000 francs, le total de la subvention ne pouvant dépasser un million de francs;

2° une subvention fixée à 50 % des coûts engendrés pour la mise en uvre d'actions en matière d'environnement et de développement de la nature et limitée à 500 000 francs pendant la durée du PCEDN;

3° une subvention fixée à 50 % des coûts engendrés pour la réalisation d'une campagne de communication et de sensibilisation des citoyens dans le cadre de la préparation du PCEDN ou portant sur les objectifs et activités prévues par le PCEDN et limitée à un montant annuel de 200 000 francs augmenté de 20 francs par habitant, calculé sur la base du chiffre de la population de droit, arrêté par le Ministre fédéral des Affaires économiques, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de réalisation de l'action.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre alloue une subvention annuelle de :

1° 500 000 francs pour l'emploi d'un conseiller en environnement à temps plein;

2° 250 000 francs pour l'emploi d'un conseiller en environnement à mi-temps.

**Art. 10.** Le nombre maximum de conseillers en environnement pour lesquels la commune peut bénéficier de la subvention prévue à l'article 9, § 2, est fixé comme suit :

- un par commune de moins de 20 000 habitants;
- deux par commune de 20 000 à 49 999 habitants;
- trois par commune de 50 000 à 100 000 habitants;
- quatre par commune de plus de 100 000 habitants.

**Art. 11.** Pour le calcul des subventions visées à l'article 9 sont pris en considération uniquement les montants qui découlent de l'application des clauses contractuelles approuvées par le Ministre.

La subvention prévue à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 3°, peut être cumulée avec celle prévue à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets sans que la part du montant proportionnel au nombre d'habitants ne dépasse 25 francs.

##### *Section 2. — Des conditions d'octroi des subventions*

**Art. 12.** Pour bénéficier d'une subvention, la commune doit explicitement, par décision du conseil communal pour ce qui concerne les points 1° à 6°, s'engager à :

1° confier la conception et la coordination de la politique de l'environnement et du développement de la nature de la commune au minimum pendant cinq ans à un conseiller en environnement, répondant aux conditions fixées à l'article 14;

2° instituer une commission communale conformément à l'article 2;

3° organiser au minimum trois journées par an d'actions de sensibilisation du citoyen sur un ou plusieurs des thèmes repris à l'article 4, § 2;

4° communiquer au Ministre ou au fonctionnaire compétent, à sa demande, tout renseignement de quelque nature qu'il soit concernant les actions subventionnées en matière d'environnement et de développement de la nature;

5° réaliser et tenir à jour un inventaire permanent des autorisations des établissements et des permis d'environnement;

6° réaliser et tenir à jour un registre des activités dans les différents compartiments de l'environnement et du développement de la nature;

7° assurer le suivi des plaintes et prendre les dispositions adéquates pour sanctionner les infractions relatives à l'environnement et à la nature, en liaison éventuelle avec les services régionaux compétents.

**Art. 13.** Pour bénéficier des subventions visées à l'article 9, § 1er, 1° et 3°, et à l'article 9, § 2, la commune doit explicitement, par décision du conseil communal, s'engager à établir un projet de PCEDN endéans les 24 mois à partir de sa décision.

La subvention visée à l'article 9, § 1, 2°, est octroyée pour autant que le conseil communal ait adopté le PCEDN.

La subvention visée à l'article 9, § 2, est maintenue pour autant que le PCEDN soit adopté endéans les 36 mois de la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** L'emploi subsidié d'un conseiller en environnement est soumis aux conditions suivantes :

1° la personne doit soit :

a. disposer d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur non universitaire de type long et satisfaire à un examen organisé par la commune préalablement à l'engagement ou au cours de la première année de l'affectation et portant sur un programme arrêté par le Ministre;

b. disposer d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur non universitaire et d'une expérience effective et prouvée d'au moins trois ans de conseiller en environnement;

c. disposer d'un diplôme d'enseignement supérieur non universitaire de type court comprenant ou complété par une formation théorique dans le domaine de l'environnement et du développement de la nature d'un minimum de 240 heures et satisfaire à l'examen visé au point a;

2° la personne doit, en outre, avoir suivi ou s'engager à suivre au cours de la première année de l'affectation une formation en communication et concertation sociale dans une optique de gestion de l'environnement, d'un minimum de 30 heures;

3° au cas où la commune emploie plus d'un conseiller en environnement, une de ces personnes doit disposer d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long.

#### *Section 3. — De la procédure de demande et d'octroi des subventions*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Avant la première demande de subvention, la commune conclut avec le Ministre une convention. Le projet de convention est établi sur la base d'un modèle arrêté par le Ministre.

Cette convention comprend notamment :

1° les engagements, droits et obligations respectifs des parties consécutifs à la mise en œuvre du présent arrêté;

2° une description des actions spécifiques menées par la commune dans le cadre de l'établissement du PCEDN;

3° les modalités de liquidation des subventions;

4° les modalités de remboursement de la subvention ou des acomptes éventuels lorsque les conditions d'octroi ou les obligations de la commune ne sont pas respectées.

La convention peut être amendée annuellement en fonction notamment des actions planifiées par la commune.

§ 2. Dans les 45 jours de la réception de la demande, la DGRNE la transmet ainsi que son avis au Ministre qui statue endéans les 15 jours de sa réception.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, sont versées en deux tranches :

1° 50 % au moment de la notification de la convention ou de la décision d'octroi;

2° 50 % sur la base d'une déclaration de créance accompagnée des justificatifs des dépenses engagées et approuvées par la DGRNE, introduite par la commune dès que l'action est réalisée.

§ 2. La subvention visée à l'article 9, § 2, est versée sur la base d'une déclaration de créance introduite par la commune accompagnée des justificatifs et du rapport annuel visé à l'article 8 ou, le cas échéant, de l'état d'avancement du projet de PCEDN.

§ 3. En cas de non-respect des clauses de la convention ou des conditions d'octroi de la subvention, le collège des bourgmestre et échevins rétrocède la part des subventions portant sur les clauses pour lesquelles elles ont été octroyées.

**Art. 17.** Les communes peuvent s'associer pour l'établissement d'un PCEDN ou la réalisation d'actions spécifiques communes. Dans ce cas, les subventions sont allouées aux communes proportionnellement à leur charge respective.

**Art. 18.** La DGRNE assure le contrôle de l'utilisation des subventions octroyées aux communes dans le cadre du présent arrêté.

#### *CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 19.** Les communes ayant adopté un plan communal de l'environnement ou de développement de la nature avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent bénéficier des subventions visées à l'article 9 aux conditions fixées aux articles 12, 14, 15 et 16 du présent arrêté et pour autant que le conseil communal intègre ce plan dans le PCEDN.

**Art. 20.** Les personnes engagées par la commune depuis plus d'un an avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, comme conseillers en environnement conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif à l'octroi, par la Région, d'une prime aux communes qui recourent aux services d'un conseiller en environnement peuvent être dispensées des conditions de diplôme et de l'examen visés à l'article 14 par décision du collège des bourgmestre et échevins.

**Art. 21.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif à l'octroi, par la Région, d'une prime aux communes qui recourent aux services d'un conseiller en environnement est abrogé.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2342

[C — 99/27549]

**27. MAI 1999. — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Erstellung und die Finanzierung der kommunalen Umwelt- und Naturförderungspläne**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung, insbesondere des Artikels 18, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1998 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 9. März 1995 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung in der Wallonischen Region, insbesondere der Maßnahmen Nr. 40, 168, 242 und 243;

Aufgrund des am 15. Januar 1998 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Wallonischen Abfallplans Horizont 2010;

Aufgrund des am 1. März 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. März 1999 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Mai 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in ihrer durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein Verfahren zur Verabschiedung des kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplanes, durch das eine hohe Bürgerbeteiligung gesichert wird, sowie die Gewährungsbedingungen der Zuschüsse an die Gemeinden zur Erstellung und zur Durchführung eines kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplanes möglichst schnell zu bestimmen, um die Fristen der in dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung in der Wallonischen Region und in dem Wallonischen Abfallplan Horizont 2010 in Betracht gezogenen Handlungen und spezifischen Maßnahmen einzuhalten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Rolle der Gemeinden als bevorzugte Vermittlungsstellen der regionalen Umweltschutzpolitik für den Bürger zu fördern, und zu diesem Zweck den Gemeinden Mittel zur Verfügung zu stellen, um sie anzureizen, eine globale Strategie, die die verschiedenen Umweltbereiche umfasst, durchzuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

2° DGRNE: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° PCEDN: den kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan;

4° Kommunalausschuss: den in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausschuss.

*KAPITEL II. — Kommunalausschuss*

**Art. 2** - § 1. Der Gemeinderat kann beschließen, entweder einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungs-ausschuss zu gründen, oder den Zuständigkeitsbereich des aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingerichteten kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung auf den Bereich der Umwelt und der Naturförderung zu erweitern.

§ 2. Falls die Gemeinde beschließt, den Zuständigkeitsbereich des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung auf den Bereich der Umwelt und der Naturförderung zu erweitern, handelt der Gemeinderat gemäß Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und gemäß den aufgrund dieses Textes verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen.

§ 3. Falls die Gemeinde beschließt, einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsausschuss zu gründen, bestimmt der Gemeinderat die Regeln zur Zusammensetzung und zur Arbeitsweise dieses Ausschusses.

Er macht einen öffentlichen Bewerberaufruf durch Anschlag und durch eine Bekanntmachung in einer lokalen Zeitung. Er wählt die Mitglieder unter Berücksichtigung der folgenden Grundsätze aus:

1° eine ausgeglichene geographische Verteilung;

2° eine geeignete Vertretung, um sich mit den in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Themen des PCEDN zu befassen und im allgemeinen, um die sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen Interessen der Gemeinde zu berücksichtigen;

3° eine Vertretung des Gemeinderates, die ein Viertel der Mitglieder nicht überschreitet, und die proportional zur Vertretung jeder im Gemeinderat sitzenden Gruppe ist;

4° die Beteiligung eines der Umweltberater.

Der Gemeinderat wählt den Vorsitzenden und die Mitglieder des Kommunalausschusses sowie ein Ersatzmitglied für jedes Mitglied aus.

Der Kommunalausschuss versammelt sich jedesmal wenn nötig, und hält mindestens 3 Versammlungen pro Jahr ab, und zwar auf Vorladung des Vorsitzenden. Außerdem lädt der Vorsitzende den Kommunalausschuss auf Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vor.

Die Gemeindeverwaltung übernimmt das Sekretariat des Kommunalausschusses.

*KAPITEL III. — Inhalt und Verabschiedungsverfahren des Planes*

**Art. 3** - Der Gemeinderat kann einen PCEDN aufstellen, der die Elemente der Politik zur nachhaltigen Entwicklung bestimmt, die auf gemeindlicher Ebene durchzuführen sind. Mittels des PCEDN werden die auf regionaler Ebene verabschiedeten Pläne, Programme, Regelungen und Leitlinien im Bereich der Umwelt und der Naturförderung im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung auf gemeindlicher Ebene ausgeführt und ergänzt.

**Art. 4 - § 1.** Der PCEDN wird nach einem Musterplan aufgestellt, der den Gemeinden vom Minister zur Verfügung gestellt wird.

§ 2. Im PCEDN werden die folgenden Themen des Umweltplanes für eine nachhaltige Entwicklung in der wallonischen Region behandelt:

- 1° Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;
- 2° Qualität des Oberflächenwassers;
- 3° Schutz des Bodens und des Grundwassers;
- 4° Förderung der Natur und der biologischen Vielfalt;
- 5° Lärmreduzierung;
- 6° Luftqualität;
- 7° Berücksichtigung des Umweltschutzes in den folgenden Bereichen:
  - industrielle und landwirtschaftliche Aktivitäten;
  - Aktivitäten im Tourismus- und Freizeitbereich;
  - Verkehrsmittel und Infrastrukturen;
  - Energiepolitik;
  - Raumordnung;

8° Sensibilisierung, Information, Beteiligung, Erziehung und Ausbildung der Bürger, was diese verschiedenen Themen und die Auswirkungen der Politik auf die Umwelt und den Lebensrahmen angeht.

§ 3. Der PCEDN enthält im Rahmen der kommunalen Zuständigkeiten und unbeschadet der föderalen, regionalen und provinziellen Zuständigkeiten für jedes behandelte Thema mindestens das Folgende:

- 1° eine Beschreibung der bestehenden Lage sowie der Einsätze und Bedürfnisse;
- 2° die qualitativen und quantitativen Ziele, die die Gemeinde kurz- und mittelfristig erreichen möchte;

3° eine Planung der zu entwickelnden Aktionen und ein Inventar der einzusetzenden Mittel, zusammen mit einer Analyse der Auswirkungen auf die Organisation der gemeindlichen Dienststellen, der finanziellen und wirtschaftlichen Folgen und einer Umweltverträglichkeitsprüfung.

**Art. 5 - § 1.** Der Entwurf des PCEDN wird auf Veranlassung des Gemeinderates aufgestellt. Dieser bezeichnet den Autor des Planes. Er sieht die Organisation eines Verfahrens vor, damit die Bürger an dem Konzept beteiligt werden.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterbreitet den Entwurf des PCEDN der DGRNE zur Stellungnahme; diese zieht die Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zu Rate für die Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen.

Diese geben ihr Gutachten innerhalb 45 Tagen nach Empfang des Antrags auf ihr Gutachten ab. Die DGRNE übermittelt dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium ein zusammenfassendes Gutachten innerhalb 90 Tagen nach Empfang des Antrags auf das Gutachten.

Wenn kein Gutachten innerhalb der im vorigen Absatz vorgesehenen Fristen übermittelt wird, wird davon ausgegangen, dass günstige Gutachten abgegeben worden sind.

Am Ablauf der Frist von 90 Tagen zieht das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Kommunalausschuss zu Rate.

§ 3. Der Entwurf des PCEDN wird vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium während eines Zeitraums von 45 Tagen einer lokalen öffentlichen Untersuchung unterworfen. Die für die lokale öffentliche Untersuchung vorgeschriebene Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben.

§ 4. Der Entwurf des PCEDN und jede sonstige vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium für nützlich gehaltene Unterlage sind werktags im Rathaus zugänglich und dies möglichst an einem Tag der Woche bis 20 Uhr oder an einem Samstagmorgen;

§ 5. Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung organisiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine oder mehrere Informationsversammlungen.

§ 6. Die öffentliche Information wird während der Dauer der öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde durch Anschlag und durch eine Bekanntmachung in einer lokalen Zeitung oder in einem Wurfzettel angekündigt.

§ 7. Am Abschluss der öffentlichen Untersuchung erstellt der Autor einen Bericht mit einer Zusammenfassung der Gutachten und der eingebrachten Abänderungsanträge.

§ 8. Falls das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beschließt, das Gutachten der DGRNE über den Entwurf des PCEDN infolge der öffentlichen Untersuchung abgeänderten PCEDN zu beantragen, findet das in § 2 vorgesehene Verfahren Anwendung.

§ 9. Der Gemeinderat verabschiedet den PCEDN.

§ 10. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelt den PCEDN dem Minister und informiert ebenfalls die lokale Bevölkerung über dessen Inhalt.

§ 11. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bezeichnet einen Koordinator, der mit der Durchführung des PCEDN beauftragt ist. Der Koordinator kann der in Artikel 14 erwähnte Umweltberater sein.

**Art. 6 -** Der PCEDN wird für eine Dauer von 5 Jahren aufgestellt. Er gilt solange er nicht ersetzt oder aktualisiert worden ist.

Die Ziele und Aktionsmittel können jährlich neubewertet werden. Die § 2, 8 und 9 von Artikel 5 finden Anwendung auf die Revisionen und Anpassungen. Die DGRNE und der kommunale Umweltausschuss können die Anwendung des in § 3 bis 7 von Artikel 5 vorgesehenen Verfahrens beantragen.

**Art. 7 -** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Gemeinderat überprüfen, ob jedes kommunale Projekt oder jeder kommunale Beschluss in Übereinstimmung mit dem PCEDN steht.



Die in Absatz 1 erwähnten Behörden müssen ihren Beschluss mit Gründen versehen, wenn sie vom PCEDN abweichen.

**Art. 8** - Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium informiert mindestens einmal im Jahr den Gemeinderat und den Kommunalausschuss über den Fortschrittzustand der im PCEDN vorgesehenen Aktionen. Es erstellt einen Bericht, der an den Minister gerichtet wird.

Die Information und der Bericht betreffen insbesondere:

1° den Fortschrittzustand des PCEDN in der Form eines Arbeitsberichts, mit den festgesetzten Zielen, den eingesetzten Mitteln und der Bewertung der Ergebnisse;

2° die Ausführung der Pläne, Regelungen und Leitlinien im Bereich der Umwelt und der Naturförderung, die auf regionaler Ebene verabschiedet worden sind.

#### KAPITEL IV. — Zuschüsse

##### Abschnitt 1. — Gegenstand und Betrag der Zuschüsse

**Art. 9** - § 1. Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel und unter den im vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen gewährt der Minister den Gemeinden:

1° einen Zuschuss in Höhe von 500 000 BEF für die Aufstellung eines PCEDN, zuzüglich 20 % der Kosten, die den Betrag von 500 000 BEF überschreiten, wobei der Gesamtbetrag des Zuschusses eine Million BEF nicht überschreiten darf;

2° einen Zuschuss, der 50 % der Kosten entspricht, die durch die Durchführung von Aktionen im Bereich der Umwelt und der Naturförderung entstanden sind, und der während der Dauer des PCEDN auf 500 000 BEF beschränkt ist;

3° einen Zuschuss, der 50 % der Kosten entspricht, die durch die Durchführung einer Kampagne zur Information und Sensibilisierung der Bürger im Rahmen der Bearbeitung des PCEDN entstanden sind, oder der Kosten betreffend die Zielsetzungen und Aktivitäten, die im PCEDN vorgesehen sind; dieser Zuschuss ist auf 200 000 BEF zuzüglich 20 BEF je Einwohner beschränkt, wobei die Einwohnerzahl die am 1. Januar der Durchführung der Aktion vom föderalen Minister der Wirtschaftsangelegenheiten festgelegte Zahl der tatsächlich eingetragenen Bevölkerung ist.

§ 2. Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel und unter den im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen erteilt der Minister einen Jahreszuschuss in Höhe von:

1° 500 000 BEF für die Vollzeitbeschäftigung eines Umweltberaters;

2° 250 000 BEF für die Halbzzeitbeschäftigung eines Umweltberaters;

**Art. 10** - Der Höchstanzahl Umweltberater, für welche die Gemeinde den in Artikel 9 § 2 vorgesehenen Zuschuss erhalten kann, wird wie folgt festgelegt:

- ein Umweltberater je Gemeinde mit weniger als 20 000 Einwohnern;

- zwei Umweltberater je Gemeinde mit 20 000 bis 49 999 Einwohnern;

- drei Umweltberater je Gemeinde mit 50 000 bis 100 000 Einwohnern;

- vier Umweltberater je Gemeinde mit mehr als 100 000 Einwohnern.

**Art. 11** - Für die Berechnung der in Artikel 9 erwähnten Zuschüsse werden ausschließlich die Beträge, die sich aus der Anwendung der vom Minister genehmigten Vertragsklauseln ergeben, in Betracht gezogen.

Der in Artikel 9, § 1, 3° vorgesehene Zuschuss darf mit dem in Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen vorgesehenen Zuschuss kumuliert werden, ohne dass der proportional zur Anzahl der Bewohner berechnete Betragsanteil 25 BEF überschreitet.

##### Abschnitt 2. — Gewährungsbedingungen der Zuschüsse

**Art. 12** - Um einen Zuschuss erhalten zu können, muss die Gemeinde sich ausdrücklich zum Folgenden verpflichten, wobei die in 1° bis 6° erwähnten Angelegenheiten eines Beschlusses des Gemeinderates bedürfen:

1° einem Umweltberater, der die in Artikel 14 erwähnten Bedingungen erfüllt, mindestens fünf Jahre lang die Aufstellung und die Koordinierung der Umweltpolitik und der Politik der Naturförderung anvertrauen;

2° gemäß Artikel 2 einen Kommunalausschuss einrichten;

3° mindestens dreimal im Jahre einen Aktionstag zur Sensibilisierung des Bürgers über ein oder mehrere der in Artikel 4, § 2 aufgeführten Themen organisieren;

4° dem Minister oder dem zuständigen Beamten auf dessen Anfrage alle Auskünfte jeglicher Art über die bezuschussten Maßnahmen im Bereich der Umwelt und der Naturförderung erteilen;

5° ein ständiges Inventar der Genehmigungen der Einrichtungen und der Umweltgenehmigungen erstellen und führen;

6° ein Register der Aktivitäten in den verschiedenen Bereichen der Umwelt und der Naturförderung erstellen und führen;

7° die Behandlung der Beschwerden gewährleisten und ggf. in Verbindung mit den zuständigen regionalen Dienststellen die angemessenen Maßnahmen ergreifen, damit die Übertretungen bezüglich der Umwelt und der Natur zu bestraft werden.

**Art. 13** - Um die in Artikel 9, § 1, 1° und 3° und in Artikel 9, § 2 erwähnten Zuschüsse erhalten zu können, muss die Gemeinde sich ausdrücklich durch einen Beschluss des Gemeinderates verpflichten, innerhalb 24 Monaten ab seiner Beschlussfassung einen PCEDN-Entwurf zu erstellen.

Der in Artikel 9, § 1, 2° erwähnte Zuschuss wird unter der Bedingung gewährt, dass der Gemeinderat den PCEDN verabschiedet hat.

Der in Artikel 9, § 2 erwähnte Zuschuss wird unter der Bedingung beibehalten, dass der PCEDN innerhalb 36 Monaten ab der in Absatz 1 erwähnten Beschlussfassung verabschiedet worden ist.

**Art. 14** - Die bezuschusste Beschäftigung eines Umweltberaters unterliegt den folgenden Bedingungen:

Diese Person muss:

a. entweder Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts des langen Typs sein und eine vor der Einstellung oder im Laufe des ersten Jahres der Beschäftigung von der Gemeinde organisierte Prüfung über ein vom Minister festgelegtes Programm bestehen;

b. Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts sein und eine tatsächliche und nachgewiesene Erfahrung von mindestens drei Jahren als Umweltberater haben;

c. Inhaber eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts des kurzen Typs sein, der eine theoretische Ausbildung im Bereich der Umwelt und der Naturförderung von mindestens 240 Stunden umfasst bzw. durch eine solche Ausbildung ergänzt wird, und die unter Pos. a erwähnte Prüfung bestanden haben;

2° außerdem muss die Person im Laufe des ersten Beschäftigungsjahres eine Ausbildung im Bereich der Kommunikation und der sozialen Konzertierung im Hinblick auf eine Umweltverwaltung von mindestens 30 Stunden bekommen haben oder sich verpflichten, an einer solchen Ausbildung teilzunehmen;

3° falls die Gemeinde mehr als einen Umweltberater beschäftigt, muss eine dieser Personen Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des Hochschulunterrichts des langen Typs sein.

### *Abschnitt 3. — Verfahren für die Beantragung und die Gewährung von Zuschüssen*

**Art. 15** - § 1. Vor dem ersten Zuschussantrag schließt die Gemeinde mit dem Minister eine Vereinbarung ab. Der Vereinbarungsentwurf wird nach einem vom Minister festgelegten Muster aufgestellt.

Diese Vereinbarung enthält mindestens:

1° die jeweiligen Verpflichtungen, Rechte und Pflichten der Parteien infolge der Ausführung des vorliegenden Erlasses;

2° eine Beschreibung der Sonderaktionen, die von der Gemeinde im Rahmen der Aufstellung des PCEDN geführt werden;

3° die Modalitäten für die Auszahlung der Zuschüsse;

4° die Modalitäten für die Rückzahlung des Zuschusses oder ggf. der Vorschusszahlungen, wenn die Gewährungsbedingungen oder die Pflichten der Gemeinde nicht beachtet werden.

Die Vereinbarung kann jährlich insbesondere unter Berücksichtigung der von der Gemeinde geplanten Aktionen abgeändert werden.

§ 2. Innerhalb 45 Tagen ab dem Empfang des Antrags übermittelt die DGRNE den Antrag sowie ihr Gutachten dem Minister, der innerhalb 15 Tagen ab Empfang dieser Unterlagen entscheidet.

**Art. 16** - § 1. Die in Artikel 9, § 1 erwähnten Zuschüsse werden in zwei Raten ausgezahlt:

1° 50 % bei der Notifizierung der Vereinbarung oder des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses;

2° 50 % auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, der die Belege der von der DGRNE festgelegten und genehmigten Ausgaben beigelegt werden, und die von der Gemeinde eingereicht wird, sobald die Aktion zu Ende geführt worden ist.

§ 2. Der in Artikel 9, § 2 erwähnte Zuschuss wird auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung ausgezahlt, die von der Gemeinde eingereicht wird und der die Belege und der in Artikel 8 erwähnte Jahresbericht oder ggf. die Fortschrittserklärung des Entwurfes des PCEDN beigelegt werden.

§ 3. Bei Nichteinhaltung der Vereinbarungsklauseln oder der Gewährungsbedingungen retrozediert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Anteil der Zuschüsse betreffend die Klauseln, für welche die Zuschüsse gewährt worden sind.

**Art. 17** - Die Gemeinden können sich für die Erstellung eines PCEDN oder die Durchführung von gemeinsamen Sonderaktionen vereinigen. In diesem Fall werden die Zuschüsse den Gemeinden proportional zu ihren jeweiligen Lasten gewährt.

**Art. 18** - Die DGRNE ist mit der Kontrolle der Verwendung der den Gemeinden im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse beauftragt.

### *KAPITEL V. — Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Die Gemeinden, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan verabschiedet haben, können unter den in Artikel 12, 14, 15 und 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen Anspruch auf die in Artikel 9 erwähnten Zuschüsse haben, wenn der Gemeinderat diesen Plan in den PCEDN integriert.

**Art. 20** - Die Personen, die seit mehr als einem Jahr vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Gewährung einer Prämie an die Gemeinden, die auf die Dienstleistungen eines Umweltberaters zurückgreifen, von einer Gemeinde als Umweltberater eingestellt worden sind, können durch einen Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von den in Artikel 14 erwähnten Bedingungen in Bezug auf das Diplom und die Prüfung befreit werden.

**Art. 21** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Gewährung einer Prämie an die Gemeinden, die auf die Dienstleistungen eines Umweltberaters zurückgreifen, wird aufgehoben.

Namur, den 27. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 2342

[C — 99/27549]

**27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering inzake de opstelling en de financiering van de gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingsplannen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, inzonderheid op artikel 18bis, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998;

Gelet op het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling in het Waalse Gewest, goedgekeurd door de Waalse Regering op 9 maart 1995, inzonderheid op de acties met nummers 40, 168, 242 en 243;

Gelet op het Waalse afvalplan «Horizon 2010», goedgekeurd door de Waalse Regering op 15 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de procedure bepaald moet worden ter goedkeuring van het gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan waarbij de burgers nauw betrokken worden en in de voorwaarden moet worden voorzien voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten met het oog op de uitwerking en uitvoering van een gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan en dat die procedure onverwijld dient goedgekeurd zodat de streefdata voor de acties en de specifieke maatregelen opgenomen in het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling en in het Waalse afvalplan «Horizon 2010» gehaald worden;

Overwegende dat de gemeenten bij voorrang als doorgeefluik voor het gewestelijke milieubeschermingsbeleid ingeschakeld kunnen worden en dat hen een impuls dient gegeven te worden in hun contact met de burgers door hen middelen ter beschikking te stellen waarmee een globale strategie die alle milieusectoren omhelst, zijn beslag kan krijgen.

Op de voordracht van De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw;

Na erover te hebben beraadslaagd,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor het leefmilieu;

2° DGNHM : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° GMNBP : gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan;

4° Gemeentelijke commissie : de gemeentelijke adviescommissie bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Gemeentelijke commissie*

**Art. 2.** § 1. De gemeenteraad kan beslissen om ofwel een gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingscommissie op te richten ofwel de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, ingericht krachtens het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de bevoegdheden toe te kennen inzake milieu en natuurbevordering.

§ 2. Indien de gemeente beslist om de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening de bevoegdheden toe te kennen inzake milieu en natuurbevordering, gedraagt de gemeenteraad zich naar artikel 7 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en naar de krachtens bedoelde tekst goedgekeurde regelgevende bepalingen.

§ 3. Indien de gemeente beslist om een gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingscommissie op te richten, werkt de gemeenteraad de regels uit over de samenstelling en de werking van bedoelde commissie.

Door de gemeenteraad worden de kandidaten opgeroepen door openbare aanplakking en door een bericht in het plaatselijke blad. De leden van de commissies moeten uitgekozen worden met naleving van hierna vermelde beginselen :

1° het vinden van een evenwichtige geografische verspreiding;

2° het bestaan van een vertegenwoordiging die geschikt is om de items van het GMNBP voorzien bij artikel 4, § 2, van dit besluit te behandelen en, in het algemeen, de maatschappelijke, economische, patrimoniale en milieubelangen van de gemeente in ogenschouw te nemen;

3° het beperken van de vertegenwoordiging afkomstig van de gemeenteraad tot één vierde der leden en het rekening houden met de evenredige vertegenwoordiging van elke fractie die in de gemeenteraad zitting heeft;

4° de deelname van één der milieuraadgevers.

De gemeenteraad wijst een voorzitter, de leden van de gemeentelijke commissie en de vervangende leden voor alle gewone leden aan.

Er wordt in de gemeentelijke commissie zo vaak als nodig en ten minste drie keer per jaar én na bijeenroeping door de voorzitter vergaderd. Bovendien roept de voorzitter de gemeentelijke commissie op vraag van het college van burgemeester en schepenen bijeen.

Het gemeentebestuur neemt het secretariaat van de gemeentelijke commissie waar.

HOOFDSTUK III. — *Inhoud en procedure ter goedkeuring van het plan*

**Art. 3.** De gemeenteraad heeft de mogelijkheid om een GMNBP op te stellen waarin de bestanddelen omschreven worden die inzake het gemeentelijke duurzame-ontwikkelingsbeleid in werking moeten worden gezet. Het GMNBP voert op gemeentelijk vlak de door het Gewest bepaalde plannen, programma's, reglementen en hoofdlijnen inzake milieu en natuurbevordering voor een duurzame ontwikkeling uit en vult ze aan.

**Art. 4. § 1.** Het GMNBP wordt opgesteld volgens een modelplan dat de Minister ter beschikking van de gemeenten stelt.

§ 2. Daarin worden de volgende items van het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling in het Waalse Gewest behandeld :

- 1° afvalpreventie- en beheer;
- 2° kwaliteit der oppervlaktewateren;
- 3° grondwater- en bodembescherming;
- 4° bevordering van natuur en biodiversiteit;
- 5° terugdringing van de lawaaihinder;
- 6° luchtkwaliteit;
- 7° milieubescherming in :

- de industrie- en landbouwbedrijvigheid;
- de toerisme- en recreatieactiviteiten;
- het vervoer en de infrastructuur;
- het energiebeleid;
- de ruimtelijke ordening;

8° sensibilisatie, deelneming, voorlichting en vorming van de burgers wat betreft bovenbedoelde items en de impact van bedoelde beleidsdaden op milieu en leefklimaat.

§ 3. Voor alle door het plan behandelde items worden, in het kader van de gemeentebevoegdheden en onverminderd de bevoegdheden van de federale, gewestelijke en provinciale overheid,

1° een desbetreffende staat opgemaakt, de behoeften en de mogelijke gevolgen omschreven;

2° de doelstellingen in kwaliteit en kwantiteit omschreven die de gemeente op korte en middellange termijn wenst te bereiken;

3° een programma opgesteld met alle acties die ontwikkeld en alle middelen die aangewend kunnen worden, alsook een analyse van de weerslag van het geheel op de werking van de gemeentediensten, van de financiële en economische gevolgen en van een evaluatie van de milieueffecten.

**Art. 5. § 1.** Het GMNBP-project wordt opgesteld op initiatief van de gemeenteraad, die de auteur van het project aanwijst. De gemeenteraad werkt een manier uit om de burgers deelachtig aan het project te laten worden.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen legt het GMNBP-project voor advies voor aan het DGNHM, dat alle Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer raadpleegt wat betreft de materies die onder bedoelde ministeries ressorteren. De directoraten-generaal brengen advies uit binnen een termijn van 45 dagen na ontvangst van de vraag om advies. De DGNHM maakt aan het college van burgemeester en schepenen een samenvattend advies over binnen een termijn van 90 dagen nadat de vraag om advies toegestuurd werd.

Wordt het advies niet opgestuurd binnen de termijn zoals voorzien in het voorgaande lid, worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Na verstrijken van de termijn van 90 dagen raadpleegt het college van burgemeester en schepenen de gemeentelijke commissie.

§ 3. Het GMNBP-project wordt door het college van burgemeester en schepenen aan de bevolking voorgelegd in een 45 dagen durend, plaatselijk openbaar onderzoek. Tussen 16 juli en 15 augustus wordt de voorgeschreven termijn voor plaatselijke openbare onderzoeken opgeschort.

§ 4. Het GMNBP-project en alle andere stukken die het college van burgemeester en schepenen nuttig acht, liggen ter inzage op het gemeentehuis op werkdagen en, voor zover mogelijk, één dag per week tot en met twintig uur of op zaterdagvoormiddag.

§ 5. In het kader van het openbaar onderzoek voorziet het college van burgemeester en schepenen in één of verschillende informatievergaderingen.

§ 6. De openbare voorlichting wordt tijdens de duur van het openbaar onderzoek aangekondigd door aanplakking in de gemeente en door een bericht dat geplaatst wordt in een plaatselijk blad of een huis-aan-huisblad.

§ 7. Bij het afsluiten van het openbaar onderzoek stelt de auteur een verslag op dat de uitgebrachte meningen en voorstellen tot amendering samenvat.

§ 8. Indien het college van burgemeester en schepenen het DGNHM om advies wil vragen naar aanleiding van het GMNBP-project zoals gewijzigd als gevolg van het openbaar onderzoek, is de procedure voorzien onder § 2 van toepassing.

§ 9. Het GMNBP wordt door de gemeenteraad goedgekeurd.

§ 10. Het GMNBP wordt door de gemeenteraad aan de Minister en inhoudelijk aan de plaatselijke bevolking medegedeeld.

§ 11. Het college van burgemeester en schepenen wijst een coördinator aan die belast wordt met de uitvoering van het GMNBP. Voor de functie van coördinator kan een beroep worden gedaan op de milieuraadgever bedoeld in artikel 14.

**Art. 6.** Het GMNBP heeft een looptijd van vijf jaar en blijft van toepassing zolang er geen ander plan in de plaats is gekomen of zolang het niet is bijgewerkt.

Jaarlijks bestaat de mogelijkheid om de doelstellingen en actiemiddelen opnieuw te evalueren. Artikel 5, §§ 2, 8 en 9 is van toepassing op elke aanpassing of revisie van het plan. Het DGNHM en de gemeentelijke milieucmissie mogen vragen dat de procedure omschreven onder artikel 5, §§ 3 tot en met 7, wordt toegepast.

**Art. 7.** Het college van burgemeester en schepenen vergewist zich ervan dat elk gemeentelijk project en elke gemeentelijke beslissing in overeenstemming zijn met het GMNBP.

Indien ze daarvan afwijken, moet bedoeld college zich verantwoorden.

**Art. 8.** Ten minste één keer per jaar licht het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad en de gemeentelijke commissie in over de stand van zaken wat betreft de GMNBP-acties. Daarvan wordt een verslag opgesteld, dat aan de Minister dient voorgelegd.

Inlichting en verslag hebben met name betrekking op :

1° de stand van zaken in het GMNBP : die stand van zaken wordt opgemaakt aan de hand van een situatieoverzicht met vooropgestelde doelstellingen, aangewende middelen en evaluatie van de resultaten;

2° de uitvoering van de door het Gewest bepaalde plannen, reglementen en hoofdlijnen.

#### HOOFDSTUK IV. — Toelagen

##### Afdeling 1. — Toelagen : doel en bedrag

**Art. 9.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en tegen de voorwaarden van dit besluit worden door de Minister aan de gemeenten toegekend :

1° een toelage van 500 000 frank voor het opstellen van een GMNBP, vermeerderd met 20 % van de kosten boven het bedrag van 500 000 frank, waarbij het totaalbedrag van de toelage niet meer mag bedragen dan één miljoen frank;

2° een toelage van 50 % van de kosten die gemaakt worden voor het nemen van acties inzake milieu en natuurbevordering; de toelage is beperkt tot 500 000 frank tijdens de duur van het GMNBP;

3° een toelage van 50 % van de kosten die gemaakt worden voor het voeren van een informatie- en sensibilisatiecampagne om de burgers op het GMNBP voor te bereiden of om de doelstellingen en activiteiten voorzien door het GMNBP bekend te maken; die toelage is beperkt tot een jaarlijks bedrag van 200 000 frank, vermeerderd met 20 frank per inwoner, berekend op grond van het door het federale Ministerie van Economische Zaken bepaalde werkelijke bevolkingscijfer op 1 januari van het jaar waarin de actie haar beslag krijgt.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten en tegen de voorwaarden van dit besluit wordt door de Minister een jaarlijkse toelage toegekend

1° van 500 000 frank per voltijdse betrekking voor een milieuraadgever;

2° van 250 000 frank per deeltijdse betrekking voor een milieuraadgever.

**Art. 10.** Het maximaal aantal milieuraadgevers waarvoor de gemeente de toelage voorzien bij artikel 9, § 2, kan krijgen, wordt als volgt vastgesteld :

- één per gemeente met minder dan 20 000 inwoners;

- twee per gemeente van 20 000 tot en met 49 999 inwoners;

- drie per gemeente van 50 000 tot en met 100 000 inwoners;

- vier per gemeente met meer dan 100 000 inwoners.

**Art. 11.** Om de toelagen bedoeld bij artikel 9 te berekenen, wordt er enkel rekening gehouden met de bedragen die voortvloeien uit de toepassing van de overeenkomstclausules die door de Minister zijn goedgekeurd.

De toelage voorzien bij artikel 9, § 1, 3, kan worden gecumuleerd met de toelage voorzien bij artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, zonder dat het aandeel van het bedrag dat recht evenredig is met het aantal inwoners, meer mag bedragen dan 25 frank.

##### Afdeling 2. — Toelagen : toekenningsvoorwaarden

**Art. 12.** Om voor een toelage in aanmerking te komen, moet de gemeente zich er voor de punten vermeld onder de nummers 1 tot en met 6 uitdrukkelijk toe verbinden om :

1° de ontwikkeling en de coördinatie van het milieu- en natuurbevorderingsbeleid gedurende ten minste vijf jaar toe te vertrouwen aan een milieuraadgever die beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 14;

2° een gemeentelijke commissie op te richten overeenkomstig artikel 2;

3° jaarlijks ten minste drie actiedagen te organiseren voor de sensibilisatie van de burgers in verband met één of verschillende items voorzien bij artikel 4, § 2;

4° de Minister of de bevoegde ambtenaar op diens aanvraag alle inlichtingen over te maken in verband met de gesubsidieerde acties inzake milieu en natuurbevordering;

5° een permanente inventaris van de aan de bedrijven toegekende vergunningen en milieuvergunningen op te maken en bij te houden;

6° een activiteitenregister met alle activiteiten in de verschillende onderdelen van het milieu- en natuurbevorderingswezen op te maken en bij te houden;

7° de klachten op te volgen en de gepaste schikkingen te treffen om de overtredingen in milieu- en natuurzaken te bestraffen, eventueel in verbinding met de bevoegde diensten van het Gewest.

**Art. 13.** Om in aanmerking te komen voor de toelagen bedoeld in artikel 9, § 1, 1 en 3, en in artikel 9, § 2, moet de gemeente zich er bij beslissing van de gemeenteraad uitdrukkelijk toe verbinden een GMNBP-project op te stellen binnen een termijn van 24 maanden nadat de beslissing daartoe is getroffen.

De toelage bedoeld in artikel 9, § 1, 2, wordt toegekend voor zover de gemeenteraad het GMNBP heeft goedgekeurd.

De toelage bedoeld in artikel 9, § 2, blijft behouden voor zover het GMNBP goedgekeurd wordt binnen een termijn van 36 dagen nadat de beslissing bedoeld in het eerste lid getroffen is.

**Art. 14.** Voor het toekennen van subsidies voor de betrekking van milieuraadgever moeten volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de persoon moet :

a. ofwel een universitair diploma of een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het lange type bezitten en slagen voor een examen dat de gemeente georganiseerd heeft vóór een milieuraadgever in dienst wordt genomen of in de loop van het eerste jaar waarin bedoelde aan het werk wordt gezet; het examenprogramma wordt door de Minister bepaald;

b. ofwel een universitair diploma of een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het lange type bezitten en een werkelijke en bewezen ervaring van drie jaar kunnen voorleggen als milieuraadgever;

c. ofwel een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het korte type bezitten, dat voorzien heeft in of aangevuld werd door een theoretische, minstens 240 uren tellende opleiding inzake milieu en natuurbeoordeling en slagen voor het examen bedoeld onder a;

2° bovendien moet de persoon een minstens 30 uren tellende opleiding in communicatie en sociaal overleg met het oog op milieubeheer hebben gevolgd of zich ertoe verbinden bedoelde opleiding te volgen in het eerste jaar waarin hij/zij aan het werk wordt gezet;

3° indien de gemeente meer dan één milieuraadgever in dienst heeft, moet één van hen een universitair diploma of een diploma van het hoger onderwijs van het lange type bezitten.

#### *Afdeling 3. — Procedure voor aanvraag en toekenning der toelagen*

**Art. 15.** § 1. Vóór de eerste toelageaanvraag sluit de gemeente een overeenkomst af met de Minister. De ontwerp-overeenkomst wordt opgemaakt volgens het model dat door de Minister is vastgelegd.

In die overeenkomst worden met name behandeld :

1° de verbintenissen, rechten en verplichtingen der partijen voortvloeiende uit de uitvoering van dit besluit;

2° een omschrijving van de specifieke acties die de gemeente gevoerd heeft in het kader van het opstellen van het GMNBP;

3° de wijze van uitbetaling van de toelagen;

4° de wijze van terugbetaling van de toelage en van de eventuele voorschotten indien de gemeenten de toekenningsvoorwaarden of haar verplichtingen niet naleeft.

Die overeenkomst kan jaarlijks worden gewijzigd, met name onder invloed van de acties die de gemeente van plan is te voeren.

§ 2. Binnen een termijn van 45 dagen na ontvangst van de aanvraag wordt die aanvraag met advies door het DGNHM overgemaakt aan de Minister, die binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst ervan zijn beslissing treft.

**Art. 16.** § 1. De toelagen bedoeld in artikel 9, § 1, worden in twee schijven gestort :

1° 50 % op het ogenblik waarop van de overeenkomst of van de beslissing tot toekenning van een toelage kennis is gegeven;

2° 50 % op grond van een door de gemeente onmiddellijk na het voeren van de actie ingediende aangifte van schuldvordering onder voorlegging der bewijsstukken voor het aangaan en de goedkeuring van de uitgaven door het DGNHM.

§ 2. De toelage bedoeld in artikel 9, § 2, wordt gestort op grond van een aangifte van schuldvordering die door de gemeente is ingediend samen met de bewijsstukken en het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 8 of, in voorkomend geval, de stand van zaken van het GMNBP-project.

§ 3. Indien de overeenkomstscusules of de voorwaarden voor de toekenning van de toelage niet worden nageleefd, doet het college van burgemeester en schepenen wederafstand van het aandeel van de toelagen die betrekking hebben op de clausules waarvoor ze werden toegekend.

**Art. 17.** De gemeenten mogen zich verenigen om een GMNBP op te stellen of specifieke acties gemeenschappelijk te voeren. In dat geval worden de toelagen aan de gemeenten toegekend in evenredigheid met de last die ze dragen.

**Art. 18.** Het DGNHM is verantwoordelijk voor de controle op de aanwending van de aan de gemeenten in het kader van dit besluit toegekende toelagen.

#### *HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 19.** De gemeenten die een gemeentelijk milieu- en natuurbevoororderingsplan hebben goedgekeurd vóór inwerkingtreding van dit besluit kunnen de toelagen bedoeld in artikel 9 krijgen tegen de voorwaarden vastgesteld bij de artikelen 12, 14, 15 en 16 van dit besluit en voor zover de gemeenteraad dat plan in het GMNBP integreert.

**Art. 20.** De personen die overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van een premie aan de gemeenten die de hulp van de diensten van een leefmilieuadviseur inroepen, door de gemeente als milieuraadgever in dienst zijn genomen sinds meer dan één jaar vóór inwerkingtreding van dit besluit, kunnen bij beslissing van het college van burgemeester en schepenen vrijgesteld worden van de diplomavereisten en van het examen, allebei bedoeld in artikel 14.

**Art. 21.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van een premie aan de gemeenten die de hulp van de diensten van een leefmilieuadviseur inroepen, wordt opgeheven.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 99 — 2343

[C — 99/27548]

**3 JUIIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991  
portant création d'un service social pour les Services de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avenant au protocole n° 34 du Comité de Secteur XVI du 14 mars 1990;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4, alinéa 2, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social pour les Services de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 est remplacé par la disposition suivante :

« 1° pour ce qui concerne les départements et services visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, une subvention au moins égale à celle inscrite au décret du 16 décembre 1998 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999 – division organique 09 – programme 09.02 (87 millions).

Cette subvention est indexée sur base de l'indice des prix à la consommation (indice santé) et adaptée proportionnellement en fonction de l'accroissement du nombre de bénéficiaires actifs et pensionnés. ».

**Art. 2.** L'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon précité est remplacé par la disposition suivante :

« L'association sans but lucratif agréée établit de façon détaillée son projet de budget et sa demande de subvention. Ce budget comporte tous les éléments nécessaires à sa compréhension.

Elle prend en charge par prélèvement sur ce budget l'ensemble des frais, notamment mobiliers et informatiques nécessaires à son fonctionnement, à l'exception des frais de personnel et immobiliers.

L'organisation du travail au sein de l'association est de la compétence exclusive du conseil d'administration. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

---

ÜBERSETZUNG

N. 99 — 2343

[C — 99/27547]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991  
zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Zusatzes zum Protokoll Nr. 34 des Sektorenausschusses XVI vom 14. März 1990;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Artikel 4, Absatz 2, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1° was die in Artikel 4, § 1, 1° bis 4° erwähnten Abteilungen und Dienststellen betrifft, eine Subvention, deren Betrag mindestens demjenigen entspricht, der in dem Dekret vom 16. Dezember 1998 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1999 – Organisationsbereich 09 – Programm 09.02 (87 Millionen) eingetragen ist.

Diese Subvention wird auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) an den Index gebunden und im Verhältnis zu der Zunahme der Anzahl der erwerbstätigen und pensionierten Leistungsempfänger angeglichen. »

**Art. 2** - Der Artikel 11 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck stellt ausführlich ihren Haushaltsentwurf und ihren Antrag auf Subventionierung auf. Dieser Haushalt beinhaltet die sämtlichen Elemente, die zu seinem Verständnis notwendig sind.

Durch Abgabe aus dem Haushalt übernimmt sie die sämtlichen für ihren Arbeitsablauf notwendigen Kosten, insbesondere für Mobiliar und Datenverarbeitung, mit Ausnahme der Kosten für das Personal und die Immobilien-güter.

Die Arbeitsorganisation innerhalb der Vereinigung fällt in die ausschließliche Zuständigkeit des Verwaltungsrats. »

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 4** - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 3. Juni 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

---

VERTALING

N. 99 — 2343

[C - 99/27547]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991  
tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het aanhangsel bij het protocol nr. 34 van het Sectorcomité nr.XVI, opgemaakt op 14 maart 1990;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998, wordt gewijzigd als volgt :

« 1° wat betreft de in artikel 4, § 1, 1° tot 4°, bedoelde afdelingen en diensten, een toelage ten minste gelijk aan die welke vastgesteld wordt in het decreet van 16 december 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1999 - organisatieafdeling 09 - programma 09.02 (87 miljoen).

Die toelage wordt geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) en wordt aangepast naar rata van de toename van het aantal actieve en gepensioneerde gerechtigden. ».

**Art. 2.** Artikel 11 van het voornoemde besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt gewijzigd als volgt :

« De erkende vereniging zonder winstoogmerk maakt een uitvoerig begrotingsontwerp en omstandige aanvraag tot subsidiëring op. Deze begroting bevat alle gegevens die noodzakelijk zijn om te worden begrepen.

Zij draagt het geheel van de kosten, o.a. de roerende en informaticakosten die noodzakelijk zijn voor haar werking, d.m.v. afnemering van de begroting, met uitzondering van de personeels- en onroerende kosten.

De organisatie van het werk binnen de vereniging is de exclusieve bevoegdheid van de raad van bestuur. ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie,  
Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME



F. 99 — 2344

[C — 99/27547]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'octroi auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions d'octroi auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement du 25 février 1999 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le Ministre arrête les valeurs vénales maximales des logements bénéficiant d'un prêt garanti par la Région.

La valeur vénale du logement est estimée par la société de crédit sur la base d'une vente volontaire, y compris le terrain ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1999.

**Art. 3.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

N. 99 — 2344

[C — 99/27547]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsbuches erwähnten Hypothekendarlehen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 23;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsbuches erwähnten Hypothekendarlehen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung,

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wallonischen Wohnungsbuches am 1. März 1999;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 3 - Der Minister erlässt die höchsten Verkaufswerte der Wohnungen, für die ein von der Region verbürgtes Darlehen gewährt wird.

Der Verkaufswert der Wohnung wird von der Kreditgesellschaft auf der Grundlage von einem freiwilligen Verkauf, Grundstück inbegriffen, geschätzt. »

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. März 1999 wirksam.

**Art. 3** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

## VERTALING

N. 99 — 2344

[C — 99/27547]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De Minister bepaalt de maximale verkoopwaarden van de woningen die voor een door het Gewest gewaarborgde lening in aanmerking komen.

De verkoopwaarde van de woning wordt door de kredietinstelling geschat op basis van een willige verkoop, grond inbegrepen ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1999.**Art. 3.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

---

**MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

F. 99 — 2345

[C — 99/27545]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant classification des aires de stationnement qui desservent les autoroutes**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988, 12 et 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o bis</sup>;Vu la loi spéciale du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 10;Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant classification des aires de stationnement qui desservent les autoroutes;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant classification des aires de stationnement qui desservent les autoroutes est complété comme suit pour ce qui concerne les aires de type II :

« 10. Mouscron                      Aire de Mouscron ».

**Art. 2.** Le point 8 des aires de type III visées à l'article 7 du même arrêté est supprimé.**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre chargé de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 2345

[C — 99/27545]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995  
über die Einstufung der Rastplätze, die entlang den Autobahnen eingerichtet sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 12. und 16. Januar 1989 und vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates, insbesondere des Artikels 6, § 1, X, 1° und 2° bis;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, insbesondere der Artikel 1, 2, 3 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995 über die Einstufung der Rastplätze, die entlang den Autobahnen eingerichtet sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995 über die Einstufung der Rastplätze, die entlang den Autobahnen eingerichtet sind, wird, was die Rastplätze des Typs II betrifft, folgendermaßen ergänzt:

«10. Mouscron Rastplatz Mouscron».

**Art. 2.** Der Punkt 8. der in Artikel 7 desselben Erlasses erwähnten Rastplätze des Typs III wird gestrichen.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 2345

[C — 99/27545]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 1995  
tot indeling van de parkeerplaatsen die langs de autosnelwegen liggen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 12 en 16 januari 1989 en 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 1° en 2° bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut van de autosnelwegen, inzonderheid op de artikelen 1, 2, 3 en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 1995 tot indeling van de parkeerplaatsen die langs de autosnelwegen liggen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 1995 tot indeling van de parkeerplaatsen die langs de autosnelwegen liggen, wordt, wat de parkeerplaatsen van type II betreft, aangevuld als volgt :

«10. Moeskroen Parkeerplaats van Moeskroen».

**Art. 2.** Punt 8 van de parkeerplaatsen van type III, bedoeld in artikel 7 van hetzelfde besluit, wordt geschrapt.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[99/22465]

## Promotions

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Berwaerts, Alfred, conseiller général, est promu au grade de Directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Goossens, Marc, conseiller général, est promu au grade de Directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Larmuseau, Hendrik, conseiller général, est promu au grade de Directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Pauwels, André, inspecteur-directeur de l'environnement, est promu au grade d'inspecteur général (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller général) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller général de M. Pauwels, André, est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1997.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. De Win, Marc, conseiller, est promu au grade de conseiller général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre bilingue néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller général de M. De Win, Marc, est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1998.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, Mme De Smet, Anita, conseiller, est promue au grade de directeur d'administration (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller général) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller général de Mme De Smet, Anita, est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Druet, Alain, conseiller adjoint, est promu au grade de conseiller au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Druet, Alain, est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1996.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Didden, Achiël, conseiller, est nommé, par voie de promotion par changement de grade au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[99/22465]

## Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Berwaerts, Alfred, adviseur-generaal, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Goossens, Marc, adviseur-generaal, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Larmuseau, Hendrik, adviseur-generaal, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Pauwels, André, inspecteur-directeur van het leefmilieu, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van inspecteur-generaal (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur-generaal) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur-generaal van de heer Pauwels, André, wordt bepaald op 1 december 1997.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer De Win, Marc, adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands tweetalig kader, bevorderd tot de graad van adviseur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur-generaal van de heer De Win, Marc, wordt bepaald op 1 mei 1998.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt Mevr. De Smet, Anita, adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van bestuursdirecteur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur-generaal) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur-generaal van Mevr. De Smet, Anita, wordt bepaald op 1 januari 1997.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Druet, Alain, adjunct-adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Frans kader, bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur-generaal van de heer Druet, Alain, wordt bepaald op 1 oktober 1996.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Didden, Achiël, adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bij wijze van bevordering door verandering van graad, bevorderd tot de graad van directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Didden, Achiel, est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, Mme De Ruyck, Brigitte, conseiller, est promue au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de Mme De Ruyck, Brigitte, est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, Mme Falize, Françoise, inspecteur-chef de service, est promue au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : pharmacien-directeur) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Gobeaux, Michel, inspecteur-chef de service, est promu par avancement de grade au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Services extérieurs, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Gobeaux, Michel, est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Hanon, Marius, conseiller adjoint, est promu par avancement de grade au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Hanon, Marius, est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, Mme Jeanmart, Claire, médecin-chef de service, est promue par avancement de grade au grade de médecin en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : médecin-directeur) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999, Services extérieurs.

La date de prise de rang dans le grade de médecin-directeur de Mme Jeanmart, Claire, est fixée au 15 février 1995.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Van Der Leenen, Willy, conseiller adjoint, est promu au grade d'inspecteur en chef-directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Van Der Leenen, Willy, est fixée au 1<sup>er</sup> juin 1997.

Par arrêté royal du 26 avril 1999, M. Leenen, Georges, conseiller adjoint est promu au grade de directeur (nouvelle dénomination à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998 : conseiller) au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999.

La date de prise de rang dans le grade de conseiller de M. Leenen, Georges, est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1995.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van de heer Didden, Achiel, wordt bepaald op 1 juli 1995.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt Mevr. De Ruyck, Brigitte, adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Frans kader, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van Mevr. De Ruyck, Brigitte, wordt bepaald op 1 september 1996.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt Mevr. Falize, Françoise, inspecteur-hoofd van dienst, met ingang van 1 april 1999, op het Frans kader, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : apotheker-directeur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999, wordt de heer Gobeaux, Michel, inspecteur-hoofd van dienst, met ingang van 1 april 1999, bij wijze van bevordering door verhoging in graad, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Buitendiensten.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van de heer Gobeaux, Michel, wordt bepaald op 1 januari 1997.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Hanon, Marius, adjunct-adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Frans kader, bij wijze van bevordering door verhoging in graad, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van de heer Hanon, Marius, wordt bepaald op 1 oktober 1995.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt Mevr. Jeanmart, Claire, geneesheer-hoofd van dienst, met ingang van 1 april 1999, bij wijze van bevordering door verhoging in graad, bevorderd tot de graad van hoofdgeneesheer-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : geneesheer-directeur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Buitendiensten.

De datum van ranginneming in de graad van geneesheer-directeur van Mevr. Jeanmart, Claire, wordt bepaald op 15 februari 1995.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Van Der Leenen, Willy, adjunct-adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van de heer Van Der Leenen, Willy, wordt bepaald op 1 juni 1997.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999, wordt de heer Leenen, Georges, adjunct-adviseur, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bevorderd tot de graad van directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming in de graad van adviseur van de heer Leenen, Georges, wordt bepaald op 1 juli 1995.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking.

Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles), sous pli  
recommandé à la poste.

Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad  
van State (adres : Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel) te worden  
toegezonden.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[99/29341]

**10 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 portant nomination des membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié, notamment les articles 91 et 93;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux Commission paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 portant nomination des membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel tel que modifié,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 portant nomination des membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel tel que modifié les termes « Monsieur Henri Bouillon » et « M. Gaston De La Haye » sont remplacés respectivement par les termes « M. Benoît Dewolf » et « Mme Anne-Françoise Vangansbergt ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Directeur général de la Direction générale des personnels de l'enseignement subventionné, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1999.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. Onkelinx

Le Ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche scientifique,  
du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[99/29341]

**10 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1993 tot benoeming van de leden van de Centrale paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 91 en 93;

Gelet op het besluit van de Executie van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de Paritaire commissies voor het niet-confessioneel vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1993 tot benoeming van de leden van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij hoger onderwijs zoals gewijzigd,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1993 tot benoeming van de leden van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij hoger onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden « de heer Henri Bouillon » en « De heer Gaston De La Haye » vervangen door de woorden « de heer Benoît Dewolf » en « Mevr. Anne-Françoise Vangansbergt » :

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Directeur-generaal van de Algemene directie Personeel van het gesubsidieerd onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 mei 1999.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN



[C - 99/29356]

**7 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, et notamment l'article 5bis, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 21 et 22;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision;

Sur proposition du Ministre des Finances, du Budget et de la Fonction publique;

Considérant que certains membres du personnel du Service Radio-Télévision Redevances de la Communauté française, doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, pouvoir rechercher et déterminer les infractions à ces lois et aux autres arrêtés pris en exécution de celles-ci;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, pour ce qui concerne la Communauté française, on entend par :

Service Radio-Télévision Redevance : Le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup> : En ce qui concerne la Communauté française et sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 21, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, la qualité d'officier de police judiciaire est conférée aux fonctionnaires et agents cités ci-après pour la recherche et la constatation par procès-verbaux des infractions aux dispositions de la loi précitée et de ses arrêtés d'exécution :

1° M. Guy Brouwers, fonctionnaire-dirigeant;

2° M. Philippe Buelen, fonctionnaire-dirigeant adjoint;

3° M. Didier Marquet, attaché;

4° M. Hervé Bloom, gradué;

5° Mme Séverine Dadoumont, graduée;

6° Mme Christine Guisse, graduée;

7° M. Frédéric Thomsin, gradué;

8° M. Patrice Broeders, assistant;

9° M. Ivan Cox, assistant;

10° M. Freddy Crevin, assistant;

11° M. Robert Kremer, assistant;

12° Mme Christelle Lempereur, assistant;

13° M. Guy Molens, assistant;

14° M. Jean-Claude Philippet, assistant;

15° M. Victor Ramelot, assistant;

16° M. Pierre Verdoodt, assistant.

§ 2. Les fonctionnaires et agents qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont régulièrement dotés de la qualité d'officier de police judiciaire, continuent aussi longtemps que le Gouvernement de la Communauté française n'en dispose pas autrement, d'exercer leurs attributions en matière de police judiciaire selon les dispositions prévues, selon les cas, par une loi ou un décret.

**Art. 3.** Le Ministre de la Communauté française qui a les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 1999.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

[C - 99/29356]

**7 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende het toezicht uitgeoefend door de ambtenaren  
van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, en inzonderheid op artikel 5*bis*, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, inzonderheid op de artikelen 1, 21 en 22;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 betreffende het kijk- en luistergeld, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, Begroting en Ambtenarenzaken;

Overwegende dat sommige personeelsleden van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, voor de uitoefening van hun ambt, in staat moeten worden gesteld om inbreuken op de wetten en andere besluiten genomen in uitvoering van deze wetten te bepalen en op te sporen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, wat de Franse Gemeenschap betreft, dient verstaan te worden onder :

Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld : De Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap zoals bepaald bij artikel 3 van het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2. § 1.** Wat de Franse Gemeenschap betreft en onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 21, 2° tot 5°, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, wordt de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toegekend aan de ambtenaren hierna vermeld voor het opsporen en betwisten via procesverbalen van inbreuken op de bepalingen van de voornoemde wet en van haar uitvoeringsbesluiten :

- 1° de heer Guy Brouwers, leidend ambtenaar;
- 2° de heer Philippe Buelen, leidend ambtenaar adjunct;
- 3° de heer Didier Marquet, attaché;
- 4° de heer Hervé Bloom, gegradueerde;
- 5° Mevr. Séverine Dadoumont, gegradueerde;
- 6° Mevr. Christine Guisse, gegradueerde;
- 7° de heer Frédéric Thomsin, gegradueerde;
- 8° de heer Patrice Broeders, assistent;
- 9° de heer Ivan Cox, assistent;
- 10° de heer Freddy Crevin, assistent;
- 11° de heer Robert Kremer, assistent;
- 12° Mevr. Christelle Lempereur, assistent;
- 13° de heer Guy Molens, assistent;
- 14° de heer Jean-Claude Philippet, assistent;
- 15° de heer Victor Ramelot, assistent;
- 16° de heer Pierre Verdoodt, assistent.

§ 2. De ambtenaren die, bij de inwerkingtreding van dit besluit regelmatig houder zijn van de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie, blijven, zolang de Regering er niet anders over beslist, de bevoegdheden inzake gerechtelijke politie uitoefenen in naleving van de bepalingen waarin voorzien is, naargelang het geval, door een wet of een decreet.



**Art. 3.** De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juni 1999.

De Minister van Financiën, Begroting en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

[99/29402]

#### Promotion de la santé

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 1999, le plan communautaire 1999-2000 de promotion de la santé est établi conformément au texte annexé.

L'arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999.

Ce plan peut être obtenu en s'adressant à l'adresse suivante : Ministère de la Communauté française, Direction générale de la Santé, Direction de la Promotion de la Santé, boulevard Léopold II 44, 1080 Bruxelles, tél. : 02/413 26 43.

VERTALING

[99/29402]

#### Gezondheidspromotie

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 1999 wordt het gemeenschapsplan 1999-2000 voor gezondheidspromotie vastgesteld overeenkomstig de bijgevoegde tekst.

Het besluit treedt in werking op 1 juni 1999.

Dit plan kan verkregen worden bij volgend adres : Ministère de la Communauté française, Direction générale de la Santé, Direction de la Promotion de la Santé, boulevard Léopold II 44, 1080 Bruxelles, tél. : 02/413 26 43.

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[99/21284]

#### Office de Contrôle des Assurances

#### Acte d'approbation de la convention relative à une cession des droits et obligations entre deux fonds de pensions

Par décision du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances en date du 5 juillet 1999, est approuvée la convention du 23 juin 1999 par laquelle l'association sans but lucratif « General Accident Fire and Life Assurance Corporation P.L.C. Belgium Staff pension Fund » (code administratif : 50.277), dont le siège social est situé Meir 14, à 2000 Antwerpen, transfère avec effet au 1<sup>er</sup> mars 1999, la totalité des droits et obligations résultant des engagements de prévoyance, à l'association sans but lucratif « Fonds de Pension belge du Groupe Commercial Union » (code administratif : 50.022), dont le siège social est situé avenue Herrmann Debroux 54, à 1160 Bruxelles.

Cette opération, approuvée par l'Office, est réalisée valablement à l'égard de tous les bénéficiaires visés par la convention relative à la cession et de tous les tiers intéressés (article 25 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, telle qu'elle a été rendue applicable aux institutions privées de prévoyance par l'arrêté royal du 14 mai 1985). (21284)

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/21284]

#### Controledienst voor de Verzekeringen

#### Akte tot goedkeuring van de overeenkomst van een overdracht van rechten en verplichtingen tussen twee pensioenfondsen

Bij beslissing van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, op datum van 5 juli 1999, wordt goedgekeurd de overeenkomst van 23 juni 1999, waarbij de vereniging zonder winstoogmerk « General Accident Fire and Life Assurance Corporation P.L.C. Belgium Staff Pension Fund » (administratief codenummer : 50.277), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Meir 14, te 2000 Antwerpen, op datum van 1 maart 1999, het geheel van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de verzorgingsverbintenissen, overdraagt aan de vereniging zonder winstoogmerk « Belgisch Pensioenfonds van de Groep Commercial Union » (administratief codenummer : 50.022), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Herrmann Debrouxlaan 54, te 1160 Brussel.

De door de Controledienst goedgekeurde verrichting geldt ten aanzien van alle begunstigden beoogd door de overdrachtsovereenkomst en alle betrokken derden (artikel 25 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen zoals ze van toepassing werd verklaard op de private verzorgingsinstellingen door het koninklijk besluit van 14 mei 1985). (21284)

### MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09813]

#### Collège de recrutement des magistrats

#### Publication du classement des lauréats du concours d'admission au stage judiciaire (session 1998-1999)

#### Classement des lauréats du concours du rôle linguistique français. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 128 du 30 juin 1999, page 24786, à la troisième ligne, le mot *Morandi* doit être remplacé par *Morandini*.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09813]

#### Wervingscollege der magistraten

#### Bekendmaking van de rangschikking van de laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage (zittijd 1998-1999)

#### Rangschikking van de laureaten van het Franstalig examen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad*, nr 128 van 30 juni 1999, blz. 24786, dient in de derde lijn, het woord *Morandi* te worden vervangen door *Morandini*.

## MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[99/02081]

21 MAI 1999. — Circulaire n° 478  
Licenciement pour inaptitude professionnelle

Madame la Ministre,  
Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le *Moniteur belge* du 26 avril 1999 a publié un arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle.

La mention "insuffisant", lorsqu'elle est notifiée consécutivement deux fois à un agent de l'Etat au terme de son évaluation, peut entraîner deux conséquences de nature très différente pour l'intéressé, à savoir le licenciement pour inaptitude professionnelle ou une nouvelle affectation.

**1° Licenciement pour inaptitude professionnelle.**

Le licenciement pour inaptitude professionnelle fait l'objet d'une proposition qui est notifiée, par le ministre, à l'agent de niveau 1 et, par le ministre ou le chef d'administration à qui a été délégué le pouvoir de nomination, à l'agent d'un autre niveau.

Cette proposition peut faire l'objet d'un recours auprès d'une commission créée à cet effet auprès de mes services. Cette commission, qui est présidée par le secrétaire permanent au recrutement, est un organe paritaire qui rend un avis motivé sur le dossier qui lui est soumis.

L'agent à qui une proposition de licenciement a été notifiée peut, dans les dix jours ouvrables qui suivent cette notification, introduire un recours devant la commission précitée. Le recours est adressé à la commission par le ministre dont relève l'agent. Celui-ci comparait en personne mais peut se faire assister par la personne de son choix.

Comme déjà indiqué plus haut, la commission rend un avis motivé. En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant. La décision finale est toujours prise par le ministre qui dispose de quinze jours ouvrables pour décider du licenciement ou du maintien en service du requérant. Si le ministre laisse s'écouler ce délai, l'avis donné par la commission vaut décision.

Si le licenciement est prononcé, une indemnité de départ est accordée à l'agent. Le montant de cette indemnité varie en fonction du nombre d'années de service de l'agent :

- a) l'agent qui compte au moins vingt années de service a droit à une indemnité égale à douze fois sa rémunération mensuelle;
- b) l'agent qui compte au moins dix années de service mais moins de vingt années a droit à une indemnité égale à huit fois sa rémunération mensuelle;
- c) l'agent qui ne compte pas dix années de service a droit à une indemnité égale à six fois sa rémunération mensuelle.

**2° Nouvelle affectation**

Plûtôt que de recourir à la procédure du licenciement pour inaptitude professionnelle, le ministre peut, sur proposition du chef d'administration, décider dans certains cas d'affecter l'agent à un nouvel emploi. Une nouvelle affectation ne peut en effet intervenir que dans trois cas :

- a) l'agent a reçu deux fois la mention « insuffisant » après avoir été promu à un grade d'un niveau supérieur : en ce cas, il peut être affecté à un emploi correspondant à son ancien grade dans le niveau inférieur;
- b) l'agent a reçu deux fois la mention « insuffisant » après avoir été promu à un grade d'un rang supérieur : en ce cas, il peut être affecté à un emploi correspondant à son rang précédent;
- c) l'agent a reçu deux fois la mention « insuffisant » après avoir obtenu une promotion par avancement barémique liée à la vacance d'un emploi : en ce cas, il peut être affecté à un emploi correspondant à son échelle de traitement antérieure.

**Situation de l'agent qui serait licencié pour inaptitude professionnelle au regard de la sécurité sociale en général, de la fiscalité et de l'assurance chômage****1) Au regard de la sécurité sociale en général**

A. Le chapitre II du titre I de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses a instauré une protection sociale minimale pour les agents des services publics dont la relation de travail est rompue unilatéralement par l'autorité ou parce que l'acte de nomination est annulé, retiré, abrogé ou non renouvelé.

## MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[99/02081]

21 MEI 1999. — Omzendbrief nr. 478  
Afdanking wegens beroepsongeschiktheid

Mevrouw de Minister,  
Mijnheer de Minister,  
Mijnheer de Staatssecretaris,

Het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1999 heeft een koninklijk besluit van 26 april 1999 bekendgemaakt tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid.

De vermelding "onvoldoende" kan, wanneer zij tweemaal opeenvolgend aan een rijksambtenaar betekend wordt op het einde van zijn evaluatie, twee gevolgen van zeer verschillende aard voor de betrokkene hebben, nl. zijn afdanking wegens beroepsongeschiktheid of een nieuwe aanwijzing.

**1° Afdanking wegens beroepsongeschiktheid.**

De afdanking wegens beroepsongeschiktheid is vervat in een voorstel waarvan door de minister aan de ambtenaar van niveau 1 kennis gegeven wordt en door de minister of het hoofd van bestuur aan wie de benoemingsbevoegdheid gedelegeerd is, aan de ambtenaar van een ander niveau.

Tegen dit voorstel kan een beroep worden ingediend bij een commissie die daartoe bij mijn diensten wordt opgericht. Deze commissie, die wordt voorgezeten door de vaste wervingssecretaris, is een paritair orgaan dat een gemotiveerd advies uitbrengt over het hem voorgelegde dossier.

De ambtenaar aan wie van een voorstel tot afdanking kennis werd gegeven kan, binnen tien werkdagen volgend op deze kennisgeving, een beroep bij de voormelde commissie indienen. Het beroep wordt aan de commissie toegestuurd door de minister onder wie de ambtenaar ressorteert. Die verschijnt persoonlijk, maar kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Zoals hierboven reeds aangegeven brengt de commissie een gemotiveerd advies uit. In geval van staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd. De eindbeslissing wordt steeds genomen door de minister, die over vijftien werkdagen beschikt om te beslissen over de afdanking of het in dienst houden van de verzoeker. Als de minister deze termijn laat verstrijken geldt het advies van de commissie als beslissing.

Als de afdanking wordt uitgesproken wordt aan de ambtenaar een vergoeding wegens ontslag toegekend. Het bedrag van deze vergoeding varieert volgens het aantal jaren dienst van de ambtenaar :

- a) de ambtenaar die ten minste twintig jaar dienst heeft, heeft recht op een vergoeding gelijk aan twaalf maal zijn maandbezoldiging;
- b) de ambtenaar die ten minste tien en minder dan twintig jaar dienst heeft, heeft recht op een vergoeding gelijk aan acht maal zijn maandbezoldiging;
- c) de ambtenaar die geen tien jaar dienst heeft, heeft recht op een vergoeding gelijk aan zes maal zijn maandbezoldiging.

**2° Nieuwe aanwijzing.**

In plaats van de procedure van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid in te roepen kan de minister, op voorstel van het hoofd van bestuur, in bepaalde gevallen beslissen de ambtenaar voor een nieuwe betrekking aan te wijzen. Een nieuwe aanwijzing kan er inderdaad slechts in bepaalde gevallen komen :

- a) de ambtenaar heeft twee maal de vermelding "onvoldoende" gekregen na tot een graad van een hoger niveau te zijn bevorderd : in dat geval kan hij worden aangewezen voor een betrekking die overeenkomt met zijn vroegere graad in het lagere niveau;
- b) de ambtenaar heeft twee maal de vermelding "onvoldoende" gekregen na tot een graad van een hogere rang te zijn bevorderd : in dat geval kan hij worden aangewezen voor een betrekking die overeenkomt met zijn vroegere rang;
- c) de ambtenaar heeft twee maal de vermelding "onvoldoende" gekregen na een bevordering door verhoging in weddeschaal te hebben bekomen die verbonden is aan het vacant zijn van een betrekking : in dat geval kan hij worden aangewezen voor een betrekking die overeenkomt met zijn vroegere weddeschaal.

**Toestand van de ambtenaar die wegens beroepsongeschiktheid zou afgedankt worden ten aanzien van de sociale zekerheid in het algemeen, de fiscaliteit en de werkloosheidsverzekering.****1) Ten aanzien van de sociale zekerheid in het algemeen**

A. Hoofdstuk II van titel I van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen heeft een minimale sociale bescherming ingevoerd voor de ambtenaren van de overheidsdiensten van wie de arbeidsrelatie eenzijdig door de overheid wordt verbroken of omdat de benoemingsakte vernietigd, ingetrokken, opgeheven of niet hernieuwd wordt.

La régularisation vis-à-vis de la sécurité sociale est effectuée par le versement à l'O.N.S.S. ou à l'O.N.S.S.A.P.L. des cotisations de l'employeur et du travailleur destinées aux régimes de chômage et de l'A.M.I., secteur des indemnités. Ces cotisations sont calculées sur base du dernier traitement d'activité et doivent couvrir la période nécessaire pour que l'intéressé puisse bénéficier des avantages sociaux octroyés par ces deux régimes. A savoir :

— pour le régime du chômage : une période de 12 mois si l'agent est âgé de moins de 36 ans, une période de 18 mois si l'agent est âgé entre 36 et 50 ans ou une période de 24 mois s'il est âgé de 50 ans ou plus;

— pour le régime de l'A.M.I., secteur des indemnités : six mois.

Les taux de cotisations applicables sont ceux du trimestre au cours duquel la relation de travail est rompue.

L'application de la loi du 20 juillet 1991 n'a aucune incidence sur la perception de la cotisation spéciale de sécurité sociale.

B. Lorsque l'agent reçoit une indemnité de départ, les cotisations du travailleur au régime du chômage et au régime de l'A.M.I. peuvent être retenues sur ce montant. Les cotisations du travailleur ne sont, le cas échéant, à charge de l'employeur que pour autant qu'elles dépassent le montant qui peut être retenu sur l'indemnité de départ du fait du licenciement, en vertu du pourcentage légal de cotisation.

L'indemnité de départ octroyée à un agent statutaire licencié pour lequel l'application de la loi est limitée au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur soins de santé ne serait exclue du calcul des cotisations de sécurité sociale en vertu de l'article 30, § 2, 4° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, que pour autant que les modalités d'octroi en eussent été fixées au plus tard le 1<sup>er</sup> août 1990 par les dispositions légales, réglementaires ou statutaires.

Etant donné que les modalités d'octroi en ont été fixées après le 1<sup>er</sup> août 1990, l'indemnité de départ est soumise aux cotisations de sécurité sociale;

C. L'article 60 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions prévoit que la retenue destinée au Fonds des pensions de survie doit être opérée sur les traitements et les autres éléments de la rémunération qui interviennent pour le calcul des pensions de retraite.

L'indemnité de départ allouée à un agent licencié n'étant pas prise en compte pour l'établissement du traitement moyen qui sert de base au calcul de la pension, la retenue destinée au Fonds des pensions de survie ne doit pas être opérée sur cette indemnité.

## **2) Au regard de la fiscalité**

L'Administration centrale des contributions directes considère l'indemnité de départ allouée à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle comme une indemnité de dédit.

Cette indemnité constitue un revenu professionnel imposable sur pied de l'article 31, alinéa 2, 2°, du Code des impôts sur les revenus. Toutefois, si son montant brut est supérieur à F 27 000, elle est imposable distinctement, sur pied de l'article 171, 5°, a, du même Code, au taux moyen afférent à l'ensemble des revenus imposables de la dernière année antérieure pendant laquelle l'agent a eu une activité professionnelle normale, sauf si l'impôt ainsi calculé, majoré de l'impôt afférent aux autres revenus, est inférieur à celui que donnerait l'application des articles 130 à 168, dudit Code, à l'ensemble des revenus imposables.

Une telle indemnité doit être soumise au précompte professionnel suivant la règle reprise au n° 18 de l'annexe III de l'arrêté royal d'exécution de ce Code.

## **3) Au regard de l'assurance chômage et de l'assurance maladie**

Sans préjudice de dispositions plus favorables dont pourrait se prévaloir un agent licencié en vertu d'un autre régime de sécurité sociale, l'intéressé est, dès que sa relation de travail a pris fin, assujéti aux dispositions régissant le régime de l'emploi et du chômage, de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, y compris le secteur des indemnités et de l'assurance maternité.

Le service du personnel remet à l'agent licencié, au cours de la dernière journée ouvrable, un formulaire C4 ou le fait parvenir immédiatement à l'intéressé par lettre recommandée à la poste. Le service du personnel informe également l'intéressé des formalités qu'il doit accomplir afin d'être en ordre avec l'assurance chômage et l'assurance maladie.

De regularisatie i.v.m. de sociale zekerheid gebeurt door storting aan de R.S.Z. of aan de R.S.Z.-P.P.O. van de werkgevers- en de werknemersbijdragen die bestemd zijn voor de werkloosheids- en RIZIV-stelsels, sector uitkeringen. Deze bijdragen worden berekend op grond van de laatste activiteitswedde en ze moeten de periode dekken die nodig is opdat de betrokkene de sociale voordelen kan genieten die door deze twee stelsels worden toegekend, nl. :

— voor het werkloosheidsstelsel : een periode van 12 maanden indien de ambtenaar minder dan 36 jaar is, een periode van 18 maanden indien hij van 36 tot minder dan 50 jaar is of een periode van 24 maanden indien hij 50 jaar is of meer;

— voor het Z.I.V.-stelsel, sector uitkeringen : zes maanden.

De bedragen van de toepasselijke bijdragen zijn die van het kwartaal in de loop waarvan de arbeidsbetrekking verbroken werd.

De toepassing van de wet van 20 juli 1991 heeft geen weerslag op het innen van de bijzondere sociale-zekerheidsbijdrage.

B. Wanneer de ambtenaar een ontslagvergoeding ontvangt mogen de werknemersbijdragen voor het werkloosheidsstelsel en voor het Z.I.V.-stelsel, op dit bedrag worden ingehouden. De werknemersbijdragen komen desgevallend slechts ten laste van de werkgever voor zover zij het bedrag overtreffen dat krachtens het wettelijke bijdragepercentage kan worden ingehouden op de voormelde ontslagvergoeding wegens ontslag.

De ontslagvergoeding van een afgedankte statutaire ambtenaar voor wie de toepassing van de wet beperkt is tot de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, sector medische zorgen, zou slechts uitgesloten worden van de berekening van de sociale-zekerheidsbijdragen, krachtens artikel 30, § 2, 4° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juli 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, voor zover de toekenningsvoorwaarden uiterlijk op 1 augustus 1990 waren vastgesteld door de wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen.

Vermits de voorwaarden tot toekenning ervan werden vastgesteld na 1 augustus 1990, zijn de ontslagvergoedingen onderworpen aan de socialezekerheidsbijdragen.

C. Artikel 60 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen bepaalt dat de inhouding die voor het Fonds voor overlevingspensioenen bestemd is, moet verricht worden op de wedden en andere elementen van de bezoldiging die een rol spelen bij de berekening der rustpensioenen.

Daar de ontslagvergoeding die aan een afgedankte ambtenaar wordt toegekend niet in aanmerking genomen wordt voor het opmaken van de gemiddelde wedde die als basis dient voor de berekening van het pensioen, moet de inhouding die voor het Fonds voor overlevingspensioenen bestemd is, niet op deze vergoeding worden verricht.

## **2) Ten aanzien van de fiscaliteit**

De centrale Administratie der directe belastingen beschouwt de ontslagvergoeding die wordt toegekend aan een wegens beroepsongeschiktheid afgedankte ambtenaar als een afkoopsond.

Deze vergoeding maakt een beroepsinkomen uit dat belastbaar is op grond van artikel 31, tweede lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Indien het brutobedrag ervan evenwel hoger ligt dan F 27 000 is ze afzonderlijk belastbaar, op grond van artikel 171, 5°, a, van hetzelfde Wetboek, tegen een gemiddeld tarief dat geldt voor het geheel van de belastbare inkomens van het vorige jaar waarin de ambtenaar een normale beroepsbedrijvigheid gehad heeft, behalve indien de aldus berekende belasting, vermeerderd met de belasting die voor de andere inkomens verschuldigd is, minder bedraagt dan die welke de toepassing van de artikelen 130 tot 168 van het genoemde Wetboek op het geheel der belastbare inkomens zou opleveren.

Een dergelijke vergoeding moet aan de bedrijfsvoorheffing worden onderworpen volgens de regel die is opgenomen in nr. 18 van Bijlage III van het koninklijk besluit ter uitvoering van dat Wetboek.

## **3) Ten aanzien van de werkloosheidsverzekering en de ziekteverzekering**

Onverminderd gunstiger bepalingen waarop een afgedankte ambtenaar zich zou kunnen beroepen krachtens een andere regeling van sociale zekerheid, is de betrokkene, zodra zijn arbeidsverhouding is beëindigd, onderworpen aan de bepalingen met betrekking tot de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid, tot de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, met inbegrip van de sector uitkeringen en de moederschapsverzekering.

De personeelsdienst overhandigt in de loop van de laatste werkdag aan de afgedankte ambtenaar een formulier C4 of zendt dit formulier onmiddellijk aan de betrokkene per ter post aangetekende brief. Ook brengt de personeelsdienst de betrokkene op de hoogte van de formaliteiten die hij moet vervullen ten einde in regel te zijn met de werkloosheidsverzekering en de ziekteverzekering.

L'intéressé est informé du fait que :

1° son administration régularise sa situation pour l'assurance chômage et l'assurance maladie, s'il fournit la preuve que, dans les trente jours qui suivent le licenciement les conditions suivantes sont remplies :

— il a repris le travail comme travailleur salarié;

— ou il est inscrit comme demandeur d'emploi auprès du service subrégional de l'emploi (FOREM, ORBEM ou VDAB);

— il est devenu incapable de travailler au sens de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ou elle est en congé de maternité.

2° il doit immédiatement se présenter auprès d'un organisme de paiement (FGTB, CGSLB, CSC ou CAPAC) s'il souhaite introduire une demande d'allocations de chômage ou auprès d'une mutuelle s'il souhaite obtenir des allocations de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Le service du personnel indique au recto du formulaire C4 le fait que la mise au travail n'a pas donné lieu à des retenues de sécurité sociale, secteur chômage. Le service du personnel indique également qu'une régularisation ONSS aura lieu, si les conditions de la loi du 20 juillet 1991 sont réunies.

Aux termes de l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, "pour pouvoir bénéficier d'allocations, le chômeur doit être privé de travail et de rémunération par suite de circonstances indépendantes de sa volonté."

Par ailleurs, l'article 51, § 1er, 1°, du même arrêté royal exclut du bénéfice des allocations de chômage (pendant une période limitée) le travailleur qui abandonne un emploi convenable sans motif légitime; enfin, l'article 51, § 1er, 2° prévoit la même exclusion en cas de licenciement pour un motif équitable eu égard à l'attitude fautive du travailleur. Les critères de l'emploi convenable sont définis par les articles 22 et suivants de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage. Au regard de ces diverses dispositions, il convient d'attirer tout spécialement l'attention des services du personnel sur la nécessité de rédiger minutieusement le formulaire C4 de l'agent qui serait licencié pour inaptitude professionnelle.

Lors de l'établissement du formulaire C4 dans le cadre de la procédure pour l'inaptitude professionnelle, il est important de tenir compte du fait que dans la motivation du licenciement il ne faut pas utiliser des formulations propres à l'application des procédures disciplinaires. Le licenciement pour inaptitude professionnelle n'implique en effet aucune faute du chef de l'agent. Ceci doit ressortir de la motivation du licenciement que l'on note le cas échéant sur le formulaire C4.

Si l'agent est licencié parce qu'il n'a pas les capacités pour continuer à exercer sa fonction (le cas échéant, en tenant compte d'un changement dans les méthodes de travail), ceci ne constitue pas un empêchement à l'octroi d'allocations.

Une explication floue de la raison du chômage peut provoquer une enquête par les services de l'Onem afin de clarifier les motifs ou d'examiner si les motifs invoqués sont réels; une telle enquête peut aussi avoir pour but de contrôler l'exactitude des déclarations que l'agent licencié aurait faites à l'Onem. Une telle enquête est fondée sur les articles 4 et 6 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail. Il appartiendra au chef de service et au service du personnel de fournir des justifications à cet égard.

Enfin, l'attention est attirée sur le fait qu'une fausse déclaration relative au motif du chômage peut donner lieu à des poursuites pénales.

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. Flahaut.

De betrokkene wordt er van op de hoogte gesteld dat hij :

1° zijn bestuur regulariseert zijn toestand voor de werkloosheids- en de ziekteverzekering indien hij het bewijs levert dat hij binnen de dertig dagen na de afdanking dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

— het werk heeft aangevat als loontrekkende werknemer;

— of bij de subregionale tewerkstellingsdienst (VDAB, BGDA of FOREM) als werkzoekende ingeschreven is;

— arbeidsongeschikt in de zin van de verplichte verzekering tegen ziekte- en invaliditeit is geworden of in moederschapsverlof is.

2° zich onmiddellijk moet aanbieden bij een uitbetalingsinstelling (ABVV, ACLVB, ACV of HVW) indien hij een aanvraag om werkloosheidsuitkeringen wil indienen, of bij een ziekenfonds indien hij uitkeringen van de verplichte verzekering tegen ziekte- en invaliditeit wil ontvangen.

De personeelsdienst maakt op de voorzijde van het formulier C4 melding van het feit dat de tewerkstelling geen aanleiding gaf tot inhoudingen sociale zekerheid sector werkloosheid. De personeelsdienst wijst er eveneens op dat er een RSZ-regularisatie zal plaats vinden, indien de voorwaarden van de wet van 20 juli 1991 vervuld zijn.

Volgens de bewoordingen van artikel 44 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering moet de werkloze om uitkeringen te genieten, wegens omstandigheden onafhankelijk van zijn wil, zonder arbeid en zonder loon zijn.

Verder sluit artikel 51, § 1, 1° van hetzelfde koninklijk besluit de werknemer die zonder wettige reden een passende dienstbetrekking verlaat uit van het genot van de werkloosheidsuitkeringen (doorgaans gedurende een beperkte periode); artikel 51, § 1, 2° tenslotte voorziet in diezelfde uitsluiting in geval van ontslag dat het redelijk gevolg is van een foutieve houding van de werknemer. De criteria voor een passende dienstbetrekking worden omschreven door de artikelen 22 en volgende van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering. In het licht van deze verschillende bepalingen dient speciaal de aandacht van de personeelsdiensten te worden gevestigd op de noodzaak om nauwgezet het formulier C4 in te vullen van de ambtenaar die zou worden afgedankt wegens beroepsongeschiktheid.

Bij het opstellen van het formulier C4 in het kader van de procedure voor beroepsongeschiktheid, is het van belang dat men ermee rekening houdt dat bij het motiveren van de afdanking niet wordt teruggerepen naar formuleringen eigen aan de toepassing van tuchtprocedures. De afdanking wegens beroepsongeschiktheid impliceert immers geen fout in hoofde van de ambtenaar. Dit laatste moet uit de motivering van het ontslag blijken die men, in voorkomend geval, noteert op het formulier C4.

Werd de ambtenaar afgedankt omdat hij niet de bekwaamheden bezit om zijn functie (desgevallend rekening houdend met een verandering in de arbeidsmethodes) nog verder uit te oefenen, dan vormt dit geen beletsel voor de toekenning van werkloosheidsuitkeringen.

Een vage uitleg omtrent de reden van de werkloosheid kan tot een onderzoek door de RVA-diensten leiden ten einde de motieven te verduidelijken of na te gaan of de ingeroepen motieven reëel zijn; een dergelijk onderzoek kan ook tot doel hebben de verklaringen die de ontslagen ambtenaar bij de RVA zou afgelegd hebben op hun juistheid te controleren. Een dergelijk onderzoek is gegrond op de artikelen 4 en 6 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie. Het zal de taak van het diensthoofd en van de personeelsdienst zijn hieromtrent uitleg te verstrekken.

Tenslotte wordt de aandacht gevestigd op het feit dat een valse verklaring omtrent de reden van de werkloosheid aanleiding kan geven tot strafrechtelijke vervolging.

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. Flahaut.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 99/29376]

**Exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> mars 1984 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juillet 1984 fixant les règles suivant lesquelles est déterminée l'expérience utile visée à l'article 3, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> mars 1984 précité**

A. Candidats aux 3 emplois d'inspecteur pour la Culture, appel aux candidats publié au *Moniteur belge* du 3 mars 1999.

Sur avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats :

1. Justifient de l'expérience utile exigée pour la fonction d'inspecteur pour la Culture, égale ou supérieure à la durée requise à l'article 3 § 1<sup>er</sup> 2g de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> mars 1984 précité :

Clossen, Daniel.

Denis, Patrick.

Labiau, Pascale.

Namotte, André.

Peters, Georges.

Roland, Daniel.

2. Ne justifient pas ou n'ont pas apporté la preuve qu'ils justifient de l'expérience utile exigée à concurrence de la durée requise à l'article 3 § 1<sup>er</sup> 2g du même arrêté et/ou des titres, et/ou des capacités, et/ou des aptitudes requis pour la fonction d'inspecteur pour la culture :

Carly, Olivier.

Chantraine, Paul.

B. Candidats aux 6 emplois d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, appel aux candidats publié au *Moniteur belge* du 3 mars 1999.

Sur avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats :

1. Justifient de l'expérience utile exigée pour la fonction d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, égale ou supérieure à la durée requise à l'article 3 § 1<sup>er</sup> 2h de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> mars 1984 précité :

Adam, Danielle.

Andris, Michel.

Beckers, Eric.

Bodart, Nicolas.

Bourgeois, Véronique.

Brankart, Marie-José.

Champenois, Thibault.

Close, Hubert.

Colin, Dominique.

Coppejans, Muriel.

Darimont, Luc.

Delree, Martine.

Franic, Michel.

Geudvert, Cécile.

Guillaume, Georges.

Houeix, Jean-Pierre.

Jeanmoye, Marc.

Leclercq, Marius.

Lecrenier, Jacques.

Magis, Gabrielle.

Peijmans, Michel.

Salmon, Eric.

Simon, Alain.

Wijns, Madeleine.

Willems, Annie.

2. Ne justifient pas ou n'ont pas apporté la preuve qu'ils justifient de l'expérience utile exigée à concurrence de la durée requise à l'article 3 § 1<sup>er</sup> 2h du même arrêté et/ou des titres, et/ou des capacités, et/ou des aptitudes requis pour la fonction d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air :

Lormans, Pascal.

Valissant, Thierry.

Bruxelles, le 24 juin 1999.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



[99/29381]

### Recrutement de programmeurs

Un concours en langue française sera organisé en vue du recrutement de programmeurs et de la constitution d'une réserve de recrutement pour l'Université de Liège.

#### Conditions d'admission

- être Belge ou citoyen de la Communauté européenne;
- être de conduite irréprochable
- jouir des droits civils et politiques;
- être en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court, de plein exercice ou de promotion sociale (spécificité informatique).

#### Dépôt des candidatures

Les demandes de participation doivent parvenir sur papier libre et par la voie postale exclusivement à M. l'Administrateur Léopold Bragard, Université de Liège, place du 20 Août 7, à 4000 Liège, pour le vendredi 30 juillet 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Aucune candidature tardive ne sera acceptée.

Elles doivent indiquer avec précision le ou les emplois postulé(s) et être accompagnées de toutes les pièces requises, à savoir :

- curriculum vitae et photo récente;
- extrait d'acte de naissance;
- certificat de nationalité, bonnes conduite, vie et mœurs de moins d'un mois de date et revêtu de la mention "destiné à une administration publique";
- copie légalisée du diplôme requis.

#### Pour tous renseignements complémentaires :

— à propos des formalités administratives, les candidats sont priés de s'adresser à l'Administration des Ressources humaines, place du 20 Août 7, à 4000 Liège (tél. : 04/366 53 30);

— sur la nature exacte des tâches, les candidats sont invités à s'adresser à M. J. Pironnet, directeur du SEGI (tél. : 04/366 49 10) ou M. F. Benedet, informaticien principal (tél. : 04/366 49 01).

Rémunération : échelle 231 (traitement mensuel brut indexé F 66 606).

#### Examens :

Matières d'examen	Forme	Points
1. Epreuves écrites	écrit	50 pts
<i>a)</i> connaissances informatiques de base : — système d'exploitation — réseaux — bases de données — programmation		
<i>b)</i> connaissances approfondies d'au moins une des plates-formes suivantes (y compris les applications courantes utilisées sur cette plate-forme) : P.C. — MAC — UNIX		
2. Epreuves orales	oral	20 pts
— épreuve technique à caractère général sur les matières reprises en <i>a)</i> et <i>b)</i>		
— connaissance passive de l'anglais technique en rapport avec l'informatique		10 pts
— épreuve de conversation destinée à apprécier la maturité et la motivation des candidats à occuper l'emploi		20 pts

N° de référence à rappeler obligatoirement dans toute correspondance : 2082

**PUBLICATIONS LEGALES  
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN  
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

**COMMUNIQUE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

La Banque Nationale de Belgique porte à la connaissance du public qu'elle fermera ses guichets à Mechelen, Oostende, Roeselare, Sint-Niklaas, Malmedy, Marche-en-Famenne, Tournai et Verviers le 30 décembre 1999 au soir. A partir de cette date, plus aucune opération n'y sera effectuée. Les personnes intéressées par les services du Caissier de l'Etat, de la Centrale des Bilans ou de la Centrale des Crédits aux particuliers pourront s'adresser, outre à l'Administration centrale, au siège le plus proche de leur domicile, repris sur la liste ci-dessous :

Sièges	Adresse	Tél. et fax
<b>Succursales</b>		
Antwerpen	Leopoldplaats 8 2000 Antwerpen	tél. 03/233 18 55 fax. 03/231 48 23
Liège	Place Saint-Paul 12-14-16 4000 Liège	tél. 04/223 39 89 fax. 04/223 44 35
<b>Agences</b>		
Arlon	Rue Joseph Netzer 17 6700 Arlon	tél. 063/22 02 16 fax. 063/22 39 87
Brugge	Filips de Goedelaan 23 8000 Brugge	tél. 050/31 29 11 fax. 050/31 29 17
Charleroi	Quai de Brabant 10 6000 Charleroi	tél. 071/32 00 64 fax. 071/32 14 00
Gent	Geraard de Duivelstraat 5 9000 Gent	tél. 09/225 70 13 fax. 09/224 31 94
Hasselt	de Schiervellaan 26 3500 Hasselt	tél. 011/22 79 61 fax. 011/24 16 92
Kortrijk	Doorniksestraat 38-38bis 8500 Kortrijk	tél. 056/22 59 77 fax. 056/22 79 59
Leuven	Grote Markt 6 3000 Leuven	tél. 016/28 02 11 fax. 016/28 03 90
Mons	Avenue Frère Orban 26 7000 Mons	tél. 065/31 71 31 fax. 065/35 51 05
Namur	Rue de Bruxelles 83 5000 Namur	tél. 081/22 00 02 fax. 081/22 56 32
<b>Bureaux de représentation</b>		
Aalst	Keizersplein 42 9300 Aalst	tél. 053/77 92 22 fax. 053/77 21 49

Turnhout	Grote Markt 23 2300 Turnhout	tél. 014/41 32 27 fax. 014/42 04 71
Wavre	Place Alphonse Bosch 38 1300 Wavre	tél. 010/22 62 52 fax. 010/22 40 37

**COMMUNIQUE VAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIE**

De Nationale Bank van België brengt ter kennis van het publiek dat zij haar loketten te Mechelen, Oostende, Roeselare, Sint-Niklaas, Malmedy, Marche-en-Famenne, Tournai en Verviers op 30 december 1999 's avonds zal sluiten. Van dan af zal er geen enkele transactie meer plaatshebben. Zij die operaties dienen te verrichten met de diensten Rijkskassier, Balanscentrale of Centrale voor kredieten aan particulieren kunnen zich, behalve tot de hoofdzetel, ook wenden tot de voor hen dichtstbijzijnde vestiging, waarvan het adres voorkomt op de lijst hieronder :

Vestigingen	Adres	Tel. en fax
<b>Bijbanken</b>		
Antwerpen	Leopoldplaats 8 2000 Antwerpen	tél. 03/233 18 55 fax. 03/231 48 35
Liège	Place Saint-Paul 12-14-16 4000 Liège	tél. 04/223 39 89 fax. 04/223 44 35
<b>Agentschappen</b>		
Arlon	Rue Joseph Netzer 17 6700 Arlon	tél. 063/22 02 16 fax. 063/22 39 87
Brugge	Filips de Goedelaan 23 8000 Brugge	tél. 050/31 29 11 fax. 050/31 29 17
Charleroi	Quai de Brabant 10 6000 Charleroi	tél. 071/32 00 64 fax. 071/32 14 00
Gent	Geraard de Duivelstraat 5 9000 Gent	tél. 09/225 70 13 fax. 09/224 31 94
Hasselt	de Schiervellaan 26 3500 Hasselt	tél. 011/22 79 61 fax. 011/24 16 92
Kortrijk	Doorniksestraat 38-38bis 8500 Kortrijk	tél. 056/22 59 77 fax. 056/22 79 59
Leuven	Grote Markt 6 3000 Leuven	tél. 016/28 02 11 fax. 016/28 03 90
Mons	Avenue Frère Orban 26 7000 Mons	tél. 065/31 71 31 fax. 065/35 51 05
Namur	Rue de Bruxelles 83 5000 Namur	tél. 081/22 00 02 fax. 081/22 56 32
<b>Representatiekantoren</b>		
Aalst	Keizersplein 42 9300 Aalst	tél. 053/77 92 22 fax. 053/77 21 49
Turnhout	Grote Markt 23 2300 Turnhout	tél. 014/41 32 27 fax. 014/42 04 71
Wavre	Place Alphonse Bosch 38 1300 Wavre	tél. 010/22 62 52 fax. 010/22 40 37

## UNIVERSITEIT GENT

Bij de Faculteit rechtsgeleerdheid zijn volgende mandaten te begeben, het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

## RE08V

Twee betrekkingen van voltijds assistent bij de vakgroep strafrecht en criminologie (tel. : 09/264 69 36).

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de criminologische wetenschappen.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep

wetenschappelijk onderzoek in het vakgebied criminologie ter voorbereiding van een doctoraat.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk 12 augustus 1999. (19630)

Bij de Faculteit toegepaste wetenschappen zijn volgende mandaten te begeben, het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

## TW01V

Twee betrekkingen van deeltijds praktijkassistent (30 %) bij de vakgroep architectuur en stedenbouw (tel. : 09/264 37 42).

Betrekking 1

Profiel van de kandidaat :

diploma van burgerlijk ingenieur-architect of een hogeschooldiploma van architect

de kandidaat moet zich onderscheiden hebben op het vlak van het architectuurontwerpen

praktijkervaring in de architectuur

overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs van de vakgroep.

Betrekking 2

Profiel van de kandidaat :

diploma van burgerlijk ingenieur-architect of een hogeschooldiploma van architect

de kandidaat moet zich onderscheiden hebben op het vlak van het stedenbouwkundig ontwerpen en/of het stadsontwerp

praktijkervaring m.b.t. het stedenbouwkundig ontwerpen en/of het stadsontwerp

overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs van de vakgroep.

## TW03V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep mechanica van stroming, warmte en verbranding (tel. : 09/264 32 07).

Profiel van de kandidaat :

diploma van burgerlijk ingenieur, of van licentiaat in de wiskunde of van licentiaat in de natuurkunde (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren)

ervaring in of interesse voor onderzoek aangaande brand.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep

wetenschappelijk onderzoek met het oog op het behalen van een doctoraat.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

## TW11V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep textielkunde (tel. : 09/264 57 35).

Profiel van de kandidaat :

diploma van burgerlijk textielingenieur.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep

onderzoek verrichten ter voorbereiding van een doctoraat.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

## TW16V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep wiskundige analyse (tel. : 09/264 49 53).

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de wiskunde of van licentiaat in de natuurkunde of van burgerlijk ingenieur (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren).

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat in een van de onderzoeksdisciplines van de vakgroep : hetzij in de Cliffordanalyse, hetzij in de numerieke functionaalanalyse en wiskundige modellering.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19631)

Bij de Faculteit geneeskunde zijn volgende mandaten te begeben, het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is (drie jaar voor de betrekking van doctor-assistent).

## GE12V

Een betrekking van voltijds doctor-assistent bij de vakgroep maatschappelijke gezondheidszorg (tel. : 09/240 36 30).

Profiel van de kandidaat :

diploma van doctor in de medische wetenschappen

ervaring in het wetenschappelijk onderzoek in de volksgezondheid in het bijzonder in de arbeids- en milieugezondheidskunde

publicaties in wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen

mededelingen of voordrachten op wetenschappelijke conferenties strekken tot aanbeveling

uitgesproken interesse hebben voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep

wetenschappelijk onderzoek

medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

## GE21V

Een betrekking van deeltijds praktijkassistent (30 %) bij de vakgroep huisartsgeneeskunde en eerstelijnsgezondheidszorg (tel. : 09/240 33 12).



Profiel van de kandidaat :

het beroep van huisarts uitoefenen

bijzondere aandacht voor onderwijs en opleiding

ervaring met het functioneren in groep strekt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs tijdens de specifieke opleiding huisartsgeneeskunde

bijzondere aandacht wordt besteed aan het implementeren van theoretische inzichten in de praktijkvoering.

GE24V

1. een betrekking van voltijds assistent
2. een betrekking van deeltijds praktijkassistent (50 %)
3. twee betrekkingen van deeltijds praktijkassistent (30 %)
4. een betrekking van deeltijds praktijkassistent (20 %)

bij de vakgroep Motorische revalidatie en kinesitherapie (tel. : 09/240 26 32).

Betrekking 1 : voltijds assistent

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie inzicht hebben in de recente ontwikkelingen betreffende kinesitherapie en revalidatiewetenschappen.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep wetenschappelijk onderzoek in de kinesitherapie en revalidatie, onderzoek dat kan resulteren in een doctoraatsproefschrift

logistieke dienstverlening aan de opleiding.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

Betrekking 2 : deeltijds praktijkassistent (50 %)

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie specifieke kennis en praktische ervaring bezitten in de orthopedische revalidatie

beschikken over didactische en communicatieve vaardigheden overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de Functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs in de kinesitherapie en revalidatiewetenschappen (orthopedische revalidatie).

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

Betrekking 3 : 2 deeltijds praktijkassistenten (30 %)

a) Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie specifieke kennis en praktische ervaring bezitten in de revalidatie via massagetechnieken

beschikken over didactische en communicatieve vaardigheden overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de Functie :

bijstand bij het praktijkgerichte onderwijs in de kinesitherapie en revalidatiewetenschappen (massagetechnieken).

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

b) Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie specifieke kennis en praktische ervaring bezitten in de analyse van gang- en looppatronen

beschikken over didactische en communicatieve vaardigheden overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs in de kinesitherapie en revalidatiewetenschappen (biomechanica).

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

Betrekking 4 : deeltijds praktijkassistent (20 %)

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie specifieke kennis en praktische ervaring bezitten in de fysio-elektrotherapie

beschikken over didactische en communicatieve vaardigheden

overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bestand bij het praktijkgericht onderwijs in de kinesitherapie en revalidatiewetenschappen (fysio-elektrotherapie).

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19632)

Bij de Faculteit economie en bedrijfskunde zijn volgende mandaten te begeven, het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

EB06V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep bedrijfsfinanciering (tel. : 09/264 35 06).

Profiel van de kandidaat :

ofwel een academisch diploma van licentiaat in de economische wetenschappen of van licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of van handelsingenieur ofwel een academisch diploma van de tweede cyclus aangevuld met een diploma van een aanvullende opleiding in management, in financieel management of gelijkwaardig (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren);

specialisatie in of belangstelling voor bedrijfsfinanciering;

informaticakennis strekt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek in het vakgebied bedrijfsfinanciering ter voorbereiding van een doctoraat;

medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

EB07V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep marketing (tel. : 09/264 35 22).

Profiel van de kandidaat :

ofwel een academisch diploma van licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen, of van licentiaat in de economische wetenschappen of van handelsingenieur ofwel een academisch diploma van de tweede cyclus plus een diploma van de aanvullende opleiding marketingwetenschappen (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren).

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs in de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek in verband met methodologische aspecten van dataverzameling;

dienstverlening in de vakgroep.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 september 1999.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19633)

Bij de Faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen is volgend mandaat te begeben, het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

PP04V

een betrekking van deeltijds praktijkassistent (50 %) bij de vakgroep sociale, culturele en vrijetijdsagogiek (tel. : 09/264 62 81).

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de pedagogische wetenschappen, optie sociale agogiek of licentiaat in de pedagogische wetenschappen met aantoonbare ervaring op het sociaal-agogisch werkterrein;

overige beroepsactiviteiten vervullen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs in de sociale, culturele en vrijetijdsagogiek;

geïnteresseerd zijn in, en/of ervaring hebben in ontwikkelings- en/of onderzoeksprojecten in relatie tot thema's uit de sociale, culturele en vrijetijdsagogiek, inzonderheid sociale agogiek en jeugdbeschermingsrecht;

een bijzonder diploma van licentiaat in de criminologische wetenschappen strekt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs van de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19634)

Bij de Faculteit landbouwkundige en toegepaste biologische wetenschappen zijn volgende mandaten te begeben, het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

LA07V

Twee betrekkingen van assistent bij de vakgroep levensmiddelen-technologie en voeding (tel. : 09/264 61 63).

Betrekking 1

Profiel van de kandidaat :

diploma van bio-ingenieur in de scheikunde of van bio-ingenieur in de cel- en genbiotechnologie of van licentiaat in de voedings- en dieetleer (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren);

goede kennis van levensmiddelenleer en voeding;

kennis van chemie, microbiologie en technologie van de levensmiddelen.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep, in het bijzonder in de levensmiddelenleer en de voeding van de mens;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat;

medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

Betrekking 2

Profiel van de kandidaat :

diploma van bio-ingenieur in de scheikunde of van bio-ingenieur in de cel- en genbiotechnologie of van licentiaat in de voedings- en dieetleer (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren);

goede kennis levensmiddelenwetenschappen, meer bepaald de levensmiddelentechnologie en de levensmiddelenproceskunde.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat;

medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19635)

Bij de Faculteit letteren en wijsbegeerte is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

LW11V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Engels (LW11V) (tel. : 09/264 37 87).

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de taal- en letterkunde : Germaanse talen (laatstejaarsstudenten mogen eveneens kandideren);

een scriptie op het gebied van de Engelse taalkunde strekt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat;

dienstverlening in de vakgroep.

Indiensttreding : ten vroegste op 1 oktober 1999.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19636)

Bij de Faculteit diergeneeskunde is volgend mandaat te begeben, het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

DI05V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep pathologie, bacteriologie en pluimveeziekten (tel. : 09/264 74 31).

Profiel van de kandidaat :

diploma van dierenarts (laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren).

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek verrichten i.v.m. bacteriologie, mycologie en bacteriële en mycotische aandoeningen bij dieren ter voorbereiding van een doctoraat;

medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 12 augustus 1999. (19637)

#### Zelfstandig academisch personeel

In de Faculteit toegepaste wetenschappen is, met ingang van 1 oktober 1999, een voltijds ambt van docent te begeben binnen de vakgroep Informatietechnologie voor een opdracht omvattend academisch onderwijs, wetenschappelijk onderzoek en dienstverlening aan de gemeenschap in het vakgebied telecommunicatienetwerken.

Profiel :

voldoen aan de diplomavereisten (doctoraat op proefschrift of gelijkwaardig erkend diploma), van artikel 83 van het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap en houder zijn van het diploma van burgerlijk ingenieur;

het bewijs leveren van een grondige wetenschappelijke ervaring en van onderzoeksactiviteiten op het vlak van :

planning en dimensionering van telecommunicatienetwerken;

transportnetwerkarchitecturen en -technologieën;

de nodige didactische vaardigheden hebben om academisch onderwijs en passende studentenbegeleiding te verzorgen.

Het ambt geeft in principe aanleiding tot een benoeming in vast verband, onverminderd de mogelijkheid dat het universiteitsbestuur in het geval van eerste benoeming tot lid van het zelfstandig academisch personeel kan overgaan tot een aanstelling in een tijdelijk dienstverband voor een duur van ten hoogste drie jaar met uitzicht op een vaste benoeming na die periode, indien het universiteitsbestuur de prestaties van de betrokkene gunstig beoordeelt.

De kandidaturen dienen in tweevoud per aangetekend schrijven gericht aan de rector van de Universiteit Gent, rectoraat, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, op de daartoe voorziene formulieren met toevoeging van de bekwaamheidsbewijzen (afschriften van de diploma's), binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van dit bericht.

De sollicitatieformulieren en het reglement van de Universiteit Gent betreffende de procedure en de voorwaarden voor de benoeming of aanstelling als lid van het zelfstandig academisch personeel kunnen bekomen worden op voornoemd adres of telefonisch aangevraagd op nrs. 09/264 31 29 of 264 31 30.

Zij worden eveneens op het RUG-net ter beschikking gesteld, URL-adress : <http://www.admin.rug.ac.be/PersoneelsDienst/vacature.html> (19638)

In de Faculteit economie en bedrijfskunde zijn, met ingang van 1 oktober 1999, twee deeltijdse ambten van docent te begeben, elk voor een opdracht omvattend academisch onderwijs, wetenschappelijk onderzoek en dienstverlening aan de gemeenschap in de hierna opgegeven vakgebieden, te weten :

1. een ambt van 20 % in het vakgebied marketing informatiesystemen en databasemarketing binnen de vakgroep Marketing.

Profiel :

houder zijn van een diploma van doctor in de toegepaste economische wetenschappen of van doctor in de economische wetenschappen evenals researchervaring met betrekking tot marketinginformatiesystemen en databasemarketing.

2. een ambt van 50 % in het vakgebied organisatiegedrag binnen de vakgroep management en organisatie.

Profiel :

houder zijn van het diploma van doctor in de (toegepaste) economische wetenschappen of een andere menswetenschappelijke richting;

blijk geven van bekwaamheid in het vakgebied organisatiegedrag, vanuit de organisatiestructuur en -theorie (en dus niet vanuit een mensgerichte benadering - HRM), o.m. op het vlak van research door wetenschappelijke publicaties in internationale tijdschriften (peer reviewed).

Deze deeltijdse docentschappen kunnen aanleiding geven tot een benoeming in vast verband of tot een aanstelling voor een welomschreven beperkte hernieuwbare tijdsduur.

De kandidaturen dienen in tweevoud per aangetekend schrijven gericht aan de rector van de Universiteit Gent, Rectoraat, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, op de daartoe voorziene formulieren met toevoeging van de bekwaamheidsbewijzen (afschriften van de diploma's), binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de bekendmaking van dit bericht.

De sollicitatieformulieren en het reglement van de Universiteit Gent betreffende de procedure en de voorwaarden voor de benoeming of aanstelling als lid van het zelfstandig academisch personeel kunnen bekomen worden op voornoemd adres of telefonisch aangevraagd op nrs. 09/264 31 29 of 264 31 30.

Zij worden eveneens op het RUG-net ter beschikking gesteld, URL-adress : <http://www.admin.rug.ac.be/PersoneelsDienst/vacature.html> (19639)

**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**

—  
*Gemeente Bocholt*  
—

**Wijziging bijzonder plan van aanleg  
Bekendmaking van het openbaar onderzoek**

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig artikel 19 van het gecoördineerde decreet betreffende de ruimtelijke ordening van 22 oktober 1996, brengt ter kennis van de bevolking, dat het plan tot herziening van het bij koninklijk besluit van 2 oktober 1981, 11 mei 1989 en 27 januari 1999 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg « Dorpskom », omvattende verantwoordingsnota, plan met bestaande toestand, bestemmingsplan art. 15, opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zijn vergadering van 30 juni 1999, voor iedereen ter inzage ligt op het gemeentehuis, dienst ruimtelijke ordening, vanaf dinsdag 20 juli 1999 tot vrijdag 20 augustus 1999, om 11 uur.

Iedereen die bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen sturen vóór 20 augustus 1999, op welke datum en uur het proces-verbaal van sluiting zal worden opgemaakt.

Bocholt, 7 juli 1999. (21282)

**Annonces – Aankondigingen**

—  
SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN  
—

**« Etablissements Jacques Michiels », société anonyme,  
rue Simonis 14a, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 379987 – T.V.A. 413.571.178  
—

L'assemblée générale tenue le 25 juin a été reportée au 23 juillet 1999, à 16 heures. MM. les actionnaires sont priés de s'y rendre. L'ordre du jour est le suivant :

Rapports de gestion et de contrôle. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. Décharge aux administrateurs. (21174)

**« S.A. Casterman », société anonyme,  
rue des Sœurs Noires 28, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 45 – T.V.A. 402.489.424  
—

MM. les actionnaires sont priés d'assister à une assemblée générale extraordinaire, le jeudi 29 juillet 1999, à 14 heures, au siège social, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Examen des documents mis gratuitement à la disposition des actionnaires :

a) projet de scission déposé au greffe du tribunal de commerce de Tournai, en date du 16 juin 1999;

b) rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur établis conformément aux articles 174/29 et 174/47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

c) rapports du commissaire-réviseur établis conformément à l'article 29bis desdites lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Information sur les modifications importantes du patrimoine actif et passif, qui seraient intervenues depuis la date de l'établissement du projet de scission.

3. Approbation du projet de scission et décision de scinder la société conformément aux modalités reprises dans le projet de scission avec le transfert de tout le patrimoine de la présente société anonyme Casterman, rien excepté ni réservé, sur base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998, pour partie à la nouvelle société anonyme à constituer « Casterman Imprimerie », ayant son siège à 7500 Tournai, rue de la Borgnette 15, et pour partie à la nouvelle société anonyme à constituer « Casterman Edition », ayant son siège à 7500 Tournai, rue des Sœurs Noires 28.

4. Constitution des nouvelles sociétés anonymes Casterman Imprimerie et Casterman Edition et approbation de leurs statuts.

5. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de la société scindée.

6. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 22 des statuts.

Les dépôts des titres au porteur doivent être effectués pour le 20 juillet 1999 au plus tard, au siège social ou aux guichets des sièges et agences de la Générale de Banque, de la Banque Bruxelles Lambert et de CBC Banque.

(21175)

Le conseil d'administration.

**Servichem, naamloze vennootschap,  
Sint-Michielslaan 28, bus 4, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 574255 – BTW 427.831.960

De jaarvergadering zal gehouden worden op 23 juli 1999, om 17 uur, op de zetel. — Agenda: 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Wijziging adres Servichem N.V., Brugmannlaan 180, 1050 Brussel. 6. Diversen. (21176)

**Société anonyme Maison Borsut,  
place Cathédrale 8, 4000 Liège**

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire, qui aura lieu ce 3 août 1999, à 14 heures, à l'adresse suivante : étude de Me Schroeder, cabinet d'avocats, rue des Augustins 26, à 4000 Liège.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 janvier 1999.
2. Décharge de leur gestion aux administrateurs.
3. Liquidation.
4. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres conformément aux statuts (article 21), à l'étude de Me Schroeder, rue des Augustins 26, à 4000 Liège. (21177)

**CNP — Compagnie nationale à portefeuille, société anonyme**

Siège social : rue de la Blanche Borne 12, à 6280 Gerpinnes (Loverval)

R.C. Charleroi 161072 – T.V.A. 404.676.971

—  
*Convocation à une assemblée générale extraordinaire  
le jeudi 22 juillet 1999*

Les actionnaires sont invités à assister à une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le jeudi 22 juillet 1999, à 10 heures, au siège social de la société, à 6280 Gerpinnes (Loverval), rue de la Blanche Borne 12.

Ordre du jour :

1. Rapport spécial du conseil d'administration portant sur les opérations d'acquisitions d'actions propres soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

2. Proposition d'autoriser la société pour une durée maximum de trois mois à acquérir ses propres actions en vue de leur annulation en offrant à chaque actionnaire l'opportunité de céder les actions CNP qu'il possède dans la proportion de une action sur sept, au prix de quatre-vingt-cinq Euro (€ 85) par action rachetée.

3. En conséquence, proposition d'autoriser le conseil d'administration :

a) à acquérir en cours d'assemblée un million quatre cent vingt et un mille nonante-sept (1 421 097) actions CNP au prix fixé ci-dessus, détenues par la société ERBE qui a pris précédemment l'engagement de céder ces actions;

b) à offrir aux autres actionnaires le rachat des actions CNP qu'ils possèdent dans la même proportion et aux mêmes conditions dans le cadre d'une offre publique d'achat qui aura lieu dans les meilleurs délais;

c) à procéder, une fois réalisée l'acquisition des actions détenues par ERBE, à l'annulation séance tenante de deux millions deux cent cinquante-neuf mille trois cent cinquante-trois (2 259 353) actions CNP détenues par la société.

4. Proposition de constater authentiquement la réalisation de l'acquisition des actions en tenant compte du nombre des actions acquises, la constitution de la réserve indisponible, annulation des actions acquises et la suppression corrélatrice de la réserve indisponible.

5. Modification des statuts.

Proposition de modifier l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la nouvelle représentation du capital et le Titre X des statuts pour compléter l'historique du capital.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres pour le vendredi 16 juillet 1999 au plus tard :

soit au siège social;

soit au guichet des sièges et agences des établissements financiers suivants :

« Banque Bruxelles Lambert »,

« Banque Artesia »,

« Banque Paribas Luxembourg »,

« Banque Degroof »,

« Générale De Banque ».

Les propriétaires d'actions nominatives doivent informer, par écrit et pour le vendredi 16 juillet 1999 au plus tard, le conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée générale extraordinaire et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Les actionnaires souhaitant se faire représenter devront se conformer aux dispositions de l'article 29 des statuts. Le mandataire sera porteur d'un pouvoir spécial, lequel pour être valable doit notamment reproduire l'ordre du jour.

Le rapport spécial du conseil d'administration, ainsi qu'un plan d'accès au siège social peuvent être obtenus sur simple demande à la société :

numéro de téléphone : 32(0)71 60 60 47

numéro de télécopie : 32(0)71 60 60 48

e-mail: fmeunier@cnp.be

(21283)

Le conseil d'administration.

**NPM**  
**Nationale Portefeuillemaatschappij, naamloze vennootschap**

Maatschappelijke zetel : rue de la Blanche Borne 12,  
te 6280 Gerpinnes (Loverval)

H.R. Charleroi 161072 – BTW 404.676.971

*Bijeenroeping van een buitengewone algemene vergadering  
op donderdag 22 juli 1999 — Jaarvergadering*

De aandeelhouders worden verzocht een buitengewone algemene vergadering bij te wonen die gehouden zal worden in de zetel van de vennootschap te 6280 Gerpinnes (Loverval), rue de la Blanche Borne 12, op donderdag 22 juli 1999, om 10 uur.

Agenda :

1. Bijzonder verslag van de raad van bestuur betreffende de verrichtingen van verkrijgingen van eigen aandelen onderworpen aan de goedkeuring van de algemene vergadering.

2. Voorstel om de vennootschap toe te laten gedurende een duur van drie maanden maximum haar eigen aandelen te verkrijgen door elke aandeelhouder de mogelijkheid te bieden de aandelen NPM die hij bezit te verkopen in de verhouding van één aandeel op zeven, tegen de prijs van vijftientig Euro (€ 85) per verkregen aandeel.

3. Bijgevolg, voorstel om de raad van bestuur toe te laten :

a) om tijdens de vergadering één miljoen vierhonderdeenentwintigduizend zevenennegentig (1 421 097) aandelen NPM te kopen tegen de prijs hierboven bepaald; die aandelen worden gehouden door de vennootschap ERBE die vroeger de verbintenis aanging om deze aandelen te verkopen;

b) om aan de andere aandeelhouders de verkrijging van de aandelen NPM die zij bezitten aan te bieden in het kader van een openbare overnameaanbieding die zal zodra mogelijk geschieden.

c) om, als de verkrijging van de aandelen gehouden door ERBE zal verwezenlijkt zijn, tijdens de vergadering tot de vernietiging over te gaan van twee miljoen tweehonderdnevenvijftigduizend driehonderd drieënvijftig (2 259 353) aandelen die in het bezit van de vennootschap zijn.

4. Voorstel om authentiek de verwezenlijking van de aandelen vast te stellen, rekening houdende met het aantal verkregen aandelen, de oprichting van de onbeschikbare reserve, de vernietiging van de verkregen aandelen en de overeenstemmende afschaffing van de onbeschikbare reserve.

5. Wijziging van de statuten.

Voorstel om artikel 5 van de statuten te wijzigen om het in overeenstemming te brengen met de nieuwe vertegenwoordiging van het kapitaal en Titel X van de statuten om de historie van het kapitaal aan te vullen.

Om tot deze vergadering toegelaten te worden, moeten de eigenaars van aandelen aan toonder hun effecten uiterlijk op vrijdag 16 juli 1999 neerleggen :

hetzij op de zetel van de vennootschap;

hetzij aan de loketten van de zetels en agentschappen van de volgende financiële instellingen :

« Bank Brussel Lambert »,

« Bank Artesia »,

« Paribas Bank Luxembourg »,

« Bank Degroof »,

« Generale Bank ».

Ten laatste op vrijdag 16 juli 1999 moeten de eigenaars van aandelen op naam de raad van bestuur schriftelijk verwittigen van hun voornemen om op de vergadering aanwezig te zijn en van het aantal effecten waarmee ze aan de stemming wensen deel te nemen.

De aandeelhouders die wensen zich laten vertegenwoordigen, dienen zich te schikken naar de bepalingen van artikel 29 van de statuten. De mandataris zal beschikken over een bijzondere volmacht, die onder meer om geldig te zijn, de agenda moet vermelden.

Het bijzonder verslag van de raad van bestuur evenals een toegangsplan tot de maatschappelijke zetel kunnen worden verkregen op aanvraag aan de vennootschap :

telefoonnummer : 32(0)71 60 60 47

fax nummer : 32(0)71 60 60 48

e-mail : fmeunier@cnp.be  
(21283)

De raad van bestuur.

**Goed Wash, société anonyme,**  
**rue Grande Carrière 46, 7802 Ormeignies**

R.C. Mons 136527 - RCT : H/81976 — T.V.A. 458.964.012

Par la présente, nous invitons les actionnaires de la société, société anonyme, GOED-WASH à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude de maître B. Degrève, rue de Saint-Ghislain 20, 7850 Chièvres le vendredi 23 juillet 1999 à 14 heures, avec l'ordre du jour suivant : Modification de l'objet social par l'insertion dans l'article 3, 1er alinéa des statuts de ce qui suit : "distribution en détail dans les stations de car-wash de boissons alcoolisées ou non alcoolisées, tabac, friandises, alimentation et droguerie générale, produits d'entretien pour véhicules roulants. (47607)

**Inter Scaldes, naamloze vennootschap,**  
**Heiken 15A, 2290 Vorselaar**

H.R. Turnhout 69184

Algemene vergadering op 23/07/99 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Beschikking inzake art. 103/104 Venn.Wet. 5. Kwijting bestuurders. 6. Rondvraag. (47608)

**Voeders Avix, naamloze vennootschap,**  
**Stasegemsesteenweg 102, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 120173 — BTW 438.888.970

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen voor 22 juni 1999 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Philippe Stockman, te Moorslede, op 30 juli 1999, om 16 uur, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten nopens zelfde volgende agenda :

1. Kennisname en bespreking van nagemelde stukken waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten : fusievoorstel, verslag van de raad van bestuur en controleverslag van de revisor, beide verslagen opgesteld overeenkomstig artikel 174/3 Vennootschappenwet;

2. Fusiebesluit waarbij de vennootschap bij wijze van fusie wordt overgenomen door de naamloze vennootschap Dumoulin, met zetel te Kortrijk, Stasegemsesteenweg 102, volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden zoals bepaald in het fusievoorstel;

3. Beraadslaging en besluiten over de volgende wijzigingen van de statuten van de vennootschap :

a) afschaffing van de statutaire bepalingen inzake AFV-kapitaal en -voordelen, ingevolge beëindiging van de duur ervan;

b) in uitvoering van de beslissing tot fusie, een globale kapitaalverhoging in diverse stappen om het kapitaal te brengen op 143.610.044,- frank met creatie en uitgifte van in totaal 59.506 nieuwe aandelen. Bepaling van de rechten van de aandelen;

c) omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar euro, hetzij 3.560.000 euro;

d) Na kennisname van het vereiste verslag, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 2.000.000 euro en de mogelijkheid van conversie en verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur;

e) Herformulering van de modaliteiten van : uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur, benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, bijeenkomst en werking van de algemene vergadering en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en winstverdeling;

f) Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering, hernummering en vernieuwing van de tekst, schrapping van de overbodige bepalingen en aanpassing van de statuten aan de verschillende wijzigingen van de vennootschap-penwet.

4. Kwijting aan de bestuurders van de over te nemen vennootschappen.

5. Machtiging aan de raad van bestuur van de vennootschap voor de uitvoering van voornoemde besluiten en opdracht geven tot coördinatie van de statuten.  
(82626) De raad van bestuur.

---

**Dumoulin, naamloze vennootschap,**

**Stasegemsesteenweg 102, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 112365 — BTW 429.887.073

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeenge-roepen voor 22 juni 1999 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitenge-wone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Philippe Stockman, te Moorslede, op 30 juli 1999, om 16 uur, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten nopens zelfde volgende agenda :

1. Kennisname en bespreking van nagemelde stukken waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten : fusievoorstel, verslag van de raad van bestuur en controle-verslag van de revisor, beide verslagen opgesteld overeenkomstig artikel 174/3 Vennootschappenwet.

2. Fusiebesluit waarbij de vennootschap bij wijze van fusie over-neemt : de naamloze vennootschap « Morgenstond », met zetel te Avelgem (Kerkhove), Scheldekaai 1, de naamloze vennootschap « Voeders Avix », met zetel te Kortrijk, Stasegemsesteenweg 102, en de naamloze vennootschap « Voeders D'Haeyere », met zetel te Kortrijk, Stasegemsesteenweg 102, volgens de modaliteiten en tegen de voor-waarden zoals bepaald in het fusievoorstel.

3. Beraadslaging en besluiten over de volgende wijzigingen van de statuten van de vennootschap :

a) afschaffing van de statutaire bepalingen inzake AFV-kapitaal en -voordelen, ingevolge beëindiging van de duur ervan;

b) in uitvoering van de beslissing tot fusie, een globale kapitaal-verhoging in diverse stappen om het kapitaal te brengen op 143.610.044,- frank met creatie en uitgifte van in totaal 59.506 nieuwe aandelen. Bepaling van de rechten van de aandelen;

c) omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar euro, hetzij 3.560.000 euro;

d) Na kennisname van het vereiste verslag, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 2.000.000 euro en de mogelijkheid van conversie en verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur;

e) Herformulering van de modaliteiten van : uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur, benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, bijeenkomst en werking van de algemene vergadering en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en winstverdeling;

f) Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering, hernummering en vernieuwing van de tekst, schrapping van de overbodige bepalingen en aanpassing van de statuten aan de verschillende wijzigingen van de vennootschap-penwet.

4. Kwijting aan de bestuurders van de over te nemen vennootschappen.

5. Machtiging aan de raad van bestuur van de vennootschap voor de uitvoering van voornoemde besluiten en opdracht geven tot coördinatie van de statuten.  
(82627) De raad van bestuur.

---

**Voeders D'Haeyere, naamloze vennootschap,**

**Stasegemsesteenweg 102, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 111813 — BTW 430.117.301

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeenge-roepen voor 22 juni 1999 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitenge-wone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Philippe Stockman, te Moorslede, op 30 juli 1999, om 16 uur, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten nopens zelfde volgende agenda :

1. Kennisname en bespreking van nagemelde stukken waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten : fusievoorstel, verslag van de raad van bestuur en controle-verslag van de revisor, beide verslagen opgesteld overeenkomstig artikel 174/3 Vennootschappenwet.

2. Fusiebesluit waarbij de vennootschap bij wijze van fusie wordt overgenomen door de naamloze vennootschap Dumoulin, met zetel te Kortrijk, Stasegemsesteenweg 102, volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden zoals bepaald in het fusievoorstel.

3. Beraadslaging en besluiten over de volgende wijzigingen van de statuten van de vennootschap :

a) afschaffing van de statutaire bepalingen inzake AFV-kapitaal en -voordelen, ingevolge beëindiging van de duur ervan;

b) in uitvoering van de beslissing tot fusie, een globale kapitaal-verhoging in diverse stappen om het kapitaal te brengen op 143.610.044,- frank met creatie en uitgifte van in totaal 59.506 nieuwe aandelen. Bepaling van de rechten van de aandelen;

c) omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar euro, hetzij 3.560.000 euro;

d) na kennisname van het vereiste verslag, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 2.000.000 euro en de mogelijkheid van conversie en verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur;

e) herformulering van de modaliteiten van : uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur, benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, bijeenkomst en werking van de algemene vergadering en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en winstverdeling;

f) Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering, hernummering en vernieuwing van de tekst, schrapping van de overbodige bepalingen en aanpassing van de statuten aan de verschillende wijzigingen van de vennootschappenwet.

4. Kwijting aan de bestuurders van de over te nemen vennootschappen.

5. Machtiging aan de raad van bestuur van de vennootschap voor de uitvoering van voornoemde besluiten en opdracht geven tot coördinatie van de statuten.  
(82628)

De raad van bestuur.

**Morgenstond, naamloze vennootschap,  
Scheldekaai 1, 8581 Avelgem (Kerkhove)**

H.R. Kortrijk 12948 — BTW 405.431.393

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeenroepen voor 22 juni 1999 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Philippe Stockman, te Moorslede, op 30 juli 1999, om 16 uur, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten nopens zelfde volgende agenda :

1. Kennisname en bespreking van nagelmede stukken waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten : fusievoorstel, verslag van de raad van bestuur en controleverslag van de revisor, beide verslagen opgesteld overeenkomstig artikel 174/3 Vennootschappenwet.

2. Fusiebesluit waarbij de vennootschap bij wijze van fusie wordt overgenomen door de naamloze vennootschap Dumoulin, met zetel te Kortrijk, Stasegemsesteenweg 102, volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden zoals bepaald in het fusievoorstel.

3. Beraadslaging en besluiten over de volgende wijzigingen van de statuten van de vennootschap :

a) afschaffing van de statutaire bepalingen inzake AFV-kapitaal en -voordelen, ingevolge beëindiging van de duur ervan;

b) in uitvoering van de beslissing tot fusie, een globale kapitaalverhoging in diverse stappen om het kapitaal te brengen op 143.610.044,- frank met creatie en uitgifte van in totaal 59.506 nieuwe aandelen. Bepaling van de rechten van de aandelen;

c) omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar euro, hetzij 3.560.000 euro;

d) Na kennisname van het vereiste verslag, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 2.000.000 euro en de mogelijkheid van conversie en verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur;

e) Herformulering van de modaliteiten van : uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur, benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, bijeenkomst en werking van de algemene vergadering en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en winstverdeling;

f) Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering, hernummering en vernieuwing van de tekst, schrapping van de overbodige bepalingen en aanpassing van de statuten aan de verschillende wijzigingen van de vennootschappenwet.

4. Kwijting aan de bestuurders van de over te nemen vennootschappen.

5. Machtiging aan de raad van bestuur van de vennootschap voor de uitvoering van voornoemde besluiten en opdracht geven tot coördinatie van de statuten.  
(82629)

De raad van bestuur.

## Administrations publiques et Enseignement technique

### Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

#### Gemeente Puurs

Het gemeentebestuur van Puurs gaat ten behoeve van het cultureel centrum De Kollebloem over tot de aanwerving van een schoonma(a)k(st)er (E-niveau) (voltijds met arbeidscontract van onbepaalde duur).

Functievereisten :

bereid tot avond- en weekendwerk;

slagen voor een bekwaamheidsexamen.

Verdere inlichtingen kunnen bekomen worden op het secretariaat (Katty Jacob, tel. 03/890 76 72).

De kandidaturen voor deelname aan het examen moeten uiterlijk op 5 augustus via aangetekend schrijven toegestuurd worden aan het college van burgemeester en schepenen, Hoogstraat 29, 2870 Puurs, vergezeld van een *curriculum vitae* en een bewijs van goed zedelijk gedrag. (21178)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Heuvelland

Het gemeentebestuur werft aan :

- een halftijds boekhouder in de ontvangerij (m/v) (niveau B), en
- een voltijds deskundige grondgebiedszaken (m/v) (niveau B).

Het O.C.M.W. werft aan :

- een halftijds boekhoudkundige in de ontvangerij (m/v) (niveau B).

Er wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

Kandidaturen dienen aangetekend gestuurd, in de post afgegeven ten laatste op 2 augustus 1999, naar respectievelijk het gemeentebestuur Heuvelland, Bergstraat 24, te 8950 Heuvelland of het O.C.M.W.-Heuvelland, op zelfde adres.

Inlichtingen kunnen bekomen worden telefonisch 057/45 04 54 of fax 057/44 56 04. (21179)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Lochristi

Het O.C.M.W.-Lochristi maakt bekend dat :

— Wervingsreserves in vast statutair verband worden aangelegd voor de volgende functies :

gebrevetteerd verpleegkundige (m/v);

kinesitherapeut (m/v).

De werfreserves worden eveneens aangewend voor het begeven van contracten van onbepaalde duur.

De proeftijd voor betrekkingen in vast statutair verband bedraagt één jaar. De proeftijd voor betrekkingen in contractueel verband voor onbepaalde duur bedraagt zes maanden.

— Er een vacature te begeven is voor de functie van poetsvrouw (m/v) in gesubsidieerd contractueel verband met halftijdse prestaties voor onbepaalde duur.

Alle voorwaarden, waarvan de kandidatuurstellingen moeten voldoen en functiebeschrijvingen, zijn te bekomen bij het O.C.M.W.-Lochristi, Bosdreef 5A, te 9080 Lochristi (tel. 09/355 93 09).

De kandidatuurstellingen en vereiste bijlagen moeten uiterlijk op 10 september 1999 aangetekend of tegen ontvangstbewijs toekomen bij het O.C.M.W.-Lochristi, t.a.v. de heer voorzitter, Bosdreef 5A, te 9080 Lochristi. (21180)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Hulshout

Het O.C.M.W.-Hulshout organiseert ten behoeve van het Seniorencentrum « Ter Nethe » bekwaamheidsexamens voor de volgende functies :

A) Gebrevetteerd verpleegkundige.

Een halftijdse betrekking in contractueel dienstverband van onbepaalde duur voor de nachtdienst is onmogelijk te begeven.

B) Kinesitherapeut.

Een deeltijdse betrekking in contractueel dienstverband is te begeven als volgt :

De dienstprestaties zullen volgens voortschrijdend schema uitgebreid worden als volgt :

per 1 januari 2000 = 0.40 prestaties

per 1 januari 2001 = 0.53 prestaties

per 1 januari 2002 = 0.67 prestaties.

Er wordt een werfreserve aangelegd met een geldigheidsduur van drie jaar.

De betrekkingen staan open voor mannelijke en vrouwelijke kandidaten.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid, dienen de kandidaturen opgesteld op een speciaal daartoe bestemd formulier, en vergezeld van de gevraagde bewijsstukken, per aangetekend schrijven, verzonden te worden aan de voorzitter van het O.C.M.W.-Hulshout, Stationsstraat 39, 2235 Hulshout, uiterlijk op 20 augustus 1999 (poststempel is bepalend).

Het verplicht inschrijvingsformulier, de aanwervingsvoorwaarden en alle andere inlichtingen verkrijgt u gratis op het Seniorencentrum « Ter Nethe », Grote Baan 256, te Hulshout, of telefonisch 015/22 93 90 (kantooruren, alle werkdagen 8-16 uur, en maandagavond 18-20 uur, of door overmaken van uw coördinaten per fax naar 015/22 93 22. (21181)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Koksijde

Het O.C.M.W. van Koksijde wenst over te gaan tot de aanwerving van 1 voltijdse maatschappelijk werk(st)er in contractueel dienstverband voor onbepaalde duur.

Aanwervingsvoorwaarden :

houd(st)er zijn van het diploma van maatschappelijk assistent(e) voorzien bij de wet van 12 juni 1945 tot bescherming van de titel maatschappelijk assistent(e).

Taak :

het verlenen van optimale en maximale dienstverlening aan hulp-aanvragers op gebied van thuiszorg;

het verlenen van optimale en maximale dienstverlening aan hulp-aanvragers in het kader van budgettering en schuldbemiddeling;

het verlenen van optimale en maximale dienstverlening aan hulp-aanvragers op gebied van algemene sociale dienstverlening.

Profiel :

kennis hebben van het Belgisch rechtstelsel en wetgeving, o.m. de organieke wet van het O.C.M.W., wet op het bestaansminimum, wet betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de O.C.M.W.'s en alle diverse methodieken en werkvorming m.b.t. de hulpverlening;

beschikken over rationele, communicatieve, organisatorische en administratief-technische vaardigheden.

De kandidaturen moeten, vergezeld van een afschrift van het diploma, ten laatste op 2 augustus 1999 aangetekend verstuurd of tegen ontvangstbewijs worden afgegeven op de dienst personeel van het O.C.M.W., gemeentehuis Oostduinkerke, Leopold II-laan 2, 8670 Koksijde.

Bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op hetzelfde adres, tel. 058/51 60 11. (21182)

### Katholieke Hogeschool Brussel

Vacatures academiejaar 1999-2000

Departement lerarenopleiding.

Vacature 1 : vakgebied biologie.

Afdeling : opleiding leraar lager onderwijs (LLO).

Opleidingsjaar : 1<sup>e</sup> en 2<sup>e</sup> jaar.

Opdracht : 50 % lesopdracht en begeleidingsopdracht.

Verwachte kwalificaties : licentie biologie, geaggregeerde HSO.

Vacature 2 : vakgebied Nederlands.

Afdeling : opleiding leraar lager onderwijs (LLO).

Opleidingsjaar : 1<sup>e</sup> jaar.

Opdracht : 50 % lesopdracht en begeleidingsopdracht.

Verwachte kwalificaties; licentie Germaanse filologie, optie Nederlands, geaggregeerde HSO.

Vacature 3 : vakgebied plastische opvoeding.

Afdeling : opleiding leraar secundair onderwijs (regentaat).

Opleidingsjaar : 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> jaar.

Opdracht : 40 % lesopdracht driedimensionaal werken en stagebegeleiding; 50 % lesopdracht kunstgeschiedenis, tekenen en stagebegeleiding.

Verwachte kwalificaties : diploma hoger kunstonderwijs met onderwijsbevoegdheid of diploma regentaat plastische kunsten.

Schriftelijke sollicitaties met *curriculum vitae* worden verwacht vóór 20 augustus 1999, ter attentie van Fernand Rochette, algemeen directeur, Nieuwland 198, 1000 Brussel. (21183)

### Erasmushogeschool Brussel

Vacature nr. E/OP/99/02.

Departement IWT.

Ambt : 50 % assistent informatica.

Karakter : niet-vacante betrekking ter vervanging van A. Touhafi.

Algemene toegangsvoorwaarden :

Voor de toegang tot het ambt gelden de algemene toelatingsvoorwaarden zoals vermeld in de artikelen 89 en 90 van het hogeschooldecreet van 13 juli 1994.

Vereiste diploma's :

Houder zijn van een diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau.

Studierichting/specialisatie : informatica (eventueel via bijkomende studies, bijscholing, ervaring,...).



**Bijzondere toewijzingsvoorwaarden :**

Ervaring in het hoger onderwijs en/of de informatica is een pluspunt.

Ervaring met projectmatig onderzoek en maatschappelijke dienstverlening is eveneens een belangrijk pluspunt.

Aanvang : datum bekrachtiging AD.

Duur : voor de duur van de afwezigheid van de titularis en uiterlijk tot 30 september 2000.

Opdracht : deeltijds, 50 %.

Omstandige taakomschrijving :

Onderwijsopdracht :

geven van hoorcolleges, werkcolleges en practica in de informatica;

opstellen van cursussen en/of begeleidende nota's;

pedagogische begeleiding van de studenten;

deelname aan alle vergaderingen en activiteiten m.b.t. de pedagogische en organisatorische aspecten van de onderwijsopdracht.

Verrichten van projectmatig onderzoek en maatschappelijke dienstverlening.

Organisatorische taken.

Permanente vorming en bijscholing in de informatica.

Beheer en organisatie van het computernetwerk.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht een dossier samen te stellen bestaande uit een sollicitatiebrief met *curriculum vitae*, afschriften van diploma's, attesten tot staving van de pedagogische ervaring en/of andere ervaring binnen het vakgebied en attesten van beroepservaring binnen en buiten het onderwijs. Dit alles dient per aangetekend schrijven verstuurd te worden naar : Erasmushogeschool Brussel, t.a.v. de heer Frank Roos, algemeen directeur, Nijverheidskaai 170, 1070 Brussel, en dit tot en met tien dagen na verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*, met vermelding van het vacaturnummer, waarvoor men zich kandidaat stelt. Het dossier(\*) kan ook op de hoofdzetel tegen ontvangstbewijs overgemaakt worden aan Mevr. A. Meeus, medewerker algemeen directeur.

Voor meer inlichtingen betreffende deze vacatures kunt u terecht bij Mevr. A. Meeus (tel. 02/559 02 68 tijdens de kantooruren) of bij het departement IWT (tel. 02/520 18 10).

(\*) Uiteraard geldt dit niet voor de personeelsleden van wie er reeds een volledig dossier aanwezig is op de centrale administratie. Betrokkenen dienen dit wel te melden in hun sollicitatiebrief. (21184)

---

### Universiteit Antwerpen

---

De Universiteit Antwerpen zoekt een medewerker onderwijskundige professionalisering.

Aard van de functie.

Tewerkstellingsgraad 7, schaal 7.1 : jaarlijkse aanvangswedde thans BEF 1 036 008 en kan oplopen tot maximum BEF 1 597 812 (voltijdse barema's, reeds geïndexeerd : 121,90 %), in geval van erkenning van nuttige ervaring voor deze functie.

Het betreft een tijdelijke betrekking bezoldigd door externe fondsen voor een periode van minimum achttien maanden met mogelijkheid tot verlenging in functie van de beschikbare middelen.

Binnen het beschikbare budget kan de opdracht ofwel voltijds ofwel deeltijds (min. 80 %) zijn.

**Functiebeschrijving.**

De medewerker ontwikkelt een vormingsaanbod voor docenten verbonden aan de Universiteit Antwerpen en LUC. Hij/zij werkt hiervoor in teamverband met een medewerker aan het LUC en met de leden van het projectteam.

**Functievereisten :**

beschikken over kennis en ervaring in het domein van de onderwijskunde verworven via een academische opleiding in de pedagogische wetenschappen, via bijkomende scholing, op grond van ervaring op het terrein van de onderwijskunde of op grond van ervaring met nascholing van leerkrachten;

affiniteit met het gebruik van ICT in het onderwijs;

beschikken over goede werkorganisatie, flexibiliteit en contactvaardigheid;

beschikken over adequate sociale en communicatieve vaardigheden.

**Toelatingsvoorwaarden :**

licentiaat in de pedagogische wetenschappen, of

licentiaat in de psychologie met specifieke kennis of ervaring op het terrein van de onderwijskunde, of

academisch diploma van de tweede cyclus met ervaring op het terrein van de onderwijskunde.

**Bijkomende inlichtingen.**

Bijkomende inlichtingen kunnen verkregen worden bij Mevr. V. Hendrickx, directiecoördinator-academische planning, tel. 03/820 21 32, e-mail: vhendric@uia.ua.ac.be (tot 23 juli) en de heer Cis Van Den Bogaert, dienst studie- en studentenbegeleiding RUCA, tel. 03/218 05 05, e-mail: dssbcis@ruca.ua.ac.be (tot 1 augustus).

**Selectieprocedure.**

De kandidaten die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden en van wie opleiding en beroepservaring het nauwst aansluiten bij de functiebeschrijving en functievereisten, zullen door de jury, na preselectie, voor een functiegerichte proef worden uitgenodigd.

De sollicitatiebrieven met motivatie en *curriculum vitae* dienen ten laatste op 13 augustus 1999 in het bezit te zijn van de personeelsdienst van de UIA, t.a.v. Mevr. V. Bogaert, coördinator personeelsbeleid, Universiteitsplein 1, te 2610 Wilrijk.

De selectie vindt plaats op 26 augustus 1999, om 9 uur. Kandidaten die hiertoe worden uitgenodigd, worden hiervan op de hoogte gesteld ten laatste op 23 augustus 1999. (21185)

---

### Universitaire Instelling Antwerpen

---

#### Vacante betrekking — Wetenschappelijk personeel (m/v)

Extern fonds « Bepaling van de verzurings- en de vermestingsgevoeligheid van Vlaamse bossen met gemodelleerde depositiefluxen », promotor prof. dr. R. Ceulemans, departement biologie.

Ten behoeve van bovenvermeld onderzoeksproject wordt overgegaan tot de vacantverklaring van één tijdelijke voltijdse betrekking van post-doctoraal onderzoeker (doctor-assistent).

**Vereisten.**

De geschikte kandidaat/kandidate moet houder zijn van een doctoraat in de biologische wetenschappen (plant- of vegetatiekunde). Ervaring in het gebruik van driedimensionele interceptiemodellen is een vereiste, evenals een grote bekwaamheid in de interpretatie van proces- en stuctuurgegevens van complexe vegetaties. Van de kandidaat/kandidate wordt ook verwacht dat hij/zij zich actief integreert in een bestaand onderzoeksteam. Een grote ervaring met diverse computertalen en programmatie is eveneens vereist.

Korte beschrijving van de uit te voeren onderzoekstaken.

Metingen van diverse structuur- en procesparameters op een bosvegetatie dienen te worden uitgevoerd en geanalyseerd. De bekomen informatie dient te worden geïntegreerd in een driedimensioneel model dat de kruinarchitectuur in detail beschrijft en simuleert, teneinde de interceptie van straling zo nauwkeurig mogelijk te kunnen weergeven. Daarnaast dient een fotosynthesemodel ontwikkeld of verfijnd te worden zodat de koolstofbalans van de bosvegetatie kan gesimuleerd worden.

Duur: negen maanden, ingaande op 1 september 1999, eventueel verlengbaar in functie van de beschikbare financiële middelen.

Nadere inlichtingen betreffende deze vacature kunnen bekomen worden bij prof. dr. R. Ceulemans, departement biologie, tel. 03/820 22 56, fax 03/820 22 71, e-mail: rceulem@uia.ua.ac.be.

Kandidatuurstelling.

Om zich kandidaat te stellen, wordt men verzocht gebruik te maken van het daartoe verplichte sollicitatieformulier en dit aangetekend of persoonlijk over te maken aan de directie personeel van de Universitaire Instelling Antwerpen, Universiteitsplein 1, 2610 Wilrijk, uiterlijk op 31 juli 1999.

Bedoeld formulier dient men aan te vragen bij deze directie, eventueel via tel. 03/820 20 14 (tijdens kantooruren). (21187)

---

### Universitair Centrum Antwerpen (RUCA)

—

Zelfstandig academisch personeel

De volgende opdrachten zijn vacant met ingang van 1 oktober 1999.

Faculteit wetenschappen, departement biologie (RUCA-campus).

Een voltijds docent, voor een hernieuwbare periode van drie jaar, met het volgende profiel:

Diploma: doctor in de wetenschappen, geneeskunde, farmaceutische wetenschappen of diergeneeskunde.

Onderwijs: organisatie en begeleiding practicum algemene biochemie en biochemie der huisdieren (2<sup>e</sup> kand. diergeneeskunde, 25 u. P, en 3<sup>e</sup> kand. diergeneeskunde, 25 u. P); bijstaan van de titularis van het theoriegedeelte van deze cursus wegens zijn functie als rector (2<sup>e</sup> kand. diergeneeskunde 60 u. T, 3<sup>e</sup> kand. diergeneeskunde, 60 u. T); ondersteuning bij, inrichten van specialisatievakken/keuzevakken (1<sup>e</sup> lic. biologie, zwaartepunt fysiologie).

Onderzoek: fysiologische en biochemische aspecten van adaptatieprocessen in dieren.

Een deeltijdse (50%) ZAP-plaats binnen de onderzoeksgroep evolutionaire biologie (graad nader te bepalen) voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

Diploma: doctor in de wetenschappen, deelgebied zoölogie.

Onderwijsopdracht: deelname in de onderwijsopdracht van het departement biologie, m.n. in de kandidaturen biologie, farmacie (opleidingsonderdeel dierkunde, 1<sup>e</sup> kand. farmacie, 60 u. T) en diergeneeskunde (opleidingsonderdeel dierkunde, 1<sup>e</sup> kand. diergeneeskunde 50 u. T, 30 u. P) en het inrichten van specialisatievakken 1<sup>e</sup> lic. biologie, zwaartepunt organismen en populaties.

Onderwijsopdracht: opvolgen en ontwikkelen van onderzoek in de ecologie, biodiversiteit en taxonomie van kleine zoogdieren in Afrika, aansluitend bij de onderzoeksprioriteiten van de onderzoeksgroep evolutionaire biologie.

Een deeltijdse (50%) ZAP-plaats binnen de onderzoeksgroep plantfysiologie (graad nader te bepalen) voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

Diploma: doctor in de wetenschappen, groep plantkunde of biochemie.

Onderwijsopdracht: de kandidaat zal binnen de onderzoeksgroep mede verantwoordelijk zijn voor het inrichten van de opleidingsonderdelen plantenfysiologie en plantenfysiologie practicum (2<sup>e</sup> kand. biologie, 30 u. T, 52,5 u. P), biotechnologie (3<sup>e</sup> graad handelsingenieur, 15 u. T, 15 u. P) en het geïntegreerd practicum fysiologie (1<sup>e</sup> lic. biologie, 240 u.).

Onderwijsopdracht: de kandidaat zal deelnemen aan onderzoeksprojecten die betrekking hebben op membraanfysiologie en stressfysiologie (oxidatieve stress) bij planten, aansluitend bij de onderzoeksprioriteiten van de onderzoeksgroep plantenfysiologie. Ervaring op het gebied van moleculaire biologie strekt tot aanbeveling.

Kandidaturen vergezeld van uitgebreid *curriculum vitae* en vereiste bekwaamheidsbewijzen, worden uiterlijk op 13 augustus 1999 verwacht bij de rector van het RUCA, prof. Walter Decler, Groenenborgerlaan 171, 2020 Antwerpen. (21186)

---

### LUC-Diepenbeek

—

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgende mandaten (m/v) vacant bij het assistierend academisch personeel.

Voltijds mandaat van assistent, financiële wetenschappen (mandaat BEDR/99/015).

Onderwijsstaak: diverse praktijksessies in bedrijfseconomie, voornamelijk accountancy en financiering.

Onderzoekstaak: doctoraatswerk op het vlak van de financiële wetenschappen (jaarrekeningen-onderzoek; waardecriteria van de onderneming en haar stakeholders) onderzoeksgroep DAM/FIM (data, analyse en modellering/financieel management).

Kennis van kwantitatieve onderzoekstechnieken strekt tot aanbeveling.

Diploma: licentiaat toegepaste economie of handelsingenieur.

Bijkomende inlichtingen: prof. dr. Arthur Limère 011/26 86 03, e-mail: arthur.limere@luc.ac.be.

Voltijds mandaat navorser (mandaat BEDR/99/14).

Deze assistent zal voor 50 pct belast worden met beleidsgericht onderzoek in ITEO (Instituut voor Toegepast Economisch Onderzoek) en zal aanvullend voor 50 pct assistentie verlenen bij de onderwijsverstrekking in de toegepaste economische wetenschappen.

Diploma: licentiaat toegepaste economie of handelsingenieur.

Bijkomende inlichtingen: prof. dr. Ludo Peeters 011/26 86 35, e-mail: ludo.peeters@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 27 augustus 1999 op dit adres dienen toe te komen. (21188)

---

### Centrum voor Statistiek

In het kader van zijn statistische dienstverlening wenst het Centrum voor Statistiek over te gaan tot de aanwerving van: navorser (m/v).

(Mandaat WNI/99/020)

Vereist diploma: universitair gediplomeerde (wetenschappen, menswetenschappen,...) met een aanvullend diploma in of goede kennis van statistiek of biostatistiek.

De navorsers zullen o.m. in het centrum opdrachten opnemen m.b.t. :  
gegevensbeheer;  
statistisch programmeren;  
analyses van epidemiologische en klinische projecten;  
invullen van de taken van de « Minimale Psychiatrische Gegevens »  
(MPG)-coördinator (in samenwerking met het Virga Jesse Ziekenhuis).

Bijkomende inlichtingen : prof. dr. Geert Molenberghs 011/26 82 38,  
e-mail: geert.molenberghs@luc.ac.be.

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op maandag 16 augustus 1999 op dit adres dienen toe te komen. (21189)

### Commune de Koekelberg

La commune de Koekelberg recrute pour l'administration communale :

1. deux adjoints administratifs (m/f);
2. un auxiliaire administratif (m/f).

Donditions :

1. diplôme enseignement secondaire inférieur ou assimilé; permis de conduire B;

2. diplôme enseignement primaire; permis de conduire B.

(les détenteurs d'un diplôme avec des qualifications supérieures ne sont pas admis)

Recrute pour la Crèche communal :

3. infirmier gradué contractuel (m/f).

Candidatures à envoyer, par lettre recommandée, au collège des bourgmestre et échevins de et à 1081 Bruxelles, place H. Vanhuffel 6, pour le 28 juillet 1999 au plus tard.

Renseignements : 02/412 14 57. (21190)

### Gemeente Koekelberg

De gemeente Koekelberg werft aan :

1. twee administratieve adjuncten (m/v);
2. een hulpbediende (m/v).

Voorwaarden :

1. diploma lager secundair onderwijs of gelijkgesteld; rijbewijs B;
2. diploma lager onderwijs; rijbewijs B.

(de houders van een diploma met hogere kwalificaties zijn niet toegelaten).

Kandidaturen per aangetekende brief te sturen naar het college van burgemeester en schepenen van en te 1081 Brussel, H. Vanhuffelplein 6, uiterlijk op 28 juli 1999.

Inlichtingen : 02/412 14 57. (21190)

## Actes judiciaires et extraits de jugements Gerechtigde akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek

Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem, du 30 juin 1999, M. Dooms, Camille, veuf de Heyligers, Henriette, né le 3 mai 1914, domicilié à 1160 Bruxelles, rue du Villageois 18, résidant à 1170 Bruxelles, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclaré incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : M. Jean Dooms, domicilié à 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Woluwedal 12/26.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandenberg, A. (64572)

Justice de paix du canton de Boussu

Par ordonnance du M. le juge de paix Marc Bouillon, du canton de Boussu, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1999, la nommée Scufnaire, Christiane, née à Frameries le 10 octobre 1942, épouse de Eickmayer, Jean-Claude, domicilié à Quaregnon, home Chez Nous, rue Ch. Dupuis 116, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pepin, Hélène, avocat à Saint-Ghislain, rue du Port 42.

Boussu, le 7 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) N. Dufrasne. (64573)

Par ordonnance du M. le juge de paix Marc Bouillon, du canton de Boussu, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1999, la nommée Gras, Liliane, invalide, née à Basècles le 21 décembre 1938, domiciliée à Mons, parc du Bois de Mons 109/3, 2e étage, se trouvant actuellement à Hornu, centre hospitalier du Grand-Hornu, route de Mons 63, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pepin, Hélène, avocat à Saint-Ghislain, rue du Port 42. Cette mission est limitée au 31 décembre 2000.

Boussu, le 7 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) N. Dufrasne. (64574)

## Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 24 juin 1999, la nommée Mme Strycharek, Vladyslawa, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, Home Ingendael, rue Steyls 44, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Hubain, Pascal, avocat, avenue Brigade Piron 52/1, 1080 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marc Pauwels. (64575)

## Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 28 juin 1999, la nommée Lanoy, Léonce Joséphine Fernande, née à Montignies-sur-Sambre le 15 mars 1916, domiciliée à 6061 Montignies-sur-Sambre, rue de la Paix 85, mais résidant actuellement à 6000 Charleroi, Home Brichart, rue Casimir Lambre, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Herinne, Eric, avocat, dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 23/18.

Charleroi, le 7 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M. Breny-Depasse. (64576)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 28 juin 1999, la nommée Paulus, Claudine, née à Couvin le 11 juin 1954, domiciliée à 6000 Charleroi, avenue de l'Europe 94/1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Sauvegarde, Françoise, avocat, dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, boulevard de Fontaine 23/2.

Charleroi, le 7 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M. Breny-Depasse. (64577)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 2 juillet 1999, le nommé Martiat, Ursmer, né à Romrée le 2 juillet 1929, domicilié à 6000 Charleroi, boulevard Tirou 41, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Mme Dieudonné, Claire, avocat, dont le cabinet est sis à 6200 Châtelet, rue du Collège 22.

Charleroi, le 7 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M. Breny-Depasse. (64578)

## Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 17 juin 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 28 juin 1999, M. Talmasse, Arthur, né le 16 février 1916 à Ombret-Rausa, veuf, domicilié Cité Vandeweghe 45, à 4480 Hermalle-sous-Huy, résidant à la Clinique Le Peri, Montagne Sainte-Walburge 48, à 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Christine Collignon, avocate à 4540 Amay, rue Joseph Wauters 19.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Beaudinet, Francine. (64579)

## Justice de paix du canton de Merbes-le-Château

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, la nommée Baton, Ghislaine, née à Baudour le 18 janvier 1956, domiciliée et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64580)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, la nommée Migliori, Marianne, née à Charleroi le 21 mai 1960, domiciliée et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64581)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, la nommée Dewaele, Christine, née à Dottignies le 1<sup>er</sup> janvier 1958, domiciliée et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64582)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, le nommé Romano, Walter, né à Haine-Saint-Paul le 19 août 1958, domicilié et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64583)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, la nommée Thon, Monique, née à Boussu le 21 août 1950, domiciliée et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64584)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 30 juin 1999, la nommée Rasquinet, Ginette, née à Charleroi le 2 avril 1959, domiciliée et résidant à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 6, 6530 Thuin.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (64585)

## Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 26 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 23 juin 1999, M. Smets, Emile, veuf de Weisgerber, Maguy, de nationalité belge, né le 22 octobre 1930 à Saint-Trond, pensionné, domicilié rue de la Baume 265, à 4100 Seraing, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Xharde, Annick, avocate-juge de paix suppléant, dont les bureaux sont établis rue Colard Trouillet 45-47, à 4100 Seraing.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fouarge, Jean-Marie. (64586)

## Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 5 juillet 1999, M. Nart, David, né le 5 juin 1981 à Charleroi, domicilié à 6030 Marchienne-au-Pont, rue Royale 62, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pavillon « Les Kiwis », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de : Me Poncin, Corinne, avocate, domiciliée à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Marie Léonard. (64587)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 6 juillet 1999, Mme Delepine, Jeanine, née le 10 mai 1960 à Gaurain-Ramecroix, domiciliée à 7530 Gaurain-Ramecroix, Grand-Route 200, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pavillon « Les Pins », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire en la personne de : Me Poncin, Corinne, avocate, domiciliée à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Marie Léonard. (64588)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 5 juillet 1999, Mme Hélène Lefebvre, née à Templeuve le 22 décembre 1919, domiciliée à 7500 Tournai, avenue de Maire 32, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire en la personne de : Me Poncin, Corinne, avocate, domiciliée à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Marie Léonard. (64589)

## Vrederegerecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 2 juli 1999, werd Georgiou, Panayoti, geboren op 3 juni 1908, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Verlindenstraat 2, verblijvende A.Z. Middelheim, campus Hoge Beuken, Commandant Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken (Antwerpen), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Peeters, Christel, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 17 juni 1999.

Antwerpen, 7 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Roger Wouters. (64590)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 2 juli 1999, werd Paeschhuys, Rosa, geboren te Antwerpen op 26 september 1923, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Frieslandstraat 4, bus 96, app. 7E, verblijvende Ziekenhuis Hoge Beuken, Commandant Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Peeters, Christel, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 juni 1999.

Antwerpen, 7 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Roger Wouters. (64591)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 2 juli 1999, werd De Weerd, Albert Jules Maria, geboren te Antwerpen op 10 april 1916, wonende te 2020 Antwerpen, VIIe Olympiadelaan 17, verblijvende A.Z. Hoge Beuken, Commandant Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken (Antwerpen), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Peeters, Christel, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 juni 1999.

Antwerpen, 7 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Roger Wouters. (64592)

## Vrederegerecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 5 juli 1999, werd Mevr. Standaert, Maria Louisa, geboren te Eeklo op 3 januari 1916, wonende te 9900 Eeklo, Tieltsesteenweg 25, opgenomen in de instelling R.V.T. « Sint-Elisabeth », Tieltsesteenweg 25, te Eeklo, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Van Asch, Veronique, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 17 juni 1999.

Eeklo, 6 juli 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (64594)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 5 juli 1999, werden de bevoegdheden van Mr. Veronique Van Asch, advocaat te 9000 Gent, er kantoorhoudende Sint-Annaplein 34, aange-steld bij beschikking d.d. 16 maart 1998, RV 98B27, Rep.R. 619/1998, als voorlopige bewindvoerder over Mevr. Manuella Nobels, geboren te Merksem op 30 maart 1961, wonende te 9990 Maldegem, Gentsesteenweg 170, verblijvende in het Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Jan, te 9900 Eeklo, Oostveldstraat 1, als volgt gewijzigd :

Zeggen dat de bevoegdheden van de voorlopige bewindvoerder in de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Eeklo, op 11 februari 1999 (RV 99B18 R.Rep. 290/1999), vanaf heden gewijzigd worden als volgt :

De voorlopige bewindvoerder zal :

de sociale betoelagingen en/of andere inkomsten van de te beschermen persoon ontvangen;

het bedrag van het gezamenlijk inkomen, onder aftrek van de lopende uitgaven voor onderhoud, huisvesting en lotsverzachting, maandelijks storten op een rekening op naam van de beschermde persoon, geopend bij een financiële instelling.

Bepalen dat :

deze rekening een maximum bedrag van 100 000 frank mag vertonen en dat het meerdere automatisch dient overgeboekt te worden op een bestaand spaarboekje van de beschermde persoon, in afwachting van een definitieve belegging;

de spaarboekjes moeten voorzien worden van de clausule van onbeschikbaarheid wat het kapitaal betreft, maar beslissen dat :

a) de voorlopige bewindvoerder, zal kunnen beschikken over de intrest, en,

b) zij, wat het kapitaal aangaat, de toelating van ons, vrederechter, zal moeten bekomen,

bij beleggingen in effecten, obligaties, e.d.m. deze in open bewaaring dienen geplaatst te worden bij een bankinstelling op naam van de beschermde persoon om er enkel te kunnen over beschikken wat het kapitaal en de intrest betreft, na schriftelijke toestemming van ons, vrederechter.

Eeklo, 6 juli 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (64595)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 5 juli 1999, wer Mevr. Pollet, Maria José, geboren te Eeklo op 24 mei 1923, wonende te 9990 Maldegem, Brugse Steenweg 195, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mevr. Van Vooren, Ginette, geboren te Eeklo op 1 februari 1960, wonende te 9992 Middelburg, Rentestraat 2A.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 juni 1999.

Eeklo, 6 juli 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (64596)

#### Vrederecht van het kanton Halle

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Halle, verleend op 25 juni 1999, werd Deneyer, Irène, geboren te Sint-Pieters-Leeuw op 4 februari 1917, verblijvende te 1670 Pepingen, Centrum Vander Stokken, Palokenstraat 17, gedomicilieerd te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Ed. Rooselaerstraat 29, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerders : Leroux, Monique, F. Steensstraat 4, 1500 Halle en Leroux, Marie Agnes, Ed. Rooselaerstraat 29, 1600 Sint-Pieters-Leeuw.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Deproost, Jean. (64597)

#### Vrederecht van het eerste kanton Gent

Gelet op het verzoekschrift d.d. 26 mei 1999, ter griffie neergelegd werd bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 11 juni 1999, werd Vanhaecke, Willy, geboren te Mariakerke op 21 januari 1946, wonende te 9032 Gent (Wondelgem), Botestraat 12, doch momenteel verblijvende te Gent, P.C. Dr. Guislain, campus Sint-Alfons, Sint-Juliaanstraat 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Vanhaecke, Alfons, bus- en trambegeleider, geboren te Mariakerke op 30 maart 1951, wonende te 9032 Gent (Wondelgem), Botestraat 12.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Iterbeke. (64598)

#### Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 29 juni 1999, werd De Maziere, Maria, geboren te Sint-Denijs-Westrem op 6 januari 1921, wonende te 9000 Gent, Sint-Antoniusskaai 15A, verblijvende P.C. Guislain, Fr. Ferrerlaan 88A, te 9000 Gent, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Baeten, Emmanuelle, wonende te 9000 Gent, Vaderlandstraat 15A.

Gent, 7 juli 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (64599)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 25 juni 1999, werd Mostaert, Daniël, geboren te Gent op 25 juni 1962, wonende te 9000 Gent, J. Van Crombrugghestraat 42, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Busscher, Martine, advocaat, wonende te 9920 Lovendegem, Molendreef 79.

Gent, 7 juli 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (64600)

#### Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 2 juli 1999, werd Pontzeele, Rosa, geboren te Baaigem op 22 oktober 1947, wonende te 9890 Gavere (Baaigem), Meersstraat 34, verblijvende Kliniek Josephine Charlotte, Salisburylaan 100, kamer 296, 9820 Merelbeke, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Pontzeele, Rita, onderwijzeres, Peperstraat 31, 9860 Oosterzele.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (64601)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 2 juli 1999, werd Pluym, Marcel, geboren te Merelbeke op 29 september 1928, gedomicilieerd te 9820 Merelbeke, Gaverssteenweg 469, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Blervacq, Robertina, gepensioneerde, Gaverssteenweg 469, 9820 Merelbeke.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (64602)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 2 juli 1999, werd Debey, Luc, geboren te Halle op 13 augustus 1943, verblijvende P.C. Caritas, Caritasstraat 76, 9090 Melle, gedomicilieerd te 1500 Halle, Willamekaai 33, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Debey, Natasja, bediende, Dr. M. Timmermanslaan 37, 2170 Merksem.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (64603)

#### Vrederecht van het eerste kanton Kortrijk

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Kortrijk, verleend op 30 juni 1999, werd de heer Bruneel, Daniël, geboren te Kuurne op 7 augustus 1919, echtgenoot van Mevr. Ameye, Leona, wonende en verblijvende te 8520 Kuurne, rustoord Heilige Familie, Gasthuisstraat 24, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en werd Mevr. Deleersnijder, Christiane, geboren te Kuurne op 16 januari 1942, wonende te 8520 Kuurne, Generaal Eisenhowerstraat 9/1, aangesteld als voorlopige bewindvoerder.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) G. Lambrecht. (64604)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Kortrijk, verleend op 30 juni 1999, werd Mevr. Ameye, Leona, geboren te Kuurne op 9 maart 1919, echtgenote van de heer Bruneel, Daniël, wonende en verblijvende te 8520 Kuurne, rustoord Heilige Familie, Gasthuisstraat 24, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en werd Mevr. Deleersnijder, Christiane, geboren te Kuurne op 16 januari 1942, wonende te 8520 Kuurne, Generaal Eisenhowerstraat 9/1, aangesteld als voorlopige bewindvoerder.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de griffier, (get.) G. Lambrecht. (64605)

—  
Vrederecht van het kanton Mol  
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 30 juni 1999, werd Slegers, Magdalena, geboren te Mol op 27 december 1922, wonende en verblijvende in het R.V.T. De Witte Meren, Collegestraat 69, te 2400 Mol, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Marien, Albert, wonende te 2400 Mol, Collegestraat 69.

Mol, 7 juli 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Paul Verhaert. (64606)

—  
Vrederecht van het kanton Wolvertem  
—

Bij beschikking van 23 juni 1999, van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd Mevr. Troch, Josée, geboren te Willebroek op 7 april 1953, en wonende te 1850 Grimbergen, Spiegelhofvoetweg 66, doch verblijvende in de V.Z.W. Levedale, De Biest 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mevr. Van Lint, Maria, wonende te 1850 Grimbergen, Spiegelhofvoetweg 66.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) N. De Donder. (64607)

Bij beschikking van 25 juni 1999, van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd de heer Bourgeois, Freddy, wonende te 1850 Grimbergen, Madeliefjesstraat 7, doch verblijvende in het Sint-Alexius, te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mevr. Debecker, Clementine, gepensioneerd, wonende te 1850 Grimbergen, Madeliefjesstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) N. De Donder. (64608)

—  
*Mainlevée d'administration provisoire*  
*Opheffing voorlopig bewind*  
—

Justice de paix du canton de Dour  
—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Dour du 2 juillet 1999, il a été mis fin au mandat de Me Bronsart, Yves, avocat, dont le cabinet est situé à Dour, rue Pairois 44, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Samain, Vitaline, née le 9 mars 1910, en son vivant de résidence à Anderlecht, avenue des Immortelles 2.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) B. Breuse. (64609)

Justice de paix du premier canton de Namur  
—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur en date du 6 juillet 1999, il a été mis fin au mandat de Wittmann, Anne, avocate, domiciliée à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 747, en sa qualité d'administratrice provisoire de Bayet, Andrée, née à Charleroi le 17 mars 1962, domiciliée à 5002 Saint-Servais, rue de Brigniot 205, Hôpital du Beau Vallon, résidant à 5170 Profondeville, chemin des Mésanges 33/5.

Pour extrait certifié conforme: le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (64611)

—  
Vrederecht van het kanton Maasmechelen  
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 25 juni 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Haenraets, Anne-Marie, advocaat, wonende te 3620 Lanaken, Koning Albertlaan 73, als voorlopige bewindvoerder over Heyens, Eric, geboren te Genk op 29 juli 1960, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats te 3630 Maasmechelen, J. Smeetslaan 58,

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (64612)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 25 juni 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Haenraets, Anne-Marie, advocaat, wonende te 3620 Lanaken, Koning Albertlaan 73, als voorlopige bewindvoerder over Volders, Evelyne, geboren te Maaseik op 15 april 1963, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats te 3630 Maasmechelen, J. Smeetslaan 58,

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (64613)

—  
*Remplacement d'administrateur provisoire*  
*Vervanging voorlopig bewindvoerder*  
—

Vrederecht van het kanton Dendermonde  
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Dendermonde, verleend op 6 juli 1999, werd Van Ransbeeck, François, wonende te Buggenhout, Lentepark 102, toegevoegd als voorlopige bewindvoerder over Van Ransbeeck, Anna, geboren te Buggenhout op 29 februari 1932, wonende te 9255 Buggenhout, Broekstraat 143, ter vervanging van Mevr. Monsieur, Sylvie, wonende te Buggenhout, Broekstraat 104.

Dendermonde, 7 juli 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Janssens, Magda. (64593)

—  
Justice de paix du canton de Spa  
—

Par ordonnance rendue le 17 juin 1999, M. le juge de paix du canton de Spa a mis fin au mandat de Mme Denise Gillesen, ex-receveur du C.P.A.S. de Liège, en qualité d'administratrice provisoire des biens de Mme Servais, Félicie Fernande Julienne, née le 8 avril 1920 à Theux, domiciliée rue de la Sauvenière 110, à 4900 Spa, et a désigné en remplacement dans les mêmes fonctions: M. Huart, Jean-François, receveur au C.P.A.S. de Liège, place Saint-Jacques 13, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Breuer, Ivan. (64614)

Par ordonnance rendue le 17 juin 1999, M. le juge de paix du canton de Spa a mis fin au mandat de Mme Denise Gillissen, ex-receveur du C.P.A.S. de Liège, en qualité d'administratrice provisoire des biens de M. Symoen, Auguste Florimond, né le 7 septembre 1941 à Dixmude, domicilié rue de la Sauvenière 110, à 4900 Spa, et a désigné en remplacement dans les mêmes fonctions : M. Huart, Jean-François, receveur au C.P.A.S. de Liège, place Saint-Jacques 13, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Breuer, Ivan. (64615)

Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 2 juli 1999, werd Joris, Erwin, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, aangesteld in vervanging van Boesmans, Viviane, advocaat, Sint-Maartenstraat 58, te 3000 Leuven, over de goederen van Schoofs, Jan, geboren te Kalmthout op 17 mei 1947, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanië, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, Andreas Vesaliuslaan 39.

Brasschaat, 7 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (64616)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 21 juni 1999, werd Freson, Marc, advocaat, Grootloonstraat 23, 3840 Borgloon, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Borgloon op 14 mei 1998 (rolnummer 87B9-Rep.R. 451.98), tot voorlopig bewindvoerder over Leunen, Maria, geboren te Wijer op 26 januari 1920, wonende te 3830 Wellen, Langenakker 114, verblijvend Klein Tegelijstraat 76, te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), ontslagen van zijn opdracht met ingang op de dag van de aanvaarding door de nieuwe aangestelde voorlopig bewindvoerder.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon : Lambeets, Geert, advocaat, Leopold II-straat 47, 3800 Sint-Truiden.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 mei 1999.

Sint-Truiden, 21 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) B. Vanstraelen. (64617)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire  
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 6 juillet 1999, M. Lambot, Jean-Michel, avocat, rue de la Montagne 253, à Montigny-le-Tilleul, lequel agit en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Balteaux, Aline, domiciliée à Erquelinnes, rue de Maubeuge 86, et résidant à Beaumont, « Résidence Sainte-Claire », chaussée de Charleroi 11, à ce dûment autorisé par ordonnance prononcée le 29 juin 1999 par M. le juge de paix du canton de Beaumont, a déclaré en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Vray, Robert, de son vivant domicilié à Erquelinnes, rue de Maubeuge 86, et décédé le 4 février 1999 à Beaumont.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Jean-Pierre Rasquin, de résidence à 7160 Chapelle-lez-Herlaimont, rue Docteur Briard 24.

Charleroi, le 6 juillet 1999.

Le greffier, (signé) M. Devigne. (21191)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 4 juin 1999, Mme Evelynne Claus, née le 21 juin 1959 à Haine-Saint-Paul, domiciliée sentier de la Haine 2, à 7100 La Louvière, agissant en qualité de mère, tutrice légale et administratrice des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir : Mertens, Vincent, né à La Louvière le 18 juillet 1989, et domicilié avec elle, et ce, dûment autorisée par décision du conseil de famille tenu devant M. le juge de paix, Roger Verloot, du canton de La Louvière, du 27 avril 1999, laquelle comparante déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de Mertens, Jacques, de son vivant domicilié à Binche, rue de Merbes 331, et décédé le 21 février 1999 à Binche (Waudrez).

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Vincent Van Drooghenbroeck, de résidence à 6000 Charleroi, boulevard Audent 16.

Charleroi, le 29 juin 1999.

Le greffier adjoint principal, (signé) N. Docquier. (21192)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 2 juillet 1999 :

aujourd'hui, le 2 juillet 1999, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut, et par-devant nous, Roziers, Andrea, greffier adjoint délégué, Mme Ransquin, Geneviève, licenciée en droit et en notariat, domiciliée à Charleroi, boulevard Tirou 20, laquelle agit en sa qualité de mandataire spécial de M. Bats, Frédéric, domicilié à Charleroi, rue Jean Jaurès 42, et de M. Bats, Pascal, domicilié à 1601 Ruisbroeck, Wandelingstraat 32, à ce dûment autorisée en vertu d'un pouvoir sous seing privé donné les 11 juin et 23 juin 1999, à Charleroi et Ruisbroeck, laquelle comparante déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Bats, Roger, de son vivant domicilié à Charleroi, place Delferrière 9, et décédé le 18 mai 1999 à Charleroi.

Dont acte dressé à la demande formelle de la comparante qu'après lecture faite nous avons signé avec elle. Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Van Drooghenbroeck, Vincent, notaire à Charleroi.

Charleroi, le 2 juillet 1999.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Roziers, A. (21193)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 29 juin 1999, Mme Grandgagnage, Michèle, agissant en sa qualité de mère adoptive et tutrice légale de l'enfant mineur d'âge, à savoir : Grandgagnage, Gaël, né à Charleroi le 28 octobre 1982, domicilié avec sa mère à Macon, rue des Haies 7, et adopté par elle suivant acte dressé le 16 juin 1983 par la justice de paix du second canton de Charleroi et homologué par le tribunal de la jeunesse de Charleroi en date du 16 novembre 1983, à ce dûment autorisée par délibération du conseil de famille réuni sous la présidence de M. le juge de paix du second canton de Charleroi en date de ce jour, a déclaré accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Mme Stevenne, Reine, de son vivant domiciliée à Marcinelle, rue de Nalinnes 440, et décédée le 10 juin 1999 à Marcinelle, et plus particulièrement le legs consenti par ledit défunt au mineur d'âge précité, par testament authentique dicté au notaire Jean-Pierre Gheens, de résidence à Marcinelle le 11 juin 1997.



Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Alain Simon, de résidence à 6470 Sivry, rue des Ecoles 6.

Charleroi, le 29 juin 1999.

Le greffier adjoint, (signé) A. Sacre. (21194)

Tribunal de première instance de Marche-en-Famenne

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le six juillet, au greffe du tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, a comparu :

Hogge, Béatrice Jacqueline Maria, née à Barvaux le 6 juillet 1955, domiciliée à 6941 Durbuy, rue de Liège 30, agissant en vertu d'une délibération du conseil de famille passé devant M. le juge de paix du canton de Barvaux en date du 10 mars 1999, en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs :

Guidard, Ophélie Marceline Françoise, née à Liège le 12 juin 1984;

Guidard, Pierre Frédéric Ariane, né à Marche le 28 juillet 1988,

lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Guidard, François Joseph Emile, né à Halanzy le 29 septembre 1952, de son vivant domicilié à Bomal-sur-Ourthe, rue de Liège 30, et décédé le 8 février 1999 à Huy.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Alain Timmermans, notaire de résidence à 6941 Bomal, route de Barvaux 9.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, adressé au domicile élu dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

(Signé) Charlier; Hogge.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) L. Charlier. (21195)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le sept juillet, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Lognard, Monique, née à Rocourt le 11 avril 1955, domiciliée à Liège (Bressoux), rue de Robermont 148, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge :

Hobe, Delphine, née à Rocourt le 14 septembre 1983, domiciliée avec la mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu devant M. le juge de paix du canton de Grivegnée en date du 22 juin 1999, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte;

Hobe, Stéphanie, née à Liège le 25 octobre 1978, domiciliée à Liège, rue de Robermont 148;

Hobe, Serge, né à Liège le 25 août 1955, domicilié à Liège, rue de Robermont 148,

lesquels comparants ont déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Hobe, Marie-Paule, née à Jambes le 29 mars 1923, de son vivant domiciliée à Liège, quai de la Boverie 98, bte 11, et décédée le 22 mai 1999 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me De Block, Thierry, notaire à Herstal, rue Hoyoux 87.

Dont acte signé, lecture faite par les comparants et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederens. (21196)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 2 juillet 1999, M. Evraerts, Jean-Pierre Ernest, né à Bossut-Gottechain le 3 décembre 1952, domicilié boulevard du Centenaire Dion-V.1, à 1325 Chaumont-Gistoux, agissant en son nom personnel et en qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur : Evraerts, Michaël, né à Ottignies-Louvain-la-Neuve le 7 janvier 1985, domicilié avec sa grand-mère maternelle, Mme Irma Monaux, rue Sous la Ville 5, à 5310 Eghezée, autorisé par délibération du conseil de famille de la justice de paix d'Enghezée, en date du 7 juin 1999, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mme Pensis, Liliane Françoise Valérie C., née à Watermael-Boitsfort le 17 avril 1958, de son vivant domiciliée à Chaumont-Gistoux, boulevard du Centenaire 1, et décédée le 26 avril 1999 à Chaumont-Gistoux.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Jamar, notaire de résidence à 1325 Chaumont-Gistoux, rue Colleau 13.

Nivelles, le 2 juillet 1999.

Le greffier-chef de service, (signé) Ph. Foucart. (21197)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op zeven juli negentienhonderd negennegentig, is verschenen :

Mr. Denis Loosveldt, advocaat te 8790 Waregem, Lijsterlaan 1, raadsman van Serrurier, Odette Ivette, geboren te Zwevegem op 28 september 1942, wonende te 8550 Zwevegem, Kortrijkstraat 107a, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes,

Grymonprez, Filip Lucien, geboren te Zwevegem op 22 juni 1965, wonende te 8550 Zwevegem, Kortrijkstraat 107a, in staat van verlengde minderjarigheid verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 2 december 1983, geboren uit het huwelijk van wijlen de heer Grymonprez, Roger, die zijn woonplaats had te Zwevegem, Kortrijkstraat 107a, en die overleden is te Kortrijk op 13 september 1980, en Serrurier, Odette, voornoemd;

De comparant heeft ons verklaard, handelend in gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Naessens, Margareta Marcella, geboren te Wielsbeke op 19 juni 1916, in leven laatst wonende te 8720 Dentergem, Markegemstraat 57, en overleden te Waregem op 7 december 1998.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van de beslissing van de familieraad, gehouden op 10 mei 1999 onder het voorzitterschap van de vrederechter van het tweede kanton Kortrijk, waarbij voornoemde Odette Serrurier gemachtigd werd om in naam van de voornoemde in staat van verlengde minderjarigheid verklaarde, de nalatenschap van wijlen Naessens, Margareta Marcella te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. D. Loosveldt.

Kortrijk, 7 juli 1999.

De adj.-griffier, (get.) Myriam Coucke. (21198)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op zeven juli negentienhonderd negenennegentig, is verschenen :

1. Seynaeve, André Hector, geboren te Kortrijk op 21 januari 1934 en wonende te 8520 Kuurne, Winterweg 9, handelend in eigen naam;

2. Seynaeve, Patrick Roger Michel, geboren te Kortrijk op 20 augustus 1957 en wonende te 8530 Harelbeke, Acacialaan 31, handelend in eigen naam.

De comparanten hebben ons verklaard, handelend in gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Seynaeve, Julien Werner, geboren te Kortrijk op 27 juni 1940, in leven laatst wonende te 8500 Kortrijk, Simon Stevinstraat 76, en overleden te Lichtervelde op 4 mei 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. J.-Ch. De Witte, notaris, te 8500 Kortrijk, Rijselstraat 38A.

Kortrijk, 7 juli 1999.

De adj.-griffier, (get.) Myriam Coucke. (21199)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op zeven juli negentienhonderd negenennegentig, heeft Van Hauwermeiren, Erik, advocaat, met kantoor te 9260 Wichelen (Schellebelle), Dendermondsesteenweg 19, handelend als gevolmachtigde van :

1. Bauwens, Patrick, huisschilder, geboren te Overmere op 18 februari 1960, en zijn echtgenote Van Eetvelde, Anna Frieda Jozef, huisvrouw, geboren te Aalst op 29 maart 1961, samenwonend te 9260 Wichelen, Gebuurweg 11, beiden handelend in eigen naam;

2. Bauwens, Soetkin, studente, geboren te Aalst op 15 oktober 1979, ongehuwd, wonende te 9260 Wichelen, Gebuurweg 11, handelend in eigen naam

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Bauwens, Marieke, geboren te Aalst op 8 april 1982, in leven laatst wonende te 9260 Wichelen, Gebuurweg 11, en overleden te Wichelen op 7 juni 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. H. Bracke, notaris te 9260 Wichelen, Margote 75.

Dendermonde, 7 juli 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) E. Verschueren. (21200)

### Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 24 juin 1999 ont été déclarées closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de M. Guy Bouchez, rue de Jonckeer 23, 1060 Bruxelles.

Le tribunal a déclaré que le failli est excusable.

Le curateur, (signé) Anicet Baum. (Pro deo) (21201)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 juni 1999 werden afgesloten verklaard voor gebrek aan actief, de verrichtingen van het faillissement van de heer Guy Bouchez, de Jonckeerstraat 23, 1060 Brussel.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde verschoonbaar is.

De curator, (get.) Anicet Baum. (Pro deo) (21201)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Russo, Nicolas, dont le siège social est établi à Schaerbeek, avenue Milcamps 188, R.C. Bruxelles 499463.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (21202)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op betekenis, het faillissement van de heer Russo, Nicolas, met maatschappelijke zetel te Schaerbeek, Milcampsaan 188, H.R. Brussel 499463.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont. (Pro deo) (21202)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. L.D., dont le siège social est établi à Uccle, avenue d'Homborchveld 66, R.C. Bruxelles 448302, TVA 423.710.054.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (21203)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. L.D., met maatschappelijke zetel te Ukkel, Homborchveldlaan 66, H.R. Brussel 448302, BTW 423.710.054.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21203)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C. Resthoca, dont le siège social est établi à Molenbeek, chaussée de Ninove 503, R.C. Bruxelles 523379, TVA 436.028.460.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21204)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op bekenenis, het faillissement van de C.V. Resthoca, met maatschappelijke zetel te Molenbeek, Ninoofsesteenweg 503, H.R. Brussel 523379, BTW 436.028.460.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21204)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Vepoc, dont le siège social est établi à Schaerbeek, avenue Sleenckx 41, R.C. Bruxelles 563963.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21205)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op bekenenis, het faillissement van de N.V. Vepoc, met maatschappelijke zetel te Schaerbeek, Sleenckxlaan 41, H.R. Brussel 563963.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21205)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Fiscalité, Comptabilité, Gestion, Expertises, dont le siège social est établi à Schaerbeek, avenue Princesse Elisabeth 104, R.C. Bruxelles 471780, TVA 427.468.112.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21206)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Fiscalité, Comptabilité, Gestion, Expertises, met maatschappelijke zetel te Schaerbeek, Prinses Elisabethlaan 104, H.R. Brussel 471780, BTW 427.468.112.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21206)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Office d'Assurances et de Crédits, dont le siège social est établi à Schaerbeek, rue de Brabant 173, R.C. Bruxelles 98074.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21208)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op betekenis, het faillissement van de B.V.B.A. Office d'Assurances et de Crédits, met maatschappelijke zetel te Schaerbeek, Brabantstraat 173, H.R. Brussel 98074.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21208)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Velau, dont le siège social est établi à Uccle, avenue Defré 202, R.C. Bruxelles 538978, TVA 442.364.243.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21209)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op betekenis, het faillissement van de B.V.B.A. Velau, met maatschappelijke zetel te Ukkel, Defrélaan 202, H.R. Brussel 538978, BTW 442.364.243.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.P. Domont.  
(Pro deo) (21209)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L.U. L'Etoile Internationale, avec siège social à 1070 Bruxelles, rue Brogniez 160, R.C. Bruxelles 603692, T.V.A. 458.135.156.

Activité principale : confection.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21210)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. L'Etoile Internationale, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Brogniezstraat 160, H.R. Brussel 603692, BTW 458.135.156.

Hoofdactiviteit : confectie.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21210)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.C. Maison André, avec siège social à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 297/5, R.C. Bruxelles 607156, T.V.A. 433.259.210.

Activité principale : courtage en produits alimentaires.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21211)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de S.V. Maison André, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 297/5, H.R. Brussel 607156, BTW 433.259.210.

Hoofdactiviteit : makelaarsloon in voedingsproducten.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21211)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Dupala, avec siège social à 1040 Bruxelles, rue des Nerviens 111, R.C. Bruxelles 626868, T.V.A. 442.946.738.

Activité principale : intermédiaire en meubles.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21212)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Dupala, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Nervierslaan 111, H.R. Brussel 626868, BTW 442.946.738.

Hoofdactiviteit : tussenhandel in meubelen.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21212)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Chami et K, avec siège social à 1070 Bruxelles, rue du Serment 44, R.C. Bruxelles 585537, T.V.A. 453.509.543.

Activité principale : commerce de détail et de gros de produits d'alimentation générale.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21213)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Chami en K, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Eedstraat 44, H.R. Brussel 585537, BTW 453.509.543.

Hoofdactiviteit : groothandel en kleinhandel van voedingsproducten.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21213)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Alba, avec siège social à 1040 Bruxelles, boulevard Louis Schmidt 119, bte 3, R.C. Bruxelles 627075, T.V.A. 454.182.011.

Activité principale : import, export de produits alimentaires.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21214)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Alba, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Louis Schmidlaan 119, bus 3, H.R. Brussel 627075, BTW 454.182.011.

Hoofdactiviteit : invoeren en uitvoeren van voedingsproducten.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21214)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. All Financial Values, avec siège social à 1190 Bruxelles, rue des Primeurs 81, R.C. Bruxelles 565687, T.V.A. 449.259.557.

Activité principale : impression d'actions.

Juge-commissaire : Henry Courtin.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21215)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 juli 1999 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. All Financial Values, met maatschappelijke zetel te 1190 Brussel, Frisheidstraat 81, H.R. Brussel 565687, BTW 449.259.557.

Hoofdactiviteit : afdruk van aandelen.

Rechter-commissaris : Henry Courtin.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.  
(Pro deo) (21215)

## Tribunal de commerce Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 29 juin 1999, ont été clôturées les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Crédit Relax, dont le siège social était sis à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 222.

Le tribunal a décidé que la société faillie est excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (get.) Ronald Parijs. (21216)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 29 juni 1999 werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Credit Relax, met maatschappelijke zetel gelegen te 1180 Brussel, Brugmannlaan 222, afgesloten.

De rechtbank heeft beslist de gefailleerde vennootschap verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ronald Parijs. (21216)

## Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement rendu le 6 juillet 1999, la première chambre du tribunal de commerce Charleroi a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Menuiserie Antoine, dont le siège social est sis à Charleroi (Ransart), rue Masses Diarbois 44, R.C. Charleroi 187325, T.V.A. 457.646.295.

Date provisoire de cessation des paiements : le 26 mai 1999.

Déclarations de créances à déposer au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel : avant le 27 juillet 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 août 1999, à 8 h 30 m.

Juge-commissaire : M. F. De Clercq.

Curateur : Me Guy Houtain, avocat à Fleurus, chaussée de Charleroi 231 (tél. : 071/81 46 27).

Le curateur : (signé) G. Houtain. (Pro deo) (21217)

Par jugement du 28 juin 1999 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a été déclarée en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Dutilleul, dont le siège social était sis chaussée de Châtelet 400, à 6042 Lodelinsart, R.C. Charleroi 186519.

Le même jugement prend par ailleurs les dispositions suivantes :

Date provisoire de la cessation des paiements de la société faillie : le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Déclarations des créances à déposer exclusivement au greffe de commerce, boulevard Général Michel, à 6000 Charleroi, avant le 20 juillet 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi : le 17 août 1999, à 8 h 30 m.

Sont nommés en qualité de :

Juge-commissaire : M. Francis De Clercq.

Curateur : Me Jean-Pierre Deprez, avocat, dont le cabinet est sis rue T'Serclaes de Tilly 49-51, à 6061 Montignies-sur-Sambre (tél. : 071/31 52 92, fax : 071/31 98 74).

Le curateur, (signé) Me J.P. Deprez. (Pro deo) (21218)

## Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 8 juillet 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.A. Van de Velde, dont le siège social était établi à 4000 Liège, rue Foidart 108, n'ayant plus de siège d'exploitation depuis deux ans, R.C. Liège 153986, avec date du début des opérations commerciales le 1<sup>er</sup> janvier 1996, pour l'activité de débit de boissons et petite restauration. Le curateur désigné est Me Georges Rigo, avocat, dont l'étude est établie rue Beeckman 14, à 4000 Liège.

Le juge-commissaire est M. Jean Thiebaut. Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 24 août 1999, à 9 h 30 m, en la salle des faillites. La date ultime pour le dépôt des déclarations de créance est fixée au 9 août 1999.

Le curateur, (signé) G. Rigo. (Pro deo) (21219)

Par jugement rendu le 8 juillet 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. L.B.L. Négoces, établie et ayant son siège social à 4610 Beyne-Heusay, rue Hélène 43, R.C. Liège 189916, pour la fabrication et le conditionnement de produits alimentaires solides et liquides, T.V.A. 452.406.614. Dernier délai pour le dépôt des déclarations de créances : le 6 août 1999. Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 7 septembre 1999, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, 1<sup>er</sup> étage, place Saint-Lambert, à 4000 Liège.

Juge-commissaire : M. Jimmy Bollekens.

Le curateur, (signé) André Pauquay, avocat, avenue Rogier 28, bte 02/1, 4000 Liège. (21220)

## Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 28 juin 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.P.R.L. Vins et Alcools rares, dont le siège social est sis A. Chevaliers d'Escalda 2, à 1325 Chaumont-Gistoux, R.C. Nivelles 58363, T.V.A. 432.292.574.

Nature de l'activité exercée : vente de vins et d'alcools.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles.

Juge-commissaire : M. Willy Debuysschere.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 5 août 1999, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (Pro deo) (21221)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 28 juin 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.P.R.L. Cova Reno, dont le siège social est sis rue de la Maladrerie 90, à 1370 Jodoigne, R.C. Nivelles 88468, T.V.A. 461.356.348.

Nature de l'activité exercée : rénovation.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles,

Juge-commissaire : M. Willy Debuysschere.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 5 août 1999, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (Pro deo) (21222)

Par jugement du 14 septembre 1998, rendu sur base de l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé, pour insuffisance d'actif, la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Le Flamboyant de Saigon, dont le siège est sis place Bosch 21, 1300 Wavre, R.C. Nivelles 72265, T.V.A. 448.377.748, et a dit n'y avoir lieu à accorder le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) Marc-Alain Speidel. (Pro deo) (21223)

Par jugement du 14 septembre 1998, rendu sur base de l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé, pour insuffisance d'actif, la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Abaca LLN, dont le siège est sis rue des Wallons 8, 1348 Louvain-la-Neuve, R.C. Nivelles 70868, T.V.A. 446.877.416, et a dit n'y avoir lieu à accorder le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) Marc-Alain Speidel. (21224)

Par jugement du 14 septembre 1998, rendu sur base de l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé, pour insuffisance d'actif, la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Gandhi, dont le siège est sis rue de l'Ermitage 7, 1300 Wavre, R.C. Nivelles 77043, T.V.A. 453.247.346, et a dit n'y avoir lieu à accorder le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) Marc-Alain Speidel. (21225)

Par jugement du 14 septembre 1998, rendu sur base de l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé, pour insuffisance d'actif, la clôture de la faillite de M. Charles Lemiez, dont le siège est sis rue Jacques Mornard 3, 1390 Grez-Doiceau, T.V.A. 540.328.996, et a dit n'y avoir lieu à accorder le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) Marc-Alain Speidel. (Pro deo) (21226)

Le tribunal de commerce de Nivelles, par jugement du 28 juin 1999, a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Active Business Marketing Contractors, exerçant l'activité d'intermédiaire commerciale en pose de chape, châssis, corniche, parquet..., ayant son siège social drève de l'Infante 29/C2, à 1410 Waterloo, R.C. Nivelles 83626.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 5 août 1999, à 11 heures, audience de vacations, dans l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt. (Pro deo) (21227)

Le tribunal de commerce de Nivelles, par jugement du 28 juin 1999, a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.A. Parcer, exerçant une activité de bureau d'étude en publicités, ayant son siège social drève Richelle 161, Bat. N, à 1410 Waterloo, R.C. Nivelles 63534.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 5 août 1999, à 11 heures, audience de vacations, dans l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt. (Pro deo) (21228)

Le tribunal de commerce de Nivelles, par jugement du 28 juin 1999, a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. J.C.L., exerçant le commerce en import-export de marchandises diverses, ayant son siège social allée des Pinsons 28, à 1400 Nivelles, R.C. Nivelles 81715.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 5 août 1999, à 11 heures, audience de vacations, dans l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt. (Pro deo) (21229)

Le tribunal de commerce de Nivelles, par jugement du 28 juin 1999, a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. NS Haris, exerçant au siège social l'activité de station service, ayant son siège social chaussée de Tubize 489, à 1420 Braine-l'Alleud, R.C. Nivelles 81342, T.V.A. 457.672.229.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 5 août 1999, à 11 heures, audience de vacations, dans l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt. (21230)

Le tribunal de commerce de Nivelles, par jugement du 28 juin 1999, a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Les Verseaux, exerçant au siège social le commerce de carterie sous la dénomination « Le Scribe », ayant son siège social chaussée de Mons 18, à 1400 Nivelles, R.C. Nivelles 70123, TVA 446.034.704.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 5 août 1999, à 11 heures, audience de vacations, dans l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt. (21231)

#### Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 24 juin 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.C.R.L. Trans-Bat, dont le siège social était sis 5300 Andenne, rue du Président Kennedy 3, R.C. Namur 66836, T.V.A. 450.822.247. Il a été donné décharge au curateur de son mandat.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) Marie-Flore Heintz. (Pro deo) (21232)

#### Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 29 juni 1999 werd het faillissement van Mevr. Van Houdt, Hilde, geboren te Beveren op 4 maart 1965, en wonende te Olen, Weeën 5C, uitgesproken bij vonnis van 15 april 1997, gesloten bij vereffening. De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. T. Vandecruys. (21234)

Bij vonnis van 7 juli 1999 werd de genaamde De Brouwershoeve Meerseldreef B.V.B.A., Dreef 62, 2328 Meerle, H.R. Turnhout 78526, drankgelegenheid, verbruiksalon, BTW 456.780.819, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer De Baerdemaeker.

Curator : advocaat Van Rompaey, De Merodedreef 89F, 2260 Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 7 juli 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 4 augustus 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 18 augustus 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey. (Pro deo) (21235)

Bij vonnis van 7 juli 1999 werd de genaamde A.B.C. N.V., Atealaan 35B, 2270 Herenthout, H.R. Turnhout 74802, werkplaats voor het herstellen van koetswerk, fabricatie van aanhangwagens, BTW 453.017.219, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : de heer Vervoort.

Curator : advocaat Van Rompaey, De Merodedreef 89F, 2260 Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 7 juli 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 4 augustus 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 18 augustus 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey. (Pro deo) (21236)

Bij vonnis van 7 juli 1999 werd de genaamde Peetermans, Nancy, geboren op 13 juli 1968, Dorp 45, 2250 Olen, H.R. Turnhout 85297, drankgelegenheid « De Drie Potten », BTW 629.601.561, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Vervoort.

Curator : advocaat Van Rompaey, De Merodedreef 89F, 2260 Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 4 augustus 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 18 augustus 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 7 september 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey. (Pro deo) (21237)

Bij vonnis van 7 juli 1999 werd de genaamde Julius B.V.B.A., Stationsstraat 10, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout 57579, drankgelegenheid « Den Boemel », BTW 430.717.414, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer De Baerdemaeker.

Curator : advocaat Van Rompaey, De Merodedreef 89F, 2260 Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 7 juli 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 4 augustus 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 18 augustus 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey. (Pro deo) (21238)

Bij vonnis van 7 juli 1999 werd de genaamde Hertals-Invest N.V., Belgiëlaan 7, 2200 Herentals, H.R. Turnhout 64213, beheren van beleggingen en vermogens, dienstverlening in de sport, BTW 439.957.356, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : de heer Vervoort.

Curator : advocaat Van Rompaey, De Merodedreef 89F, 2260 Westerlo.



Tijdstip van ophouding van betaling : 7 juli 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 4 augustus 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 18 augustus 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey. (Pro deo) (21239)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Inzake het faillissement C.V.B.A. Winners International Network, met zetel te 3800 Sint-Truiden, Tiensesteenweg 80, H.R. Hasselt 90375, failliet verklaard bij vonnis in datum van 25 februari 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt bij vonnis d.d. 30 juni 1999 de sluiting uitgesproken bij gebrek aan enig actief.

Terzake zijn er geen redenen voorhanden om de verschoonbaarheid van gefailleerde toe te staan. De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Hasselt, 6 juli 1999.

(Get.) Mr. Patrick Schruers, curator. (21240)

Inzake het faillissement B.V.B.A. J. Mertens & Co, met zetel te 3510 Kermt, Leliestraat 15, H.R. Hasselt 50547, failliet verklaard bij vonnis in datum van 10 december 1998, heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt bij vonnis d.d. 30 juni 1999 de sluiting uitgesproken bij gebrek aan enig actief.

Terzake zijn er geen redenen voorhanden om de verschoonbaarheid van gefailleerde toe te staan. De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Hasselt, 6 juli 1999.

(Get.) Mr. Patrick Schruers, curator. (21241)

Inzake het faillissement B.V.B.A. Music Gallery, met zetel te 3500 Hasselt, Maastrichterstraat 115, H.R. Hasselt 74843, failliet verklaard bij vonnis in datum van 25 februari 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt bij vonnis d.d. 30 juni 1999 de sluiting uitgesproken bij gebrek aan enig actief.

Terzake zijn er geen redenen voorhanden om de verschoonbaarheid van gefailleerde toe te staan. De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Hasselt, 6 juli 1999.

(Get.) Mr. Patrick Schruers, curator. (21242)

Inzake het faillissement B.V.B.A. Klifa, met zetel te 3800 Sint-Truiden, Hamelstraat 19, H.R. Hasselt 42144, failliet verklaard bij vonnis in datum van 25 februari 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt bij vonnis d.d. 30 juni 1999 de sluiting uitgesproken bij gebrek aan enig actief.

Terzake zijn er geen redenen voorhanden om de verschoonbaarheid van gefailleerde toe te staan. De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Hasselt, 6 juli 1999.

(Get.) Mr. Patrick Schruers, curator. (21243)

De rechtbank van koophandel van Hasselt verklaart het faillissement Kellers, Stany, transportbedrijf, Driesstraat 9, te 3800 Sint-Truiden, H.R. Hasselt 88268, failliet verklaard bij vonnis rechtbank van koophandel te Hasselt d.d. 10 april 1997, bij vonnis d.d. 24 juni 1999 gesloten bij gebrek aan enig actief.

De rechtbank zegt voor recht dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De rechtbank ontlast de curatoren van hun opdracht.

Namens de curatoren, (get.) Mr. Ivo Valgaeren. (21244)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel d.d. 18 juni 1999, werd het faillissement Van Speybroeck, Patricia, Meerstraat 1, 9070 Destelbergen, H.R. Gent 147798, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Walter Moens, Burggravenlaan 1, 9000 Gent. (Pro deo) (21246)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 29 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement van C.V.B.A. Dumatex, met zetel te Sint-Niklaas, Tuinlaan 80, failliet verklaard bij vonnis van 22 april 1999, afgesloten bij gebreke aan actief.

De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Schoenmaekers, Pr. Jos. Charlottelaan 71, 9010 Sint-Niklaas. (Pro deo) (21247)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 29 juni 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Corill, met zetel te 8760 Meulebeke, Baronielaan 7, H.R. Kortrijk 86717, BTW 412.840.413, failliet verklaard bij vonnis van 15 december 1998, afgesloten wegens gebrek aan actief en werd de B.V.B.A. Corill niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. Marianne Michiels, advocaat te 8500 Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 27. (Pro deo) (21248)

Rechtbank van koophandel te Leuven

In mijn hoedanigheid van curator van het faillissement van de N.V. Zerob, met maatschappelijke zetel te 3271 Averbode, Galgenberg 17, thans Heist-op-den-Berg, Stationsstraat 15, met de Tadic Zjelco als zaakvoerder, import-export, groothandel van menigvuldige goederen, huur en verhuur van alle voertuigen, onderneming in roerende en onroerende goederen, H.R. Leuven 78245, BTW 442.059.583, hiertoe op dagvaarding, na gerechtelijk akkoord, aangesteld bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, van 15 december 1998.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 30 maart 1999, bij ontoereikendheid aan actief, werd afgesloten, en de gefailleerde niet verschoonbaar werd verklaard.

(Get.) V. Missoul, curator. (21249)

Faillissement : B.V.B.A. De Mene, Broekstraat 9, 3300 Tienen, H.R. Leuven 68184, BTW 429.508.476, vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 6 juli 1999.

Rechter-commissaris : J. Van Miert.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen vóór 30 juli 1999.

Nazicht schuldvorderingen : 13 september 1999, te 15 u. 45 m.

(Get.) Dirk De Maeseneer, curator. (21250)

## Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde in datum van 5 juli 1999 werd, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard: N.V. Saro, met maatschappelijke zetel te 9600 Ronse, Zonnestraat 2, H.R. Oudenaarde 23378, voor een kleinhandel met meer dan één inrichting, met als handelsbenaming Super GB Partner, BTW 416.310.043.

Rechter-commissaris : de heer Lucien Van Welden, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. Luc Blockeel, advocaat te 9700 Oudenaarde, Deinestraat 1; Mr. Raf Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteelstraat 15, en Mr. Dominique Van Mallegem, advocaat te 9700 Oudenaarde, Bourgondiëstraat 10, bus 2.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 5 juli 1999.

Indienen schuldvordering : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel, te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting nazicht schuldvorderingen : donderdag 2 september 1998, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) L. Blockeel; R. Cooman; D. Van Mallegem. (21251)

## Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Bij vonnis van 10 juni 1999, der rechtbank van koophandel te Antwerpen, werd het faillissement van de N.V. Europese Bouw- en Beleggingsmaatschappij, verkort E.B.B.M., met zetel te Kalmthout, Canadezenlaan 12, H.R. Antwerpen 219204, ingetrokken.

De curator, (get.) Mr. Willy Van Orshaegen, Kroonstraat 44, 2140 Borgerhout (Antwerpen). (21233)

## Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 5 juillet 1999, M. Monnard, Albert François, cultivateur, né à Escanaffles le 3 février 1928, et son épouse, Mme François, Denise Henriette Marie Louise, cultivatrice, née à Anserœul le 9 février 1932, domiciliés tous deux à Escanaffles, route d'Anserœul 12, ont introduit devant le tribunal de première instance de Tournai une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Michel Tulippe-Hecq, à Tournai (Templeuve), en date du 5 juillet 1999.

Le contrat modificatif emporte maintien du régime légal de communauté existant entre les époux, sous les modifications suivantes avec apport à la communauté d'un immeuble par M. Monnard, Albert.

Tournai (Templeuve), le 6 juillet 1999.

(Signé) M. Tulippe, notaire. (21252)

Par acte reçu par Me Etienne Carier, notaire, résidant à Péruwelz, à la date du 10 mars 1999, homologué par le tribunal de première instance de Tournai le 15 juin 1999, M. Luc Janmart, contremaître, et son épouse, Mme Patricia Dumay, agent d'entretien, demeurant ensemble à Péruwelz (Bonsecours), rue de Saint-Amand 72, ont procédé à la modification de leurs conventions matrimoniales, M. Luc Janmart apportant et faisant entrer dans le patrimoine commun l'immeuble propre situé à Péruwelz (Bonsecours), rue de Saint-Amand 72.

(Signé) E. Carlier, notaire. (21253)

D'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Charleroi, première chambre civile, le 19 avril 1999, en cause de Jacquet, Jean Emile Joseph, retraité, et son épouse, De Decker, Liliane Zulma, retraitée, domiciliés à Jumet (Charleroi), rue César De Paepe 15, adoptant les motifs de l'acte reçu par Me Philippe Butaye, notaire à Charleroi (Roux), le 3 février 1999, apportant certaines modifications au régime matrimonial des époux, et de la requête, homologue ce même acte pour être exécuté en sa forme et teneur.

(Signé) Ph. Butaye, notaire. (21254)

Suite à la requête déposée le 23 mars 1999, le tribunal de première instance de Liège a homologué, par décision du 21 mai 1999, l'acte du notaire Robert Meunier, de Seraing, du 12 mars 1999, contenant modification du régime matrimonial existant entre M. Gelardi, Alfonso, ouvrier, né à Porto Empedocle (Italie) le 11 mai 1972, de nationalité italienne, et son épouse, Mme Perrone, Barbara, employée, née à Cosenza (Italie) le 6 décembre 1973, de nationalité italienne, demeurant ensemble à 4420 Saint-Nicolas, rue Thiou 55, et comportant l'apport à la communauté d'un immeuble propre à M. Gelardi, sis à Saint-Nicolas, rue Chantraine, cadastré section A, numéros 258/T/6 et 258/X/6.

Seraing, le 8 juillet 1999.

(Signé) R. Meunier, notaire. (21255)

Par jugement rendu le 21 mai 1999, le tribunal de première instance de Liège a homologué l'acte contenant modification du régime matrimonial des époux, M. Kairis, Georges Joseph Paul, blanchisseur indépendant, né à Stavelot le 5 décembre 1946, et Mme Sante, Georgette Paulette Nicole, professeur, née à Sougné-Remouchamps le 23 novembre 1946, demeurant ensemble à 4140 Sprimont, Grand-Route 96, aux termes de cet acte, lesdits époux, mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple suivant contrat reçu le 26 juin 1969 par le notaire Daniel Amory, à Louveigné, déclarent adjoindre à leur régime de séparation de biens une société limitée à un immeuble apporté par M. Georges Kairis et au passif grevant cet immeuble, étant un bâtiment rural et terrain sis Grand-Route 96+, anciennement en lieudit « Terre aux Roches », cadastré suivant récent extrait section G, partie du numéro 471 A 6, ainsi qu'un hangar sis Grand-Route 96+, cadastré section B, numéro 471 B 6, pour une superficie de 1 a 83 ca.

Louveigné, le 8 juillet 1999.

(Signé) Hugues Amory, notaire à Louveigné. (21256)

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Olivier Verstraete, à Auderghem, le 1<sup>er</sup> juin 1999, M. De Schouwer, Laurent Paul Eugène, gérant de société, né à Bruxelles le 16 décembre 1965, et son épouse, Mme Quaeysaegens, Isabelle, employée, née à Etterbeek le 21 avril 1967, domiciliés et demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Cosmonaute 6, ont procédé à une modification de leur régime matrimonial par apport au patrimoine commun d'un bien propre à Mme Quaeysaegens.

Ils sollicitent aujourd'hui, auprès du tribunal de première instance de Bruxelles, l'homologation de cette modification.

(Signé) O. Verstraete, notaire. (21257)

Par jugement du 17 mai 1999, le tribunal de première instance de Mons a homologué l'acte modificatif de régime matrimonial reçu par le notaire Alain Aerts, à La Louvière (Houdeng-Aimeries) le 22 février 1999, entre les époux Van Heddegem, parfois Van Heddegem, Adrien Léon, pensionné, et Van Handenhove, Julie Louise, sans profession, demeurant ensemble à La Louvière (Houdeng-Aimeries), rue Jean Bourlon 9.

L'acte prévoit apport de biens propres à la communauté.

Pour les époux, (signé) Me Alain Aerts, notaire à La Louvière (Houdeng-Aimeries). (21258)

Bij vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 20 mei 1999, werd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt tussen de echtgenoten Peter Cruycke, en Mevr. Hilde Delmulle, samenwonende te 8790 Waregem, Plasstraat 15, door notaris Thérèse Dufaux, te Waregem, op 19 maart 1999, gehomologeerd.

De wijziging behelst de inbreng in het gemeenschappelijk vermogen van een eigen onroerend goed.

Voor de echtgenoten, (get.) Thérèse Dufaux, notaris. (21259)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk d.d. 20 mei 1999, werd gehomologeerd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Christine Callens, te Lendeledede, op 29 maart 1999, tussen de heer Clarysse, Danny, en Mevr. Lazou, Jenny, wonende te Kortrijk (Marke), Keizerstraat 39. Deze wijziging houdt in : aanneming van het wettelijk stelsel met inbreng van een tegenwoordig onroerend goed in plaats van het wettelijk stelsel waaronder zij gehuwd waren.

(Get.) Chr. Callens, notaris. (21260)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge van 19 januari 1999, werd akte houdend wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris E. De Vlieger, te Ichtegem, van 6 november 1998, van de echtgenoten, Jansseune, Abel, op rust, en Vanrenterghem, Maria, huisvrouw, wonende te 8680 Koekelare, Ichtegemstraat 49, gehomologeerd.

Voor de verzoekers, (get.) E. De Vlieger, notaris. (21261)

Bij vonnis uitgesproken door de zesde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk d.d. 3 juni 1999, werd overgegaan tot homologatie van de akte verleden op 31 maart 1999 voor notaris Destrooper, Sabine, te Ledegem, houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, Thermote, Tom-Luyckx, Karin, samenwonende te Ledegem (Sint-Eloois-Winkel), Smissestraat 47, met behoud van het wettelijk stelsel maar met inbreng in de gemeenschap van een eigen goed van de echtgenoot.

Namens de echtgenoten Thermote-Luyckx, (get.) Destrooper, Nadine, notaris. (21262)

Volgens vonnis uitgesproken op 29 juni 1999 door de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, werd de akte houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Janssens, François, ijzervlechter, en zijn echtgenote, Mevr. De Maeseneer, Jenny Seraphina Virginie, gepensioneerd, samenwonende te 9340 Lede, De Kerckhovelaan 33, verleden voor notaris Daniel Meert, te Erpe, op 13 januari 1999, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten Janssens-De Maeseneer, (get.) Daniel Meert, notaris. (21263)

Bij verzoekschrift van 30 juni 1999 verzoeken de heer Handekyn, Bart Albert Jos, bakker, geboren te Aalst op 12 oktober 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Van Puymbroeck, Karina Melania Arthura, staatsambtenaar, geboren te Asse op 29 december 1960, wonende te 1745 Opwijk, Merchtemsesteenweg 10, de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de akte te homologeren verleden voor notaris Jean-Jacques Boel, te Asse, op 30 juni 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door de heer Bart Handekyn van een woon- en handelseigendom, gelegen te Opwijk, Merchtemsesteenweg 8-10, gekadastréerd sectie C, nummers 558/T/2 en 558/V/2, groot 6 a.

Voor de verzoekers, (get.) Jean-Jacques Boel, notaris te Asse. (21264)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 29 juni 1999, werd de akte verleden voor het ambt van notaris Christian De Wulf, te Dendermonde, op 9 april 1999, houdende wijziging huwelijksstelsel van de echtgenoten Lievens, Herman Jozef Louise, leraar, geboren te Ninove op 3 november 1957, en De Paepe, Marleen Roger Ludwine, bankbediende, geboren te Ninove op 22 maart 1963, samenwonende te Haaltert, Rijstraat 3, gehomologeerd.

Bij voormelde akte verleden voor notaris Christian De Wulf, te Dendermonde, op 9 april 1999, behielden de betrokken echtgenoten Herman Lievens-De Paepe, Marleen, het wettelijk stelsel zoals geregeld door de artikelen 1398 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, en met inbegrip van de wijzigingen aangebracht door de akte wijziging huwelijkscontract verleden voor notaris Jozef Van Oudenhove, te Haaltert (Denderhoutem), op 12 maart 1990, waardoor het woonhuis met afhangen en met grond, te Haaltert (Kerksken), Rijstraat 3, gekadastréerd volgens titel derde afdeling, sectie B, nummers 26/A en 27/A, groot volgens zelfde 45 a 91 ca tot het gemeenschappelijk vermogen behoort. Werd tevens, voor zoveel als nodig, in de gemeenschap ingebracht, een hypothecaire schuld bij de Bank Brussel Lambert, met zetel te Brussel, die voormelde eigendom bezwaart, en die afgesloten werd door de echtgenoten Herman Lievens-De Paepe, Marleen, en de inlassing van een beding van toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende bij ontbinding van het huwelijk door overlijden.

(Get.) A. De Wulf, notaris. (21265)

Bij vonnis uitgesproken op 29 juni 1999 door de eerste burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Edgard Van Oudenhove, te Haaltert (Denderhoutem), op 16 april 1999, waarbij de heer Van der Straeten, Patrick Louis Irma, zelfstandige, geboren te Ninove op 21 februari 1963, en zijn echtgenote, Mevr. De Vriendt, Carla, zelfstandige verpleegster, geboren te Ninove op 30 mei 1963, samenwonende te 9472 Iddergem, Hoekstraat 60, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd in een stelsel van scheiding van goederen.

Haaltert (Denderhoutem), 7 juli 1999.

(Get.) E. Van Oudenhove, notaris. (21266)

Bij verzoekschrift van 21 juni 1999 hebben de echtgenoten, Moens, Thierry François Denis Ghislain, en Ramaekers, Greetje Josephine Stephanie, wonende te Tongeren, Sint-Truidersteenweg 269, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, om de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Pierre Daenen, met standplaats te Gingelom (Montenaken), op 21 juni 1999.

Voor de verzoekers, (get.) Pierre Daenen, notaris. (21267)

Bij vonnis van 29 juni 1999, uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, werd de akte verleden voor notaris Paul De Meirman, te Lokeren, van 11 maart 1999, gehomologeerd, waarbij de echtgenoten, Mouton, John Arthur Maria, zaakvoerder, geboren te Lokeren op 16 september 1963, en Nimmegeers, Chantal Maria Hortensia Edgard, bediende, geboren te Gent op 22 oktober 1966, samenwonende te Lokeren, Schraagveld 1, hun bestaand wettelijk huwelijksvermogensstelsel van gemeenschap handhaven, waarbij inbreng gedaan werd door Mevr. Chantal Nimmegeers van een persoonlijk onroerend goed en waarbij een verblijvingsbeding werd bepaald.

Namens de echtgenoten Mouton-Nimmegeers, (get.) Paul De Meirman, notaris te Lokeren. (21268)

Bij vonnis van 29 juni 1999, uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, werd de akte verleden voor notaris Paul De Meirsmen, te Lokeren, van 15 januari 1999, gehomologeerd, waarbij de echtgenoten, Van Hecke, Emiel Cecilia, meubelmaker, geboren te Zele op 2 april 1945, en Van der Sype, Maria Cesarine, huisvrouw, geboren te Wetteren op 17 april 1948, samenwonende te Hamme, Vossestraat 6, hun bestaand wettelijk huwelijksvermogensstelsel van gemeenschap handhaven, waarbij inbreng gedaan werd door de heer Emiel Van Hecke van een persoonlijk onroerend goed en waarbij een verblijvingsbeding werd bepaald.

Namens de echtgenoten Van Hecke-Van der Sype, (get.) Paul De Meirsmen, notaris te Lokeren. (21269)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 22 juni 1998, hebben de heer Jan Paul Gustaaf Doucet, bediende, geboren te Leuven op 24 december 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Isabelle Baele, bediende, geboren te Ukkel op 6 maart 1967, samenwonende te Bierbeek, Ruisbroekstraat 35, de homologatie gevraagd van de notariële akte verleden voor Mr. Dirk Luyten, notaris te Mechelen, op 10 april 1998, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor de verzoekers, (get.) Dirk Luyten, notaris. (21270)

Bij vonnis gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 6 mei 1999, werd de akte verleden voor notaris Virginie Bostoen, te Gent, op 20 februari 1999, tussen de heer Davy Julia Willy Stevens, geboren te Sint-Gillis-Waas op 23 maart 1974, bediende sales manager, en zijn echtgenote, Mevr. Veerle Lea Gustaaf De Vijlder, geboren te Gent op 28 maart 1974, zelfstandige, samenwonende te Beervelde, Toleindestraat 36, gehomologeerd, houdende inbreng van een onroerend goed in de gemeenschap.

Namens de echtgenoten Davy Stevens-Veerle De Vijlder, (get.) V. Bostoen. (21271)

Bij vonnis van de tweede B-kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, d.d. 1 juni 1999, werd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Niels Olesen, zelfstandige, en zijn echtgenote, Helle Klara Wedel Andersen, huisvrouw, beiden te Schoten, Villerslei 160, verleden voor notaris Tony Sebrechts, ter standplaats Schoten, op 15 februari 1999, gehomologeerd, inhoudende de wijziging van het wettelijk stelsel naar Deens recht in een stelsel van zuivere scheiding van goederen naar Belgisch recht.

Schoten, 6 juli 1999.

(Get.) Tony Sebrechts, notaris. (21272)

Er blijkt uit een verzoekschrift tot homologatie van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgesteld op 8 juli 1999, door de echtgenoten, Joseph Pauwels, gepensioneerde, en Mevr. Cecile Martens, gepensioneerde, te Waarschoot, Weststraat 71, dat zij bij akten verleden voor notaris Bernard Vanderplaetsen, te Lovendegem, hebben laten opstellen :

de boedelbeschrijving van hun roerende goederen, d.d. 7 juni 1999;

de regeling van hun wederzijdse rechten bij vergelijk en de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, bedingende scheiding van goederen d.d. 7 juni 1999.

Dat zij gehuwd zijn voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Evergem op 7 juni 1961, onder het stelsel van scheiding van goederen blijkt huwelijkscontract verleden voor notaris Johan de Sagher, te Evergem, op 5 juni 1961.

Lovendegem, 8 juli 1999.

(Get.) Vanderplaetsen, notaris. (21273)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, de dato 2 juni 1999, werd de akte tot wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Francis van Schoubroeck, te Herentals, op 16 maart 1999, tussen de heer Kris Roger Hilda Belmans, stukadoor, te Olen, Meren 10, geboren te Geel op 11 april 1972, en zijn echtgenote, Mevr. Peggy Viskens, boekhoudster, te Olen, Meren 10, geboren te Turnhout op 25 juli 1974, inhoudende het wettelijk stelsel met inbreng van een toekomstig onroerend goed, gehomologeerd.

Herentals, 5 juli 1999.

Voor de verzoekers, (get.) F. van Schoubroeck, notaris. (21274)

Bij vonnis van 25 mei 1999 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt het wijzigend huwelijkscontract, verleden voor notaris Hugo Kuijpers, te Leuven (Heverlee), op 29 december 1998, tussen de echtgenoten Bart Félix Johan Neys, criminoloog, en Linda Louisa Andrée Briers, maatschappelijk werkster, samen gehuisvest te Kermt (Hasselt), Stockheimlaan 7, bekrachtigd.

(Get.) H. Kuijpers, notaris. (21275)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, uitgesproken op 19 mei 1999, werd de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Hervé De Graef, te Mol, op 26 maart 1999, gehomologeerd.

In deze akte hebben de heer Thierfeldt, David Emmanuel, leraar, en zijn echtgenote, Mevr. Douw, Hilde Maria Josepha, lerares, samenwonende te Mol, Tennislaan 9, hun huwelijksvermogensstelsel gewijzigd in een wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed.

Voor de echtgenoten Thierfeldt-Douw, (get.) Hervé De Graef, notaris. (21276)

Bij verzoekschrift van 21 juni 1999 hebben de heer Coudyser, Geert Georges Osima, lasser, en zijn echtgenote, Mevr. Dierick, Carine Georgette Marie Louise, hulpverpleegster, samenwonende te Oudenaarde, Haasbroekstraat 11, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij ontstentenis van huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Tillo Derforce, te Wannegem-Lede (Kruishoutem), op 21 juni 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Tillo Derforce, notaris. (21277)

Bij verzoekschrift van 10 mei 1999 hebben de heer Bart Maarten Hubert Bruyninckx, bediende, geboren te Leuven op zes mei negentienhonderd vierenzeventig, en zijn echtgenote, Mevr. Magali Frédéric Catherine Peeters, bediende, geboren te Steenokkerzeel op dertig november negentienhonderd vierenzeventig, samenwonende te Kortenberg, Leuvensesteenweg 288, bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven om homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Jean-Luc Peers, te Vilvoorde, van 10 mei 1999, houdende inbreng van het onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Jean-Luc Peers, notaris, te Vilvoorde. (21278)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 25 mei 1999, werd de akte gehomologeerd welke verleden werd door notaris Jan Jansen, te Heist-op-den-Berg, op 23 maart 1999, waarbij de heer Swinnen, Daniel, geboren te Lommel op 19 mei 1966, en zijn echtgenote, Mevr. Boussé, Myriam Christiane, geboren te Hasselt op 30 mei 1969, samen gehuisvest te Hechtel-Eksel, Dennenstraat 11, hun huwelijksvermogensstelsel houdende het wettelijk stelsel hebben gewijzigd door inbreng van een eigen goed van de echtgenoot.

Heist-op-den-Berg, 5 juli 1999.

Namens de echtgenoten Swinnen-Boussé, (get.) Jan Jansen, notaris. (21280)

## Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 17 juni 1999 hebben de heer Asselberghs, Pieter Gustaaf Martha, arbeider, en zijn echtgenote, Naenen, Christel, bediende, samenwonende te 2531 Boechout (Vremde), Vremdseseesteenweg 209, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift, d.d. 22 april 1999, neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Guy Van den Brande, te Lier, op 22 april 1999, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 18 juni 1999.

De griffier, (get.) M. Schoeters.

Antwerpen, 18 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers, de griffier, (get.) M. Schoeters. (21279)

## Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance de la chambre des vacations du tribunal de première instance de Liège du 2 juillet 1999, M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, a été nommé en qualité de curateur à la succession de Mme Jehasse, Yvonne Marie Antoinette, née à Houtain-Saint-Siméon le 21 décembre 1900, veuve de Dantine, Jacques, domiciliée en son vivant à Oupeye, rue du Long Fossé 166A, et décédée à Haccourt le 7 novembre 1991.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat.

(21281)

## Requête en réhabilitation – Verzoekschrift om eerherstel

Bij vonnis, bij verstek, van 27 februari 1981 uitgesproken door de rechtbank van koophandel te Gent, eerste kamer, bevestigd ingevolge verzet van de gefailleerde door de rechtbank van koophandel, vijfde kamer, bij vonnis van 30 april 1981, werd de heer Hennequin, Philippe-Jean, geboren te Deurle op 30 maart 1949, gehuisvest te Deurle (Sint-Martens-Latem), Dorpsstraat 16, in staat van faillissement verklaard.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, vierde kamer, werd op 9 januari 1985 dit faillissement gesloten verklaard door vereffening.

Na sluiting van dit faillissement worden alle schuldeisers volledig vereffend.

Thans heeft Hennequin, Philippe-Jean, een aanvraag ingediend om eerherstel te bekomen.

Ingevolge artikel 111 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 wordt ten verzoeken van de procureur des Konings te Gent bovenstaand uittreksel van dit verzoek om eerherstel overgemaakt om opgenomen te worden in het *Belgisch Staatsblad* teneinde toe te laten dat iedere schuldeiser wiens schuldvordering niet geheel is betaald of iedere belanghebbende binnen de twee maanden na verschijning van huidig uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* verzet kan aantekenen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Gent.

Gent, 6 juli 1999.

(Get.) M. Cauwe, eerste substituut-procureur des Konings. (21245)